

L. SÉGAL

**PRINCIPES
D'ECONOMIE
POLITIQUE**

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage
publié aux Editions Sociales Internationales en 1936.**

WWW.MARXISME.FR

Sommaire

Chapitre I : Le développement économique de la société

1. **Le communisme primitif (p.7)**
 - La décomposition du communisme primitif
 - La première division de la société en classes
2. **L'esclavage (p.10)**
 - La décadence de l'esclavage
3. **La féodalité (p.13)**
 - La décadence de la féodalité
4. **Le capitalisme (p.15)**
 - La contradiction entre les forces productives et les rapports de production
5. **L'importance de l'économie politique marxiste (p.16)**

Chapitre II : La production marchande et ses contradictions

1. **La marchandise (p.17)**
 - La valeur d'usage
 - L'échange des marchandises
 - La valeur d'échange
 - Le double caractère du travail
 - La valeur
 - Le temps de travail socialement nécessaire
 - La grandeur de la valeur
2. **La valeur, rapport social (p.19)**
 - La division sociale du travail
 - La contradiction essentielle de la production marchande
3. **La forme de la valeur (p.21)**
 - La forme simple de la valeur
 - La forme totale ou développée de la valeur
 - La forme générale de la valeur
 - La forme argent de la valeur
4. **Le rôle de la valeur (p.23)**
 - L'écart entre le prix et la valeur
 - La valeur et la répartition du travail social
 - La valeur — loi de l'économie marchande
5. **Le caractère fétiche de la marchandise (p.26)**
 - Le caractère historique de la marchandise et de la valeur
 - Le caractère social spécifique du travail dans la production marchande
 - La valeur dissimule les rapports sociaux
6. **Les théories bourgeoises de la valeur (p.27)**
 - Le caractère de classe de la science bourgeoise
 - Les théories bourgeoises et social-démocrates de la valeur
 - L'importance de la théorie marxiste de la valeur
7. **La loi essentielle de la période de transition (p.29)**
 - L'économie marchande simple dans la période de transition
 - La loi de la dépense du travail

Chapitre III : L'argent

1. **La mesure de la valeur (p.33)**
2. **L'argent, moyen de circulation (p.33)**
 - La possibilité des crises
3. **L'argent, moyen de paiement (p.34)**
4. **La quantité d'argent nécessaire à la circulation (p.34)**
5. **Le papier-monnaie et la monnaie de crédit (p.35)**
6. **L'inflation (p.36)**

Chapitre IV : Le capital et la plus-value

1. **La contradiction essentielle du capitalisme (p.38)**
 - Les conditions de la production capitaliste
 - L'accumulation primitive
 - La contradiction fondamentale du capitalisme
2. **La plus-value (p.40)**
 - La plus-value, développement de la valeur
 - Valeur d'usage et valeur de la force de travail

- La valeur créée par la dépense de la force de travail
- La production de la plus-value
- 3. Le capital et ses parties composantes (p.44)**
 - Le capital
 - Le transfert de la valeur et la nouvelle valeur
 - Le capital constant et le capital variable
 - Le capital fixe et le capital circulant
- 4. Les procédés d'accroissement de la plus-value (p.46)**
 - Le degré d'exploitation
 - La plus-value absolue et la plus-value relative
 - La journée de travail
 - La production de la plus-value relative
 - La plus-value extra
 - L'intensité et la productivité du travail
 - L'unité de la plus-value absolue et relative et leur différence
 - Le développement de la productivité du travail
 - L'influence de la machine sur l'ouvrier
- 5. Le capital et la plus-value — rapports sociaux (p.52)**
 - L'esclavage salarié
 - Le capital domine le prolétariat
 - Le capital — rapport social matérialisé
- 6. Les théories bourgeoises et social-démocrates (p.54)**
 - La théorie des trois sources du revenu
 - La théorie de l'harmonie des classes
 - L'importance de la théorie marxiste de la plus-value
- 7. Les rapports de production en U.R.S.S. (p.56)**
 - L'abolition de l'esclavage salarié
 - L'ouvrier et la technique

Chapitre V : Le salaire

- 1. La nature du salaire (p.59)**
 - Le salaire dissimule l'exploitation
 - L'importance de la théorie marxiste du salaire
- 2. Les formes du salaire (p.60)**
 - Le salaire au temps
 - Le salaire aux pièces
- 3. L'importance du salaire en période de transition (p.62)**

Chapitre VI : L'accumulation du capital et l'appauvrissement de la classe ouvrière

- 1. La reproduction simple (p.64)**
 - L'ouvrier fait crédit au capitaliste
 - Tout capital est de la plus-value accumulée
 - La consommation individuelle des ouvriers est une consommation productive
 - La reproduction des rapports capitalistes
- 2. La reproduction élargie (p.66)**
 - L'accumulation et la composition organique du capital
 - La loi de l'appropriation capitaliste
 - La concentration et la centralisation du capital
 - La diminution relative du capital variable
- 3. La surpopulation relative. La loi générale de l'accumulation capitaliste (p.69)**
 - La surpopulation relative
 - Les formes de la surpopulation relative
 - La loi générale de l'accumulation capitaliste
- 4. L'appauvrissement de la classe ouvrière (p.71)**
 - Critique de la théorie réformiste de l'accumulation capitaliste
 - Le niveau de vie de la classe ouvrière
 - La baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail
 - Le développement de la technique est accompagné en régime capitaliste de la croissance de l'intensité du travail
 - Le mouvement du salaire
 - La loi de la paupérisation absolue de la classe ouvrière en régime capitaliste
 - La lutte économique et la lutte politique
- 5. L'accumulation socialiste et le niveau de vie de la classe ouvrière en U.R.S.S. (p.78)**
 - La reproduction socialiste
 - Le rythme de l'accumulation socialiste
 - Le niveau de vie du prolétariat soviétique

Chapitre VII : Les formes du capital et de la plus-value.

1. Les formes du capital (p.81)

Le mouvement du capital

Le mouvement circulatoire et la reproduction du capital

La séparation des phases du mouvement du capital détermine la division des fonctions à l'intérieur de la bourgeoisie

Les formes de la plus-value et leur importance

2. La transformation de la plus-value en profit — Le profit et le taux de profit (p.84)

Le prix de revient

Le profit, forme modifiée de la plus-value

Le taux du profit

3. La formation d'un taux moyen du profit et la transformation de la valeur des marchandises en prix de production (p.86)

La concurrence des capitaux et le nivellement du taux du profit

Le taux moyen du profit

Le prix de production — forme modifiée de la valeur

La « contradiction » entre les livres I et III du Capital

4. La tendance à la baisse du taux du profit (p.89)

Les causes de la baisse du taux du profit

Les facteurs opposés

La baisse du taux du profit et les contradictions du capitalisme

5. Le profit commercial (p.91)

L'influence du capital supplémentaire sur le taux moyen du profit

La formation du profit commercial

6. Le capital de prêts et l'intérêt (p.93)

L'intérêt — partie de la plus-value

Le taux d'intérêt est moindre que le taux moyen du profit

L'intérêt et le profit bancaire

7. La rente foncière (p.94)

La première rente différentielle

La deuxième rente différentielle

La rente différentielle du terrain le moins bon

La rente absolue

Chapitre VIII : Le développement capitaliste de l'agriculture

1. La propriété privée du sol comme facteur freinant le développement de l'agriculture sous le capitalisme (p.99)

Le prix de la terre

La séparation de la production agricole d'avec la propriété foncière

Le capitalisme et la nationalisation du sol

2. La grande et la petite production dans l'agriculture (p.101)

L'évincement de la petite production par la grande

3. L'exploitation des paysans en régime capitaliste (p.103)

Les formes de l'exploitation des paysans

La prolétarianisation de la paysannerie

L'importance de la théorie léniniste de la question agraire

Chapitre IX : La reproduction et la circulation du capital social dans son ensemble

1. Critique de la théorie de Smith (p.107)

La décomposition de la valeur en revenus

La racine de l'erreur de Smith

2. Les conditions de la reproduction du capital social dans son ensemble (p.109)

Position de la question

Les deux sections de la production sociale

La réalisation dans la reproduction simple

La réalisation dans la reproduction élargie

La théorie de la reproduction est le développement de la théorie de la valeur

Le développement donné par Lénine à la théorie marxiste de la reproduction

3. Les contradictions de la reproduction (p.117)

La question de la possibilité de l'accumulation et du marché intérieur

La production et la consommation en régime capitaliste

Critique de la théorie de Rosa Luxembourg

Critique des théories apologétiques bourgeoises

Chapitre X : Les crises

1. La contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste est la cause des crises (p.123)

- L'anarchie de la production dans l'économie marchande simple et en régime capitaliste
- Possibilité et nécessité des crises
- La tendance à l'élargissement illimité de la production
- Le capital est une limite à l'élargissement de la production capitaliste
- La cause de la crise
- Le rôle de la consommation productive
- La disproportion de la production et la contradiction entre la production et la consommation.

2. La marche de la crise (p.128)

- Le développement de la crise
- Le déroulement de la crise dans la production
- La dévaluation du capital et la destruction des forces productives
- Les crises sont la réunion et l'aplanissement violent des contradictions du capitalisme
- La périodicité des crises

3. La signification des crises (p.133)

- Les crises expriment la collision des forces productives avec les rapports de production
- La crise et la révolution

4. Les théories bourgeoises et social-démocrates des crises (p.134)

- La théorie de la disproportion
- La théorie de la sous-consommation
- La théorie de Rosa Luxembourg
- L'importance de la théorie marxiste-léniniste des crises

5. L'impossibilité des crises en U.R.S.S. (p.137)

Chapitre XI : L'impérialisme

1. La concentration et le monopole (p.140)

- Le monopole naît de la concentration
- Les formes de monopole
- Le monopole et la concurrence
- Le caractère transitoire du capitalisme monopoliste

2. Le nouveau rôle des banques. — Le capital financier (p.143)

- Les monopoles bancaires
- Les sociétés par actions
- La fusion du capital industriel et du capital bancaire. Le capital financier
- L'oligarchie financière

3. L'exportation du capital (p.146)

- Les causes de l'exportation du capital
- L'importance de l'exportation du capital

4. La lutte pour le partage du monde entre les unions capitalistes (p.148)

- Les monopoles internationaux
- L'importance des monopoles internationaux

5. Le partage territorial du monde entre les Etats impérialistes et la lutte pour ce partage (p.149)

- L'achèvement du partage du monde
- Les colonies avant et à l'époque de l'impérialisme
- La lutte pour un nouveau partage du monde

6. L'impérialisme est un stade particulier, le stade suprême du capitalisme (p.151)

- L'impérialisme, stade particulier du capitalisme
- Le parasitisme et la décomposition du capitalisme
- L'impérialisme, c'est le capitalisme déperissant

7. L'aggravation des contradictions de classe à l'époque de l'impérialisme (p.154)

- L'aggravation de la situation du prolétariat
- L'aristocratie ouvrière et l'opportunisme
- Le mouvement révolutionnaire dans les colonies
- L'aggravation des contradictions entre impérialistes
- L'impérialisme est la veille de la révolution prolétarienne

8. Les « théories » social-démocrates de l'impérialisme (p.157)

- La théorie de l'impérialisme de Kautsky
- La théorie du « surimpérialisme »
- La théorie du « capitalisme organisé »
- La théorie de la « démocratie économique »
- La théorie du « capitalisme d'Etat »
- Les théories de Trotski et des opportunistes de droite sur l'impérialisme
- La théorie de Rosa Luxembourg

9. La loi du développement inégal et la révolution prolétarienne (p.162)

- La victoire du socialisme dans un seul pays

La loi du développement inégal à l'époque de l'impérialisme

10. La crise générale du capitalisme (p.165)

La lutte des deux systèmes

L'accentuation de la décomposition et l'aggravation des contradictions de classe

La crise générale et les colonies

La lutte pour un nouveau partage du monde

11. Le fascisme (p.171)

Les trois périodes de la crise générale du capitalisme

La crise économique contemporaine

Le second cycle de révolutions

Chapitre I : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ

« Seul un parti dirigé par une théorie d'avant-garde peut jouer le rôle de combattant d'avant-garde. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome IV, p. 433, Editions Sociales Internationales. Paris, 1929.)

C'est en ces termes que Lénine définit l'importance de la théorie pour la lutte de classe du prolétariat.

Cette théorie révolutionnaire qui arme la classe ouvrière dans sa lutte pour le renversement du capitalisme et l'édification de la société communiste, c'est le marxisme-léninisme.

Pour conduire la classe ouvrière à la victoire, il faut connaître les lois du développement et de la chute du capitalisme, il faut connaître les conditions nécessaires pour en triompher. De même que nous ne pouvons maîtriser les forces de la nature sans les avoir étudiées, sans connaître les lois de la nature, de même le parti révolutionnaire du prolétariat ne saura élaborer et appliquer une bonne stratégie et tactique, une politique juste pour le renversement du capitalisme et l'édification de la société communiste, s'il ignore les lois qui régissent le développement de la société en général, et du capitalisme en particulier.

Les lois du développement de la société furent découvertes par Marx et Engels qui ont démontré que les rapports de production entre les hommes sont à la base de toute la vie sociale.

Aucune société ne peut vivre et se développer sans produire les objets de toute espèce nécessaires à l'existence. Or, les moyens d'existence ne se trouvent pas tout préparés dans la nature, l'homme doit se les procurer par son travail. En produisant les objets d'usage, l'homme modifie la substance naturelle, la transforme et l'adapte à ses besoins. En ce sens, la production est l'action de l'homme sur la nature. Mais l'homme existe et produit non en tant qu'individu isolé, mais comme membre de la société. Aussi, le procès de la production implique-t-il un rapport déterminé non seulement entre la société et la nature, mais encore entre les hommes eux-mêmes.

Prenons, à titre d'exemple, une usine de textile. La substance naturelle, le coton, y est transformée à l'aide de machines qui sont également une force naturelle modifiée et dominée par l'homme. Nous constatons, en outre, dans cette usine, des rapports déterminés entre les hommes : d'une part, les ouvriers, qui ne sont pas les propriétaires des moyens de production et, de l'autre, le capitaliste, qui possède ces moyens de production et exploite les ouvriers. Prenons maintenant une usine de textile socialiste. Ici, le coton est soumis aux mêmes procédés de transformation à l'aide de machines analogues; les ouvriers occupés possèdent la même spécialisation que ceux de l'usine capitaliste; mais, dans le procès de la production, les rapports entre les hommes sont tout à fait différents. Les moyens de production n'appartiennent plus au capitaliste, mais à l'ensemble de la classe ouvrière, donc point d'exploitation. Le directeur rouge qui est à la tête de l'entreprise socialiste n'est pas un propriétaire, mais un fonctionnaire de l'Etat prolétarien, chargé de diriger la production. La production est dirigée suivant un plan fixé par l'Etat prolétarien. Dans l'usine socialiste, l'organisation du travail est différente de celle de l'usine capitaliste. L'attitude des ouvriers à l'égard du travail y est tout autre. Nous voyons que, dans le régime capitaliste et dans le régime socialiste, la forme sociale de la production ainsi que les rapports entre les hommes sont tout à fait différents. *Les rapports entre les hommes dans le procès de la production sociale, portent le nom de rapports de production.* Au cours du développement historique de la société humaine les rapports de production ont changé ainsi que les formes sociales de la production.

Ces formes sociales furent : le communisme primitif, l'esclavage, la féodalité et le capitalisme. A l'heure actuelle, a lieu en U.R.S.S. la transition du capitalisme au communisme inaugurée par la Révolution d'octobre 1917. Ici, a déjà vaincu le mode de production socialiste.

1. Le communisme primitif

Cette forme sociale de production a existé pendant de nombreux millénaires chez tous les peuples au stade le plus reculé de l'évolution de la société humaine, c'est de cette époque que date le développement de la société. Les hommes vivaient alors à l'état sauvage. Ils se nourrissaient de végétaux qu'ils trouvaient dans la nature à l'état comestible : légumes, fruits sauvages, noix. La découverte du feu fut d'une importance énorme puisqu'elle permit d'élargir les sources de l'alimentation. On se mit à consommer du poisson, des écrevisses et d'autres animaux aquatiques.

Les premiers instruments dont les hommes firent usage furent le bâton et les pierres grossières non taillées. L'invention de la lance avec une pointe de pierre et ensuite de l'arc et de la flèche procura un nouveau produit alimentaire : la chair des bêtes. Parallèlement à la recherche d'aliments végétaux et à la pêche, la chasse devint un des moyens d'existence. Ultérieurement, un pas en avant très considérable fut réalisé par l'introduction d'outils en pierres taillées qui ont permis de travailler le bois pour construire des habitations.

Si important qu'ait été tout ce procès de développement qui, à travers des millénaires, a conduit de l'existence mi-animale à celle de l'homme sachant confectionner une hache en pierre et construire une habitation, les hommes étaient encore extrêmement faibles dans la lutte contre les forces de la nature. Cela s'exprimait surtout dans l'instabilité et la précarité des sources d'alimentation. Les hommes étaient à la merci du hasard, incertains de *trouver toujours* du gibier et des produits végétaux. Quant à faire des réserves, il n'y avait pas lieu d'y songer. Il fallait se procurer la nourriture au jour le jour, sans la moindre certitude du lendemain.

Dans ces conditions, la population devait être tout à fait clairsemée : la nourriture que l'on était à même de tirer d'un territoire donné n'aurait pas suffi à entretenir une population plus dense.

Les hommes vivaient par tribus composées de plusieurs clans. Ces derniers, comprenant des centaines de personnes, englobaient de grandes familles apparentées. La propriété privée des moyens de production n'existait pas. L'économie du clan était gérée en commun, collectivement : la chasse comme la pêche, la préparation de la nourriture et sa consommation, tout se faisait en commun. Les habitations étaient également communes. Ainsi, dans son livre : *l'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat*, Engels relate l'exemple des peuplades des îles du Pacifique, où, sous le même toit, étaient abritées dans une économie commune, jusqu'à 700 personnes et quelquefois des tribus entières.

Ce régime communiste primitif était nécessaire pour la société humaine à ce stade de développement; une vie isolée, éparpillée, aurait rendu impossible l'invention et le développement des armes et outils primitifs. Ce n'est que grâce à une vie collective, que les hommes primitifs purent remporter leurs premiers succès dans la lutte contre la nature. L'union dans un clan communiste, telle était leur principale force.

Dans la société communiste primitive, il n'y avait et il ne pouvait y avoir d'exploitation de l'homme par l'homme. Le travail était divisé entre l'homme et la femme. Dans le clan, il y avait des membres plus forts et des membres plus faibles, mais il n'y avait pas d'exploitation.

L'exploitation n'est possible que si l'homme peut produire des moyens d'existence non seulement pour soi, mais encore pour les autres. Ce n'est qu'à cette condition qu'un individu peut vivre aux dépens du travail d'autrui. La société primitive, contrainte de se procurer de la nourriture au jour le jour, ne pouvant produire que le strict nécessaire, l'exploitation ne pouvait pas y avoir lieu. Quant aux prisonniers de guerre, on les tuait (quelquefois on les mangeait) ou bien on les admettait dans le clan.

Le régime communiste primitif était conditionné par le niveau de développement des forces productives de la société. On aurait tort de s'imaginer que les hommes primitifs ont créé ce régime consciemment. Il se forma et se développa d'une façon naturelle, sans égard à la volonté et à la conscience des hommes.

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. » (K. Marx, F. Engels : *Etudes philosophiques*, p. 83, Editions Sociales Internationales, Paris, 1935.)

Le développement ultérieur des forces productives de la société primitive — le perfectionnement des outils existants et l'invention de nouveaux outils, l'apparition de l'élevage et de l'agriculture, l'emploi des métaux — tout cela amena le changement des rapports de production. Le communisme primitif se décomposa avec la même nécessité naturelle avec laquelle il s'était formé, et céda la place à la société de classes.

La décomposition du communisme primitif

Le facteur qui inaugura la désagrégation du régime communiste primitif, ce fut la domestication des bêtes et l'évincement de la chasse par l'élevage. Pour la première fois, ce dernier fut introduit parmi les tribus qui habitaient des territoires riches en pâturages (principalement près des grands fleuves du sud-ouest de l'Asie, aux

Indes, dans les bassins de l'Amou-Daria et du Syr-Daria, du Tigre et de l'Euphrate). L'élevage fut pour ces tribus une source permanente de lait, de viande, de peaux et de laine. Les tribus pastorales avaient des objets d'usage dont étaient privées les tribus non pastorales. L'introduction de l'élevage marqua donc la première division sociale du travail.

Avant, le troc entre les différentes tribus portait un caractère purement accidentel et ne jouait aucun rôle dans la vie des tribus et des clans. La division du travail entre les tribus pastorales et les autres inaugura le *troc régulier* entre elles.

Un autre pas en avant dans le développement des forces productives c'était l'apparition de *l'agriculture* (d'abord l'horticulture et ensuite la culture des céréales) qui créa une source permanente d'aliments végétaux. L'invention du métier à tisser qui date de cette époque permit de confectionner des étoffes, des vêtements de laine. Ultérieurement, les hommes apprirent à fondre le minerai métallique, le cuivre et le plomb (l'extraction du fer fut découverte plus tard) et à fabriquer des outils, armes et poteries en bronze.

La première division de la société en classes

Tout cela eut pour effet d'augmenter dans une grande mesure la productivité de travail, le pouvoir de l'homme sur la nature et sa certitude du lendemain. Mais ces nouvelles forces productives de la société dépassaient déjà les cadres du communisme primitif.

« L'accroissement de la production dans toutes ses branches — élevage du bétail, agriculture, métiers domestiques — donnait à la force de travail humaine la capacité de créer plus de produits qu'il n'en fallait pour son entretien. Elle augmenta en même temps la somme quotidienne de travail qui incombait à chaque membre de la *gens*, de la communauté domestique ou de la famille isolée. Il devint désirable d'englober des forces de travail nouvelles. La guerre les fournit : les prisonniers de guerre furent transformés en esclaves... *De la première grande division sociale du travail naquit la première grande scission de la société en deux classes : maîtres et esclaves, exploités et exploités.* » (F. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 209. Edit. Costes, 1931.)

Les esclaves, c'étaient des gens étrangers au clan et qui n'en faisaient pas partie. Le développement des forces productives et l'apparition de l'esclavage devaient amener l'inégalité entre les membres du clan, en premier lieu entre l'homme et la femme.

« Le gain avait toujours été l'affaire de l'homme, les moyens nécessaires à cet effet étaient produits par lui, et sa propriété. Les troupeaux constituaient les nouveaux moyens de gain; leur domestication d'abord et leur garde ensuite étaient son ouvrage. Aussi est-ce à lui qu'appartenait le bétail, à lui les marchandises et les esclaves obtenus par échange contre du bétail. Tout le bénéfice que procurait maintenant la production revenait à l'homme; la femme en jouissait avec lui, mais n'y avait aucune part de propriété. » (F. Engels : *L'Origine...*, p. 210.)

Plus tard apparaît l'inégalité entre les chefs de diverses familles. Le développement du troc consécutif à la division croissante du travail y contribuait. L'emploi du fer augmenta la variété des outils et des objets en usage. L'agriculture prit également de l'extension grâce à l'introduction de la charrue au soc de métal; aux céréales venaient s'ajouter d'autres cultures.

« Une besogne aussi variée ne pouvait plus être exercée par le même individu; *la deuxième grande division du travail s'effectua* : le métier se sépara de l'agriculture. » (F. Engels : *L'Origine...*, p. 212.)

« La différence entre riches et pauvres s'établit à côté de celle entre hommes libres et esclaves — avec la nouvelle division du travail, nouvelle scission de la société en classes. Les différences en propriété des chefs de famille individuels dissolvent l'antique communauté de ménage partout où elle s'est jusque-là maintenue; et avec elle le travail en commun de la terre — pour le compte de cette communauté. Le sol arable est attribué pour usage aux familles particulières, d'abord à temps, plus tard une fois pour toutes. » (F. Engels : *L'Origine...*, p. 213.)

La transition vers la propriété privée s'accomplit. La densité grandissante de la population, due à la productivité accrue du travail, et l'augmentation des liens entre les différentes tribus conduisent peu à peu à la fusion de beaucoup de clans et de tribus en peuples. D'autre part, la désagrégation de la communauté primitive, l'inégalité

croissante entre ses membres et surtout l'application généralisée du travail des esclaves, tout cela aboutit à la formation de l'Etat comme organisme d'oppression de la classe exploitée par la classe exploiteuse.

Sous la pression des forces productives qu'il avait engendrées, le régime communiste primitif se décomposa et céda la place à une nouvelle société, divisée en classes.

Les adversaires du communisme affirment que le communisme primitif n'aurait jamais existé, que la propriété privée et la division de la société en classes étaient en vigueur dès le début de l'existence de la société. Ils s'efforcent de montrer que la propriété privée est inséparable de la nature de l'homme même, qu'il ne peut y avoir d'autre propriété, que la société était toujours divisée en classes et qu'une société sans classes est inconcevable. La bourgeoisie et ses agents, dans leur lutte contre le communisme moderne, ont intérêt à nier le communisme primitif.

Déjà en 1845, Marx et Engels ont démontré (dans *l'Idéologie allemande*) que le communisme primitif était la première forme de la société. Trente ans après (en 1877), en dehors des recherches effectuées par Marx et Engels, le savant américain Morgan est arrivé à la même conclusion, après avoir longuement étudié les tribus sauvages et demi-sauvages de l'Amérique et des îles du Pacifique. Les restes du communisme primitif subsistent encore de nos jours chez certains peuples sous la forme du communisme agraire : les communautés rurales possèdent en commun la terre et en distribuent les lots pour une jouissance temporaire à leurs membres. L'existence du communisme primitif, comme, phase initiale du développement de tous les peuples, ne saurait plus être mise en doute.

Examinons maintenant le système de l'esclavage, né des ruines du communisme primitif.

2. L'esclavage

Au commencement de ce système, le travail des esclaves était relativement peu employé. A côté des familles qui utilisaient cette main-d'œuvre, il y en avait beaucoup qui se contentaient de leur propre force de travail familial. Mais par suite du développement du troc et de l'apparition de l'argent les petites exploitations furent évincées par les grandes qui employaient la main-d'œuvre des esclaves. Voici comment s'opéra ce procès.

L'accroissement de la division du travail et de l'échange fit naître le commerce et une classe de commerçants qui achètent et vendent les marchandises. C'était, comme le dit Engels, « *la troisième division du travail d'une importance capitale* » (F. Engels : *l'Origine...*, p. 216.). Les marchands, mettant à profit l'isolement des petits producteurs du marché, achetaient les marchandises à bas prix et les revendaient à un prix élevé. Ils exploitaient, de la sorte, les producteurs et les consommateurs. D'autre part, la croissance de la production marchande et de la circulation monétaire eut pour résultat que « *après l'achat de marchandises pour de l'argent, vinrent les prêts, et avec ceux-ci les intérêts et l'usure* ». (F. Engels : *l'Origine...*, p. 218.)

Le capital usuraire enchaîne les petits producteurs, — les paysans et les artisans, — par les dettes et les asservit. Dans l'ancienne Grèce, et à Rome, la plupart des petits producteurs tombèrent, dans un laps de temps relativement court, dans la servitude des usuriers. La lutte entre les usuriers et leurs débiteurs a été la principale forme de lutte de classe dans la population libre.

« Dans l'antiquité, la lutte de classe est surtout une lutte entre créanciers et débiteurs. Elle se termine, à Rome, par la disparition du débiteur plébéien qui est remplacé par l'esclave. » (K. Marx : *le Capital*, tome I, p. 146, Edition Costes, Paris, 1924-1930.)

Cette lutte aboutit à la ruine des petits producteurs et à leur transformation en prolétaires. Mais dans l'ancienne Rome, ce n'étaient pas des prolétaires dans le sens moderne du mot, ce n'étaient pas des ouvriers. C'était tout simplement une foule d'indigents. Les terres des paysans ruinés étaient accaparées par les gros propriétaires fonciers qui, à l'aide du travail généralisé des esclaves, créaient des grandes exploitations, dites latifundia, d'élevage, d'agriculture et d'horticulture. Dans les ateliers d'artisans, qui étaient parfois assez considérables, le travail des esclaves était de plus en plus employé. Dans les mines, dans les grands chantiers, dans la construction de routes, dans les galères à Tames, partout travaillaient les esclaves. L'esclavage était la base de toute la production. Le nombre des esclaves dépassait de plusieurs fois celui de la population libre. Ainsi, à Athènes, il y avait, pour 90.000 habitants libres 365.000 esclaves, à Corinthe pour 46.000 hommes libres, 460.000 esclaves.

« C'est ainsi qu'avec l'extension du commerce, l'argent et l'usure, la propriété foncière et l'hypothèque, on vit la concentration et la centralisation de la richesse entre les mains d'une classe peu nombreuse faire des progrès rapides, et à côté l'appauvrissement croissant des masses et l'augmentation de la masse des pauvres... Et à côté de cette division des hommes libres en classes suivant leurs fortunes, se produisit, surtout en Grèce, un énorme accroissement du nombre des esclaves dont le travail forcé formait la base où s'élevait la superstructure de toute la société. » (F. Engels : *l'Origine...*, p. 219-220.)

L'esclave était la propriété complète de son maître qui pouvait en disposer comme du bétail. Les esclaves étaient dénués des droits civiques les plus élémentaires et leurs maîtres pouvaient les tuer impunément. Il est évident que, dans ces conditions, il fallait recourir à la contrainte ouverte pour les obliger à travailler. L'atroce exploitation des esclaves était la cause de leur rapide usure; inaptes au travail ils étaient mis à mort. Pour remplacer les morts et pour élargir la production il fallait un afflux incessant des esclaves. On se les procurait par les guerres, que les Etats esclavagistes menèrent d'une façon presque ininterrompue.

L'exploitation accentuée des esclaves amena des révoltes dont la plus considérable fut celle dirigée par Spartacus l'an 77 avant notre ère. Mais elles se terminèrent par des défaites.

L'esclavage a été une étape nécessaire dans le développement de la société humaine. Dans les conditions de la décomposition de la communauté primitive, l'esclavage est devenu la seule base du développement social.

« L'introduction de l'esclavage a été, dans les circonstances où elle s'est produite, un grand progrès. C'est une fois pour toutes, un fait que l'humanité, née de l'animalité, a eu besoin de moyens barbares et presque animaux pour se tirer de la barbarie. » (F. Engels : *M. E. Dühring bouleverse la science*, tome II, p. 67, Edition Costes, Paris, 1931-1933.)

Le travail manuel était la base de la production. La grande production n'était pas possible sans l'emploi, à une vaste échelle, du travail des esclaves. L'esclavage a rendu possible une division plus grande du travail entre le métier et l'agriculture. Il a permis la construction des grands édifices de l'antiquité, de la navigation et de l'industrie d'extraction. Sans l'esclavage, les sciences et les arts (les mathématiques, la mécanique, l'astronomie, la géographie, la sculpture et les beaux-arts) n'eussent pu atteindre le niveau relativement élevé où ils étaient dans le monde antique.

Le développement des forces productives ne profitait qu'à une poignée d'exploiteurs; pour la masse des esclaves il signifiait des souffrances et des privations incroyables. Mais telle est en général la loi du développement des forces productives dans la société divisée en classes.

« Le fondement de la civilisation étant l'exploitation d'une classe par une autre, son évolution tout entière se meut en une constante contradiction. *Chaque pas en avant de la production est en même temps un pas en arrière dans la situation de la classe opprimée, c'est-à-dire de la grande majorité.* Chaque bienfait pour les uns est nécessairement un mal pour les autres; chaque libération nouvelle de l'une des classes est une oppression nouvelle pour une autre. La preuve la plus frappante nous en est fournie par l'introduction du machinisme, dont les effets sont aujourd'hui connus du monde entier. » (F. Engels : *l'Origine...*, p. 235.)

L'esclavage a été une forme sociale nécessaire du développement des forces productives à un stade déterminé de l'histoire. Ce développement fut à son tour la cause de la décadence de ce régime.

La décadence de l'esclavage

Sous le régime de l'esclavage, la technique ne se développait presque pas, l'ancienne Rome et la Grèce développaient surtout la production d'objets de luxe et d'armes, la construction de palais, de temples, de routes militaires. Mais la technique du travail, surtout dans l'agriculture, cette branche fondamentale de la production de ce temps, est restée presque sans changement. Le développement de la production avait pour base la main-d'œuvre bon marché des esclaves et impliquait l'augmentation incessante du nombre de ces derniers. Or, la principale source pour s'en procurer, c'était la guerre. En quelques siècles, Rome conquiert presque toute l'Europe occidentale, l'Asie mineure, la côte méditerranéenne de l'Afrique du Nord.

Les provinces conquises par Rome étaient soumises à une exploitation féroce. Elles étaient une source abondante d'où l'Etat romain soutirait des impôts. Les fonctionnaires romains qui administraient ces provinces, ainsi que les troupes romaines qui y stationnaient, pillaient impitoyablement la population de ces pays. L'exploitation barbare des peuples conquis avait pour effet la destruction générale des forces productives.

Si, à l'époque de sa naissance et à ses débuts, l'esclavage était un facteur de développement des forces productives, ce système devint, ultérieurement, une cause de destruction des forces productives. A son tour, cette décadence des forces productives devait conduire à la déchéance du régime de l'esclavage et à son abolition. A mesure de l'appauvrissement général, du déclin du commerce, des métiers et de l'agriculture, le travail des esclaves cesse graduellement d'être rentable.

« L'antique esclavage avait fait son temps. Ni à la campagne dans la grande agriculture, ni dans les manufactures urbaines, il ne donnait plus de profit qui en valût la peine — le marché pour ses produits avait disparu. » (F. Engels : *l'Origine...*, p. 192.)

Avec la décadence des grandes exploitations, basées sur le travail des esclaves, la petite production redevint avantageuse. Aussi, le nombre des esclaves affranchis grandit sans cesse, et parallèlement on assiste au morcellement des latifundia en petits terrains cultivés par les *colons*. Le colon c'était un cultivateur qui recevait en jouissance perpétuelle un terrain et qui acquittait une redevance en argent et en nature. Ce n'était pas un fermier libre, puisqu'il était attaché à la glèbe et ne devait pas la quitter. Il pouvait être vendu avec son terrain. Mais, d'autre part, il n'était plus esclave, n'étant pas la propriété individuelle du maître de la terre : celui-ci ne pouvait pas l'obliger à accomplir tel ou tel travail, ni le priver du terrain auquel il était attaché. Les colons étaient les prédécesseurs des serfs du moyen âge. Le gros des colons était constitué par les anciens esclaves, cependant des hommes libres aussi, bien qu'en moins grande quantité, passaient à l'état de colon.

Mais le colonat ne résolvait pas la contradiction créée par le système esclavagiste :

« L'esclavage ne se rémunérait plus, c'est pourquoi il se mourait. Mais en mourant, il laissait derrière lui son aiguillon empoisonné, le mépris du travail productif pour les hommes libres. Là était l'impasse sans issue dans laquelle se trouvait le monde romain : l'esclavage était économiquement impossible, le travail des hommes libres était moralement méprisé. Le premier ne pouvait plus, le second ne pouvait pas encore être la base de la production sociale. Le seul remède à cette situation était une révolution complète. » (F. Engels : *l'Origine...*, p. 192-193.)

Quand l'économie esclavagiste était encore forte et stable, les insurrections d'esclaves qui s'étaient produites de temps à autre (la plus grande de toutes fut l'insurrection de Spartacus en 73-71 avant notre ère) avaient abouti à la défaite. Mais la situation changea entièrement avec la décadence de l'économie esclavagiste et de l'Empire romain en général, dont nous avons parlé ci-dessus. Dès le II^e siècle, les insurrections d'esclaves prirent un caractère plus aigu et — ce qui est particulièrement important — rencontrèrent souvent un soutien du côté des couches pauvres de la population libre. En même temps, se produisit l'irruption dans l'Empire romain des barbares germaniques, avec lesquels Rome était en guerre depuis plusieurs siècles. L'offensive des Germains facilita le développement des insurrections d'esclaves à l'intérieur de l'Empire, insurrection dont l'ensemble représente *la révolution des esclaves*. A leur tour, ces insurrections contribuèrent à la défaite de Rome par les Germains, qui accéléra le processus de la révolution des esclaves, la liquidation de l'esclavage.

A la fin du V^e siècle, la lutte des Germains contre Rome aboutit à la défaite complète et à la décomposition de l'Empire romain. Les peuples germaniques, au nombre de 5 millions environ, se trouvaient à un stade inférieur de développement, l'esclavage existait chez eux à l'état embryonnaire. En raison de leur lutte séculaire contre Rome, leurs clans portaient surtout un caractère de démocratie militaire. Mais, ayant conquis Rome, ils ont abandonné le régime des clans, avec lequel il était impossible d'administrer l'Etat. Les Germains ont créé un nouveau pouvoir politique : le pouvoir du chef militaire devint le pouvoir royal.

Les conquérants germaniques prirent aux Romains les deux tiers de l'ensemble de la terre qui fut distribuée aux clans et aux familles. Mais une partie considérable des terres conquises fut attribuée par les rois aux chefs militaires, qui les donnèrent à leurs guerriers en jouissance perpétuelle sans le droit de vente ou de rétrocession. Ces terres, restées sous le pouvoir suprême du roi, portaient le nom de fiefs et leurs propriétaires, celui de seigneurs féodaux.

A cette époque d'incessantes guerres, la petite production paysanne ne pouvait exister sans la protection des grands seigneurs féodaux qui étaient en même temps des chefs militaires. Pendant 400 ans à partir de la chute de Rome, les paysans passent graduellement sous la dépendance de ces seigneurs. Les paysans étaient forcés de mettre leur terre sous la protection du seigneur féodal qui en devenait le propriétaire sans pouvoir la vendre ou la rétrocéder à un tiers. En échange, les paysans s'engageaient à fournir au seigneur féodal et à ses guerriers des produits alimentaires et à exécuter différents travaux. Ainsi, vers le IX^e siècle, se forma le régime féodal, ou la féodalité.

3. La féodalité

La base économique du mode féodal de production était la petite production paysanne et celle des petits artisans libres. La production portait un caractère essentiellement naturel, c'est-à-dire que les objets produits n'étaient pas destinés à l'échange. L'exploitation féodale de la paysannerie revêtait deux formes principales : 1. le paysan était obligé de travailler gratuitement une partie déterminée de la semaine sur les champs du seigneur (corvée); 2. il était tenu de livrer une partie du produit de son propre ménage (redevances). Le paysan avait le droit de quitter son seigneur pour un autre sans pouvoir toutefois s'affranchir de la dépendance féodale. Les artisans indépendants qui habitaient les villes et produisaient pour la vente, couvraient une partie considérable de leurs besoins par les produits de leur propre travail (ils possédaient du bétail, un jardin, quelquefois un champ). L'échange était surtout local, entre la ville et les villages environnants. Il y avait aussi le commerce des produits importés d'autres pays, principalement d'objets de luxe, les épices, etc. Mais l'échange entre les différentes régions de chaque pays n'existait presque pas. En raison du caractère naturel de la production et du faible développement des échanges, en raison aussi des mauvaises voies et moyens de communication, les pays étaient morcelés en provinces et régions autonomes.

Les villes habitées principalement par les artisans et les marchands, ont dû livrer une lutte violente et prolongée pour conquérir leur autonomie; elles avaient leurs garnisons à elles et étaient fortifiées. Les artisans étaient groupés en corporations professionnelles. Cette organisation était nécessitée par des entrepôts communs, par le contrôle des prix et de la qualité des produits pour éviter la concurrence. Les marchands avaient leur organisation à eux, les gildes. Le besoin de défendre leur indépendance contre les seigneurs féodaux favorisait la conservation et le raffermissement de cette organisation des villes. Le régime féodal dans l'agriculture était complété par le régime corporatif dans les villes. Peu à peu, avec le développement de l'échange, l'exploitation des paysans s'accroît. Plus l'échange s'élargit, et plus le seigneur féodal peut acheter d'objets de luxe et d'armes pour ses guerriers, plus, par conséquent, il doit soutirer des paysans, placés sous sa dépendance. Les champs des seigneurs s'agrandissent aux dépens des terres paysannes. Les corvées du seigneur augmentent ainsi que les redevances.

L'exploitation des paysans s'aggrave aussi à la suite de la formation d'Etats centralisés à la place des multiples fiefs féodaux. Le morcellement du pays en provinces indépendantes entravait le commerce, parce que chaque seigneur féodal établissait des droits pour le passage des marchandises sur ses possessions, frappait sa monnaie, etc. D'autre part, le commerce était chose risquée en raison des agressions fréquentes commises par les troupes féodales contre les convois de marchandises. Aussi, les marchands cherchaient-ils à abolir l'indépendance des féodaux. Ils mirent à profit la lutte entre différents seigneurs féodaux, prenant le parti du plus fort, et l'aidant à se soumettre les autres. Avec la formation d'un pouvoir politique central, les troupes des féodaux sont dissoutes et remplacées par l'armée royale. Aux redevances que le paysan payait à son seigneur s'en ajoutaient d'autres destinées à entretenir l'Etat féodal. Ces redevances pour l'Etat sont de plus en plus perçues en argent, de naturelles elles deviennent monétaires. Cela favorise le développement de la production marchande, le paysan était obligé de vendre ses produits au marché pour se procurer l'argent nécessaire au paiement des impôts. Les paysans tombent dans une nouvelle servitude, sous la dépendance de l'accapareur et de l'usurier. L'exploitation renforcée des paysans pousse ces derniers à la fuite. Pour empêcher cette fuite, les paysans furent attachés à la glèbe, ils devinrent des serfs; sous la forme de servage, leur dépendance féodale est devenue encore plus accentuée.

L'exploitation aggravée des paysans et l'introduction du servage donnèrent lieu à de grands soulèvements paysans (la Jacquerie en France au XIV^e siècle, la guerre paysanne en Allemagne au XVI^e siècle, en Russie les révoltes de Razine et de Pougatchev) qui échouèrent tous, parce que les paysans n'ont pas trouvé d'alliés dans les villes, le prolétariat moderne n'existant pas encore.

Dans les villes sont survenus des changements considérables. Les rapports entre les maîtres artisans et leurs compagnons s'aggravent, ainsi que ceux entre les artisans et les marchands. Pendant la première période de la féodalité, les paysans fuyaient souvent vers les villes qui étaient autonomes et dont les habitants jouissaient de la liberté personnelle. C'est ainsi surtout que s'accroissait la population urbaine. Au début, c'était avantageux pour les villes dont la force numérique s'en trouvait accrue pour la lutte contre les féodaux. Mais avec la croissance de la population urbaine, la menace de concurrence était suspendue sur les artisans. Aussi, les corporations restreignent-elles l'admission de nouveaux membres, les délais de l'apprentissage sont allongés, les compagnons sont plus exploités, et il leur devient de plus en plus difficile d'obtenir la maîtrise. En outre, les corporations adoptent des mesures tendant à interdire les nouveaux procédés de production et à combattre le commerce des produits importés. Une lutte s'engage entre les corporations et les marchands.

La décadence de la féodalité

Ainsi l'organisation corporative des artisans était devenue un obstacle au développement ultérieur de la production marchande. Or, les grandes découvertes géographiques du XV^e siècle (la voie maritime de l'Inde et de l'Amérique) ont imprimé une forte impulsion au commerce.

« Le commerce extra-européen, qui, jusqu'alors, ne se faisait qu'entre l'Italie et le Levant, fut désormais étendu jusqu'à l'Amérique et l'Inde et dépassa bientôt en importance tant l'échange les divers pays d'Europe que la circulation intérieure de chacun de ces pays. L'or et l'argent d'Amérique inondèrent l'Europe et pénétrèrent comme un élément de décomposition dans tous les trous, fissures et pores de la société féodale. La production artisanale ne suffit plus dorénavant aux besoins croissants; dans les industries des pays les plus avancés elle fut remplacée par la manufacture. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome I, p. 154.)

Voici la genèse de la manufacture capitaliste. Le petit métier étant monopolisé dans les villes par les corporations, le capital commercial intéressé au développement de la production, se mit à répandre son activité au delà des villes, et stimula le développement de la production artisanale, surtout celle du tissage, dans les campagnes. L'artisan, éloigné de son débouché, tombe sous la dépendance de l'entrepreneur capitaliste. Cette dépendance affecte successivement les formes suivantes : d'abord l'artisan vend ses produits à bas prix, ensuite il reçoit de l'entrepreneur des prêts en argent et en matières premières, enfin il devient ouvrier occupé à traiter les matières premières de l'entrepreneur. L'artisan fournit seulement son outil, il gagne à peine de quoi vivre.

Plus tard, l'entrepreneur groupe les artisans éparpillés dans un seul local où ils travaillent désormais comme ouvriers salariés dépourvus de tout moyen de production. Le capital commercial devient capital industriel. A côté de la petite production marchande apparaît la grande production capitaliste : la manufacture. La manufacture est une force productive tout à fait neuve, supérieure à celle des petits producteurs. Elle occupe beaucoup d'ouvriers, chacun d'eux accomplit une partie déterminée de l'ouvrage et le travail de tous atteint un rendement de beaucoup supérieur au travail éparpillé des petits producteurs. Avant l'apparition de la manufacture, la division sociale du travail n'existait qu'entre différents petits producteurs indépendants liés par le marché. Désormais, la division du travail est réalisée à l'intérieur même de la manufacture.

A cette nouvelle force productive correspondent de nouveaux rapports de production. Avant, le capital n'existait que sous la forme de capital usuraire et commercial. Le marchand et l'usurier exploitaient les petits producteurs vendeurs de leurs propres produits. Désormais; l'ouvrier ne vend plus ses produits, mais sa force de travail. Les moyens de production appartiennent au capitaliste qui est propriétaire des marchandises fabriquées par l'ouvrier. Celui-ci reçoit un salaire en récompense de la force de travail dépensée et produit la plus-value pour le capitaliste. L'ouvrier est exploité par le capitaliste. De la sorte, le mode de production devient capitaliste. Avec la croissance des forces productives apparaissent et se développent de nouveaux rapports, capitalistes, de production.

Mais le régime féodal entravait le développement ultérieur de ces nouvelles forces productives et des rapports de production correspondants. Ce développement était contrarié par le système corporatif des villes, partie intégrante du régime féodal. Les rapports féodaux au village ne gênent pas moins le développement de la production capitaliste, la dépendance des serfs privant les capitalistes d'une main-d'œuvre à bon marché. Ainsi la féodalité, qui à sa naissance correspondait au niveau des forces productives de la société, entre en contradiction avec les forces productives accrues et sa suppression devient une nécessité historique. Lorsque l'oppression des paysans, des masses urbaines petites-bourgeoises et ouvrières par l'Etat féodal prit une forme particulièrement aiguë, les révolutions bourgeoises éclatèrent tendant à abolir le régime féodal et à déblayer la voie au développement du capitalisme. Ces révolutions eurent lieu au XVII^e siècle en Angleterre et à la fin du XVIII^e siècle en France. (Dans les pays où le capitalisme se développa plus tard et où la révolution bourgeoise eut lieu alors que le prolétariat industriel était déjà formé comme l'Allemagne en 1848 et surtout la Russie en 1905, la bourgeoisie passa des compromis avec l'Etat féodal.)

« Les nouvelles forces productives mises en mouvement par la bourgeoisie — en premier lieu la division du travail et le groupement d'un grand nombre d'ouvriers spécialisés en une seule manufacture — ainsi que les conditions et besoins d'échange créés par elles, devinrent incompatibles avec le mode de production existant, transmis par l'histoire et consacré par la loi, c'est-à-dire avec les privilèges corporatifs et les innombrables privilèges personnels et locaux (qui constituaient autant d'obstacles pour les ordres non privilégiés) de l'organisation féodale. Les forces productives, représentées par la bourgeoisie, se rebellèrent contre le mode de production, représenté par les propriétaires fonciers féodaux et les maîtres de corporations. » (K. Marx et F. Engels : *Etudes philosophiques*, p. 58.)

4. Le capitalisme

Le capitalisme se développa à partir de la production marchande, mais avant son apparition, c'était l'économie naturelle qui dominait et non la production marchande. Dans les régimes de l'esclavage et de la féodalité existaient bien l'échange, l'argent, le commerce, mais la masse principale des produits n'était pas destinée au marché.) Ce ne fut que sous le capitalisme que la production marchande devint le mode de production général et dominant. Le capitalisme développa largement la division sociale du travail. De la manufacture capitaliste, où le travail manuel forme la base de la production, surgit l'usine capitaliste munie de puissants moyens mécaniques. La productivité du travail s'accroît formidablement. De nouvelles marchandises surgissent, le nombre des industries grandit. Le capitalisme détruit en partie les anciens modes de production, en partie il se les subordonne. Il développe les moyens de communication, pénètre dans tous les coins du globe, crée le marché mondial et l'économie capitaliste mondiale. Mais en régime capitaliste, la production n'a pas pour but la satisfaction des besoins sociaux mais l'enrichissement des capitalistes. La course au profit, telle est la force motrice. Pour tirer le plus de profit possible, chaque capitaliste, sous la pression de la concurrence, cherche à augmenter sa production, à intensifier l'exploitation des ouvriers, à introduire de nouvelles machines perfectionnées. Nous avons déjà cité les paroles d'Engels disant que dans une société divisée en classes « chaque pas en avant de la production est en même temps un pas en arrière dans la situation de la classe opprimée, c'est-à-dire de la grande majorité ». Le capitalisme aggrave extrêmement cette contradiction de la société divisée en classes.

« Comme producteur d'activité étrangère, comme accapareur de la force de travail et exploiteur du travail supplémentaire, il [le système capitaliste] dépasse en énergie, en excès, en efficacité, tous les anciens systèmes de production basés sur le travail forcé direct. » (K. Marx : *le Capital*, tome II, p. 191.)

En développant les forces productives de la société, le capitalisme se révèle de moins en moins apte à les maîtriser. Les crises qui viennent périodiquement ébranler le système capitaliste et détruisent une partie des forces productives le prouvent abondamment. Le capitalisme devient de plus en plus un obstacle au développement de ces forces qu'il a lui-même engendrées. La suppression du capitalisme par la voie révolutionnaire, son remplacement par le communisme, c'est-à-dire par une société sans classes dans laquelle les moyens de production sont propriété collective, devient une nécessité historique.

Ainsi le développement du capitalisme conduit à la création des conditions matérielles et techniques nécessaires à l'édification de la société communiste. En même temps, il crée la force appelée à renverser le capitalisme : la classe ouvrière révolutionnaire dont la situation s'aggrave avec le développement du capitalisme et qui n'a d'autre issue que celle de renverser le capitalisme et de construire la société communiste.

La contradiction entre les forces productives et les rapports de production

Le rapide coup d'œil que nous avons jeté sur le développement de la société montre que le passage d'un mode de production à un autre n'est pas l'effet du hasard, mais découle du développement de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Voici en quels termes Marx expose cette loi de l'évolution historique :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société' entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. » (K. Marx et F. Engels : *Etudes...*, p. 83.)

Chaque système de rapports de production ou chaque formation sociale, communisme primitif, esclavage, féodalité, capitalisme, communisme, a ses particularités. Mais, en considérant les trois modes de production qui suivirent le communisme primitif, nous verrons qu'un seul trait leur est commun à tous, les rapports de production sont des rapports de classe. Ces modes de production sont caractérisés par l'antagonisme de classe, et la lutte de classe constitue ici le trait fondamental, déterminant de toute la vie sociale.) Le capitalisme est la dernière société antagoniste, la dernière société divisée en classe, à sa place vient la société socialiste sans classe, première phase du communisme, dont l'édification commence avec la victoire de la révolution prolétarienne, avec l'instauration de la dictature du prolétariat.

Toutes les révolutions antérieures se ramenaient au remplacement d'un régime d'exploitation par un autre, alors que la révolution prolétarienne abolit toute exploitation.

« Seule notre Révolution soviétique, notre Révolution d'Octobre a posé la question de façon à ne point remplacer un groupe d'exploiteurs par un autre, à ne point remplacer une forme d'exploitation par une autre, mais à anéantir toute exploitation, à supprimer exploités, riches et oppresseurs, anciens et nouveaux. » (J. Staline : *Dans la bonne voie*, p. 12. Bureau d'Éditions, Paris, 1933.)

Dans la société divisée en classes, la domination de l'homme sur la nature se fait par la domination et l'exploitation de l'immense majorité de la société par une infime poignée d'exploiteurs. Aussi, chaque pas en avant de la production constitue-t-il un pas en arrière dans la situation des travailleurs. Par contre, la révolution prolétarienne inaugure une nouvelle ère, où chaque pas en avant de la production signifie en même temps un pas en avant dans la situation des travailleurs où, pour la première fois, la société devient maîtresse de la nature, où les forces productives se développent à un rythme auquel ne saurait arriver aucune société basée sur l'exploitation d'une classe par une autre. La croissance rapide des forces productives et la victoire du socialisme dans l'U. R. S. S. en sont la preuve la plus éclatante.

5. L'importance de l'économie politique marxiste

Les lois du développement de la société humaine furent découvertes par Marx et Engels, qui ont démontré la nécessité historique du socialisme et de la dictature du prolétariat comme forme de transition du capitalisme au socialisme. Une des parties principales de la théorie de Marx et d'Engels est constituée par leur doctrine économique concernant le développement des rapports de production, en liaison avec celui des forces productives.

« La théorie de Marx trouve sa confirmation et son application la plus profonde, la plus absolue et la plus détaillée dans sa doctrine économique. » (V. I. Lénine : *K. Marx et sa doctrine*, p. 26. Bureau d'Éditions, Paris, 1932.)

Marx et Engels ont porté principalement leur attention sur l'étude des lois du développement et de la chute du capitalisme, afin de trouver la voie de l'émancipation du prolétariat.

« La théorie marxiste s'assigne pour but direct de dévoiler toutes les formes de l'antagonisme et de l'exploitation dans la société moderne, de suivre leur évolution, de prouver leur caractère transitoire, l'imminence de la transformation d'une forme dans l'autre et de *servir ainsi au prolétariat pour qu'il puisse le plus rapidement et le plus facilement en finir avec toute exploitation.* » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome I, p. 218, édition russe.)

La doctrine économique de Marx est donc une arme puissante de la lutte de classe du prolétariat pour le renversement du capitalisme et l'édification du socialisme.

Marx et Engels ont vécu et lutté à une époque où les contradictions du capitalisme n'avaient pas encore atteint le degré suprême de leur développement. Aussi, ne pouvaient-ils pas analyser les nouvelles conditions que le capitalisme crée à la phase supérieure et dernière de son développement. Ce fut Lénine qui analysa les lois de cette phase du capitalisme, les lois de l'impérialisme.

S'appuyant sur les lois du développement du capitalisme découvertes par Marx, Lénine a démontré que l'impérialisme est le capitalisme agonisant en putréfaction; qu'à l'époque de l'impérialisme, la révolution prolétarienne devient une nécessité urgente et pratique; que dans les conditions de l'impérialisme, le triomphe du socialisme devient possible d'abord dans un seul pays. En liaison avec les nouvelles tâches du prolétariat révolutionnaire, Lénine a approfondi toutes les questions fondamentales du marxisme, y compris les questions essentielles de l'économie politique.

Staline a développé le marxisme-léninisme conformément aux tâches du prolétariat à l'époque de la crise générale du capitalisme et de l'édification du socialisme en U.R.S.S.

Chapitre II : LA PRODUCTION MARCHANDE ET SES CONTRADICTIONS

Marx commence l'étude de la production capitaliste par l'analyse de la marchandise. Il procède ainsi parce que, dans la *société capitaliste domine la production de marchandises*, en d'autres termes, parce que les produits sont destinés non à la consommation individuelle immédiate, mais à l'échange sur le marché.

Dans le régime de production marchande, les rapports de production entre les hommes se présentent sous la forme de relations entre les marchandises. Voyons le rapport fondamental de production de la société capitaliste : l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. Pour que le capitaliste puisse exploiter l'ouvrier, il doit lui *acheter* sa force de travail comme une marchandise. L'ouvrier touche du capitaliste le prix de cette marchandise, le salaire, avec lequel il achète d'autres marchandises, ses moyens d'existence.

Quels sont les rapports entre les capitalistes eux-mêmes ? Ils achètent et vendent entre eux des *marchandises*. C'est dans la marchandise que s'expriment les rapports de production de la société bourgeoise.

« La richesse des sociétés où règne le mode de production capitaliste se présente comme *une immense accumulation de marchandises*. Prise isolément chaque marchandise est la forme élémentaire de cette richesse. » (K. Marx : *le Capital*, tome I, p. 3.)

1. La marchandise

La marchandise est, en premier lieu, une chose qui satisfait un besoin quelconque de l'homme, en second lieu, c'est une chose qu'on peut échanger contre une autre. (V. I. Lénine : *K. Marx et sa doctrine*, p. 27.)

La valeur d'usage

La propriété de la marchandise de satisfaire tel ou tel besoin de l'homme s'appelle la valeur d'usage. Chaque marchandise doit être une valeur d'usage; sans cette condition, elle ne serait pas une marchandise.

Pour qu'une chose soit une valeur d'usage, peu importe quel besoin elle satisfait : nourriture, vêtement, etc., ou un besoin en objets de luxe. Il faut seulement que le besoin existe et que la marchandise donnée soit à même de le satisfaire. « La nature de ces besoins est indifférente et peu importe qu'ils proviennent de l'estomac ou de l'imagination. » (K. Marx : *le Capital*, tome I, p. 3.)

La valeur d'usage satisfait les besoins soit directement comme moyen d'existence (denrées alimentaires, logement, vêtements); soit indirectement, comme moyen de production (machines, matières premières).

Toute marchandise doit être une valeur d'usage, mais toute valeur d'usage n'est pas nécessairement une marchandise. Par exemple, l'air est une valeur d'usage, mais il n'est pas une marchandise, ou le pain fabriqué par le paysan pour sa consommation individuelle et non pour l'échange. Dans la société communiste, tous les produits fabriqués auront une valeur d'usage, sans être des marchandises. L'objet qui est une valeur d'usage ne devient marchandise que s'il est produit en vue de l'échange.

L'échange des marchandises

Au marché on ne change pas directement une marchandise contre une autre. On vend et on achète des marchandises contre de l'argent. Pour comprendre les rapports sociaux qui s'expriment dans la vente et l'achat, nous devons faire abstraction pour le moment du rôle de l'argent et examiner l'échange direct des marchandises. Le troc existait aux premiers stades du développement de la production marchande. Nous ne comprendrons la nature de l'argent que lorsque nous aurons examiné les relations plus simples de l'échange direct ou du troc.

Seules des marchandises différentes peuvent être échangées. Il eût été insensé d'échanger du blé contre du blé ou des bottes contre des bottes de la même espèce. Au marché, on échange des valeurs d'usage différentes, distinctes, par exemple : blé contre bottes. *Mais les quantités échangées sont, bien entendu, déterminées.* Le paysan ne donne pas pour une paire de bottes une quantité illimitée de blé, mais, mettons, un quintal, et le cordonnier n'offre pas au paysan pour un quintal de blé un nombre infini de bottes, mais une seule paire. En outre, cette quantité de blé échangée contre une paire de bottes n'est pas fixée entre un *seul* paysan et un *seul*

cordonnier : n'importe quel paysan qui voudrait échanger du blé contre des bottes aura à donner aujourd'hui à n'importe quel cordonnier un quintal de blé contre une paire de bottes de qualité déterminée.

La valeur d'échange

Ce rapport quantitatif qui s'établit dans l'échange entre deux marchandises s'appelle *la valeur d'échange de la marchandise*. Dans notre exemple, la valeur d'échange d'une paire de bottes est un quintal de blé et la valeur d'échange d'un quintal de blé est une paire de bottes.

Mais qu'est-ce qui détermine la valeur d'échange d'une marchandise ? Pourquoi une paire de bottes est-elle échangée contre un quintal de blé et non contre un demi quintal ou contre un quintal et demi ?

L'échange d'une marchandise contre une autre dans une proportion quantitative déterminée signifie que, comme valeurs d'échange, les marchandises sont égales l'une à l'autre. Mais comment des marchandises telles que le blé et les bottes peuvent-elles être égales ? Ne sont-elles pas des valeurs d'usage tout à fait différentes ? Chacune d'elles ne satisfait-elle pas un besoin différent ? Comment donc peuvent-elles être commensurables ? Je peux comparer la longueur de la chambre à celle de la table, le poids du fer à celui du cuivre et dire que la chambre est plus longue que la table et que ce morceau de fer est plus lourd que le morceau de cuivre. Les objets ne peuvent être commensurables que s'ils offrent quelque trait commun. Nous considérons la propriété commune de la chambre et de la table, la longueur, et les comparons par cet indice ou nous comparons le fer et cuivre par leur propriété commune, la pesanteur.

« L'expérience quotidienne nous montre que des millions et des milliards d'échanges analogues comparent sans cesse les unes aux autres les valeurs d'usage les plus diverses et les plus dissemblables. » (V. I. Lénine : *K. Marx...*, p. 27.)

Le fait que les marchandises échangées sont comparées l'une à l'autre signifie qu'elles ont une propriété commune, distincte de leur valeur d'usage. Mais quelle est donc cette propriété commune à toutes les marchandises ? *Cette propriété commune, c'est d'être toutes des produits du travail*, que, pour les produire, il est nécessaire de dépenser une certaine quantité de travail. Voilà ce qui rend toutes les marchandises commensurables.

Si les marchandises échangées — le blé et les bottes — sont des valeurs d'usage différentes, les travaux du paysan et celui du cordonnier sont également distincts l'un de l'autre. Peuvent-ils alors former ce trait *commun* inhérent au blé et aux bottes ?

Le double caractère du travail

En disant que le trait commun à toutes les marchandises c'est le travail dépensé pour leur production, nous envisageons le travail considéré comme une dépense de force de travail humaine sans égard à la forme sous laquelle s'opère cette dépense, la forme de travail du cordonnier ou celle du paysan.

« La confection des vêtements et le tissage, bien que ce soient des activités productives différentes, sont tous deux une dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme et dans ce sens du travail humain. » (K. Marx : *le Capital*, tome I, p. 16.)

On voit donc que *le travail qui produit des marchandises possède un double caractère*. D'une part, c'est un travail utile d'une qualité donnée, d'une espèce et d'une spécialité données; c'est le *travail concret* qui crée une valeur d'usage déterminée. D'autre part :

« ...C'est une dépense de travail humain, sans qu'on puisse spécifier la forme de cette dépense. » (K. Marx : *le Capital*, tome I, p. 8.)

Autrement dit, c'est le travail humain abstrait, le travail humain en général.

« Par conséquent, ce qui est commun à toutes les marchandises, ce n'est pas le travail concret d'une branche de production déterminée, ce n'est pas le travail d'un genre particulier, mais le travail humain abstrait, le travail humain en général. » (V. I. Lénine : *K. Marx...*, p. 28.)

La valeur

Il faut distinguer entre le *travail* et la marchandise *produit du travail*. Le travail est un procès, une dépense de la force de travail humain. La marchandise une fois produite, le procès du travail est achevé. Ce qui existe ce n'est plus le travail, mais la marchandise. Mais cette marchandise est la cristallisation du travail humain abstrait dépensé pour sa production. La propriété commune à toutes les marchandises, le fait que la marchandise matérialise le travail humain abstrait dépensé pour sa production, nous l'appelons la *valeur* de la marchandise.

« Tout travail est une dépense de force humaine au sens physiologique du mot, et, en cette qualité de travail humain pur et simple, il constitue la valeur-marchandise. » (K. Marx ; *le Capital*, tome I, p. 19.)

On voit donc que la marchandise possède deux propriétés; elle est à la fois une valeur d'usage et une valeur. La valeur d'échange de la marchandise c'est le rapport quantitatif d'après lequel une marchandise est échangée contre une autre. Elle est déterminée non par la valeur d'usage de ces marchandises échangées, mais uniquement par leur valeur.

Puisque la valeur de la marchandise est déterminée par le travail dépensé pour sa production, plus a été dépensé de travail, plus grande est sa valeur. Si, pour la production d'une paire de bottes il a été dépensé 20 heures de travail et pour la production d'un quintal de blé 4 heures de travail, la valeur d'une paire de bottes sera cinq fois supérieure à celle d'un quintal de blé; une paire de bottes ne sera pas échangée contre un quintal, mais contre cinq quintaux de blé.

Le temps de travail socialement nécessaire

Il semblerait que plus le producteur donné est paresseux ou maladroit, plus lentement il travaille, plus grande sera la valeur de la marchandise qu'il produit, puisqu'il aura dépensé plus de travail que les autres. Si tous les cordonniers mettent 20 heures pour confectionner une paire de bottes, et qu'un cordonnier mette 24 heures, sa paire de bottes n'aura-t-elle pas plus de valeur et ne pourra-t-il pas l'échanger contre 6 quintaux de blé ?

Il va de soi que cela est un non-sens, *la valeur de la marchandise étant déterminée non par le temps de travail individuel de chaque producteur de marchandises, mais par le temps de travail nécessaire en moyenne ou socialement nécessaire pour la production d'une marchandise donnée.*

Si, dans les conditions données de la production il faut en moyenne 20 heures de travail pour confectionner une paire de bottes, peu importe que tel ou tel cordonnier ait mis 25 ou 15 heures pour cela, cette marchandise représentera 20 heures de travail socialement nécessaire.

« Nous appelons le temps de travail socialement nécessaire le temps de travail exigé pour produire une valeur d'usage quelconque, dans les conditions sociales normales applicables à cette production, le travail se faisant avec la moyenne sociale d'habileté et d'intensité. » (K. Marx : *le Capital*, tome I, p. 9.)

La grandeur de la valeur

En cas de l'introduction d'un perfectionnement technique, d'une nouvelle machine ou d'un nouveau procédé de travail, qui permette de produire la même quantité de la marchandise donnée dans un temps plus court, la quantité de travail dépensé pour la production d'une unité de cette marchandise diminue et, de ce fait, diminue aussi la valeur de cette marchandise. Plus la productivité du travail est grande dans la société, c'est-à-dire plus on peut produire d'unités d'une marchandise dans un temps donné, moins est élevée la valeur de cette unité. Et, inversement, moindre est la productivité du travail social, plus il faut de temps socialement nécessaire pour produire une marchandise et plus grande est sa valeur.

2. La valeur, rapport social

La valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire dépensé pour sa production. Mais tout le monde sait que, dans l'échange des marchandises, personne ne demande combien la marchandise donnée contient de temps de travail socialement nécessaire. Aucun producteur de marchandises ne saurait dire combien de travail socialement nécessaire contient la marchandise qu'il a produite. Le menuisier sait peut-être fort bien combien de temps il a mis, lui, à transformer le bois en une table, sans savoir à l'avance

combien de travail *socialement nécessaire* il faut pour cette opération. Il ne sait pas non plus combien de travail socialement nécessaire est contenu dans le rabot, le bois, la scie et dans les autres moyens de production qui s'usent dans le procès de la production. Toutes ces questions le laissent entièrement indifférent; ce qui l'intéresse c'est combien *d'argent* il a dépensé pour l'achat des matériaux et des outils, combien de temps il lui faut travailler le bois, à combien il vendra sa table et combien d'autres *marchandises* il pourra acheter avec cet argent.

Une question se pose tout naturellement : Quelle est la signification de notre théorie qui affirme que la valeur d'échange des marchandises est déterminée par leur valeur et que celle-ci est déterminée par le travail ? Quelle est la portée de cette théorie puisque en réalité nul ne songe à mesurer la valeur par le travail ?

Le fait que la valeur de la marchandise est déterminée par le travail, mais que les producteurs de marchandises eux-mêmes ne la mesurent pas par le temps du travail, renferme visiblement une contradiction. Cependant, ce n'est pas une contradiction entre la théorie de Marx et la réalité, c'est une contradiction inhérente à la production marchande elle-même.

La division sociale du travail

Le producteur de marchandises ne produit pas pour sa propre consommation immédiate, mais pour le marché. Les produits dont il a besoin, il se les procure en échangeant ses marchandises contre celles d'autres producteurs. Cela est possible parce que ces derniers produisent aussi pour l'échange, c'est-à-dire qu'ils produisent des marchandises. Chaque produit a une valeur d'usage qui satisfait un besoin social déterminé. L'un produit du blé, l'autre des vêtements, le troisième des objets de ménage, le quatrième des outils, etc., etc.

Cette division du travail amène ce fait que les producteurs, pris ensemble, représentent une collectivité dont les membres dépendent les uns des autres. Nul producteur ne peut se livrer exclusivement à la fabrication d'une marchandise donnée, si les autres producteurs ne produisent en même temps les matières et les outils dont il a besoin ainsi que les denrées nécessaires à son existence. Plus grande est la division du travail dans la société, plus il existe de branches de production et plus étroite est la dépendance des producteurs.

La contradiction essentielle de la production marchande

La division du travail signifie que le travail de chaque producteur est un travail *social*, une parcelle de l'ensemble du travail social, que chaque producteur est un producteur partiel dans le système du travail de toute la société. Mais chaque producteur est en même temps le propriétaire privé de ses moyens de production et de ses produits. Dans la société où domine la production des marchandises, le travail n'est pas divisé suivant un plan conçu d'avance, chaque producteur ne reçoit pas de la société un programme déterminé concernant la quantité et la qualité des valeurs d'usage qu'il doit fournir. Chaque producteur dépend de l'ensemble de la production sociale, mais il produit ses marchandises d'une façon indépendante et autonome.

Le travail de chaque producteur est au fond un travail social, tout en étant en même temps un travail privé, particulier. C'est là que réside la contradiction fondamentale de la production marchande entre le travail social et le travail privé : social par sa nature, le travail du producteur offre en même temps l'aspect d'un travail privé. Le caractère social du travail est dissimulé en régime capitaliste, ce n'est pas du travail social immédiat.

Mais comment se manifeste le caractère social du travail dans la société capitaliste ? Il se manifeste lorsque les producteurs individuels se mettent en rapport par le moyen de l'échange des marchandises.

Qu'est-ce qui se passe en réalité dans l'échange de marchandises ? Quels rapports sociaux y sont contenus ? Marx ne se demande pas ce que les hommes en *pensent*, mais ce qu'ils *font* pratiquement quand ils échangent leurs marchandises. Il montre que dans l'échange, les hommes proclament égaux leurs différents travaux en tant que travail humain en général, que dans l'échange se manifeste l'étroite interdépendance des producteurs.

« L'échange de marchandises exprime le lien établi par l'intermédiaire du marché entre les producteurs isolés. » (V. I. Lénine : Karl Marx..., p. 56.)

Ce n'est pas l'échange qui établit cette liaison qui existait bien avant que les producteurs soient sortis sur le marché pour échanger leurs marchandises. Comme nous l'avons vu, cette liaison existe dans le procès même de la production. Mais elle n'y est pas visible et ne se manifeste, ne se révèle que pendant l'échange par le moyen du

marché. Dans la société produisant des marchandises, la liaison de travail entre les hommes n'est pas directe, immédiate, mais indirecte, c'est-à-dire qu'elle se produit par l'intermédiaire des choses. Voilà pourquoi la valeur de la marchandise créée par le travail ne peut être pratiquement exprimée, ni mesurée par des heures de travail. La valeur d'une marchandise peut être exprimée seulement par la comparaison de cette marchandise avec une autre. La valeur exprime non les propriétés physiques, chimiques ou autres de la marchandise, mais un rapport social révélé par des objets.

La valeur d'une marchandise ne peut être exprimée que par son rapport d'échange avec une autre marchandise. Le rapport qui représente l'échange d'une marchandise contre une autre est la valeur d'échange. La valeur d'échange est donc la *forme* qui exprime et mesure la valeur de la marchandise. Où brièvement : *la valeur d'échange est la forme de la valeur.*

3. La forme de la valeur

A divers stades du développement de l'économie marchande, la forme de la valeur n'est pas restée invariable. La forme de la valeur la plus développée est la forme monétaire. Mais pour comprendre comment l'argent représente la valeur des marchandises, il faut étudier les formes plus simples de la valeur qui ont précédé la forme monétaire et qui lui ont donné naissance.

La forme simple de la valeur

A la naissance de l'économie marchande, les produits étaient destinés à la consommation directe et non à l'échange. Seuls, les excédents fortuits étaient échangés; l'échange était donc un phénomène accidentel. Le nombre des produits transformés en marchandises était extrêmement limité. Les marchandises étaient échangées directement les unes contre les autres. L'échange ne comportait chaque fois que deux marchandises déterminées : une paire de bottes contre cinq quintaux de blé; quinze mètres de toile contre un mouton. Chacun de ces échanges représente une *forme de la valeur simple* ou accidentelle. Chaque marchandise échangée n'exprimait sa valeur que dans une seule marchandise.

Dans le rapport d'échange : 1 paire de bottes = 5 quintaux de blé, les 5 quintaux de blé représentent la valeur d'une paire de bottes et inversement une paire de bottes représente la valeur de 5 quintaux de blé. Comment s'exprime ici la valeur des bottes. Elle est exprimée dans 5 quintaux de blé, non en heures de travail, mais indirectement, par une autre marchandise. La valeur d'une paire de bottes y est représentée d'une façon *relative* dans le rapport de cette marchandise avec une autre marchandise, 5 quintaux de blé.

Dans cet échange, le nombre des heures dépensées pour la production du blé et des bottes reste inconnu.

« Si donc je dis que cette montre a autant de valeur que cette pièce d'étoffe et que chacune d'elles vaut 50 marks, je dis : dans cette montre, dans cette étoffe, dans cette monnaie est contenue une quantité égale de travail social. Je constate donc que le temps de travail social représenté en elles est socialement mesuré et trouvé égal. Mais cela ne se fait pas directement d'une manière absolue, comme quand on mesure du temps de travail en heures ou en jours de travail; cela se fait par un détour, d'une manière relative, au moyen de l'échange. C'est pourquoi je ne puis exprimer cette quantité déterminée de temps de travail en heures de travail, dont le nombre reste inconnu pour moi, mais seulement par un détour, d'une manière relative, en fonction d'une autre denrée qui représente la même quantité de temps de travail social. La montre a la même valeur que la pièce d'étoffe. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome III, p. 92-93.)

La marchandise, qui exprime la valeur d'une autre marchandise s'appelle *l'équivalent*. Dans notre exemple, le blé est l'équivalent d'une paire de bottes, il joue ici le rôle du matériel qui exprime la valeur d'une paire de bottes.

Pour connaître le poids d'un objet, du blé, par exemple, nous le mettons sur un plateau de la balance en plaçant sur l'autre plateau un morceau de fer dont le poids nous est connu d'avance. Ce morceau de fer représente ici le poids du blé. Peu importe la nature de ce métal, les poids peuvent être confectionnés de cuivre ou de tout autre métal. La nature du métal n'a aucune importance pour exprimer le poids du blé. Le fer se présente ici uniquement comme l'expression et la mesure du poids du blé.

L'équivalent joue un rôle analogue dans le rapport d'échange. Dans la forme simple de la valeur (1 paire de bottes = 5 quintaux de blé) le blé se présente non comme blé, c'est-à-dire non comme une valeur d'usage déterminée, mais exclusivement comme l'expression de la valeur d'une paire de bottes, comme leur équivalent.

Une paire de bottes exprime leur valeur relative en blé, et non par elle-même. La paire de bottes apparaît ici comme une valeur d'usage précise, comme une paire de bottes et non comme une valeur. On voit donc que dans la forme simple de la valeur, la valeur d'usage et la valeur se sont en quelque sorte détachées l'une de l'autre. L'une des marchandises, celle notamment dont la valeur est exprimée (la paire de bottes) se présente comme une valeur d'usage et l'autre marchandise qui *exprime* la valeur (le blé) exclusivement comme l'incarnation de la valeur.

De même que la première marchandise ne peut pas exprimer sa valeur par elle-même, mais seulement par une autre marchandise, de même la deuxième qui joue le rôle d'équivalent ne peut exprimer sa valeur par elle-même. Dans notre exemple, le blé exprime sa valeur par une paire de bottes, c'est-à-dire d'une façon relative. Mais quand il s'agit d'exprimer la valeur du blé, ce n'est plus ce dernier, mais les bottes qui représentent l'équivalent.

La forme totale ou développée de la valeur

La forme simple de la valeur correspond au stade primitif du développement de l'économie marchands quand les excédents, formés fortuitement, étaient seuls échangés. Mais l'extension de l'échange des excédents aboutit peu à peu à la production d'objets destinés à l'échange. Dans ces conditions, l'échange n'est plus un fait accidentel. Il existe déjà un marché où différentes marchandises s'affrontent. Chaque marchandise peut être échangée non seulement contre une unique marchandise, mais contre n'importe laquelle des autres marchandises :

1 paire de bottes =	5 quintaux de blé ;
	15 mètres de toile ;
	1 mouton ;
	1 hache ;
	1 veste, etc., etc.

Cette forme de la valeur où la valeur d'une marchandise peut être exprimée dans beaucoup d'autres marchandises, s'appelle *forme totale ou développée de la valeur*.

La forme générale de la valeur

Avec le développement ultérieur de l'économie marchande et de l'échange apparaît la forme générale de la valeur. Dans l'ensemble de la masse des marchandises, les unes sont moins souvent échangées, les autres plus souvent. Si une marchandise est très souvent échangée c'est que beaucoup d'autres marchandises expriment en elles leur valeur, que cette marchandise sert souvent comme équivalent. La marchandise la plus souvent échangée commence peu à peu à jouer le rôle *d'équivalent général* pour toutes les autres marchandises. Si, par exemple, la marchandise la plus souvent échangée est le bétail, les autres marchandises auront pour expression de leur valeur le bétail devenu ainsi *l'équivalent général de valeur*. Cette forme générale de la valeur peut être exprimée comme suit :

1 paire de bottes =	1 mouton
5 quintaux de blé =	
15 mètres de toile =	
1 hache =	
etc., etc.	

En comparaison avec la forme totale de la valeur, la forme générale représente un degré plus élevé du développement. Dans la forme totale, chaque marchandise exprimait sa valeur dans plusieurs marchandises, elle avait plusieurs équivalents. Dans la forme générale *toutes* les marchandises expriment leur valeur par un seul équivalent. Cela montre que la valeur des marchandises est quelque chose de distinct de leur valeur d'usage et, qu'en tant que valeurs, toutes les marchandises offrent une propriété commune. Les marchandises sont comparées l'une à l'autre non directement, mais à l'aide d'une troisième marchandise, de l'équivalent général. Ainsi, une paire de bottes est égale à 5 quintaux de blé étant donné que chacune de ces marchandises prise isolément est égale à la troisième marchandise, le mouton, qui exprime et mesure la propriété commune à ces deux marchandises.

La forme argent de la valeur

L'équivalent général est né tout à fait spontanément et non selon un plan établi par les producteurs de marchandises. La marchandise la plus fréquemment échangée contre les autres marchandises devint l'équivalent général.

A diverses époques et dans différents endroits, le rôle de l'équivalent général de la valeur fut rempli par différentes marchandises : bétail, flèches, coquillages, morceaux de fer, de cuivre, d'ivoire, de sel, etc. Avec l'extension des échanges, ces marchandises qui jouèrent le rôle d'équivalents généraux furent évincées par une seule marchandise, les métaux précieux, l'or et l'argent. Lorsque la fonction de la forme générale de la valeur est passée partout et définitivement à l'or et à l'argent, la forme générale de la valeur *devint la forme argent* et l'équivalent général se transforma *en argent*.

L'argent c'est une marchandise déterminée, l'or et l'argent (métal), qui seule remplit la fonction sociale d'exprimer la valeur de toutes les autres marchandises.

Il va de soi que si l'or et l'argent n'étaient pas des marchandises, c'est-à-dire s'ils n'avaient pas de valeur, ils ne pourraient exprimer la valeur des autres marchandises, ils ne pourraient pas être l'équivalent général de valeur.

L'or et l'argent ont pris la place de l'équivalent général précisément parce que, par leurs propriétés, ils offrent de nombreux avantages sur les autres marchandises pour l'accomplissement de cette fonction. Ils ne sont pas sujets aux influences extérieures (ne se rouillent pas, ne se décomposent pas), ils sont divisibles à volonté en toutes petites parties, faciles à transporter, etc.

Toutes les marchandises expriment et mesurent leur valeur en argent. *La valeur de la marchandise exprimée en argent, c'est le prix.* Quand nous disons que cette chaise vaut 20 francs, cela signifie que la chaise contient autant de temps de travail socialement nécessaire qu'il y en a dans une pièce de vingt francs. L'argent exprime et mesure la valeur des marchandises non d'une façon absolue, non en heures de travail, mais d'une façon relative. L'or et l'argent offrent eux-mêmes une valeur dont la grandeur dépend du temps de travail socialement nécessaire dépensé pour leur production. Cette valeur de l'or et de l'argent peut être exprimée non par eux-mêmes, mais par d'autres marchandises. Aussi, l'argent n'a-t-il pas de prix, le prix étant l'expression de la valeur en argent et ce dernier ne pouvant exprimer par lui-même sa valeur.

Toutes les marchandises expriment leur valeur non par elles-mêmes, mais par l'argent. C'est pourquoi il semble que la valeur des marchandises existe non en elles-mêmes, mais dans l'argent, que toutes les marchandises ne sont que des valeurs d'usage et qu'elles possèdent leur valeur uniquement grâce à l'échange contre l'argent, tandis qu'en réalité elles ne peuvent être échangées contre l'argent que parce qu'elles possèdent de la valeur elles-mêmes. La forme argent de la valeur dissimule la nature même de la valeur, elle rend invisible le fait que la valeur n'est que du travail social représenté dans la marchandise.

« Produit supérieur du développement de l'échange et de la production des marchandises, l'argent voile et dissimule le caractère social de l'activité privée, le lien social entre les divers producteurs reliés les uns aux autres par le marché. » (V. I. Lénine : *Karl Marx...*, p. 29.)

4. Le rôle de la valeur

On aurait tort de croire que les marchandises sont *toujours* vendues et achetées à leur valeur, c'est-à-dire que la marchandise contient toujours autant de temps de travail socialement nécessaire que l'argent payé pour l'acquérir.

Les adversaires de Marx essayaient de réfuter sa doctrine par le fait que souvent les marchandises ne sont pas vendues à leur valeur. Cette « réfutation » est sans fondement, car jamais Marx n'a affirmé que les marchandises sont toujours vendues à leur valeur. Bien au contraire, Marx fit ressortir que, dans la majorité des cas, les marchandises sont vendues au-dessus ou au-dessous de leur valeur et qu'il faut des conditions bien déterminées pour que les marchandises soient vendues à leur valeur.

L'écart entre le prix et la valeur

Le prix étant la forme monétaire de la valeur, le mouvement des prix est au fond déterminé par le changement de la valeur des marchandises. L'accroissement de la productivité du travail social provoque la diminution de la valeur des marchandises et, d'ordinaire, la baisse de leur prix en même temps.

Mais la valeur est un rapport social déterminé de l'économie marchande. Dans cette société, le travail n'est pas divisé suivant un plan, il s'effectue spontanément. Chaque producteur gère lui-même son économie et puisqu'il ignore combien il faut de marchandises d'une espèce donnée pour le marché, il dépense son travail sans égard à la quantité des marchandises demandées sur le marché. Il est donc tout à fait inévitable que telle marchandise, mettons, les tables, soit fabriquée en plus grand nombre qu'il n'en faut pour le marché et une autre en quantité inférieure.

Que se passe-t-il dans le premier cas, c'est-à-dire quand il y aura surproduction de tables? La production de chaque table a exigé la dépense d'un temps de travail socialement nécessaire, mais comme il a été produit plus de tables qu'il n'en faut sur le marché, c'est que pour la production des tables il a été dépensé par la société plus de temps qu'il n'en faut. Chaque menuisier pressé par la concurrence de ses confrères, s'évertue à écouler le plus rapidement ses tables et, pour y arriver, il sera amené à baisser les prix. Le prix de la table descendra au-dessous de sa valeur. Cela a pour effet la ruine de quelques producteurs de tables, la diminution de l'offre et finalement le relèvement des prix. Le prix reviendra au niveau de la valeur.

Par contre le relèvement du prix au-dessus de la valeur aura lieu dans le cas où une marchandise donnée sera produite en quantité moindre que le marché ne demande. Dans ce cas, on se mettra à fabriquer plus de tables, leur prix tombera au niveau de la valeur.

L'écart entre le prix et la valeur est tout à fait inévitable. Il découle de la contradiction de la production marchande, du fait que le travail social s'accomplit sous la forme de travail privé. Aussi le prix de chaque marchandise ne peut-il pas coïncider en règle générale avec la valeur. C'est grâce à ces écarts que se manifeste la valeur de la marchandise, les fluctuations des prix tantôt au-dessus tantôt au-dessous de la valeur se compensent réciproquement et pour l'ensemble des marchandises, pendant un laps de temps plus ou moins prolongé, la moyenne des prix coïncide avec la valeur.

« Il est donc tout naturel que dans une société de producteurs dispersés qui ne sont reliés entre eux que par le marché, les lois [c'est-à-dire la détermination du prix de la marchandise par la valeur] ne puissent s'exprimer que sous une forme moyenne, sociale, générale, compensant mutuellement les écarts individuels d'un côté et de l'autre. » (V. I. Lénine : Karl Marx..., p. 36.)

L'écart entre le prix de la marchandise et sa valeur ne « supprime » pas la valeur; pas plus qu'il ne réfute la théorie marxiste de la valeur. C'est précisément par les oscillations des prix autour de la valeur, que se réalise la loi de la valeur. Marx seul a montré comment la valeur régit le mouvement des prix.

La valeur et la répartition du travail social

Lorsque dans une branche de production donnée on dépense trop de travail social, il se produit une baisse des prix des marchandises au-dessous de leur valeur et par suite une diminution de la masse totale de travail dépensé dans cette branche de production. Lorsque cette branche de production aura dépensé moins de travail social qu'il n'en faut, il se produit le relèvement du prix au-dessus de la valeur, ce qui a pour résultat l'afflux du travail dans cette branche.

Les oscillations des prix autour de la valeur expriment donc la répartition du travail social entre les branches de la production.

« La forme sous laquelle cette répartition proportionnelle du travail se manifeste, dans un état social où l'ensemble du travail social s'affirme comme échange privé des produits individuels du travail, cette forme c'est précisément la valeur d'échange de ces produits. » (K. Marx : Lettres à Kugelmann, p. 100-101. Editions Sociales Internationales, Paris, 1930.)

Cette répartition proportionnelle du travail ne doit pas être comprise dans le sens que dans le régime de la production marchande, il existe toujours une proportion ou une conformité entre les différentes branches de production, que la violation de cette proportion n'est qu'un phénomène temporaire et accidentel. Une telle opinion n'a rien de commun avec le marxisme, elle constitue sa déformation mécaniste.

Cette opinion fut défendue par le camarade Boukharine qui écrivait, en 1919, dans son ouvrage, *l'Economie de la période de transition*, que, dans la société capitaliste :

« Il peut y avoir des déviations, des oscillations, tout le système s'élargit, se complique, se développe, est en perpétuel mouvement et oscillation, mais en somme reste en état d'équilibre. »

L'écart entre les prix et les valeurs a lieu constamment. Quand le prix baisse au-dessous de la valeur, la production d'une marchandise donnée diminue, le prix revient au niveau de la valeur, mais pour un court laps de temps seulement. L'excès de l'offre sur la demande qui avait amené la baisse du prix au-dessous de la valeur avait pour cause l'anarchie de la production sociale. Cette cause aura pour effet que la diminution de la production ne s'arrêtera pas lorsque l'offre et la demande ainsi que le prix de la valeur auront atteint le même niveau. Cette diminution se poursuivra, l'offre descendra au-dessous de la demande et, par suite, le prix montera au-dessus de la valeur, etc. Par conséquent, l'égalisation du prix avec la valeur n'est que momentanée.

De même que la loi de la valeur agit par les oscillations incessantes des prix autour de la valeur, de même...

« Cette tendance continuelle des diverses sphères de la production à se mettre en équilibre n'est qu'une réaction contre la destruction continuelle de cet équilibre. » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 257.)

La valeur — loi de l'économie marchande

La valeur n'est point la loi de l'équilibre de la production marchande. Considérer la valeur comme la loi de l'équilibre, c'est faire abstraction des contradictions de la production marchande représentées dans la valeur.

« La notion de la valeur est l'expression la plus générale et par conséquent la plus compréhensible des conditions économiques de la production marchande. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome III, p. 97)

C'est pourquoi la valeur trouve son importance dans le fait que les contradictions de la production marchande y reçoivent leur expression la plus générale et la plus complète. Le travail social dépensé pour la production de la marchandise revêt la forme de la valeur. Cela découle de la contradiction fondamentale de l'économie marchande entre le travail social et le travail privé. En raison de cette contradiction, la forme simple de la valeur passe à la forme monétaire et la marchandise se dédouble, en conséquence, en marchandise et en argent; l'argent est opposé à toutes les marchandises comme l'incarnation de leur valeur. D'où la non-concordance du prix de la marchandise et de sa valeur. Ces écarts continus entre le prix et la valeur sont la forme spontanée de la répartition du travail social entre les différentes branches de la production. En exprimant les contradictions de la production marchande, la valeur les développe à son tour.

L'argent, c'est la matérialisation du travail humain. Chaque marchandise représente du travail humain matérialisé sous une forme particulière, alors que l'argent constitue la forme générale de la matérialisation du travail humain. Avec de l'argent, on peut acheter n'importe quelle marchandise. Dans l'argent se trouve concentré le pouvoir sur l'ensemble de la production marchande. En ce sens, l'argent est la forme absolue de la richesse dans le régime de production marchande.

« Le développement de la circulation des marchandises augmente la puissance de la monnaie, cette forme toujours disponible et absolument sociale de la richesse. » (K. Marx : *le Capital*, t. I p. 140.)

On peut accumuler de l'argent, on accumule ainsi la puissance sur les produits du travail et sur le travail lui-même, car avec de l'argent on peut acheter non seulement les marchandises les plus diverses, mais encore la force de travail. D'un côté apparaît le *capital* et de l'autre, le *salariat* exploité par le premier.

Le capitalisme est le résultat inévitable du développement de la production marchande.

« Dans le concept de la valeur est contenu le germe, non seulement de la monnaie, mais de toutes les formes plus évoluées de la production et de l'échange des marchandises... On le voit dans la forme de valeur [c'est-à-dire la forme marchande] que revêtent les produits, est déjà renfermée en germe toute la forme capitaliste de production, l'antagonisme entre capitalistes et travailleurs salariés, l'armée industrielle de réserve [le Chômage], les crises. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome III, pp. 97-98.)

La société une fois engagée dans la voie de la production marchande, le travail social n'étant pas directement social, mais existant sous la forme de la valeur, la naissance du capitalisme est inévitable et son développement implique l'accroissement de ses contradictions et sa transformation inéluctable en société communiste.

La valeur est la loi du développement ou la loi du mouvement de la production marchande.

5. Le caractère fétiche de la marchandise

La valeur et tous les phénomènes qui s'y rattachent sont déterminés par la contradiction fondamentale de la production marchande entre le travail social et le travail privé. Il en ressort que la suppression de la production marchande, de la forme marchande du produit du travail doit entraîner la disparition du double caractère du travail et de la valeur.

Le caractère historique de la marchandise et de la valeur

En effet, comparons la production marchande avec la production dans la société socialiste où le produit du travail ne revêt pas la forme de marchandise. Ici, point de propriété privée des moyens de production; ils sont la propriété de la collectivité tout entière. Chaque producteur, au lieu de travailler isolément, se présente comme un des membres de la collectivité, organisée suivant un plan conçu d'avance. Ce plan est établi en tenant compte des valeurs d'usage (c'est-à-dire des moyens de production et des objets de consommation) à produire et de la quantité de travail social à dépenser pour leur production. Chaque ouvrier reçoit de la société son programme de travail et, suivant le degré d'accomplissement de ce programme, touche sa part des objets de consommation.

Ici les producteurs ne sont pas opposés l'un à l'autre comme producteurs autonomes. Par conséquent, ils n'opposent pas les produits de leur travail en tant que marchandises, la liaison entre les hommes étant réalisée non par l'échange entre les producteurs privés, mais d'une façon directe.

« Au sein d'un ordre social communiste fondé sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; de même le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage comme la valeur de ces produits, comme une qualité réelle possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu sont partie intégrante du travail de la communauté. » (K. Marx et F. Engels : *Critiques des programmes de Gotha et d'Erfturt*, p. 23. Bureau d'Éditions, Paris, 1993.)

En régime socialiste, les rapports sociaux entre les hommes ne revêtent pas la forme d'objet *dissimulant rapports*. Aussi :

« Les rapports sociaux des hommes à leurs travaux et aux produits de ces travaux restent ici très simples dans la production aussi bien que dans la distribution. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 66.)

Le caractère social spécifique du travail dans la production marchande

Dans la société basée sur la production marchande, il en est tout autrement. Ici les producteurs sont autonomes tout en dépendant l'un de l'autre. Leur travail est privé et social à la fois. Le caractère social du travail se manifeste indirectement, d'une façon détournée. Dans le régime de la production marchande :

« ...L'ensemble du *travail social* s'affirme comme *l'échange privé* des produits individuels du travail. » (K. Marx : *Lettres à Kugelmann*, pp. 100-101.)

La liaison sociale des producteurs se réalisant sous la forme du rapport de deux producteurs entre eux, le caractère social de leur travail ne peut s'exprimer que par l'égalité de leurs travaux considérés comme dépense de force de travail humain au sens physiologique du mot. Le travail humain abstrait est donc un travail social spécifique, propre à la production marchande seule. Il va de soi que dans le régime socialiste aussi le travail c'est la dépense de la force de travail de l'homme au sens physiologique, c'est-à-dire la dépense de muscles, de nerfs, de la substance cérébrale, etc. Mais le caractère social du travail ne s'exprime pas par là. Le caractère social du travail d'un membre de la société socialiste consiste dans la fonction concrète, particulière, dans le travail propre qui lui a été assigné par la société. C'est pourquoi son travail est du travail directement social, et n'offre pas le caractère double du travail concret et abstrait.

La valeur dissimule les rapports sociaux

La valeur, c'est du travail *matérialisé* dans la marchandise, c'est-à-dire le travail ayant pris l'aspect d'une chose, d'un objet qui s'oppose au producteur comme quelque chose d'indépendant de lui. Dès que la marchandise est confectionnée elle échappe au contrôle de celui qui l'a produite. La demande et l'offre pour cette marchandise, la fluctuation des prix, tout cela se déroule en dehors de la volonté et de la conscience du producteur. Chaque producteur cherche à vendre sa marchandise au prix le plus avantageux, mais il n'y parvient pas toujours, et n'arrive même pas toujours à écouler sa production. Cela dépend des conditions qui se créent, comme dit Marx, « derrière le dos » du producteur. Par ses actes (la production et la vente de marchandises) chaque producteur participe à la création de ces conditions, mais elles sont spontanées, anarchiques et le producteur n'en est pas maître. Les rapports sociaux entre les hommes s'effectuent par les rapports entre les choses. Ce n'est pas le producteur qui domine le produit de son travail et ses rapports avec les autres producteurs, c'est, au contraire, le produit de son travail qui domine le producteur et ses rapports avec les autres.

Ce fait, à savoir que les produits du travail humain se présentent comme quelque chose d'indépendant de l'homme, comme un objet qui le domine est appelé, par Marx, *le caractère fétiche de la marchandise*. Il emploie ce terme par analogie avec les phénomènes religieux. Dans la religion :

«... Les produits du cerveau humain paraissent animés d'une vie propre et constituer des entités indépendantes, en rapports entre elles et avec les hommes. Il en est de même, dans le monde des marchandises, des produits du travail humain. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 57.)

La valeur est un rapport social entre les hommes qui se présente comme un rapport entre les objets. C'est pourquoi il semble aux producteurs que les marchandises possèdent en tant qu'objets la propriété de la valeur.

L'idée que la valeur est une qualité naturelle, et non sociale de la marchandise, est fausse. Mais cette fausse idée a ses racines dans la réalité; le producteur ne voit que la surface de la vie sociale, il aperçoit seulement l'enveloppe matérielle qui dissimule les rapports entre les hommes.

Le fait que le sort du producteur dépend du mouvement des marchandises et de leurs prix renforce encore cette idée fausse des rapports sociaux.

En régime de production marchande, le caractère même des rapports sociaux engendre des notions et des idées correspondantes dans les esprits des hommes.

6. Les théories bourgeoises de la valeur

Le caractère de classe de la science bourgeoise

Le fait que la valeur des marchandises est créée par le travail a été découvert par l'économiste anglais Petty (1623-1687). Cette théorie fut ensuite développée par Smith (1723-1790) et Ricardo (1772-1823), surtout par ce dernier. Mais c'étaient des économistes bourgeois pour lesquels la production marchande et le capitalisme étaient le régime économique éternel, correspondant à la nature humaine. Ils ne voyaient pas et ne pouvaient pas voir que le travail qui crée la valeur est un travail spécifique, particulier. Marx mit en lumière la contradiction de la production marchande et le caractère double du travail contenu dans la marchandise. Marx a développé la théorie de la valeur et a montré pourquoi dans la société basée sur la production marchande, le travail doit revêtir la forme de la valeur, une forme qui dissimule ce travail.

«Où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre objets (échange d'une marchandise contre une autre), Marx révéla des rapports *entre les hommes*. » (V. I. Lénine : *Karl Marx...*, p. 56.)

L'élaboration scientifique de la théorie de la valeur devait nécessairement aboutir à la révélation des antagonismes de classe de la société bourgeoise, à la révélation du mystère de l'exploitation capitaliste. Cette tâche fut remplie par Marx, qui, ayant analysé les contradictions du capitalisme, montra l'inéluctabilité de la révolution socialiste. Depuis, l'économie politique bourgeoise a cessé d'être une *science*, elle est devenue une économie politique vulgaire; elle se borne à enregistrer ce qu'elle voit à la surface de la vie sociale; elle est devenue une économie politique apologétique qui cherche, au mépris de la vérité, en dépit de la réalité, à justifier le capitalisme et à le présenter comme le meilleur des mondes possibles.

L'aggravation de la lutte de classe...

« ... Sonne le glas de l'économie scientifique bourgeoise. La question ne fut plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai, mais s'il est utile ou nuisible au capital, commode ou incommode, subversif ou non. La recherche désintéressée fit place à la polémique stipendiée et le travail scientifique impartial céda le pas à la mauvaise conscience et à l'apologétique. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 88.)

La lutte pour une économie politique scientifique ainsi que pour toutes les autres sciences sociales devient la tâche du prolétariat, de la classe la plus opprimée dans la société capitaliste, de cette même classe qui ne redoute pas la révélation du mystère du capitalisme et qui est, au contraire, intéressée aux fins de son affranchissement, à révéler ce mystère. *La seule économie politique scientifique est celle du prolétariat, l'économie politique marxiste, car l'intérêt de classe du prolétariat correspond à la tâche de la science. A la tâche de l'analyse des rapports sociaux et des lois du développement de la société capitaliste.*

Bien au contraire, les intérêts de classe de la bourgeoisie freinent le développement de la science, comme le prouve le fait suivant. Lorsque les économistes bourgeois eurent déclaré la guerre à la théorie qui explique la valeur par le travail, l'un des disciples de Malthus (célèbre pour avoir « démontré scientifiquement » que la pauvreté et le chômage existent de toute éternité) écrivit en 1832 :

« La théorie qui fait du travail l'unique source de la richesse est aussi dangereuse que fausse, puisqu'elle fournit un point d'appui à ceux qui prétendent que toute la propriété appartient à la classe ouvrière à qui les classes dirigeantes en volent une partie. » (K. Marx : *Histoire des doctrines économiques*, tome VI, p. 100. Edition Costes, Paris, 1924.)

De sorte, les économistes bourgeois affirment ouvertement que la science est nuisible puisqu'elle est dangereuse pour la bourgeoisie.

Les théories bourgeoises et social-démocrates de la valeur

Depuis que Marx a donné une théorie achevée de la valeur, depuis qu'il a révélé, grâce à elle, le mystère de l'exploitation capitaliste et démontré l'inéluctabilité du renversement révolutionnaire du capitalisme, les économistes bourgeois considèrent comme un point d'honneur de réfuter la théorie marxiste de la valeur. Tous, ils essaient de prouver que la valeur est créée par tout ce qu'on veut, sauf par le travail.

C'est l'économiste autrichien Böhm-Bawerk qui a fondé la plus « harmonieuse » théorie bourgeoise de la valeur comme contrepoids à celle de Marx. D'après Böhm-Bawerk, la valeur provient de *l'utilité* de la marchandise, c'est-à-dire de sa valeur d'usage. Ce ne sont pas seulement les marchandises qui ont de la valeur, celle-ci étant inhérente à tous les objets utiles, produits pour la consommation immédiate ou fournis par la nature, si leur nombre est limité, comme par exemple, la terre et l'eau dans les régions arides. Nous retrouvons aussi cette théorie chez les économistes bourgeois français, en particulier chez Charles Gide. Mais les valeurs d'usage des marchandises échangées sont différentes tandis que les marchandises comparées dans l'échange doivent nécessairement présenter quelque trait commun. En outre, le degré d'utilité d'une même marchandise est différent pour des personnes différentes, tandis que la grandeur de la valeur de la marchandise (exprimée par son prix) est indépendante des appréciations individuelles de telle ou telle personne. Les prix de mêmes marchandises ne varient pas pour divers acheteurs. Cette théorie de Böhm-Bawerk ne se distingue pas en somme de celle de l'économiste vulgaire Bailey qui écrivait déjà en 1825 :

« La richesse (valeur d'usage) est un attribut de l'homme, la valeur un attribut des choses. Un homme ou une communauté est riche, une perle ou un diamant a de la valeur... Une perle ou un diamant a de la valeur comme perle ou diamant. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 72.)

Les économistes bourgeois ne veulent et ne peuvent analyser ce qui est caché sous l'apparence des phénomènes parce qu'ils ne veulent pas reconnaître que la valeur est créée par le travail, parce qu'ils veulent dissimuler les contradictions de la production marchande et du capitalisme. Les « théoriciens » réformistes se placent également au point de vue bourgeois, bien qu'ils se réclament du marxisme; comme les économistes bourgeois, ils identifient la valeur avec le prix et expliquent la grandeur de la valeur par les conditions de l'échange. Ils essaient d'expliquer la valeur non par la production, mais par la circulation (par l'échange), en niant ainsi que la valeur est créée par le travail.

Cette théorie réformiste sert de base à une autre théorie suivant laquelle le socialisme n'a nul besoin d'exproprier les capitalistes. Il suffirait seulement que l'Etat (bourgeois, bien entendu) soit maître des organes appelés à *régler la circulation* (cette théorie porte le nom de la « socialisation parla circulation »). Les réformistes falsifient ainsi la théorie marxiste de la valeur pour justifier théoriquement leur abandon du socialisme.

L'importance de la théorie marxiste de la valeur

La théorie marxiste de la valeur n'est pas détachée des questions brûlantes de la lutte de classe. Quiconque prend position contre cette théorie, prend position contre le prolétariat; quiconque s'en écarte sous tel ou tel prétexte ouvertement ou sous le couvert de phrases marxistes, abandonne à la fois le prolétariat et la science et se range du côté de la bourgeoisie.

La théorie de la valeur de Marx montre en premier lieu que le travail forme le contenu, la substance matérielle de la valeur. Il en découle que ce n'est pas la bourgeoisie, mais le prolétariat qui crée toutes les richesses de la société bourgeoise. En second lieu, cette théorie met en lumière le caractère réel des rapports sociaux de l'économie marchande. La théorie marxiste révèle le mystère de l'exploitation capitaliste voilée sous l'enveloppe des rapports d'échange entre les ouvriers et les capitalistes (l'ouvrier vend sa force de travail et achète au capitaliste ses moyens de consommation). En troisième lieu, cette théorie montre que la valeur est la loi du développement de l'économie marchande, que dans cette société l'homme n'est pas maître des produits de son travail, mais que, inversement, il est dominé par ces produits. Cette théorie montre qu'avec la suppression du capitalisme et de la production marchande en général disparaîtra aussi la loi de la valeur et que les hommes seront, en toute connaissance de cause, les maîtres de leurs rapports sociaux.

La théorie de la valeur de Marx comme toute sa doctrine économique est, d'après l'expression d'Engels, la critique socialiste de la société bourgeoise.

La doctrine de Marx et d'Engels que la production marchande engendre inévitablement le capitalisme, fut approfondie et développée par Lénine à l'époque de sa lutte contre les populistes qui prétendaient que la Russie pourrait éviter le développement capitaliste, l'économie qui y dominait étant soi-disant communaliste. Se basant sur la doctrine de Marx, Lénine montra que la décomposition de l'économie paysanne communaliste était déjà avancée, que l'argent transformait l'économie naturelle en économie marchande et que le développement de cette dernière engendre les rapports capitalistes. Lénine revient à plusieurs reprises sur cette question. Au lendemain de la Révolution d'Octobre et lors de la transition du communisme de guerre à la Nep, Lénine montra que, même dans les conditions de la dictature du prolétariat, la petite production engendre le capitalisme. La politique de l'Etat prolétarien doit entraver et limiter la croissance du capitalisme, engendré par la petite production marchande, et préparer en même temps les conditions du passage de la petite production à la grande production socialiste.

Plus tard, Staline a démontré que la lutte contre la collectivisation agricole ne pouvait que perpétuer la petite production marchande et, partant, le capitalisme.

« La petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, par un procès universel et spontané. » (V. I. Lénine : *la Maladie infantile du communisme*, p. 14. Editions Sociales Internationales, Paris, 1930.)

7. La loi essentielle de la période de transition

Dans la société socialiste, le travail ne revêt pas la forme de la valeur et ne se manifeste pas comme propriété de la marchandise. Mais cela ne veut pas dire que la loi de la valeur ne disparaît que lorsque la société socialiste est déjà entièrement construite et que dans la période de transition vers le socialisme la loi de la valeur continue d'être en vigueur. La loi de la valeur, comme loi du développement social est abolie dès le commencement de la période de transition. La dictature du prolétariat une fois instaurée, la société s'engage dans la voie de l'abolition de la production marchande et de son remplacement par la production socialiste.

La production socialiste ne devient pas d'un seul coup absolument prédominante dans l'ensemble de l'économie nationale. La petite production marchande ne se transforme pas du jour au lendemain en grande production socialiste et les éléments capitalistes ne disparaissent pas aussitôt après l'instauration de la dictature du prolétariat.

Mais dès le début de la période de transition, quand, après l'expropriation de la bourgeoisie, la grande industrie, les transports, le commerce de gros et les banques passent entre les mains de l'Etat prolétarien et se transforment en entreprise de type socialiste conséquent, — dès ce moment, la force déterminante du développement économique c'est la dictature du prolétariat. Pendant la période de transition, la forme monétaire et marchande reste encore en vigueur d'abord en raison de l'existence de la petite production marchande et ensuite parce que même à l'intérieur des entreprises de l'Etat, il est impossible d'abandonner la forme monétaire de comptabilité et de contrôle tant que n'est pas achevée l'édification du socialisme.

A diverses étapes de la période de transition, le rôle de la forme marchande et monétaire se modifie suivant le degré de socialisation de l'économie nationale, suivant le rapport des forces entre les éléments socialistes, capitalistes et petits bourgeois. Mais dès le début de cette période la dictature du prolétariat utilise la forme marchande et monétaire pour la lutte contre les éléments capitalistes, pour la transformation socialiste de la petite production, pour la construction du socialisme. Dans l'économie socialiste, les « marchandises » au lieu d'être produites par chaque entreprise isolément sont produites selon un plan conforme aux intérêts et aux objectifs de l'édification socialiste.

Le plan d'Etat comprend non seulement un plan pour le secteur socialiste de l'économie, mais aussi des mesures tendant à régler la production dans l'économie individuelle et à la reconstruire sur une base socialiste. A l'égard des éléments capitalistes, l'Etat prolétarien use de la forme monétaire et marchande comme de l'une de ses principales armes dans la lutte de classe pour la construction du socialisme.

« Que le commerce et le système monétaire soient des méthodes de l'économie capitaliste », là n'est pas la question. L'important, c'est que les éléments socialistes de notre économie, luttant contre les éléments capitalistes, s'emparent de ces méthodes, de ces instruments de la bourgeoisie, pour surmonter les éléments capitalistes et les emploient *avec succès contre* le capitalisme, pour poser les fondements socialistes de notre économie. Grâce à la dialectique de notre développement, les fonctions et la destination de ces instruments de la bourgeoisie se transforment *fondamentalement* à l'avantage du socialisme, au détriment du capitalisme. » (J. Staline : *les Questions du léninisme*, t. I, p. 374. Editions Sociales Internationales, Paris, 1931.)

La forme marchande et monétaire reste en vigueur à l'étape actuelle de l'édification socialiste, quand les éléments capitalistes n'existent plus, quand le système des kolkhoz a vaincu définitivement, quand...

« ... La forme socialiste domine sans partage et est la seule force qui commande dans l'ensemble de l'économie nationale. » (J. Staline : *Deux Mondes*, p. 27. Bureau d'Editions, Paris, 1934.)

A l'étape actuelle, le commerce soviétique se distingue du commerce qui existait au premier stade de la Nep, où le capital privé jouait un rôle important, où les kolkhoz et les sovkhos présentaient une grandeur à peine visible, où n'existait pas encore une puissante industrie socialiste ni un commerce d'Etat et de coopératives. Le commerce soviétique :

« C'est un commerce sans capitalistes, grands et petits, un «commerce sans spéculateurs, grands et petits. C'est un commerce d'un genre spécial inconnu de l'histoire jusqu'à ce jour et que nous, bolcheviks, sommes les seuls à pratiquer dans les conditions du développement soviétique. » (J. Staline : *le Bilan du premier plan quinquennal*, p. 33. Bureau d'Editions, Paris, 1933.)

Le passage du commerce à l'échange direct des produits et à la liquidation de la forme monétaire ne pourra s'opérer qu'après la construction définitive de la société socialiste.

« L'argent subsistera encore longtemps parmi nous, jusqu'à l'achèvement du premier stade du communisme, stade socialiste du développement... L'argent est l'instrument de l'économie bourgeoise que le gouvernement soviétique a pris en mains et qu'il a adapté aux intérêts du socialisme pour déployer à fond le commerce soviétique et préparer ainsi les conditions de l'échange direct des produits... seul le commerce soviétique organisé à la perfection peut être suivi et remplacé par les échanges directs. » (J. Staline : *Deux Mondes*, pp. 55-56.)

La domination de la loi de la valeur ne signifie pas que le producteur est maître du produit de son travail, mais, au contraire, elle signifie que le produit de son travail le domine; les hommes ne sont pas maîtres de leurs propres rapports sociaux. La loi qui régit le développement social agit en dehors de la volonté et de la conscience des producteurs de marchandises, « derrière leur dos », comme une force aveugle, spontanée de la nature.

Par contre, dans la période transitoire, le développement ne se fait pas spontanément, en dehors de la volonté et de la conscience de la classe ouvrière exerçant sa dictature. Dans l'économie soviétique il n'y a pas et il ne peut y avoir de loi agissant en dehors de la dictature du prolétariat. Chaque loi économique qui agirait en dehors de la dictature du prolétariat ne serait pas une loi du mouvement vers le socialisme, mais une loi du mouvement en arrière vers le capitalisme. La force décisive du développement de l'économie soviétique, comme économie de la période de transition vers le socialisme, c'est la dictature du prolétariat. La classe ouvrière qui exerce sa dictature sous la direction d'un parti communiste qui possède la connaissance des lois du développement historique — la théorie marxiste-léniniste, — sait prévoir les conditions objectives de l'édification socialiste; elle sait modifier ces conditions et surmonter les forces hostiles du vieux monde. Telle est la puissance qui dirige le mouvement vers la société socialiste sans classes.

Ce n'est pas par hasard que les trotskistes et les droitiers ont essayé de justifier leur lutte contre le léninisme par des lois « objectives » du mouvement s'exerçant en dehors de la dictature du prolétariat. Cette attitude implique la négation du rôle de la dictature du prolétariat dans la transformation socialiste de la petite production.

L'économie marchande simple dans la période de transition

La petite production, c'est, au fond, une économie marchande simple, une économie marchande sans salariat. La production marchande simple donne inévitablement naissance au capitalisme sans être elle-même du capitalisme. La nature du petit producteur est double.

« En tant que travailleur, le paysan tend vers le socialisme, en préférant la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. En tant que vendeur de blé, le paysan tend vers la bourgeoisie, vers le commerce libre, vers le capitalisme « traditionnel », « habituel ». » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XXIV, p. 314, édition russe.)

La possibilité de la transformation socialiste de la petite production dans les conditions de la dictature du prolétariat découle du fait que le petit cultivateur est un travailleur et que pour cette raison les contradictions entre lui et le prolétariat ne sont pas insurmontables. Le trotskisme nie la nature double du petit producteur, il ignore ce fait que le petit producteur est un travailleur, il ne voit que la tendance capitaliste du développement de la petite production et déclare qu'entre le prolétariat et les petits producteurs existent des contradictions insolubles. Pour le trotskisme, la petite production marchande ne peut pas être *transformée* en grande production socialiste. Elle doit être supprimée par la ruine des petits producteurs et par leur prolétarianisation, ou, comme disait Préobrajenski, un des « théoriciens » du trotskisme, l'économie marchande simple doit être « dévorée » par l'économie de l'Etat socialiste.

Préobrajenski prétend que pour comprendre le mouvement de l'économie soviétique, il faut faire abstraction de la politique économique du pouvoir soviétique et trouver la loi « objective » qui s'exerce en dehors de la dictature du prolétariat. Cette loi, c'est, pour Préobrajenski, celle de « l'accumulation socialiste primitive » en vertu de laquelle le socialisme se crée lorsque l'économie de l'Etat socialiste « dévore » automatiquement la petite production. Cette « théorie », qui nie la possibilité de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans moyens ainsi que la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, a conduit le trotskisme à son rôle de détachement d'avant-garde de la contre-révolution. D'après cette « théorie » le prolétariat n'est pas capable de conduire la masse des paysans et de diriger le développement de l'économie marchande simple dans la voie du socialisme.

La petite production engendre le capitalisme. Mais la dictature du prolétariat, basée sur le développement de la production socialiste, entrave cette tendance capitaliste de la petite production marchande, la paralyse et finit par la supprimer. En agissant par toute une série de mesures sur la petite production, l'Etat prolétarien restreint et, finalement, arrête le procès de la formation d'éléments capitalistes. Ces mesures créent les conditions pour transformer la petite production en grande production socialiste par la collectivisation intégrale, ce qui permet de liquider la dernière classe capitaliste, les koulaks. Les opportunistes de droite nient également la nature double du petit producteur, mais, à la différence des trotskistes pour lesquels la petite production est une économie capitaliste, les droitiers ne voient dans le petit producteur que le travailleur et estiment que l'économie marchande simple est du même type que l'économie socialiste. Le fait que la petite production a pour base la propriété privée, et qu'elle donne naissance au capitalisme et que, par conséquent, elle est opposée à l'économie socialiste, ce fait est ignoré par les opportunistes. D'où leur théorie de l'incorporation automatique du petit producteur dans l'économie socialiste et de l'incorporation pacifique du koulak dans le socialisme.

La loi de la dépense du travail

Le camarade Boukharine affirmait que toute société, capitaliste ou socialiste, est régie par la « loi de la dépense du travail » en vertu de laquelle le travail social est réparti par branches de production et l'équilibre établi dans la production sociale. Dans le régime de la production marchande capitaliste, cette loi revêt la forme de la loi de la valeur, c'est-à-dire se couvre d'une enveloppe fétichiste de la valeur; dans la société socialiste elle jouerait directement, pour ainsi dire, « telle quelle ». Seule la forme changerait, le contenu resterait invariable.

Cette conception prétend que la petite production marchande est soumise aux mêmes lois que la production socialiste et qu'elle peut, grâce aux liens établis sur le marché avec la production socialiste, se transformer en production socialiste. Non seulement les petites exploitations paysannes, mais même celles des koulaks seraient susceptibles de s'incorporer pacifiquement dans le socialisme. D'où la théorie de l'extinction de la lutte de classe dans la période de transition.

Cette « loi de la dépense du travail » nie le rôle de la dictature du prolétariat dans le développement de l'économie soviétique. Puisqu'il existe une éternelle et immuable « loi de la dépense du travail », la dictature du prolétariat n'a qu'à s'y soumettre, étant impuissante à établir d'autres rapports de production que ceux imposés par cette loi. C'est en s'inspirant de cette « loi » que le camarade Boukharine a écrit qu'établir un plan, c'est prévoir ce qui serait arrivé si les choses étaient abandonnées à la spontanéité. En d'autres termes, le plan économique élaboré et appliqué par le prolétariat ne doit pas modifier les proportions entre les branches d'économie qui se seraient créées s'il n'y avait pas de plan. Ce n'est pas par hasard que les droitiers combattaient le plan quinquennal et la collectivisation de l'agriculture. Ils prétendaient que cette politique violait l'équilibre indispensable entre l'agriculture et l'industrie, violait la « loi de la dépense du travail ».

« En réalité, cette théorie de « l'équilibre » a, objectivement, pour but de maintenir les positions de l'économie paysanne individuelle, de donner aux koulaks une « nouvelle » arme théorique dans leur lutte contre les kolkhoz et de discréditer ces derniers. » (J. Staline : « La transformation du village soviétique à la lumière de la théorie marxiste-léniniste ». *Correspondance internationale*, 1930, n° 2, p. 14.)

La « loi de la dépense du travail », ainsi que la théorie de l'équilibre nient les contradictions inhérentes à la production marchande qui la conduisent dans la voie du développement capitaliste.

Le fait que le petit producteur est un travailleur présente une importance extrême pour l'ensemble de la politique prolétarienne. Il rend possible l'alliance de la classe ouvrière et des paysans moyens ainsi que la transformation socialiste de la petite production marchande. Mais le travail du petit producteur n'en reste pas moins le travail du propriétaire privé. On ne saurait pas « faire abstraction » de cette forme sociale du travail, car c'est là que réside la tendance capitaliste du développement de l'économie marchande simple.

La conception suivant laquelle une immuable « loi de la dépense du travail » agit à toutes les époques et chez tous les peuples, ne changeant que de forme, est une théorie anti-marxiste. La forme ne peut changer, ni disparaître si le contenu ne change pas.

La production marchande a pour base la propriété privée des moyens de production, tandis qu'à la base de la production socialiste se trouve la propriété collective. La production marchande et la production socialiste sont opposées l'une à l'autre. C'est pourquoi la transformation socialiste de la petite production marchande ne peut s'opérer que dans la lutte contre ses tendances capitalistes. Cette transformation ne peut s'effectuer spontanément; l'Etat prolétarien doit lutter contre la tendance capitaliste et entraîner la masse des petits producteurs dans la voie de l'économie collective.

« L'union de la classe ouvrière et de la paysannerie ne saurait être durable que si elle est basée sur la lutte contre les éléments capitalistes issus de la paysannerie. » (J. Staline : *les Questions du léninisme*, tome II, p. 290, Editions Sociales Internationales, Paris, 1931.)

Nous voyons ainsi que la force qui détermine le développement de l'économie de transition c'est le pouvoir prolétarien. Chaque tentative d'élaborer une loi de la période de transition, qui agirait en dehors de ce pouvoir, implique la négation du rôle historique du prolétariat, de la dictature du prolétariat, et aboutit à la lutte contre l'édification socialiste.

Chapitre III : L'ARGENT

1. La mesure de la valeur

L'argent exprime la valeur de toutes les marchandises. D'où la fonction de l'argent en tant que *mesure de la valeur* de toute marchandise. La valeur des marchandises est exprimée par leur prix, mais cette expression monétaire de la valeur n'est que relative.

Avec l'apparition de l'argent, les marchandises sont comparées l'une à l'autre non pas directement, mais au moyen de l'argent. L'échange des marchandises commence, lui aussi, à se faire au moyen de l'argent.

L'échange direct des marchandises que l'on observe au stade primitif du développement de la production marchande, se transforme, avec l'apparition de l'argent, en achat et vente, en circulation marchande. Dans cette circulation des marchandises l'argent remplit la fonction de moyen de circulation.

2. L'argent, moyen de circulation

Dans l'échange direct des marchandises, dans le troc» l'acte de l'échange est effectué chaque fois entre deux possesseurs de marchandises. Ainsi, lors de l'échange de bottes contre du blé, le cordonnier donne des bottes au paysan et en reçoit du blé. Cet échange n'implique pas d'opérations analogues entre les autres producteurs. Chaque échange particulier est entièrement indépendant à l'égard des autres opérations analogues.

Avec l'apparition de l'argent, la liaison entre les producteurs de marchandises devient plus compliquée. Chaque échange entre deux producteurs est rattaché à l'ensemble des échanges entre les autres producteurs. Ainsi, le cordonnier vend ses bottes et avec l'argent touché il achète du blé au paysan. Il a d'abord transformé sa marchandise en argent et, ensuite, l'argent en une autre marchandise. Cette transformation peut être représentée par la formule suivante : M-A-M (M signifie marchandise et A argent).

Au point de vue du cordonnier, le résultat est le même que s'il avait fait un échange direct de ses bottes contre du blé. Mais, en réalité, cette conversion des bottes en argent et ensuite de l'argent en blé se distingue essentiellement de l'échange direct. Supposons qu'il ait vendu ses bottes au tisseur. Où ce dernier a-t-il pris l'argent pour acheter des bottes ? Il faut croire qu'avant d'acheter les bottes, il a vendu une marchandise, de la toile, mettons. Par conséquent, le cordonnier ne peut vendre sa marchandise qu'à la condition que le tisseur ait vendu préalablement la sienne. Allons plus loin. Le tisseur a vendu à quelqu'un sa toile. Cela implique que l'acheteur de la toile, avant d'acheter cette dernière, a vendu quelque marchandise, etc. Enfin, le paysan qui a vendu son blé au cordonnier achètera la marchandise dont il a besoin à un tiers producteur.

Nous voyons donc que dans le système de la circulation des marchandises se crée une interdépendance entre les trois producteurs. Pour chacun d'eux, la conversion de sa marchandise en argent et de ce dernier en une autre marchandise est un *cycle* achevé : le mouvement a commencé par une marchandise et aboutit à une autre marchandise (bottes, argent, blé). Mais pour le cordonnier, la conversion des bottes en argent est le commencement du cycle, alors que pour le tisseur qui achète ces bottes c'est l'achèvement du cycle de sa marchandise, la toile. Ce qui pour le cordonnier est la fin du cycle, est pour le paysan, le commencement.

De la sorte, le cycle de chaque marchandise se confond d'une façon indissoluble avec les cycles de toutes les autres marchandises. Tout ce mouvement des marchandises dans leurs liaisons mutuelles et dans leur interdépendance s'appelle la *circulation des marchandises*. Dans ce procès, l'argent remplit la fonction de *moyen de circulation*.

Dans la circulation des marchandises toute transaction entre deux producteurs, à la différence de l'échange direct, n'est plus une opération isolée et indépendante de celles survenues entre les autres producteurs.

Dans la circulation des marchandises les rapports entre les producteurs se trouvent raffermis et compliqués.

« L'échange de marchandises exprime le lien établi par l'intermédiaire du marché entre les producteurs isolés. *L'argent* signifie que ce lien devient de plus en plus étroit, puisqu'il unit la vie économique des producteurs en un tout indissoluble. » (V. I. Lénine : *Karl Marx...*, pp. 56-57.)

La possibilité des crises

Dans le troc, la vente et l'achat de la marchandise coïncident. Lorsque le cordonnier échange ses bottes contre du blé, la vente des bottes est en même temps l'achat du blé, et la vente du blé est en même temps l'achat des bottes. En outre, cet échange entre le cordonnier et le paysan n'est lié en rien aux échanges effectués par les autres producteurs. C'est pourquoi si un autre producteur, le tisseur par exemple, ne parvient pas à échanger sa marchandise, cela n'aura aucune répercussion sur l'échange des bottes contre du blé.

La situation est tout autre dans la circulation des marchandises. Si le tisseur n'arrive pas à écouler sa toile, il ne pourra pas acheter les bottes, le cordonnier ne sera donc pas en mesure de vendre sa marchandise et le paysan ne pourra pas vendre au cordonnier son blé. Si, sur un autre point quelconque de la circulation marchande, le cycle des échanges vient à s'arrêter, cela aura pour effet d'arrêter tous les autres cycles liés au premier.

Dans la circulation des marchandises, à rencontre de l'échange direct, l'achat est séparé de la vente; d'abord la marchandise est vendue à une personne, et achetée à une autre (par exemple, le cordonnier vend ses bottes au tisseur, et achète du blé au paysan). En second lieu, la vente de la marchandise ne s'effectue pas simultanément avec l'achat d'une autre marchandise, mais avant l'achat (le cordonnier achète du blé après avoir vendu ses bottes). Il est donc possible que la vente ne sera pas suivie d'un achat : le tisseur peut vendre sa toile mais différer pour un temps considérable l'achat des bottes. Si bien que le cordonnier, n'ayant pas vendu sa marchandise, ne pourra pas acheter du blé, le cordonnier et le paysan n'auront pas vendu leur marchandise. On voit donc que l'argent, qui lie en un tout les producteurs, crée en même temps l'éventualité de la rupture de ce lien. En raison du développement de la fonction de l'argent, comme moyen de circulation, des phénomènes tels que les crises, inconcevables dans le régime des échanges directs, deviennent possibles.

3. L'argent, moyen de paiement

A mesure que se développe la production marchande, parallèlement à la fonction de l'argent comme moyen de circulation, il se crée et se développe une autre fonction, celle du paiement. L'argent remplit la fonction de moyen de paiement dans le cas de la vente à crédit. Supposons que le cordonnier vende au paysan ses bottes à crédit et que le paysan s'engage à payer la dette dans un délai déterminé après la rentrée de la récolte et la vente du blé. Dans cette vente à crédit, l'argent ne remplit pas la fonction de moyen de circulation : la marchandise, les bottes passent entre les mains du paysan sans intermédiaire de l'argent. Lorsque le délai fixé viendra, le paysan sera tenu d'acquitter la dette, l'argent aura joué dans cette opération le rôle de moyen de paiement.

Ayant acheté la marchandise à crédit, le débiteur est obligé de vendre sa marchandise pour amortir sa dette; qu'il le veuille ou non, le paysan doit vendre son blé, car autrement il ne peut pas acquitter à temps sa dette au cordonnier. Supposons ensuite que le cordonnier, ayant vendu à crédit ses bottes, a acheté au tanneur du cuir également à crédit avec engagement de payer quand le paysan aura acquitté le prix des bottes achetées à crédit; que le tanneur achète à son tour à crédit les marchandises dont il a besoin en attendant d'être payé par le cordonnier. Il se forme ainsi une chaîne de dettes qui relie plus étroitement encore les producteurs de marchandises. Au cas où le paysan aurait une récolte déficitaire ou s'il ne parvient pas à vendre en temps utile son blé au prix avantageux, il se trouvera dans l'impossibilité d'acquitter sa dette au cordonnier, celui-ci au tanneur, lequel ne pourra pas à son tour payer ses créanciers.

La fonction de l'argent comme moyen de paiement augmente la possibilité des crises. Si, par exemple, le débiteur n'acquiesce pas sa dette au créancier au temps convenu, le créancier sera dans l'impossibilité de se procurer les moyens de production et les denrées de consommation nécessaires qui resteront ainsi invendues. Avec le développement de la production marchande, quand elle devient la production capitaliste, la possibilité des crises devient une nécessité. (Nous donnons plus loin, au chapitre IX, un exposé détaillé de la théorie des crises.)

4. La quantité d'argent nécessaire à la circulation

Donc, l'argent remplit une double fonction: moyen de circulation et moyen de paiement. Qu'est-ce qui détermine la quantité totale de l'argent nécessaire à la circulation ? Cette quantité n'est pas une grandeur invariable, elle dépend de beaucoup de facteurs. Les principaux facteurs qui déterminent la quantité d'argent mis en circulation sont les suivants :

a) *Le total des prix des marchandises à vendre.* — Plus on vend de marchandises dans un pays donné dans un laps de temps donné, plus il faut d'argent pour leur réalisation. Si la somme des prix de toutes les marchandises atteint 100 millions de francs, il faudra deux fois moins d'argent que pour une masse de marchandises de 200 millions de francs.

b) *La vitesse de la circulation de l'argent.* — Si la croissance de la somme des prix des marchandises provoque la croissance de la quantité d'argent en circulation, l'accélération de la circulation de l'argent diminue cette quantité. Admettons que trois marchandises quelconques de cinq francs chacune soient mises en vente sur le marché, soit un quintal de blé, une paire de bottes et cinq mètres de toile. Admettons que chacune de ces ventes ne soit pas liée aux deux autres, c'est-à-dire que A vende à B du blé, que C vende à D des bottes et que E vende à F de la toile. Dans chaque cas, l'argent ne passera qu'une fois de main en main ou fera un seul tour. La quantité de l'argent en circulation sera égale à la somme des prix des marchandises, soit 15 francs.

Supposons maintenant que ces trois ventes soient liées entre elles, A vend à B du blé et avec les 5 francs ainsi obtenus il achète des bottes à C et, à son tour, C achète la toile à E. Dans ce cas, la réalisation des marchandises, dont la somme des prix est de 15 francs, a été effectuée à l'aide d'une seule pièce de 5 francs. L'argent aura fait ici trois tours, aura trois fois passé de main en main.

On peut en tirer cette conclusion que la quantité d'argent en circulation sera d'autant plus petite que la vitesse de la circulation sera plus grande.

c) *La vente à crédit.* — A tout moment, ont lieu des ventes de marchandises non seulement au comptant, mais aussi à crédit. Cela diminue la quantité d'argent nécessaire à la réalisation des marchandises.

d) *Le total des paiements venus à échéance.* — A côté de la vente à crédit d'un certain nombre de marchandises, les paiements des opérations faites précédemment à crédit viennent à échéance et la quantité d'argent en circulation doit être augmentée d'autant.

e) *Les dettes qui s'amortissent réciproquement.* — Une partie des paiements peut être amortis sans argent. Ainsi, A doit à B 5 fr., B doit à C 5 fr. et C doit à D la même somme et enfin D doit à A autant. Le total des échéances est de 20 fr., mais il est évident que ces dettes peuvent être amorties par leur simple juxtaposition sans avoir rien à déboursier. D'où on peut conclure que plus est grand le nombre des paiements qui s'amortissent réciproquement et plus est petite la quantité d'argent en circulation.

Tels sont les facteurs principaux qui déterminent le total de l'argent nécessaire à la circulation. Cette quantité sera d'autant plus forte que la somme des prix des marchandises sera plus élevée, que la vitesse de la circulation de l'argent sera plus faible, qu'il y aura moins de vente à crédit, qu'il y aura plus de paiements de dettes en argent et moins de paiements qui s'amortissent réciproquement.

Lorsque dans la circulation il n'y a que des pièces d'or et d'argent, si la quantité totale d'argent nécessaire à la circulation diminue, l'excédent d'argent sera retiré de la circulation. Si dans la circulation il y avait un milliard de francs-or, et qu'il se soit trouvé par la suite qu'il ne fallait que 800 millions de francs, l'excédent de 200 millions de francs-or n'amènera pas le relèvement des prix des marchandises. Le prix c'est l'expression monétaire de la valeur, il dépend donc de la valeur de la marchandise et de celle de l'or. D'autre part, la valeur de la marchandise et celle de l'or dépendent de la quantité de travail dépensé pour leur production. Si on commence à donner pour une seule et même pièce d'or moins de marchandises non parce que la valeur de la marchandise s'est accrue ou que celle de l'or a diminué, mais parce que dans la circulation il y a eu 200 millions de francs-or de plus qu'il ne faut, cet excédent sera retiré de la circulation. La situation sera tout autre si dans la circulation il y a du papier-monnaie.

5. Le papier-monnaie et la monnaie de crédit

Le papier-monnaie prend naissance de la fonction de l'argent comme moyen de circulation. Dans cette fonction, l'argent passe constamment de main en main. Ce caractère momentané de la fonction de l'argent comme moyen de circulation a pour conséquence que la monnaie en or est de plus en plus remplacée par de simples billets, par le papier-monnaie qui représente la monnaie en or.

Si le papier-monnaie émis ne dépasse pas la quantité d'argent nécessaire à la circulation, il ne sera pas déprécié. Ainsi, admettons que pour la circulation, il faille un milliard de francs-or et qu'il a été lancé dans la circulation du papier-monnaie pour cette somme. Dans ce cas, chaque franc-papier remplace un franc-or. Pour un franc-papier on donnera autant de marchandises que pour un franc-or. Mais si, le besoin total de la circulation étant de un milliard, il a été émis 2 milliards de papier-monnaie, ces 2 milliards représenteront non pas 2 milliards, mais un seul milliard de francs-or. C'est que le papier-monnaie remplace la monnaie en or uniquement dans la circulation. C'est pourquoi, toute la masse de papier-monnaie, quel qu'en soit le montant, ne représente que la quantité d'or nécessaire pour la circulation.

Dans la circulation de la monnaie-or, l'excédent est retiré de la circulation. La monnaie-or a de la valeur, elle peut être fondue en objets d'or ou conservée comme trésor. Alors que le papier-monnaie est sans valeur (quant à l'impression du papier-monnaie dont le coût est tout à fait minime, elle est une quantité négligeable); il remplit seulement la fonction de moyen de circulation. C'est pourquoi l'excédent de papier-monnaie n'est pas retiré de la circulation. S'il y a dans la circulation, admettons, 2 milliards de papier-monnaie et qu'il faille un milliard-or, ces 2 milliards de papier représentent un milliard-or et chaque franc-papier ne représente que 0 fr. 50 or. La marchandise valant un franc-or se vendra 2 francs-papier. La quantité de monnaie-or que l'on donnera contre le papier-monnaie diminuera de moitié. Si la fonction de l'argent comme moyen de circulation engendre le papier-monnaie, la fonction de l'argent comme moyen de paiement, donne naissance à la *monnaie de crédit*. Lors de la vente de marchandises à crédit, l'acheteur (le débiteur) tire une traite sur le vendeur (le créiteur) par laquelle il s'engage à payer la somme donnée à la date déterminée. Cet engagement porte le nom de *lettre de change* ou de *traite*.

Supposons que A ait vendu à crédit pour 100 fr. de marchandises à B et qu'il en ait reçu une traite de 100 fr. dont l'échéance expire le 1er janvier. A son tour, A, en achetant de la marchandise à C et manquant d'argent liquide (pour avoir vendu sa marchandise à crédit), prend lui aussi l'engagement de payer au 1er janvier. Mais au lieu de donner une nouvelle traite à C, il lui donne la traite reconnue de B, si bien que le 1er janvier, C touchera de l'argent non pas de A, mais de B. A son tour, C peut payer avec cette traite son créiteur à lui, etc. La traite qui circule ainsi fait fonction d'argent. Avec le développement du crédit et des banques (voir pour plus de détails sur les banques le chapitre VII) les traites sont de plus en plus concentrées dans ces dernières. A ayant reçu de B une traite de 100 fr., verse cette traite à la banque qui lui donne pour elle de l'argent (c'est ce qu'on appelle l'escompte des traites). Et B, lorsque viendra l'échéance, paiera à la banque. Concentrant beaucoup de traites de particuliers, la banque peut mettre en circulation ses traites que l'on appelle billets de banque avec l'engagement de les échanger contre de l'or à n'importe quel moment.

La banque fait des prêts et escompte les traites des particuliers avec ses billets. Ceux-ci ont ainsi pour couverture les traites des particuliers. En cas d'insolvabilité d'un des débiteurs de la banque, celle-ci ne sera pas en état de tenir ses engagements. Aussi, la loi stipule d'ordinaire que les billets de banque doivent avoir une couverture partielle en or. Dans certains pays, seule la banque d'Etat a le droit d'émettre des billets de banque. Les billets de banque sont garantis partiellement par de l'or et partiellement par des traites privées. En cas de crise, les traites accumulées dans la banque perdent de leur valeur quand beaucoup de capitalistes font faillite. C'est pourquoi il est inévitable que les billets de banque perdent plus ou moins de leur valeur et que leur cours baisse. Dans certaines conditions, les billets de banque deviennent du papier-monnaie sans aucune couverture. Ce qui eut lieu pendant la guerre mondiale de 1914-1918 et quelques années après. Pour faire face à leurs formidables dépenses, les gouvernements des pays belligérants émirent, par l'entremise des banques d'Etat, beaucoup de billets de banque. Bien que ceux-ci portassent une inscription disant qu'ils sont garantis dans telle ou telle mesure par l'or et que la banque s'engageât à les échanger contre de l'or, des lois spéciales promulguées pendant la guerre suspendirent l'échange de ces billets contre de l'or et, en fait, les billets de banque devinrent, d'effets de crédit, avec couverture-or, du papier-monnaie sans garantie.

6. L'inflation

L'émission de papier-monnaie dans une proportion qui dépasse la quantité de monnaie-or nécessaire pour la circulation s'appelle *l'inflation*. Dans l'inflation sont inévitables la baisse du cours du papier-monnaie et l'augmentation des prix. Cela découle des conditions mêmes dans lesquelles se produit habituellement l'inflation. L'Etat fait appel à l'émission du papier-monnaie lorsque le déficit du budget public ne peut être comblé par la voie normale des impôts et des emprunts. Cela a lieu justement lorsque la production ainsi que la circulation des marchandises baissent dans une proportion sensible, tant pendant la crise que, dans une plus forte proportion encore, lorsque, parallèlement à cette baisse, s'accroissent les dépenses de l'Etat, comme cela eut lieu pendant la guerre.

Déjà la compression de la circulation des marchandises diminue la quantité de l'argent nécessaire, mais le papier-monnaie n'est pas retiré de la circulation. Il se produit la hausse des prix et la baisse du cours du papier-monnaie. Dans ces conditions, chacun cherche à écouler l'argent qu'il possède et à acheter des marchandises. Le rythme de la circulation de l'argent se trouve ainsi accéléré. Plus vite l'argent circule et moins il en faut. C'est pourquoi avec l'accélération de la circulation du papier-monnaie, son cours continue de baisser et les prix montent. Grâce à l'émission de papier-monnaie, l'Etat achète des marchandises, mais comme, d'autre part, l'émission de papier-monnaie favorise la hausse des prix, l'Etat est obligé, pour se procurer la même masse de marchandises, d'émettre des quantités croissantes de papier-monnaie, ce qui conduit à une hausse plus grande des prix, qui nécessite, à son tour, une plus grande quantité de papier-monnaie, etc., etc.

La conséquence la plus importante de l'inflation c'est *la baisse du salaire réel*. Bien que le salaire exprimé en papier soit augmenté, cette augmentation est plus lente que celle des prix. C'est pourquoi, dans le cas de l'inflation, l'ouvrier peut s'acheter de moins en moins de marchandises et n'arrive pas à rétablir sa force de travail; son salaire réel baisse. Cela est fort avantageux pour les capitalistes, car la baisse du salaire réel implique la baisse des prix de revient et la croissance des profits capitalistes.

A l'heure actuelle, dans tous les pays capitalistes, la bourgeoisie essaie de trouver une solution à la crise aux dépens de la classe ouvrière, en baissant fortement le niveau de vie de cette dernière. Cette tendance de la bourgeoisie à trouver une issue à la crise aux dépens de la classe ouvrière est la cause principale de l'inflation dans certains pays capitalistes, en premier lieu en Amérique, en Angleterre et au Japon.

Chapitre IV : LE CAPITAL ET LA PLUS-VALUE

1. La contradiction essentielle du capitalisme

En parlant de la production marchande dans le deuxième chapitre, nous avons envisagé l'échange entre des producteurs propriétaires des moyens de production qui produisent leur marchandise sans main-d'œuvre salariée. Une telle production marchande n'est pas encore la production capitaliste, c'est ce qu'on appelle la *production marchande simple*. La valeur, la loi fondamentale de la production marchande, conserve toute sa force en régime de production capitaliste, celle-ci étant de la production marchande développée. Il y a plus : *Ce n'est que dans le régime capitaliste que la production marchande se développe intégralement et devient réellement dominante.*

La petite production marchande engendre le capitalisme. Mais on aurait tort de s'imaginer que le capitalisme a pris naissance de la transformation lente et graduelle des petits producteurs, d'une part en prolétaires salariés, et de l'autre, en capitalistes. Telle est la conception favorite des économistes bourgeois qui veulent « démontrer » à tout prix que le capital est le fruit du travail du capitaliste.

Marx a raillé cette conception idyllique de l'accumulation primitive du capital.

« On nous explique l'origine de cette accumulation par une anecdote remontant bien loin dans le passé. Il était autrefois, il y a de cela bien longtemps, une élite laborieuse, intelligente et surtout économe, et des coquins paresseux dépensant tout leur bien et même davantage en noces et festins... Les premiers ont accumulé de la richesse et les autres n'eurent finalement que leur peau à vendre. C'est de ce péché que date la pauvreté de la grande masse qui, en dépit de tout son travail, n'a toujours que soi-même à vendre et la richesse de quelques-uns qui croît sans cesse, bien que depuis fort longtemps ces quelques-uns aient cessé de travailler. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 205-206.)

En réalité, la production capitaliste est née tout autrement que par la voie pacifique.

Les conditions de la production capitaliste

Le mode capitaliste de production est un mode de production marchande dans lequel : 1. le producteur immédiat, l'ouvrier, ne possède pas de moyens de production, il est donc obligé, pour vivre, de vendre sa force de travail; 2. les moyens de production sont la propriété des capitalistes qui ne travaillent pas et qui exploitent les ouvriers salariés pour en tirer le profit.

La naissance de la production capitaliste implique deux conditions :

Première condition : La formation d'une masse d'hommes privés des moyens de production et obligés de vendre leur force de travail. Par conséquent, il fallait enlever aux petits producteurs autonomes leurs moyens de production (les exproprier), ruiner et asservir les petits artisans, chasser de la terre les petits paysans, etc. D'autre part, il fallait que les petits producteurs dépouillés de leurs moyens de production, et obligés de vendre leur force de travail, fussent libres personnellement de vendre leur force de travail, qu'ils ne fussent pas dans la dépendance féodale ou servile à l'égard du seigneur.

Deuxième condition : Les capitalistes doivent concentrer entre leurs mains les moyens de production enlevés aux petits producteurs et des sommes d'argent suffisantes pour faire face aux nécessités de la production capitaliste qui est, dès ses débuts, une grande production.

L'accumulation primitive

Ces conditions de la production capitaliste furent créées dans la période dite de *l'accumulation primitive du capital*, lors de l'abolition du servage où les paysans furent chassés de leurs terres ce qui fut accompagné, surtout en Angleterre, de la destruction de villages entiers, de la transformation des paysans et des artisans ruraux en gueux et en vagabonds; lorsque, d'autre part, les marchands accumulèrent des sommes d'argent considérables en pillant les colonies, en soutirant des impôts, en mettant à sac le trésor par le moyen des emprunts, etc.

« L'accumulation dite primitive n'est donc que le procès historique de la séparation du producteur d'avec ses moyens de production... Et cette histoire de leur expropriation se trouve inscrite en lettres de sang et de feu dans les annales de l'humanité. » (K. Marx : *Le Capital*, t. IV, p. 207-208.)

La violence fut donc l'« accoucheuse » de la production capitaliste. La petite production marchande qui a existé avant l'apparition du mode capitaliste de production et qui repose sur des moyens de travail artisanaux mis en mouvement par la force musculaire de l'homme, ne pouvait prendre une rapide extension et faire face aux exigences du marché et de l'économie marchande en développement constant.

« Concentrer, étendre ces moyens de production diminués et restreints, en faire les leviers à puissant effet de la production actuelle, fut justement le rôle historique du mode de production capitaliste et de la classe qui en est le support, la bourgeoisie. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome III, p. 26.)

L'expropriation des petits producteurs de marchandises et la centralisation des moyens de production entre les mains des capitalistes impliquaient la transition de la petite production à la grande. La production capitaliste fut la forme sous laquelle les forces productives matérielles de la société ont pu se développer le plus rapidement.

Mais le remplacement de la petite production marchande par la grande production capitaliste ne signifiait pas la liquidation de la petite production en général. Le capitalisme est né *sur la base* de la production marchande et son rôle est de la développer. Aussi *la production capitaliste ne signifie pas l'abolition de la contradiction fondamentale de la production marchande, mais son développement ultérieur.*

La contradiction fondamentale du capitalisme

La contradiction fondamentale de la production marchande est celle entre le travail social et le travail privé. Mais dans la production marchande simple, non capitaliste, il n'y a pas d'opposition entre le mode de production et le mode d'appropriation.

Dans la production marchande simple

« ... La question ne pouvait même pas se poser de savoir à qui devait appartenir le produit du travail. Le producteur individuel l'avait ordinairement confectionné avec des matières premières qui lui appartenaient, souvent produites par lui-même avec des instruments à lui, par son propre travail manuel ou celui de sa famille. Il n'avait même pas besoin de s'approprier ce produit de son travail : celui-ci lui appartenait tout naturellement. La propriété des produits reposait donc sur *le propre travail du propriétaire.* » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome III, p. 28.)

Il en est tout autrement dans la production capitaliste. Ici, le caractère social du travail s'exprime non seulement dans la division du travail entre les entreprises, mais encore dans son organisation méthodique à l'intérieur de chaque entreprise. Chaque entreprise capitaliste emploie des dizaines, des centaines et des milliers d'ouvriers dont chacun exécute une opération partielle. Les moyens de travail, ce sont de grandes machines. Dans une entreprise capitaliste, il y a de nombreuses machines compliquées et reliées entre elles. Ces puissants moyens de travail ne peuvent être mis en mouvement que par le travail de nombreux ouvriers, méthodiquement organisé, à l'intérieur de la fabrique.

« Mais la bourgeoisie ne pouvait transformer ces moyens limités de production en forces productives puissantes, sans les transformer, de moyens de production *individuels* qu'ils étaient en moyens de production *sociaux*, qui ne pouvaient être employés que par une *collectivité* de personnes... Et comme les moyens de production, la production elle-même se transforma : d'une série d'actions individuelles elle devint une série d'actes sociaux; et les produits, de produits d'individus isolés, devinrent des produits sociaux. Désormais le fil, le tissu, les objets en métal qui sortaient de la fabrique furent le produit collectif de nombreux ouvriers par les mains desquels il leur fallait passer tour à tour avant d'être achevés. Aucun individu ne peut en dire : « C'est moi qui ai fait cela, ceci est MON produit ». » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome III, pp. 26-27.)

Malgré leur caractère social, les moyens de production sont propriété privée : non des ouvriers, mais des capitalistes. Les produits du travail social sont appropriés non par les ouvriers, mais par les capitalistes.

La contradiction fondamentale de la production marchande (entre le travail social et le travail privé) se développe en régime capitaliste et devient la *contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste privée.*

La contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste privée s'exprime dans l'antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. La classe qui produit la richesse sociale c'est le prolétariat et la classe qui s'approprie cette richesse c'est la bourgeoisie. La nature des rapports de production entre la bourgeoisie et le prolétariat, le caractère de l'exploitation capitaliste, tout cela est mis en lumière par la théorie marxiste de la plus-value et du capital, qui constitue le développement de la théorie de la valeur.

2. La plus-value

Le capitaliste achète au marché les moyens de production (machines, matières premières et matières auxiliaires) et la main-d'œuvre. Son but est de tirer, en vendant les produits fabriqués, plus d'argent qu'il n'en a dépensé pour leur production. Ainsi, l'argent se transforme en capital, c'est-à-dire qu'il rapporte de l'argent. La valeur mise en circulation par le capitaliste se trouve accrue dans le procès de la conversion de l'argent en marchandise et de la nouvelle marchandise en argent.

« C'est cet « accroissement » de la valeur de l'argent engagé au début que Marx appelle plus-value. » (V. I. Lénine : *Karl Marx...*, p. 30.)

La plus-value, développement de la valeur

D'où vient cette plus-value ? Certains économistes bourgeois l'expliquent par le fait que le capitaliste vend la marchandise à un prix plus élevé que le prix d'achat, qu'il la vend au-dessus de sa valeur. Mais cette explication n'explique rien. En effet, à qui le capitaliste achète-t-il la marchandise ? A un autre capitaliste. Mais cet autre capitaliste doit lui aussi vendre sa marchandise au-dessus de sa valeur. Donc, notre premier capitaliste, en *vendant* sa marchandise au-dessus de sa valeur, est obligé, d'autre part, *d'acheter* des marchandises au-dessus de leur valeur. Ce qu'il gagne dans la vente, il le perd dans l'achat. Sans doute, un capitaliste adroit peut s'ingénier à acheter à un confrère des marchandises à leur valeur et les vendre au-dessus de leur valeur. Mais ce n'est qu'une exception. Tous les capitalistes ne peuvent pas de cette façon augmenter la valeur de leur capital.

Marx explique la formation de la plus-value non par la vente des marchandises au-dessus de leur valeur, mais par la vente à leur valeur. Marx prouve ainsi que même lorsque l'ouvrier vend au capitaliste sa force de travail à sa valeur et achète au capitaliste des moyens d'existence à leur valeur, le capitaliste n'en tire pas moins de la plus-value.

Marx a prouvé que la plus-value n'est pas la violation de la loi de la valeur, mais son développement. Les « socialistes » petits-bourgeois prétendent que le capitalisme viole l'échange équivalent des valeurs et la juste loi de la valeur; ils cherchent à abolir le capitalisme, tout en conservant la production marchande. Marx a établi que la plus-value découle de la valeur, que *le capitalisme est le développement et non la « violation » des lois de la production marchande.*

Le capitaliste achète les moyens de production à leur valeur. Il achète ensuite la force de travail et il paye à l'ouvrier sa valeur. Nous connaissons la valeur des moyens de production achetés par le capitaliste : c'est le travail socialement nécessaire à leur production. Mais quelle est la valeur de la force de travail ? Qu'est-ce qui la détermine ? Qu'est-ce que la force de travail en général ?

« Par la force de travail nous entendons l'ensemble de toutes les facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps et la personnalité vivante d'un homme et qu'il met en mouvement toutes les fois qu'il produit des valeurs d'une espèce quelconque. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 190.)

Dans la société capitaliste, ce n'est pas l'ouvrier, mais sa force de travail qui est une marchandise. Si l'ouvrier lui-même était une marchandise, il ne serait pas un ouvrier salarié, mais un esclave, n'ayant pas le droit de vendre sa force de travail.

Comme toute marchandise, la force de travail doit être une valeur d'usage et une valeur.

Valeur d'usage et valeur de la force de travail

On ne doit pas confondre la force de travail et le travail. Le travail est un procès de dépense de force de travail. On ne peut pas travailler sans avoir de la force de travail. Par contre, on peut avoir de la force de travail sans

travailler, sans la mettre en œuvre; comme un chômeur, par exemple. La force de travail est la capacité de travailler, tandis que le travail c'est la force de travail mise en mouvement, c'est la dépense de force de travail. L'utilité de la force de travail, sa valeur d'usage, consiste en ce que sa dépense (le travail) crée la valeur. C'est-à-dire, la valeur d'usage de la force de travail consiste en ce qu'elle est la source de la valeur.

Voyons maintenant quelle est la valeur de la force de travail. La valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. Par conséquent, la valeur de la marchandise « force de travail » doit également être déterminée par la quantité de travail dépensée pour sa production.

Mais comment est produite la force de travail humaine ? La force de travail n'existe pas en dehors de l'homme. « Elle n'est qu'une simple disposition de l'individu vivant. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 195.) Mais tant que l'homme existe, la production de la force de travail se ramène à sa restauration quotidienne. L'ouvrier, qui a dépensé pendant sa journée sa force de travail, rétablit cette force, la reproduit, en consommant une quantité déterminée de moyens d'existence — aliments, chauffage, logement, etc. Le travail dépensé pour la production de ces moyens d'existence consommés par l'ouvrier pour la reproduction de sa force de travail, est en même temps le travail dépensé pour la production de cette force de travail. Si, par exemple, pour la production des moyens d'existence consommés par l'ouvrier, il a été dépensé six heures de travail social, la valeur de la force de travail est de six heures de travail. La valeur de la force de travail se ramène ainsi à celle des moyens d'existence consommés journalièrement par l'ouvrier.

Quant à la quantité et à la qualité des moyens d'existence nécessaires à l'ouvrier, elles varient suivant les conditions de chaque pays. Elles dépendent également des conditions culturelles du pays, du niveau des besoins qui existaient au moment où la masse des petits producteurs s'est transformée en classe d'ouvriers salariés.

« Contrairement aux autres marchandises, il entre donc un élément historique et moral dans la détermination de la valeur de la force de travail. Mais pour un pays et pour une période donnés, la somme moyenne des moyens de subsistance nécessaire est invariable. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 196.)

La production capitaliste implique la présence continue de la main-d'œuvre sur le marché. Mais l'ouvrier est mortel et, par conséquent, il faut le remplacer. Il est évident que la valeur de la force de travail doit comprendre celle des moyens d'existence de sa famille. Enfin, l'homme, de sa naissance, n'est pas travailleur de telle ou telle profession ou spécialité. Pour former une force de travail qualifiée, il faut une dépense déterminée pour son instruction, dépense plus ou moins considérable suivant le niveau de la qualification de l'ouvrier. Ces frais d'apprentissage doivent également être compris dans la valeur de la force de travail. Plus la qualification de l'ouvrier est élevée, plus a été dépensé de travail pour son apprentissage et plus grande sera la valeur de la force de travail.

La valeur créée par la dépense de la force de travail

De même qu'il faut distinguer entre le travail et la force de travail, de même il convient de discerner, sans jamais les confondre, la valeur de la force de travail et la valeur créée par la dépense de cette force de travail. L'ouvrier qui travaille dans une entreprise capitaliste, mettons huit heures par jour, crée une valeur de huit heures. Mais il n'en découle nullement qu'il faudra dépenser huit heures de travail pour la production des moyens d'existence de l'ouvrier. Admettons que tous les moyens d'existence de l'ouvrier se ramènent à deux kilogrammes de pain par jour. Cette quantité de pain contient tant de substances nutritives que l'ouvrier, l'ayant consommée, reçoit la quantité d'énergie nécessaire pour travailler pendant huit heures et pour créer une valeur de huit heures. Le temps pendant lequel l'ouvrier peut travailler ne dépend nullement du temps socialement nécessaire à la production de deux kilogrammes de pain. Pour la production de deux kilos de pain, il faut aujourd'hui mettons six heures. Si dans un mois ou dans un an, par suite de l'augmentation de la productivité du travail dans l'agriculture, il n'en fallait plus que quatre heures, les deux kilos de pain renfermeraient la même quantité de substances nutritives qu'avant, qui permettent à l'ouvrier de travailler pendant huit heures.

« La valeur journalière ou hebdomadaire de la force de travail est tout à fait différente de l'exercice journalier ou hebdomadaire de cette force, tout comme la nourriture dont un cheval a besoin et le temps pendant lequel il peut porter son cavalier sont des choses tout à fait distinctes. La quantité de travail qui limite la valeur de la force de travail de l'ouvrier [c'est-à-dire la quantité de travail nécessaire à la production de ses moyens d'existence] ne constitue en aucun cas la limite de la quantité de travail que peut exécuter sa force de travail. » (K. Marx : *Travail salarié et Capital*, suivi de *Salaires, prix et profits*, p. 124. Editions Sociales Internationales. Paris, 1931.)

Cela signifie que l'ouvrier peut travailler plus de temps qu'il ne faut pour la production de ses moyens d'existence, *que l'ouvrier peut produire une valeur plus grande que celle de sa force de travail.*

Cette capacité de l'ouvrier de produire une plus grande valeur que celle de sa force de travail n'est pas quelque chose de surnaturel. Cette capacité exprime la force productive du travail social qui est le produit du développement historique. A l'époque primitive, aux stades embryonnaires de la civilisation, quand l'homme venait seulement de sortir de l'état animal, il devait dépenser tout son temps à la recherche de moyens d'existence. Ce n'est que peu à peu, à mesure du développement des forces productives, que la production des moyens d'existence nécessaires a demandé moins de temps et a permis la constitution des *excédents* des produits. Ainsi est devenue possible l'existence d'une partie de la société aux dépens de l'autre, en d'autres termes, l'exploitation de l'homme par l'homme. La société se divisa en classes, en exploités et en exploités.

Toute exploitation implique un certain degré de développement de la productivité du travail.

« Si l'ouvrier a besoin de tout son temps pour produire des moyens de subsistance nécessaires à sa propre conservation et à celle de sa race, il ne lui reste pas un moment où il puisse travailler à titre gracieux pour (d'autres personnes). Sans un certain degré de productivité du travail, point de temps disponible, pas de surtravail, pas de capitalistes, pas d'esclavagistes, pas de barons féodaux, en un mot pas de classe de grands propriétaires. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 199-200.)

Lorsque naquit la production capitaliste, elle se trouva en présence d'un niveau de développement des forces productives où l'ouvrier pouvait travailler plus de temps qu'il n'en faut pour la production de ses moyens de subsistance. Le capitalisme développa encore plus la productivité du travail et diminua ainsi le temps nécessaire à la production des moyens de subsistance de l'ouvrier. Mais la valeur de la force de travail ne détermine pas la durée pendant laquelle s'exerce cette dernière.

La capacité de l'ouvrier salarié de produire une valeur plus grande que celle de sa force de travail découle non des propriétés physiques innées à l'ouvrier, mais est le résultat du développement historique de la société.

« La production capitaliste se développe sur un terrain économique qui est lui-même le résultat de toute une série d'évolutions. *La productivité du travail* qui lui sert de base *n'est pas un élément naturel; c'est l'œuvre d'un développement historique* et qui s'étend à des milliers de siècles. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 201.)

La force de travail est la capacité humaine de travailler. Dans la société capitaliste, la force de travail est une marchandise. La valeur de la force de travail est déterminée par la quantité de travail nécessaire à la production des moyens de subsistance de l'ouvrier et de sa famille. Cette valeur est moins grande que celle créée par un ouvrier ayant consommé ces moyens de subsistance, car la force productive du travail social est telle que l'ouvrier peut travailler plus de temps qu'il ne faut pour la production de ces moyens de subsistance.

La production de la plus-value

Le capitaliste achète les moyens de production et la force de travail. Les moyens de production se composent des objets les plus différents, mais ils peuvent tous être ramenés à deux groupes essentiels.

I. *L'objet de travail.* — C'est la matière qui sert à la production d'une marchandise donnée. Ainsi, dans la production du fil, l'objet de travail c'est le coton, la laine, le lin; dans la production des tissus, l'objet de travail c'est le fil, dans la production du fer, l'objet de travail, c'est le minerai, dans la production des machines, l'objet de travail, c'est le fer, etc. Lorsque l'objet de travail est déjà un produit du travail, il porte le nom de matière première, par exemple, le coton, le fil, le minerai de fer, le fer. Mais le bois dans une forêt vierge, les gisements de charbon sont des objets de travail sans être des matières premières.

II. *Les moyens de travail* avec lesquels on transforme les objets de travail : les machines, les instruments, les outils, il faut y ranger également les bâtiments, qui jouent un rôle de condition matérielle dans la production.

Parmi ces moyens de production on classe aussi les matériaux auxiliaires : combustible, huiles lubrifiantes, vernis, etc.

Supposons que nous ayons à produire du fil de coton; que : 1. un kilogramme de coton renferme déjà une heure de travail; 2. qu'au cours de la transformation d'un kilo de coton en un kilo de fil, on use une quantité de machines, d'instruments, d'édifices et de matériaux auxiliaires qui contient un quart d'heure de travail; 3. que pour la transformation d'un kilo de coton en un kilo de fil, il faille une heure de travail socialement nécessaire; 4. que la valeur de la force de travail soit de quatre heures et enfin : 5. que une heure de travail social ait une expression monétaire : 1 franc.

Dans ces conditions, quelle sera la valeur d'un kilo de fil ?

Elle se composera de :

	Heures	Francs
1. La valeur d'un kilo de coton	1	1
2. La valeur des moyens de production usés	$\frac{1}{4}$	0,25
3. La nouvelle valeur créée par l'ouvrier fileur	1	1
Total :	$2 \frac{1}{4}$	2,25

Si l'ouvrier n'a fait que quatre heures de travail, c'est-à-dire juste le temps nécessaire à la production de ses moyens de subsistance, c'est-à-dire la reproduction de la valeur de sa force de travail, on aura le résultat que voici. En quatre heures, l'ouvrier transforme quatre kilos de coton. La valeur de ces quatre kilos produits se composera comme suit :

	Heures	Francs
1. La valeur de quatre kilos de coton	4	4
2. La valeur des moyens de production usés	1	1
3. La nouvelle valeur créée par l'ouvrier fileur	4	4
Total :	9	9

Combien coûtent à notre capitaliste ces quatre kilos de fil produits ? Il a acheté les moyens de production et la force de travail à leur valeur, ils lui ont donc coûté : 1. 4 kilos de coton : 4 francs; 2. l'usure de l'outillage : 1 fr. et 3. la force de travail : 4 francs; total : 9 francs. Par conséquent, si l'ouvrier a fait quatre heures, le capitaliste n'aura aucune plus-value.

Mais l'ouvrier avait vendu sa force de travail au capitaliste et c'est ce dernier qui en dispose. Or, la particularité de la force de travail est de fonctionner plus de temps qu'il ne faut pour la reproduction de sa propre valeur. Si, pour la production des moyens de subsistance de l'ouvrier, il faut quatre heures de travail, l'ouvrier peut travailler plus de quatre heures, car

« ... La valeur de la force de travail est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour son entretien ou sa reproduction, mais l'usage de cette force de travail n'est limité que par l'énergie agissante et la force physique de l'ouvrier. » (K. Marx : *Travail salarié...*, p. 124.)

Si l'ouvrier, ayant consommé les moyens de subsistance nécessaires, peut travailler, mettons 8 heures, il devra travailler 8 heures, bien que ces moyens de subsistance ne contiennent que quatre heures de travail, car il a vendu au capitaliste sa force de travail dont la valeur d'usage forme 8 heures de travail. Or, la valeur de la quantité de fil produit en 8 heures se composera de : 1. la valeur des 8 kilos de coton travaillés, soit 8 heures ou 8 francs; 2. la valeur de l'outillage usé, soit $\frac{1}{4}$ d'heure multiplié par 8 soit 2 heures ou 2 francs; et 3. la nouvelle valeur créée par le fileur et qu'il avait ajoutée au coton au cours de la transformation du coton en fil, soit 8 heures ou 8 francs. Total : 18 heures ou 18 francs. Or, le capitaliste a dépensé pour la production de ces 8 kilos de fil : 1. 8 francs pour le coton; 2. 2 fr., l'usure de l'outillage; et 3. 4 francs pour la main-d'œuvre; total : 14 francs. Il vend les 8 kilos de fil à 18 francs, c'est-à-dire à leur valeur, et il réalise une plus-value de 4 francs. Il a acheté des moyens de production et de la force de travail à leur valeur, il vend des marchandises également à leur valeur, et il n'en réalise pas moins une plus-value.

La valeur initiale (14 francs) a subi un accroissement parce que la valeur créée par l'ouvrier dans la production dépasse celle de sa force de travail. *Cet excédent créé par l'ouvrier sur la valeur de sa force de travail ou la différence entre la valeur créée par l'ouvrier et la valeur de sa force de travail forme la plus-value.*

Une partie de sa journée, l'ouvrier travaille gratuitement pour le capitaliste, celui-ci s'approprie — sans débours — la valeur créée par l'ouvrier pendant cette partie de la journée. L'accroissement de la valeur s'opère grâce à l'exploitation de l'ouvrier.

3. Le capital et ses parties composantes

Le capital

Lorsque le capitaliste a acheté des moyens de production et la force de travail, son capital dont la forme initiale était monétaire a pris désormais la forme de moyens de production et de force de travail. A la fin du procès de production, le capitaliste aura son capital transformé en nouvelles marchandises. Mais la valeur de ces dernières est supérieure à la valeur initiale : elle contient la valeur initiale augmentée de la plus-value. Après la vente de ces marchandises, le capital reprend sa forme monétaire.

Le capital est une valeur qui s'accroît notamment dans la phase de la production. Le capital, c'est la valeur qui rapporte de la plus-value.

Le transfert de la valeur et la nouvelle valeur

En examinant les différentes parties du capital, nous verrons que chacune d'entre elles joue un rôle différent. Prenons, par exemple, les moyens de production : objets de travail et moyens de travail. L'objet de travail offre une valeur déterminée. Elle se communique à l'objet fabriqué; dans notre exemple, la valeur du coton est transférée dans le fil. Mais comment s'effectue ce transfert ? En transformant le coton en fil, l'ouvrier conserve la valeur du coton, qu'il transfère dans le produit, dans le fil.

Le transfert de la *valeur* des moyens de production n'est pas nécessairement suivi du transfert de la substance matérielle des moyens de production dans le produit fini. La substance du coton passe dans le fil; le fil, c'est le coton à qui on avait communiqué une forme déterminée. Mais il en est autrement, si nous prenons les moyens de travail, par exemple les machines à filer. La substance matérielle de ce moyen de travail n'entre pas dans le produit fini, mais sa valeur entre dans la composition de sa valeur. Seulement, elle n'entre pas intégralement dans la valeur du produit, comme la valeur de l'objet de travail (la valeur d'un kilo de coton entre intégralement dans la valeur d'un kilo de fil), mais par parties, proportionnellement à son usure. Cette valeur des moyens de travail est transférée par l'ouvrier dans le procès de travail.

La situation est tout autre en ce qui concerne l'autre partie du capital, la valeur de la force de travail. Pour transformer, à l'aide des moyens de travail, 8 kilos de coton en 8 kilos de fil, l'ouvrier doit dépenser 8 heures de travail. Pendant ce temps, il crée une *nouvelle valeur* qui n'existait pas auparavant. La valeur du coton et de la machine à filer a existé avant que l'ouvrier ait commencé à transformer le coton en fil. Leur valeur n'a pas été créée par le travail du fileur, mais par celui du planteur de coton, et des ouvriers qui ont construit la machine à filer. Mais le travail de ces ouvriers est du travail *passé*, un travail déjà transformé en valeur, tandis que celui du fileur est du travail *présent*, du travail *vivant*. La force de travail est donc la source d'une nouvelle valeur, contrairement aux moyens de production qui ne sont pas, en général, une source de valeur, car ils ne sont pas une source de travail.

La valeur de la force de travail n'est pas transmise dans le produit, mais est reproduite par la création d'une nouvelle valeur.

Comment un ouvrier peut-il créer une nouvelle valeur et transférer en même temps dans le produit la valeur des moyens de production ? En transformant le coton en fil, l'ouvrier fileur produit une certaine valeur d'usage. En tant que fileur, il transfère, par son travail concret, par le fait de transformer le coton en fil, la valeur du coton dans le fil. Mais son travail étant en même temps une dépense de force de travail en général, du travail humain abstrait, il communique à son objet de travail une nouvelle valeur.

Le transfert de la valeur et la création d'une nouvelle valeur ne sont pas deux opérations effectuées l'une à la suite de l'autre, le travail humain abstrait et le travail concret n'étant que deux aspects, deux propriétés d'un même et seul travail. L'ouvrier transfère la valeur des moyens de production dans le produit tout en créant en même temps une nouvelle valeur. Ce double résultat de son travail est déterminé par le caractère double de son travail concret et abstrait.

« En vertu de sa propriété générale abstraite de dépense d'une force de travail humaine, le travail du fileur ajoute une nouvelle valeur aux valeurs du coton et des broches; et, en vertu de sa propriété concrète, particulière et utile de procès de filage, il transmet au produit la valeur de ces moyens de production et la conserve ainsi dans le produit. De là l'aspect double de son résultat dans le même laps de temps. » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 37.)

Supposons que le travail du fileur soit devenu deux fois plus productif et qu'en 8 heures il ne produise pas 8, mais 16 kilos de fil. La valeur du coton est restée la même, c'est-à-dire qu'un kilo de coton contient une heure de travail. En transformant maintenant en 8 heures 16 kilos de coton, notre fileur transfère dans le fil 16 heures de travail passé et il ajoute à ce travail passé 8 heures de travail présent.

Le capital constant et le capital variable

La valeur des moyens de production ne varie pas dans le procès de la production; elle est constante. Les moyens de production ne sont que les conditions matérielles de l'accroissement de la valeur. La seule source d'accroissement de la valeur du capital est la force de travail. *Seule la partie du capital dépensée pour l'achat de la force de travail subit un accroissement. Cette partie du capital varie et s'accroît dans le procès de la production. C'est une grandeur variable.*

C'est pourquoi la partie du capital dépensée pour l'achat des moyens de production est appelée par Marx la partie constante du capital ou, plus brièvement, le *capital constant* et la partie du capital dépensée pour l'achat de la force de travail, la partie variable du capital, ou plus brièvement, le *capital variable*.

Le fait que le capital se divise en capital constant et capital variable a été découvert par Marx. Les économistes bourgeois le nient. Ils ne connaissent que la division du capital en capital fixe et capital circulant.

Le capital fixe et le capital circulant

Le capital fixe c'est la valeur des machines, de l'outillage, des édifices, c'est-à-dire la partie du capital investie dans la production pour un délai durable et dont la valeur est amortie par fractions. Le capital circulant est la partie du capital engagée dans les matières premières et la force de travail. La valeur de cette partie du capital passe en entier dans les marchandises et revient au capitaliste, lors de la vente des marchandises.

Cette différence entre le capital fixe et le capital circulant découle des conditions de la production, notamment de la différence de transfert de la valeur des diverses parties du capital.

La valeur des moyens de travail est transférée dans le produit par fractions, tandis que la valeur des objets du travail est transférée intégralement. La valeur de la force de travail n'est pas transférée dans le produit, mais se trouve reproduite par la création d'une nouvelle valeur. Mais ce point est sans importance pour la division du capital en capital fixe et capital circulant. Pour cette division, ce qui importe c'est que la valeur de la force de travail, ainsi que celle des objets de travail, entre intégralement dans la valeur du produit, tandis que la valeur du capital fixe est transférée dans le produit par fractions.

Cette division du capital en capital fixe et capital circulant dissimule la différence entre les moyens de production et la force de travail; la force de travail est classée dans la même catégorie qu'une partie des moyens de production, les objets de travail. Cette classification dissimule le rôle véritable de la force de travail comme source *unique* de plus-value.

La division du capital en capital constant et capital variable est ignorée — et pour cause — des économistes bourgeois.

La découverte de la division du capital en capital constant et capital variable a permis à Marx de percer le mystère du capital, mystère consistant en ceci que le capital est une valeur rapportant de la plus-value par l'exploitation du travail salarié.

4. Les procédés d'accroissement de la plus-value

Marx n'a pas seulement découvert la nature des rapports de production entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il n'a pas seulement montré comment s'opère l'exploitation du travail; il a montré que la production capitaliste conduit à l'exploitation grandissante, que le développement même du capitalisme implique l'exploitation toujours accrue du prolétariat par la bourgeoisie.

Le degré d'exploitation

La nouvelle valeur créée par l'ouvrier pendant sa journée de travail se divise en deux parties : 1. l'une compense la valeur de la force de travail ou celle du capital variable; 2. l'autre forme la plus-value. En conséquence, la journée de travail de l'ouvrier se divise en deux parties : 1. le temps nécessaire à la reproduction de la valeur de la force de travail; 2. le temps pendant lequel est créée la plus-value. Marx appelle *temps nécessaire* [Ne pas confondre « temps nécessaire » avec « temps de travail socialement nécessaire » que nous connaissons déjà au chapitre II. Par ce dernier, on entend ce qu'il faut pour produire une unité d'une marchandise donnée, tandis que « temps nécessaire » représente une partie déterminée de la journée de travail. Ainsi, en ramenant à 2 kilogrammes de pain par jour les moyens d'existence de l'ouvrier et en admettant qu'il faut dépenser deux heures de travail socialement nécessaire pour produire un kilo de pain, le nombre de deux heures exprimera « le temps socialement nécessaire » pour la production d'un kilo de pain, alors que « temps nécessaire » pour créer la valeur de la force de travail sera égal à quatre heures.] la partie de la journée de travail pendant laquelle l'ouvrier reproduit la valeur de sa force de travail et *temps supplémentaire*, le temps pendant lequel l'ouvrier crée la plus-value. Dans l'exemple ci-dessus, la journée du fileur se compose de 4 heures de temps nécessaire et de 4 heures de temps supplémentaire. Le travail dépensé pendant le temps nécessaire est le *travail nécessaire* et celui dépensé pendant le temps supplémentaire est le *sur-travail*.

Le rapport du temps supplémentaire au temps nécessaire exprime le degré de l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste. Dans notre exemple le rapport du temps supplémentaire au temps nécessaire est de 100 % en d'autres termes, l'ouvrier travaille pour le capitaliste autant que pour lui-même. Plus le rapport du temps supplémentaire au temps nécessaire est grand, plus s'élève le degré d'exploitation. Si le temps nécessaire était de 2 heures et le temps supplémentaire de 6 heures, la journée de travail restant la même (8 heures), le degré d'exploitation serait plus grand; de 300 % (6 : 2) c'est-à-dire que l'ouvrier travaillerait pour le capitaliste trois fois plus de temps que pour lui-même.

Le rapport de la plus-value au capital variable exprime aussi le degré d'exploitation, la plus-value étant créée pendant le temps supplémentaire et le capital variable étant reproduit pendant le temps nécessaire. Nous appelons le rapport de la plus-value au capital variable *le taux de la plus-value*.

Les économistes bourgeois qui ne reconnaissent pas la division du capital en capital constant et variable ignorent le taux de la plus-value. Ils mesurent la plus-value uniquement dans son rapport à l'ensemble du capital [Ce rapport de la plus-value à l'ensemble du capital porte le nom de *taux du profit*. Voir chap. VII.], considérant qu'elle est le produit de l'ensemble du capital. Ils dissimulent ainsi le fait que la plus-value provient uniquement de l'exploitation du travail salarié et prétendent que les moyens de production sont susceptibles de créer une nouvelle valeur.

La plus-value absolue et la plus-value relative

La plus-value peut être accrue de deux manières. La première, c'est la prolongation de la journée de travail. En portant, dans notre exemple, la journée de travail de 8 à 12 heures, le temps supplémentaire ne sera plus de 4, mais de 8 heures, et le rapport du temps supplémentaire au temps nécessaire, au lieu de 100 %, sera de 200 %. Le procédé d'augmentation de la plus-value par la prolongation de la journée de travail est *la production de la plus-value absolue*. Le second procédé consiste à diminuer le temps nécessaire, sans prolonger la journée de travail. En réduisant, dans notre exemple, le temps nécessaire à 2 heures, tout en maintenant la journée de travail de 8 heures, le temps supplémentaire s'accroîtra de 4 à 6 heures et le degré d'exploitation passera de 100 à 300 % (6 heures de temps supplémentaire et 2 heures de temps nécessaire). Ce procédé d'augmentation de la plus-value

par la prolongation du temps supplémentaire grâce à la réduction du temps nécessaire s'appelle *la production de la plus-value relative*.

La journée de travail

La plus-value absolue est créée par la prolongation de la journée de travail. Mais jusqu'à quelle limite la journée de travail peut-elle être prolongée ? Quelle est la durée normale de la journée de travail ?

La durée normale de la journée de travail permet à l'ouvrier de dépenser autant de force de travail qu'il est en mesure de restaurer journellement, sans user prématurément son organisme. On peut travailler pendant plusieurs jours, semaines et années, de telle manière qu'après, il sera impossible de restaurer la force de travail dépensée et usée. Dans ce cas, sans s'en rendre compte, l'ouvrier dépense, dans une journée de travail, plus qu'une force de travail journalière. Il en résulte l'invalidité prématurée, la vieillesse et même la mort. *La durée d'une journée de travail normale doit être telle que l'ouvrier dépense dans sa journée la force de travail correspondante à la durée normale moyenne de la vie.*

Mais le capitaliste ne s'intéresse pas à la durée normale de la journée de travail.

« Le capital ne se soucie pas du temps que durera la force de travail. Ce qui l'intéresse, c'est uniquement le maximum de force de travail qu'il est possible de réaliser dans la journée. Il atteint son but en diminuant le temps pendant lequel peut durer la force de travail, semblable à l'agriculteur vorace_ qui augmente le rendement du sol en le dépouillant de sa fertilité. Ainsi la production capitaliste... amène l'épuisement prématuré et la mort de la force de travail; elle ne prolonge d'une certaine durée le travail productif de l'ouvrier qu'en abrégeant la vie de ce même ouvrier. » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 127.)

L'ouvrier vend au capitaliste sa force de travail pour un jour et il réclame que la journée de travail soit limitée à la dépense normale d'une force de travail journalière. Le capitaliste prétend qu'ayant acheté la force de travail, il a le droit d'en tirer toute la valeur d'usage et de prolonger à volonté la journée de travail. Les deux — l'ouvrier et le capitaliste — invoquent avec autant de raison, les lois de l'échange des marchandises.

« *Entre des droits égaux, c'est la violence qui décide.* Et c'est ainsi que dans l'histoire de la production capitaliste la lutte pour la fixation normale de la journée de travail n'est que la lutte pour la limitation de la journée de travail; et les deux antagonistes sont le capitaliste total, c'est-à-dire la classe capitaliste, et l'ouvrier total, c'est-à-dire la classe ouvrière. » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 83-84. (La phrase en italique manque dans la traduction.))

« *L'établissement d'une journée de travail normale est donc le résultat d'une guerre civile prolongée plus ou moins ouverte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière.* » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 175.)

Au début du capitalisme l'Etat prolongeait la journée de travail par la voie législative, mais avec la croissance de la classe ouvrière et de sa lutte pour la limitation de la journée de travail, l'Etat (surtout au XIX^e siècle) fut forcé de réduire la journée de travail par la voie législative.

Avant la guerre, dans tous les pays capitalistes, la classe ouvrière menait la lutte pour la journée de 8 heures. Pendant les premières années d'après-guerre, à la suite de l'essor formidable du mouvement révolutionnaire, la classe ouvrière a conquis la journée de 8 heures dans les pays capitalistes les plus considérables. Mais à partir de 1924 a commencé la prolongation de la journée de travail, souvent jusqu'à 12 heures et au delà.

Seule, la lutte consécutive de la classe ouvrière décide de la durée de la journée de travail. La classe ouvrière ne pourra établir une journée de travail normale qu'après la conquête du pouvoir. Un exemple saisissant nous est offert par l'U. R. S. S. où on a passé de la journée de 8 heures à celle de 7 heures pour passer plus tard à celle de 6 heures.

La production de la plus-value relative

La lutte de la classe ouvrière pour la limitation de la journée de travail et la concurrence entre capitalistes conduisent à la production de la plus-value relative. Ce procédé d'augmentation de la plus-value consiste à diminuer le temps nécessaire pendant lequel l'ouvrier reproduit la valeur de sa force de travail et à augmenter le temps supplémentaire. Mais comment peut-on réduire le temps nécessaire ? Nous laissons de côté pour le

moment la baisse des salaires au-dessous de la valeur de la force de travail, où une partie du temps nécessaire est convertie en temps supplémentaire. La question qui se pose est de savoir comment est réduit le temps nécessaire et accru le temps supplémentaire, la force de travail étant payée à sa valeur.

La valeur de la force de travail est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à la production des moyens de subsistance de l'ouvrier. Avec l'accroissement de la productivité du travail dans les branches qui produisent les objets de consommation de la classe ouvrière, il faut moins de temps pour la production des objets de consommation, leur valeur diminue et, par conséquent, diminue d'autant la valeur de la force de travail. L'ouvrier consomme la même quantité de pain, de viande, de vêtements, etc., qu'auparavant, mais la valeur de ces objets est moindre, ainsi que la valeur de la force de travail et partant la durée du temps nécessaire à la reproduction. Le temps supplémentaire augmente proportionnellement.

Par conséquent, la plus-value relative est formée par l'augmentation de la productivité du travail dans les branches produisant les moyens de subsistance de la classe ouvrière. Mais ces branches sont liées étroitement aux autres branches de production. La valeur du vêtement n« baisse pas seulement en raison de l'augmentation de la productivité du travail des ouvriers occupés à la confection de vêtements. Avec la productivité accrue du travail du tisseur, du mécanicien, du fileur, etc., baisse la valeur des vêtements — cet objet de consommation — et par conséquent aussi celle de la force de travail. On voit donc que *la plus-value relative est due à l'augmentation de la productivité du travail dans les branches qui produisent les objets de consommation de la classe ouvrière et (bien que dans une mesure moins grande) dans les branches produisant les moyens de production nécessaires à la fabrication de ces objets de consommation.*

La plus-value extra

L'augmentation de la productivité du travail est un procès inégal : telle entreprise accuse une augmentation, alors que dans les autres elle reste inchangée, si bien qu'un capitaliste reçoit de la plus-value *extra* par rapport aux autres capitalistes.

Admettons qu'une heure de travail socialement nécessaire ait pour expression un franc. En une journée de travail de 8 heures, on produit 4 unités d'une marchandise donnée et, pour chaque unité, on dépense pour trois francs de moyens de production. La valeur d'une unité de cette marchandise aura pour expression 5 francs (moyens de production, 3 francs, et nouvelle valeur 2 francs). Le temps nécessaire est de 4 heures et le temps supplémentaire d'autant. Dans ce cas, la valeur de la force de travail et la plus-value sera de 4 francs. Le degré d'exploitation (le taux de plus-value) sera de 100 %.

Supposons maintenant que dans une entreprise la productivité du travail ait doublé par rapport aux autres : alors que partout ailleurs, un ouvrier produit 4 unités de cette marchandise dans une journée de 8 heures, dans cette entreprise, un ouvrier produit 8 unités dans la même journée de travail. Quelle sera la valeur de la marchandise produite dans cette entreprise ? S'il faut, comme auparavant, 3 francs de moyens de production pour préparer une unité de cette marchandise, il est clair que la valeur de cette marchandise sera de 4 heures, 3 heures en moyens de production et une heure de travail nouveau. Cette valeur aura pour expression 4 francs.

Cependant, la valeur de la marchandise n'est pas déterminée par le travail individuel, mais par le travail socialement nécessaire. Aussi, bien que dans l'entreprise qui accuse une augmentation de la productivité du travail, la production d'une unité de cette marchandise demande une heure de travail, la valeur sociale d'une unité de marchandise ne sera pas de 4, mais de 5 heures : un ouvrier de cette entreprise produira en une heure de son travail la valeur sociale de 2 heures, ou 2 francs. Notre capitaliste ne vend pas la marchandise à sa valeur individuelle, mais à sa valeur sociale, c'est-à-dire à 5 francs. Il vend 40 francs 8 unités de marchandises. Il a dépensé 24 francs pour les moyens de production, 4 francs pour les salaires, soit en tout 28 francs, par conséquent la plus-value formera 12 francs et le taux de la plus-value 300 %. Ce capitaliste touche par rapport aux autres confrères, une plus-value extra de 8 francs.

Nous constatons également une diminution du travail nécessaire, une augmentation correspondante du sur-travail. Certes, l'ouvrier continue de toucher 4 francs avec lesquels il achète la même quantité de moyens d'existence qu'auparavant. Mais il reproduit le montant de ces 4 francs non en

4 heures, mais en 2 heures, car, en une heure de son travail, il produit une valeur sociale de 2 heures. Par conséquent, dans ce cas, le temps nécessaire sera de 2 heures, le temps supplémentaire de 6 heures et le degré

d'exploitation de 300 %. Il s'est produit ici une diminution du temps nécessaire bien que la valeur des moyens de subsistance de l'ouvrier et, par conséquent, celle de sa force de travail reste inchangée.

La production de la plus-value extra implique une différence entre la productivité individuelle dans une entreprise d'une branche de production donnée et la productivité sociale dans toutes les entreprises de cette branche.

Cette différence est temporaire, passagère. Elle est appelée à disparaître tôt ou tard sous la pression de la concurrence.

En effet, le capitaliste dont l'entreprise accuse une productivité plus élevée, vendra sa marchandise au-dessous de sa valeur sociale, mais au-dessus de sa valeur individuelle, mettons 4 fr. 75. A ce prix, sa plus-value sera de 1 fr. 25, alors que pour les autres capitalistes, elle ne sera que de un franc pour une unité de marchandise vendue à 5 francs. Mais ces derniers, pour conserver leurs positions sur le marché, devront également augmenter la productivité du travail des ouvriers occupés dans leurs entreprises. Et lorsqu'elle aura doublé dans toutes les entreprises de la branche donnée, un ouvrier produira en une journée de 8 heures, 8 unités de marchandises, la valeur sociale de chacune de ces unités ne sera pas de 5, mais de 4 francs et la différence entre la valeur sociale et la valeur individuelle sera effacée en même temps que disparaîtra la plus-value extra.

Pressé par la concurrence, chaque capitaliste cherche à augmenter la productivité du travail des ouvriers de son entreprise pour obtenir de la plus-value extra. Il se créera donc inévitablement à nouveau une différence entre la productivité individuelle et la productivité sociale du travail. Tantôt l'une, tantôt l'autre des entreprises augmentera la productivité du travail au-dessus du niveau moyen. Cette différence tantôt disparaît, tantôt apparaît, et, finalement, on assiste à une augmentation générale de la productivité du travail dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de la production, à une baisse de la valeur des moyens de subsistance et de la force de travail. On constate une diminution *générale* du temps nécessaire et une augmentation correspondante du temps supplémentaire ainsi que de la production de la plus-value relative. Dans sa recherche de la plus-value extra, chaque capitaliste favorise la production de la plus-value relative.

« Quand un capitaliste, en accroissant la force productive du travail, fait baisser, par exemple, le prix des chemises, il ne se propose pas nécessairement de diminuer d'autant la valeur de la force de travail et, par suite, le temps de travail nécessaire; mais il ne contribue à la hausse du taux général de la plus-value que pour la partie qui lui revient en fin de compte dans ce résultat. » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 201.)

L'intensité et la productivité du travail

Nous avons examiné deux procédés d'augmentation du degré d'exploitation de la classe ouvrière : 1. la production de la plus-value absolue par la prolongation de la journée de travail et 2. la production de la plus-value relative par l'augmentation du surtravail au détriment du travail nécessaire. Il nous reste à examiner à quel procédé se rapporte l'intensification du travail.

En une heure, on peut dépenser plus ou moins de travail suivant le rythme, l'intensité du travail, etc. Le travail peut s'intensifier sans qu'on fasse intervenir des modifications techniques, par l'introduction des salaires aux pièces, au lieu du salaire au temps.

Si, pendant la journée de travail de 8 heures, l'ouvrier dont l'intensité de travail avait doublé produit 8 unités de marchandise au lieu de 4, la valeur de l'unité de marchandise ne baissera pas. Bien qu'il faille aujourd'hui, pour la production d'une unité de marchandise, une heure au lieu de deux heures, l'ouvrier dépense pendant une heure autant de travail qu'avant en deux heures. La masse des marchandises qu'il a produites dans sa journée de 8 heures offre désormais une valeur de 16 heures. Une heure de travail plus intense vaut deux, trois ou quatre heures d'un travail normal. *C'est pourquoi on peut considérer un travail plus intense et moins long comme un travail moins intense et plus prolongé.* Avec l'intensification du travail, la valeur de l'unité de marchandise reste inchangée, mais la valeur de la masse de marchandises produites par l'ouvrier dans un laps de temps déterminé s'accroît.

Il en est tout autrement lorsqu'augmente la productivité du travail. Par ce dernier terme il faut entendre une augmentation de la quantité des marchandises produites dans un même temps, grâce aux perfectionnements techniques de la production. Supposons que la productivité du travail ayant doublé, un ouvrier produise dans une journée de 8 heures 8 unités de marchandise au lieu de 4. L'intensité du travail restant la même, la valeur d'une

unité de marchandise diminue de moitié (nous faisons abstraction de la valeur des moyens de production), puisqu'il faut pour sa production deux fois moins de temps qu'avant et que la valeur de la masse des marchandises créée dans la journée de 8 heures reste sans changement : 8 unités de marchandises ont la même valeur que 4 auparavant.

Quelle est l'influence de l'augmentation de l'intensité du travail sur le degré d'exploitation ? L'augmentation de l'intensité du travail équivalant à la prolongation de la durée de travail avec l'ancienne intensité (8 heures de travail d'intensité double valent 16 heures de travail de l'ancienne intensité), cette augmentation implique la production de la plus-value absolue. Mais cela n'est vrai que pour les cas où l'augmentation de l'intensité n'est pas générale, mais st; produit seulement dans certaines entreprises ou branches de production.

« S'il y avait intensification simultanée et égale du travail dans toutes les industries, le nouveau degré d'intensité supérieure deviendrait le degré social normal et ne compterait plus comme grandeur extensive. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 219.)

Il n'existe pas de travail sans un certain degré d'intensité. La valeur de la marchandise est déterminée par le temps socialement nécessaire.

« Nous appelons temps de travail socialement nécessaire le temps exigé pour produire une valeur d'usage quelconque dans les conditions sociales normales applicables à cette production, le travail se faisant avec la moyenne sociale d'habileté et d'intensité. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 9.)

Dans le cas d'une augmentation *générale* de l'intensité, il se crée un autre degré moyen d'intensité et, par conséquent, le temps socialement nécessaire pour la production d'une marchandise décroît *par sa répercussion sur la valeur de la marchandise, l'augmentation générale de l'intensité équivaut à l'augmentation de la productivité du travail et, pour cette raison, l'augmentation générale de l'intensité donne lieu à la production de la plus-value relative.*

L'unité de la plus-value absolue et relative et leur différence

La plus-value, tant absolue que relative, c'est toujours une valeur créée par l'ouvrier en plus de la valeur de sa force de travail. De ce point de vue, il n'existe aucune différence entre la plus-value absolue et la plus-value relative. Toute la plus-value, la plus-value relative y comprise, est de la plus-value absolue en ce sens qu'elle est le résultat de la prolongation de la journée de travail au delà du temps de travail nécessaire pendant lequel l'ouvrier reproduit la valeur de sa force de travail. Toute la plus-value, la plus-value absolue y comprise, est de la plus-value relative en ce sens que sans un degré déterminé de développement, de la productivité du travail social, aucun sur-travail n'est en général possible. Si l'homme était obligé de perdre tout son temps à la production de ses moyens de subsistance, toute la journée de travail serait du temps nécessaire.

La différence entre la plus-value absolue et relative, apparaît quand il s'agit des procédés d'augmentation du degré d'exploitation. Cette augmentation s'effectue soit par la prolongation de la durée du travail, soit par l'augmentation de la productivité du travail, soit par les deux procédés simultanément.

Au début du capitalisme, quand la production était basée sur le travail manuel et, partant, quand la croissance de la productivité et de l'intensité du travail était très limitée, le principal procédé d'augmentation du degré d'exploitation était la prolongation de la journée de travail. Mais lorsque, d'une part, la base technique du capitalisme est devenue la production mécanisée et que la production mécanisée a accru les possibilités de croissance de la productivité du travail et lorsque, d'autre part, s'est accentuée la lutte de la classe ouvrière pour la limitation de la journée de travail, la production de la plus-value relative est devenue la méthode principale d'augmentation du degré d'exploitation. La croissance de la productivité du travail était accompagnée de celle de son intensité.

Le développement de la productivité du travail

A ses débuts, le capitalisme utilise la forme de technique qu'il a trouvée, c'est-à-dire la technique des petits producteurs. Mais la production capitaliste est, dès le début, une grande production. Dans un atelier, travaillent plusieurs fileurs, tisseurs, etc. Ces producteurs collaborent, mais c'est une collaboration encore élémentaire, c'est *la coopération simple* : tous accomplissent un même travail, mais l'accomplissent en commun, ce qui communique au travail une vitesse et une allure plus vives. Tous, ils sont surveillés et stimulés par le capital.

Les ouvriers qui travaillent en commun déploient déjà, au stade de la coopération simple, une force productive beaucoup plus grande que lorsqu'ils travaillent isolément. La productivité du travail commun de 5 hommes est supérieure à la productivité de cinq ouvriers isolés. Cette nouvelle force productive, purement sociale, ne coûte rien au capitaliste, puisqu'il rétribue seulement la force de travail individuelle de chaque ouvrier.

A côté de la coopération simple, apparaît la coopération développée par *la division du travail* à l'intérieur de chaque entreprise. Chacun des ouvriers devient un ouvrier parcellaire, chacun d'eux accomplit une seule opération nécessaire à la production d'une marchandise. La productivité du travail s'accroît, mais le travail se fait encore à la main. La production capitaliste exista longtemps sous cette forme de la *manufacture*. Mais, dans cette dernière, la productivité du travail, tout en augmentant avec le développement de la division du travail à l'intérieur des entreprises, s'accroît très lentement : la force physique de l'homme étant la limite de l'augmentation de la productivité.

L'apparition de *machines* révolutionne d'un coup la production. Au début, surgit la machine-outil, qui accomplit les opérations auparavant accomplies par l'ouvrier et qui remplace plusieurs hommes. Mais la mise en mouvement de ces machines dépassait la force d'un seul ouvrier. On découvrit un moteur mécanique : la machine à vapeur qui met en mouvement plusieurs machines-outils à la fois. Au début, les machines sont fabriquées à la main, mais à la longue parurent des machines pour la construction de machines; l'industrie des constructions mécaniques naquit.

La manufacture est remplacée par *la grande industrie* mécanisée; la fabrique capitaliste fait son apparition.

La lutte des ouvriers pour la limitation de la journée de travail et pour l'augmentation des salaires ainsi que la concurrence entre les capitalistes oblige ces derniers à introduire des perfectionnements toujours nouveaux. Les machines deviennent plus grandes, leur vitesse s'accroît, des machines nouvelles sont sans cesse introduites, on adopte de nouvelles matières premières, à côté du moteur à vapeur apparaît le moteur électrique et le moteur à explosion.

Cet essor de la technique qui indique la maîtrise de l'homme sur les forces de la nature, loin de faciliter le travail de l'ouvrier, le rend plus pénible, asservit de plus en plus l'ouvrier au capital.

« Le progrès de la technique et de la science signifie dans la société capitaliste le progrès de l'art de saigner à blanc les travailleurs. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XVI, p. 340, édition russe.)

L'influence de la machine sur l'ouvrier

Par elle-même, la machine est un moyen de travail, à l'aide duquel l'ouvrier produit des valeurs d'usage déterminées. Mais dans la société capitaliste, la machine est une forme de l'existence du capital, un moyen de soutirer du travail non payé, d'exploiter l'ouvrier.

« L'ouvrier ne domine pas les conditions de travail, il est dominé par elles. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 83.)

L'ouvrier devient un appendice de la machine. La machine, appelée à faciliter le travail, le rend plus pénible. Les mouvements de l'ouvrier sont subordonnés au mouvement uniforme des machines, le travail devient monotone, sans attrait.

« En même temps que le travail mécanique fatigue à l'extrême le système nerveux, il supprime le jeu varié des muscles et tue toute libre activité physique et intellectuelle. Même la facilité plus grande du travail devient un moyen de torture puisque la machine ne dispense pas l'ouvrier du travail, mais enlève à celui-ci son intérêt. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 82.)

Un des moyens les plus importants de perfectionner les machines, c'est d'accroître la vitesse de leur mouvement, qui a pour résultat un travail plus intense dépensé pendant le même laps de temps. Le développement du machinisme conduit donc à l'accroissement de l'intensité du travail.

L'intensité du travail a subi un accroissement particulier dans les pays capitalistes à la suite de la rationalisation d'après-guerre. Voici ce qu'écrit le professeur Schlesinger au sujet des entreprises Ford en Amérique :

« Les chiffres de la fluctuation de la main-d'œuvre chez Ford attestent qu'en dépit des hauts salaires l'ouvrier ne peut pas tenir longtemps à ce travail. La première étude directe de la chaîne fait une impression profonde et le spectateur, même habitué aux conditions modernes du travail, se demande involontairement comment l'ouvrier peut tenir à cette monotonie du travail ? Tous les ans, Ford embauche cent mille nouveaux ouvriers et met leurs nerfs à l'épreuve par ce travail monotone qui détruit leur corps et leur esprit. »

Telle, ou à peu près telle, est la situation dans toutes les entreprises capitalistes « rationalisées ».

Moyen de réduire le temps de travail, la machine devient, en régime capitaliste, un moyen de le prolonger. Elle s'use non seulement quand elle fonctionne, mais aussi quand elle reste inactive. D'où la tendance des capitalistes à prolonger la journée de travail pour réduire l'usure improductive de la machine.

La machine simplifie le travail et, pour cette raison, il devient possible d'employer des femmes et des enfants. Elle détruit la famille ouvrière. Les femmes et les enfants, la partie la plus faible, la moins organisée et la plus arriérée de la classe ouvrière, sont soumis à un dur régime d'exploitation. L'entrée des femmes et des enfants dans la production accentue la concurrence sur le marché du travail, fait baisser les salaires des ouvriers adultes. Enfin, la machine évince l'ouvrier de la production et crée ainsi le chômage. (Voyez pour le chômage le chapitre VI.)

La machine asservit l'ouvrier au capitaliste. Mais cela ne découle pas des propriétés de la machine, mais de son application par le Capital.

« Ainsi la machine prise en soi raccourcit le temps de travail, facilite le travail, permet à l'homme de triompher des forces naturelles, augmente la richesse du producteur; mais, par l'emploi capitaliste, elle prolonge la journée de travail, accroît l'intensité du travail, assujettit l'homme aux forces naturelles, appauvrit le producteur. » (K. Marx : le Capital, t. III, p. 108.)

La machine asservit la classe ouvrière, parce qu'elle appartient aux capitalistes, parce qu'elle s'oppose à la classe ouvrière comme une force étrangère qui la domine, force du capital.

5. Le capital et la plus-value — Rapports sociaux

Les moyens de production ne sont pas un capital par eux-mêmes, pas plus que l'homme n'est en lui-même ouvrier ou capitaliste, serf ou noble.

« Un nègre est un nègre. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'il devient esclave. Une machine à filer le coton est une machine pour filer le coton. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'elle devient du capital. Arrachée à ces conditions, elle n'est pas plus du capital que l'or n'est par lui-même de la monnaie, ou le sucre, le prix du sucre. » (K. Marx : Travail salarié..., p. 38.)

Les moyens de production et le travail humain sont toujours nécessaires à la production sociale. Mais les moyens de production ne sont pas toujours un capital et le travail humain n'est pas toujours du travail salarié. Tout dépend de la forme sociale de la production.

Le procès du travail est celui de la production des valeurs d'usage. Mais le capitaliste oblige l'ouvrier à produire des marchandises pour lui soutirer de la plus-value. Il ne cherche nullement à satisfaire les besoins sociaux. Peu lui importe quelles valeurs d'usage il fait produire. Il s'applique surtout à accroître la grandeur de son capital. Pour le capitaliste, la production de valeurs d'usage est la condition indispensable de la production de la plus-value, c'est, pour ainsi dire, un mal inévitable.

L'esclavage salarié

Dans la société capitaliste, l'ouvrier est, du point de vue formel, libre et jouit des mêmes droits que le capitaliste. Il vend de bon gré, en apparence, sa force de travail. Mais en réalité, c'est un esclave salarié.

« L'ouvrier salarié n'est autorisé à travailler pour sa propre existence, autrement dit à exister, que s'il travaille gratuitement un certain temps pour les capitalistes et aussi pour ceux qui, avec ces derniers, vivent de la plus-value; tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité ou par une plus grande tension de la force de

travail, etc. ; le système du travail salarié est donc bien un système d'esclavage et, en vérité, un esclavage d'autant plus dur que se développent des forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoive l'ouvrier. » (K. Marx et F. Engels : *Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 39.)

L'esclave appartient à son maître. L'ouvrier n'appartient pas au capitaliste. Il ne vend pas sa force de travail à perpétuité, mais pour un temps déterminé. Il a la « liberté » de choisir le capitaliste qui l'exploitera, mais il est voué à la servitude salariée.

« C'étaient des chaînes qui attachaient l'esclave romain à son maître; ce sont des fils invisibles qui relient le salarié au patron. L'apparence de l'indépendance n'est maintenue que par le changement perpétuel des patrons individuels et par une fiction juridique. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 21.)

L'esclavage salarié ne se distingue que par la forme de l'esclavage antique. L'esclave ne touche pas de salaire. La nourriture qu'il reçoit est aussi peu la rémunération de son labeur que le fourrage du cheval. L'ouvrier salarié reçoit ses moyens de subsistance sous forme de salaire, prix de la force de travail que l'ouvrier, maître « de cette singulière marchandise », vend « librement » au capitaliste. Si le maître d'esclaves cherche à conserver la force de travail de l'esclave, comme il se soucie de son cheval, le capitaliste abandonne ce soin à l'ouvrier. Mais au fond, malgré la différence de forme, l'un comme l'autre donnent aux producteurs qu'ils exploitent les moyens de subsistance nécessaires pour continuer leur exploitation.

« L'esclavage et le salariat ne se distinguent, en tant que formes sociales économiques, que par le mode suivant lequel le travail supplémentaire est extorqué au producteur direct, à l'ouvrier. » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 59.)

Le capital et la plus-value ne sont qu'un rapport social déterminé, dissimulé sous la forme matérielle du capital et de la liberté juridique de l'ouvrier.

Le capital domine le prolétariat

Dans le procès de la production, la force de travail appartient, non à l'ouvrier, mais au capitaliste. C'est le capital qui réunit les ouvriers, c'est lui qui en fait une force productive *sociale*. C'est pourquoi la force productive du travail social apparaît comme celle du capital. Dans le procès de production, l'ouvrier n'appartient pas à lui-même, mais au capitaliste. Le travail social est placé sous le commandement du capital qui s'accroît avec le développement de la grande industrie mécanisée.

Revêtant la forme de capital, les moyens de production qui, par eux-mêmes, ne sont qu'une force de la nature entre les mains de l'ouvrier, deviennent une force qui s'oppose à l'ouvrier et le domine. Cette force ne provient pas des moyens de production eux-mêmes, mais de la domination de la bourgeoisie sur la production sociale, de la subordination du producteur ouvrier au propriétaire capitaliste.

Les moyens de production, c'est du travail passé; c'est du travail mort par rapport au travail vivant de l'ouvrier. Dans la société capitaliste, ce travail mort domine le travail vivant.

« Ce n'est que la domination du travail accumulé passé, matérialisé, sur le travail immédiat vivant, qui transforme le travail accumulé en capital. Ce qui caractérise le capital, ce n'est pas le travail accumulé qui sert de moyen au travail vivant pour faire une nouvelle production, mais le travail vivant qui sert de moyen au travail accumulé pour maintenir et accroître la valeur d'échange de celui-ci. » (K. Marx : *Travail salarié...*, p. 41.)

Le capital remplit son rôle d'autant mieux qu'il soutire à l'ouvrier davantage de travail vivant. Pour le capital, l'ouvrier n'est qu'une source où il puise ce travail vivant pour le convertir en capital. Le capital développe les forces productives, mais il les développe de telle façon qu'il gaspille et détruit la base fondamentale de la société : la force de travail. Le développement des forces productives par la destruction de la force de travail découle de la contradiction fondamentale du capitalisme, entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

Le capital — rapport social matérialisé

L'exploitation capitaliste ne se manifeste pas ouvertement : elle est dissimulée sous forme d'objets, sous la forme d'argent, des moyens de production, de la marchandise. Et de même que, pour l'économiste bourgeois, la valeur est la propriété naturelle et éternelle de la marchandise (le fétichisme de la marchandise), de même le capital n'est pas pour lui un rapport social d'exploitation, dissimulé par des objets, mais une propriété inhérente de toute éternité à cet objet. Le caractère fétiche de la marchandise donne un caractère fétiche au capital. Voici un exemple. Un économiste bourgeois anglais, Torrens, écrivait en 1836 :

« Dans la première pierre que le sauvage lance sur le gibier qu'il poursuit, dans le premier bâton qu'il saisit pour abattre les fruits qu'il ne peut atteindre avec la main, nous voyons l'appropriation d'un objet en vue d'en acquérir un autre et nous découvrons ainsi « l'origine » du capital. » (Cité par K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 14.)

L'économiste bourgeois ne voit pas et n'a pas intérêt à voir que les moyens de production ne deviennent du capital que dans des conditions sociales déterminées. Il cherche à faire passer pour capital tout moyen de production pour faire accepter le capital et, partant, l'exploitation capitaliste, comme un phénomène naturel et éternel, condition d'existence de la société humaine. L'économie politique bourgeoise s'efforce de perpétuer le capitalisme.

Cent années se sont écoulées depuis la « découverte » de Torrens et en 1929, un professeur d'économie politique, le social-démocrate allemand Nœlting, écrivait :

« Servir de moyen auxiliaire pour faciliter le travail, telle est la destination du capital. Sa forme primaire ce sont les armes primitives à l'aide desquelles le sauvage se procure les objets naturels et les travaille. » (P. Nœlting : *Introduction à la théorie économique*, p. 48, édition allemande.)

Les théoriciens bourgeois et social-démocrates proclament que le capital est, en général, un moyen de production. Mais comment expliquent-ils la plus-value ?

6. Les théories bourgeoises et social-démocrates

La plus-value produite par la classe ouvrière ne reste pas tout entière entre les mains des capitalistes exploitant directement les ouvriers dans le procès de production : une partie de cette plus-value passe aux commerçants sous forme de profit commercial, une autre passe au banquier sous forme d'intérêts, une autre va dans la poche des propriétaires fonciers sous forme de rente foncière et le reste constitue le profit de l'industriel. La plus-value se divise en plusieurs parties et affecte plusieurs formes : profit (industriel et commercial), intérêts et rentes.

Ces formes particulières de la plus-value dissimulent le fait que le profit, la rente foncière et l'intérêt ne sont que des parties de la plus-value. Le profit industriel étant empoché par l'industriel, le profit commercial par le commerçant, les intérêts par le banquier, la rente par le propriétaire foncier, on a l'impression que le profit industriel provient des moyens de production, le profit commercial de la circulation des marchandises, les intérêts de l'argent et la rente de la terre et que le travail crée seulement le salaire.

La théorie des trois sources du revenu

Dans toute la littérature économique bourgeoise domine, sous une forme ou sous une autre, la théorie dite des trois sources du revenu. D'après cette théorie, la valeur des marchandises est constituée par la coopération du travail, du capital et de la nature. Chacun de ces facteurs rend, au cours du procès de production, « un service productif » que les deux autres facteurs ne peuvent rendre. Chacun d'eux est indispensable à la production. Aussi, chacun d'eux reçoit-il sa part du produit créé par l'action conjuguée de ces trois facteurs. L'ouvrier touche pour son travail le salaire, le capitaliste encaisse pour les « services » de son capital le profit et le propriétaire foncier reçoit la rente pour les « services » rendus par sa terre. Telle est l'explication des revenus des différentes classes qui prédomine dans l'économie politique bourgeoise.

Les économistes bourgeois s'évertuent à faire croire que le revenu du capitaliste ne provient pas du travail de l'ouvrier. Ils attribuent aux moyens de production la force miraculeuse de créer de la valeur. Mais si le profit et la rente n'ont rien de commun avec le travail de l'ouvrier, s'ils proviennent des moyens de production et de la terre, il faudra conclure que le salaire est la rétribution complète du travail, que l'ouvrier est entièrement payé et qu'il n'est pas exploité. C'est ce que tendent à établir les économistes bourgeois par leur théorie des trois facteurs de la production qu'ils font passer pour trois sources indépendantes du revenu.

Les économistes social-démocrates partagent cette théorie. Ainsi, un des théoriciens de la social-démocratie allemande, Braunthal, écrit :

« Seul, celui qui participe directement au procès de production dans le sens étroit du mot, l'ouvrier ou le propriétaire des moyens de production, ou le propriétaire foncier, touche le revenu primaire. »

On voit donc que d'après Braunthal, le capitaliste participe au processus de la production et que son revenu n'est pas un revenu dérivé, c'est-à-dire provenant du travail de l'ouvrier, mais un revenu primaire, ayant une source indépendante, les moyens de production appartenant au capitaliste.

La théorie de l'harmonie des classes

La théorie des trois sources du revenu prêche l'harmonie des classes. Si le profit ne vient pas de l'exploitation de l'ouvrier, mais des moyens de production, capitaliste, propriétaire foncier et ouvrier ont un intérêt commun, à savoir accroître au maximum la production, puisque plus la production sera abondante, plus sera grande la part de chacun. Et Braunthal invite les ouvriers à produire le plus possible.

« On ne saurait jamais répartir plus qu'il n'a été produit. Plus on produira, plus il sera réparti. C'est pourquoi l'ouvrier est indéniablement intéressé à l'accroissement maximum de la production. »

Comme en réalité il n'y a que l'ouvrier qui rend « les services productifs », l'appel de Braunthal n'est rien d'autre qu'un appel aux ouvriers pour qu'ils produisent le plus possible pour les... capitalistes.

La théorie des trois sources du revenu ne nie pas la lutte entre les ouvriers, les capitalistes et les propriétaires fonciers, mais elle considère cette lutte comme ayant pour objet la répartition du produit. Cette lutte implique une communauté d'intérêts. Pour obtenir le plus possible, chacun doit s'évertuer à produire le maximum « pour le bien commun ». Ainsi, les rapports de classe sont ramenés aux rapports de répartition. Le même Braunthal écrit :

« La lutte de classe acharnée qui se déroule dans la société actuelle est, avant tout, une lutte pour la répartition du produit social, et ce n'est qu'après que viennent les problèmes relatifs à l'organisation de l'économie. »

En d'autres termes, la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat ne concerne ni l'organisation de l'économie sociale, ni la question de savoir quelle classe doit gérer cette économie; ce seraient là des questions secondaires. Le principal, c'est comment répartir le produit social, dans le cadre du régime capitaliste.

D'après cette conception, on peut concevoir en régime capitaliste une répartition de la production équitable pour la classe ouvrière; il est inutile, par conséquent, d'abolir le capitalisme.

L'importance de la théorie marxiste de la plus-value

Marx a démasqué la légende des trois sources indépendantes du revenu. Il montre que les revenus de tous les exploités, quelle qu'en soit la répartition, n'ont qu'une source : la plus-value. Dans une lettre à Engels, du 24 août 1867, Marx écrit :

« Ce qu'il y a de meilleur dans mon livre, c'est... que la plus-value est traitée *séparément de ses formes particulières*, telles que le profit, l'intérêt, la rente foncière, etc. » (K. Marx et F. Engels : *Correspondance*, tome IX, p. 193.)

Il a ainsi mis en lumière tout l'abîme qui existe entre le prolétariat et l'ensemble des exploités, il a mis à jour dans toute sa nudité la contradiction fondamentale du capitalisme.

Marx a montré que l'exploitation de la classe ouvrière a lieu au cours du procès de production, que les rapports entre la classe ouvrière et la bourgeoisie sont des rapports de production. L'appropriation de la plus-value, que les théoriciens bourgeois et social-démocrates qualifient de « répartition », découle de ces rapports de production. On ne saurait donc modifier radicalement la répartition sans transformer le régime social de production. Pour supprimer la répartition capitaliste, il faut supprimer la propriété capitaliste des moyens de production et en faire la propriété collective. Mais cela veut dire que l'exploitation ne peut être abolie par la voie des réformes, mais par la voie révolutionnaire. Voilà pourquoi Lénine a dit que...

... La doctrine de la plus-value est la pierre angulaire de la théorie économique de Marx. (V. I. Lénine : *Euvres complètes*, tome XVI, p. 351, édition russe.)

7. Les rapports de production en U.R.S.S.

Marx a montré que le capital et la plus-value sont des phénomènes historiques passagers. L'économie socialiste de l'U.R.S.S. fournit la confirmation pratique de cette vérité.

Quelle est la différence essentielle entre les rapports de production socialistes en U.R.S.S. et ceux des pays capitalistes ?

L'abolition de l'esclavage salarié

En régime capitaliste, le prolétariat est une classe d'ouvriers salariés, privés des moyens de production. Or, en U.R.S.S., les moyens de production appartiennent au prolétariat dans la personne de son Etat. La classe ouvrière possède donc non seulement sa force de travail, mais aussi les moyens de production. *La force de travail n'est plus une marchandise*. En apparence, il semble qu'en U.R.S.S. aussi l'ouvrier vend sa force de travail : il entre comme salarié dans les entreprises de l'Etat, touche des salaires, etc. Mais à qui vend-il sa force de travail ? En régime capitaliste, il la vend à un capitaliste. En U.R.S.S., la classe ouvrière dans son ensemble « vend » sa force de travail non à une tierce personne, mais à elle-même. Mais cette vente par chaque ouvrier individuel, de sa force de travail à son propre Etat, n'est pas une vente au sens propre du mot. C'est la forme de la participation de chaque ouvrier au travail social et au produit du travail. La différence essentielle entre le socialisme et le capitalisme consiste précisément dans la propriété des moyens de production.

« Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de la production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de la production : la force de travail. En régime socialiste, « les conditions matérielles de la production formeront la propriété collective des travailleurs eux-mêmes ». » (K. Marx et F. Engels : *Critiques des programmes...*, p. 25.)

Ce principe socialiste de la propriété collective est réalisé de la façon la plus conséquente dans nos entreprises d'Etat, c'est-à-dire que chaque entreprise appartient directement non aux ouvriers qui sont occupés dans celle-ci, mais à la classe ouvrière dans son ensemble, dans la personne de son Etat. En ce qui concerne les kolkhoz, seule la partie la plus importante des moyens de production (la terre, les tracteurs) appartient à l'Etat; les autres moyens de production appartiennent à chaque kolkhoz séparément. C'est pourquoi les kolkhoz représentent une forme de rapports socialistes moins développée que les entreprises d'Etat qui sont des entreprises de type socialiste conséquent. Mais les uns et les autres sont des entreprises socialistes dans lesquelles il n'y a pas de propriété privée des moyens de production, il n'y a pas deux classes — des exploités et des exploités, dans lesquelles il n'y a pas d'exploitation.

Le trotskisme nie le caractère socialiste des entreprises soviétiques d'Etat et des kolkhoz. Au point de vue de l'opposition zinoviévo-trotskiste, nos entreprises sont des entreprises capitalistes d'Etat, car il existe encore l'argent, le salaire, etc. Et le fait que les capitalistes ont été expropriés par l'Etat prolétarien, que les moyens de production ont passé dans les mains de la classe ouvrière, c'est-à-dire le principal caractère qui distingue nos entreprises des entreprises capitalistes, ce fait est ignoré par le trotskisme. Cela ne fait que souligner une fois de plus le caractère entièrement contre-révolutionnaire de la « théorie » zinoviévo-trotskiste. En effet, si après l'expropriation des capitalistes, les entreprises confisquées par l'Etat ouvrier continuent à rester des entreprises capitalistes, il n'y a pas de raison en général de faire la révolution et d'exproprier les capitalistes. Cette appréciation trotskiste de nos entreprises correspond pleinement à la théorie trotskiste contre-révolutionnaire de l'impossibilité de la construction du socialisme en U.R.S.S.

Le caractère socialiste de nos entreprises d'Etat s'exprime non seulement dans le fait que leur base c'est la propriété socialiste, mais aussi dans le changement radical de tous les rapports par comparaison avec le régime capitaliste. Les moyens de production ne sont plus l'incarnation du capital dominant l'ouvrier. Ils sont subordonnés à la classe ouvrière et servent à édifier le socialisme et à augmenter le bien-être des masses. Ils représentent du

« ... travail accumulé qui sert de moyen au travail vivant pour faire une nouvelle production. » (K. Marx : *Travail salarié...*, p. 41.)

« Le développement de la production n'est plus subordonné au principe de la concurrence et du profit capitaliste, mais est dirigé conformément à un plan d'ensemble en vue de l'amélioration systématique des conditions matérielles et culturelles des travailleurs. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 50.)

La plus-value est supprimée. Tout le travail des ouvriers sert à construire la société socialiste. Une partie du produit social est employée pour la consommation immédiate, l'autre pour l'accumulation socialiste. Ce produit accumulé forme la propriété collective de la classe ouvrière personnifiée par son Etat. Elle n'est pas appropriée par une autre classe. Elle n'est donc pas de la plus-value.

Les rapports de production socialistes donnent lieu à une autre attitude de l'ouvrier à l'égard de l'Etat.

Tandis qu'en régime capitaliste le travail salarié est une forme d'esclavage, en U.R.S.S. *le travail est accompli pour soi-même, libre*. Le travail libre, cela ne veut pas dire que l'ouvrier est libre de travailler ou de ne pas travailler. Le travail a toujours été et sera de tout temps la condition fondamentale de l'existence de l'homme. La liberté de travail consiste en ce qu'il est accompli pour soi-même, pour sa propre classe, et non pour des parasites. C'est pourquoi il existe en U.R.S.S. une autre attitude à l'égard du travail que dans les pays capitalistes. En régime capitaliste,

« ... La classe ouvrière est une classe exploitée, travaillant non pour son propre compte, mais pour une autre classe, pour celle des exploités. En U. R. S. S., la classe ouvrière est maîtresse du pays, elle travaille pour son propre compte au lieu de travailler pour les capitalistes. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 50-51. Bureau d'Editions, Paris, 1930.)

« Le plus remarquable dans l'émulation c'est qu'elle révolutionne les idées des gens sur le travail, qu'elle le transforme, alors qu'il était naguère une charge lourde et pénible, en une question d'honneur, de gloire, de vaillance et d'héroïsme. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 46.)

Cette attitude socialiste des grandes masses des ouvriers et des travailleurs à l'égard de leur travail, attitude qui se développe de plus en plus chez nous, le processus de liquidation des survivances du capitalisme dans l'économie et dans la conscience des hommes, processus qui se produit devant nos yeux, tout cela est la source de la croissance rapide des forces productives et de l'essor du niveau matériel et culturel des travailleurs, au contraire de ce qui se passe dans le régime capitaliste, où la croissance des forces productives, non seulement n'améliore pas, mais rend encore plus mauvaise la situation de l'ouvrier.

Nous avons envisagé ci-dessus l'influence sur l'ouvrier du développement du machinisme en régime capitaliste. Examinons maintenant quel est le rapport entre la machine et l'ouvrier chez nous, en U.R.S.S.

L'ouvrier et la technique

« La machine prise en soi raccourcit le temps de travail, mais par l'emploi capitaliste, elle prolonge la journée de travail. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 108.)

En U.R.S.S., les machines ne sont pas employées comme en régime capitaliste, et, par conséquent, la tendance essentielle en U.R.S.S. n'est pas la prolongation de la journée de travail, mais sa *limitation*. On a aboli les classes parasitaires qui s'appropriaient le fruit du travail des ouvriers. On attire à la production toute la population apte au travail.

« Etant donné l'intensité et la force productive du travail, la partie de la journée de travail socialement nécessaire à la production matérielle est d'autant plus courte et la partie disponible pour la libre activité sociale et intellectuelle est d'autant plus grande que le travail est réparti plus uniformément entre tous les membres de la société capables de travailler et qu'une certaine classe sociale est moins libre de se décharger sur une autre de la nécessité naturelle du travail. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 226.)

En développant les forces productives sur la base de l'économie socialiste, ayant adopté la journée de 7 heures, on prépare en U.R.S.S. les conditions pour passer à la journée de 6 heures.

« La machine prise en soi facilite le travail, mais par son emploi capitaliste elle accroît l'intensité du travail. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 108.)

La large mécanisation et l'électrification de la production tendent à faciliter le travail. L'intensification du travail, elle, ne dépasse pas les limites normales et se trouve compensée par la réduction de la journée de travail et par les mesures relatives à la protection du travail. Ultérieurement, lorsque la nouvelle base technique de toute l'économie de l'U.R.S.S. sera achevée, on passera à la production mécanisée sur une vaste échelle et le travail sera ramené à la surveillance et au contrôle des machines.

« La machine prise en soi permet à l'homme de triompher des forces naturelles, mais par son emploi capitaliste elle assujettit l'homme aux forces naturelles. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 108.)

En régime capitaliste,

« ... Même la facilité plus grande du travail devient un moyen de torture, puisque la machine ne dispense pas l'ouvrier du travail, mais enlève à celui-ci son intérêt. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 82.)

En régime capitaliste, l'ouvrier est un appendice de la machine, non seulement au sens économique, mais aussi au sens technique. En U.R.S.S., la classe ouvrière n'est pas seulement économiquement maîtresse de la production, elle est en voie de la maîtriser aussi techniquement, si bien que dans le procès même de la production, les ouvriers développent leurs capacités créatrices. Grâce à l'émulation socialiste, grâce à l'enseignement technique, l'ouvrier s'assimile la technique et devient maître des forces naturelles. L'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel s'efface peu à peu.

« La machine prise en soi augmente la richesse du producteur, mais par son emploi capitaliste, elle appauvrit le producteur. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 108.)

En U.R.S.S., la machine constitue la propriété collective de l'ensemble de la classe ouvrière. A rencontre de ce qui se passe dans le régime capitaliste, elle « accroît la richesse du producteur », c'est-à-dire qu'elle est un moyen d'augmenter le bien-être des masses travailleuses.

La contradiction fondamentale du capitalisme, entre la production sociale et l'appropriation capitaliste privée, a pour effet qu'en régime capitaliste, le développement des forces productives est suivi du gaspillage de la force productive essentielle, de la force de travail. Cette contradiction étant supprimée en U.R.S.S., le développement des forces productives signifie la croissance de la force de travail et du bien-être de la classe ouvrière.

Dans les pays bourgeois, le capitaliste ne songe qu'à augmenter sa fortune, son capital, qu'à tirer le maximum de plus-value en augmentant l'intensité ou la productivité du travail de ses ouvriers, sans s'inquiéter de leur bien-être et même de leur existence.

Dans l'Union soviétique, au contraire, dans les conditions de la dictature du prolétariat, on proclame que

« De tous les capitaux précieux existant dans le monde, le plus précieux et le plus décisif, ce sont les hommes, les cadres. » (J. Staline : *l'Homme, le capital le plus précieux*. Bureau d'Éditions, Paris, 1935, p. 12.)

Chapitre V : LE SALAIRE

1. La nature du salaire

L'ouvrier vend au capitaliste sa force de travail. Il en reçoit la valeur sous forme de salaire. Lors de l'embauchage, un salaire fixe est imposé pour un nombre déterminé d'heures par jour, mettons 8 francs pour une journée de travail de 8 heures, ou 1 franc par heure.

L'ouvrier vend sa force de travail, mais il semble vendre son travail; il touche un salaire comme expression monétaire de la valeur de sa force de travail, mais on a l'impression que le salaire est l'expression monétaire de la valeur du travail et non celle de la force de travail.

« A la surface de la société bourgeoise, le salaire de l'ouvrier apparaît comme le prix du travail, comme une somme déterminée d'argent payée en échange d'une quantité déterminée de travail. On parle de la valeur du travail et l'on donne à son expression monétaire le nom de prix nécessaire ou naturel. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 233.)

« Le travail *ne peut* donc avoir de valeur. Parler de la valeur du travail et vouloir la déterminer, autant parler de valeur de la valeur ou vouloir déterminer le poids non pas d'un corps pesant, mais de la pesanteur même. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome II, p. 101.)

D'où vient donc que légataire n'est pas payé comme le prix de la force de travail; mais comme le prix du travail, bien que l'ouvrier vende sa force de travail et non son travail, bien que le travail n'ait pas de valeur ?

Dans la production marchande en général et, en particulier, dans la production capitaliste, les rapports sociaux se manifestent sous une forme dissimulée qui les rend méconnaissables. Ainsi, la valeur, rapport social, se présente comme la propriété de l'objet; le capital, rapport social, prend la forme des moyens de production.

Dans la société capitaliste, la valeur de la force de travail prend une forme qui rend invisible son véritable contenu. A cela s'ajoute encore la particularité de la marchandise force de travail en vertu de laquelle le nombre des heures de travail mesure la quantité de la force de travail vendue par l'ouvrier. C'est pourquoi la rétribution de la force de travail prend la forme de rétribution du travail. D'où la fausse conception que le travail a une valeur.

« Dans l'expression : valeur du travail, l'idée de valeur n'a pas été simplement effacée; on l'a changée en son contraire. C'est une expression imaginaire, dans le sens de cette autre : valeur de la terre. Mais ces expressions imaginaires découlent des conditions mêmes de la production. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 236.)

En raison des rapports de production capitalistes, le salaire, expression monétaire ou prix de la force de travail, apparaît comme le prix du travail. Le salaire est donc la forme modifiée de la valeur de la force de travail. Le salaire est le prix de la force de travail présenté comme prix du travail.

Le salaire dissimule l'exploitation

Supposons qu'il faille 4 heures de travail socialement nécessaire pour la production des moyens de subsistance d'un ouvrier.

Si un franc représente une heure de travail social, la valeur de la force de travail exprimée en argent sera de quatre francs. Si la force de travail est payée à sa valeur complète et si l'ouvrier fait 8 heures par jour, le salaire de 4 francs pour une journée de 8 heures représente une rétribution à raison de 0,50 par heure de travail.

En réalité, une heure de travail social est matérialisée par 1 franc et, pour cette raison, en payant 0,50 par heure le capitaliste ne paye qu'une demi-heure de travail sans payer l'autre demi-heure. Si, dans une journée de 8 heures de travail, chaque heure est payée seulement la moitié, c'est-à-dire que, sur l'ensemble de la journée de travail, seule la moitié est payée, soit 4 heures; les autres 4 heures sont du travail non payé, du sur-travail, qui crée la plus-value. Cependant, comme la somme monétaire (4 fr.), qui représente seulement une partie de la journée de travail (4 heures) est répartie sur l'ensemble de la journée de travail (8 heures), il se crée l'apparence que toute la journée est payée.

« La forme du salaire fait donc disparaître absolument la division de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail, en travail payé ou non payé ! Tout travail apparaît comme travail payé... Dans le système esclavagiste, la partie même de la journée où l'esclave ne fait que remplacer la valeur de ses propres moyens de subsistance et où il travaille effectivement pour lui-même, semble être consacrée à du travail pour le compte du maître. Tout le travail de l'esclave se présente comme travail non payé. *Dans le salariat, c'est l'inverse; même le surtravail ou travail non payé apparaît comme travail payé.* Là, le rapport de propriété dissimule le travail que l'esclave fait pour son propre compte; ici, le rapport monétaire dissimule le travail gratuit du salarié. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 240.)

On voit donc que le salaire dissimule l'exploitation capitaliste. L'apparence qu'il crée de la rétribution de l'ensemble du travail fait naître des conceptions correspondantes non seulement chez le capitaliste, mais aussi chez l'ouvrier, car le capitaliste paye et l'ouvrier touche un salaire, comme rétribution pour chaque heure, jour ou semaine de travail.

L'importance de la théorie marxiste du salaire

La bourgeoisie a intérêt à entretenir cette croyance dans la classe ouvrière. Pour maintenir l'esclavage salarié, la bourgeoisie a besoin de tenir la classe ouvrière sous son influence idéologique, c'est pourquoi l'affranchissement de la classe ouvrière de la dictature de la bourgeoisie ne pourra se faire sans son affranchissement de l'influence idéologique de la bourgeoisie. La lutte de classe du prolétariat n'est pas seulement politique et économique, mais aussi *théorique*.

Dans sa théorie du salaire — qui est la continuation directe de sa théorie de la valeur et de la plus-value — Marx a montré que la possibilité de l'influence idéologique de la bourgeoisie sur le prolétariat découle du caractère même des rapports de production du capitalisme.

« Cette forme [le salaire] nous cache le rapport réel, nous en montre le juste contraire. Mais elle sert de base à toutes les conceptions juridiques de l'ouvrier et du capitaliste, à toutes les mystifications du mode de production capitaliste, à toutes les illusions libérales, à toutes les bourdes laudatives que nous sert l'économie vulgaire. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 240.)

La question de la différence entre la valeur du travail et la valeur de la force de travail, en apparence complètement détachée de la vie, est, en réalité, de la plus haute importance pour la lutte de classe du prolétariat.

2. Les formes du salaire

En présentant le travail de l'ouvrier comme entièrement payé, le salaire constitue entre les mains du capitaliste un *moyen de renforcer son exploitation*. Il existe plusieurs formes de salaire. Mais toutes les formes de salaire peuvent être ramenées à deux principales : salaire au temps et salaire aux pièces.

Le salaire au temps

Le salaire au temps est payé pour une journée de travail d'une durée déterminée, par exemple, 4 francs pour une journée de 8 heures. Le prix d'une heure de travail est la mesure du prix du travail (n'oublions pas que le travail n'a pas de valeur et que, par conséquent, il n'a pas de prix; nous nous servons ici de l'expression « prix du travail » uniquement dans le sens de la forme modifiée de la valeur de la force de travail). Dans notre exemple, le prix d'une heure de travail est de 0,50.

Le prix du travail peut rester invariable, et le salaire diminuer ou augmenter. Ainsi, lorsque diminue la journée de travail, le salaire horaire étant le même, le salaire diminue. Si, dans notre exemple, la journée de travail est réduite de 8 à 6 heures, et que le prix horaire reste de 0,50, le salaire sera de 3 francs. On est porté à croire que les intérêts de l'ouvrier n'ont pas été lésés. Il reçoit moins parce qu'il travaille moins, le « prix du travail » n'a pas baissé. Le capitaliste semble lui payer le même prix pour son travail. Mais en réalité, il se produit ici une baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail.

Dans notre exemple, la valeur de la force de travail est de 4 et non de 3 francs. Avec 3 francs, l'ouvrier n'arrive pas à reproduire sa force de travail. Le capitaliste paye ainsi la force de travail au-dessous de sa valeur. Mais ce fait est dissimulé par « le prix du travail ». Comme le salaire horaire n'a pas changé, on en conclut que l'ouvrier n'a rien à réclamer du capitaliste.

« Nous avons vu plus haut les suites pernicieuses de l'excès de travail; nous découvrons ici les sources des maux qui résultent pour l'ouvrier d'une occupation insuffisante. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 248.)

Dans tous les pays capitalistes, au cours de la crise économique actuelle, on a diminué non seulement le nombre des ouvriers occupés, en transformant une partie des ouvriers occupés en chômeurs, mais aussi le temps de travail de ceux qui sont encore occupés. Naturellement, les capitalistes, sous prétexte de la réduction du temps de travail (semaine incomplète), réduisent en même temps les salaires. Les chefs social-démocrates ont rendu à la bourgeoisie le plus grand service en l'aidant à voler la classé ouvrière. Ainsi, en Allemagne, l'ancien ministre du Travail, le social-démocrate Wissel écrivait :

« La réduction du temps de travail ne peut être appliquée qu'avec une réduction correspondante des salaires. »

Par contre, les Partis communistes, dans les pays capitalistes, luttent pour la réduction de la journée de travail sans diminution de salaire.

La baisse des salaires au-dessous de la valeur de la force de travail a lieu également dans le cas où la journée de travail est prolongée et où l'ancien prix horaire est conservé. Si, dans notre exemple, la journée de travail est portée à 10 heures, le salaire horaire de 0,50 étant le même, le salaire montera à 5 francs par jour. Encore une fois, de prime abord, il semble que l'ouvrier n'ait rien à réclamer du capitaliste. Faisant plus d'heures, il touche davantage. Cependant les dernières heures de travail demandent une plus grande dépense d'énergie que les premières heures.

« La valeur de la force de travail qui n'en est, après tout, que l'usure, croît avec la durée du fonctionnement de cette force, et en proportion plus rapide que l'accroissement de la durée de fonctionnement » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 249.)

C'est pourquoi, avec la prolongation de la journée de travail, les ouvriers réclament l'augmentation du salaire horaire. Mais, d'autre part, la prolongation de la journée de travail accentue la concurrence parmi les ouvriers. Ainsi, en portant la journée de 8 à 10 heures, 4 ouvriers font autant de travail que 5 auparavant. Le renforcement de la concurrence entre les ouvriers permet au capitaliste de baisser le « prix du travail », c'est-à-dire le salaire horaire. Mais pour conserver le même salaire journalier, le salaire horaire ayant subi une baisse, l'ouvrier devra fournir une plus grande quantité d'heures de travail. Il est donc amené à faire des heures supplémentaires qui sapent ses forces et aggravent la concurrence entre les ouvriers. L'exploitation capitaliste s'en trouve accrue.

Le salaire aux pièces

Le salaire aux pièces est payé à l'ouvrier pour chaque unité de marchandise. Mais, en réalité, *le salaire aux pièces n'est rien d'autre que la forme modifiée du salaire au temps.* On considère, pour le fixer, la quantité de marchandises produites par l'ouvrier pendant une unité de *temps* donnée. Si en 8 heures l'ouvrier produit 16 unités d'une marchandise, le salaire au temps étant de 4 francs par jour, le salaire aux pièces sera de 0,25 pour chaque unité de marchandise.

De même que le salaire au temps, le salaire horaire n'est nullement la rétribution de la valeur créée par l'ouvrier en une heure, de même le salaire aux pièces n'est pas la rémunération du travail dépensé par l'ouvrier pour la production d'une unité de la marchandise donnée.

« Il ne s'agit pas de mesurer la valeur de la pièce par le temps de travail qui s'y trouve réalisé, mais de mesurer au contraire le temps dépensé par l'ouvrier par le nombre des pièces produites. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 257.)

Si le salaire au temps crée l'apparence que c'est le travail qui est rétribué et non pas la force de travail, le salaire aux pièces dissimule plus encore l'exploitation. Ici, on a l'impression que l'ouvrier se présente comme vendeur de la marchandise qu'il a produite.

Le salaire dépend de la quantité des pièces produites, c'est pourquoi le salaire aux pièces agit comme moyen automatique d'augmentation de l'intensité du travail. Or, l'augmentation de l'intensité du travail signifie l'accroissement de la dépense de force de travail pendant chaque heure. L'effet est le même que lors de la prolongation de la journée de travail. Le salaire tombe au-dessous de la valeur de la force de travail. En fin de compte, l'organisme de l'ouvrier s'use plus rapidement.

Le salaire au temps et le salaire aux pièces sont les formes essentielles du salaire; ils sont à la base de tous les systèmes de salaires.

« Somme toute, il est évident que rien n'est modifié dans la nature même du salaire car le mode différent de paiement, bien que l'un des modes soit plus favorable que l'autre au développement de la production capitaliste. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 256.)

Toutes les formes du salaire dissimulent l'exploitation capitaliste; toutes, elles constituent un moyen de réduire le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur. La plus-value est créée par l'ouvrier même dans le cas où la force de travail est payée à sa valeur. La plus-value doit donc être, d'autant plus grande que le salaire tombe plus bas que la valeur de la force de travail. Une partie du temps nécessaire est transformée en temps supplémentaire.

Dans son explication de la plus-value, Marx part de la supposition que la force de travail est payée à sa valeur. Mais il indique que le procédé d'augmentation de la plus-value par la baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail

« ... joue un rôle important dans le mouvement réel du salaire ouvrier. » (K. Marx : *le Capital*, t. II, p. 198.)

Le capitalisme tend à payer la force de travail au-dessous de sa valeur.

« La théorie du capital implique que l'ouvrier reçoit la valeur entière de sa force de travail. C'est l'idéal du capitalisme, mais non la réalité. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome II, p. 415, édition russe.)

En traitant de la loi de l'appauvrissement de la classe ouvrière en régime capitaliste, nous indiquerons quel est le mouvement réel des salaires en régime capitaliste.

3. L'importance du salaire en période de transition

Dans le chapitre précédent, nous avons montré qu'en U.R.S.S. la force de travail n'est pas une marchandise, que l'exploitation y est abolie et avec elle le salaire, en tant que moyen de cette exploitation.

Dans les entreprises socialistes de l'U.R.S.S., le salaire, par sa nature même, se distingue radicalement du salaire en régime capitaliste.

Ce n'est plus le salaire au sens propre de ce terme. Dans les entreprises socialistes de l'U.R.S.S., le salaire est un moyen de répartition d'articles de consommation selon la quantité et la qualité du travail fourni.

En régime communiste, lorsque d'une part les forces productives de la société se seront accrues au point que l'augmentation de la production sera supérieure à l'augmentation des besoins et, d'autre part, lorsque le contraste entre le travail intellectuel et manuel, entre le travail qualifié et non qualifié sera aboli, la société passera au principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Mais dans la société socialiste sans classes dominera encore le principe de répartition des produits en proportion de la quantité et de la qualité du travail fourni par chaque travailleur. Ce principe doit être maintenu surtout dans la période de construction de la société socialiste, lorsque les survivances du capitalisme subsistent encore dans l'économie et dans la conscience des hommes.

Le fait de stimuler l'ouvrier pour obtenir une augmentation de la productivité du travail ne contredit nullement l'attitude socialiste envers le travail, attitude qui, de plus en plus, se développe en U.R.S.S. Les survivances du capitalisme ne sont pas encore complètement surmontées dans les esprits. L'émulation socialiste, facteur puissant du développement de l'U.R.S.S. et de la formation d'une conscience socialiste, loin de supprimer la nécessité d'un encouragement matériel, ne peut être appliquée au contraire qu'en étroite liaison avec ce dernier.

L'égalisation des salaires, cette idée petite-bourgeoise gauchiste, est une des plus fortes entraves à l'édification socialiste. Elle abolit les stimulants du relèvement de la productivité du travail et de la qualification et encourage le désordre petit-bourgeois, anarchique.

Organisation juste des salaires stimulant la productivité et la qualification, lutte contre l'égalisation des salaires — n'ayant rien de commun avec le socialisme — telle est une des conditions historiques proclamées par Staline, conditions de victoire et de croissance du socialisme.

En U.R.S.S., la politique des salaires et l'augmentation de la productivité et du travail qui y est liée, mènent au relèvement incessant du niveau de vie de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. La loi de développement en U.R.S.S., c'est l'amélioration des conditions matérielles et culturelles de vie de toute la population travailleuse.

Nous nous en convaincrons pleinement en comparant la situation de la classe ouvrière en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes, lorsque nous aurons examiné, à la fin du chapitre suivant, la loi de l'appauvrissement de la classe ouvrière en régime capitaliste.

Chapitre VI : L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET L'APPAUVRISSMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Dans les chapitres précédents, nous avons montré ce qu'est la plus-value et dévoilé l'essence de l'exploitation capitaliste. Cela nous donne une base pour comprendre *quelle répercussion peut avoir sur la classe ouvrière* le développement du capitalisme.

Le capital est une valeur qui s'accroît à mesure de son mouvement. Si le capitaliste après avoir achevé le procès de production et converti la marchandise en argent, n'achetait pas des moyens de production et de la force de travail en vue de la production d'une nouvelle plus-value, il cesserait d'être capitaliste. Il en est de même de la classe capitaliste tout entière.

Le mode capitaliste de production implique donc la répétition continuelle du procès de production, c'est-à-dire *la reproduction*.

Sans la répétition incessante de la production aucune société ne saurait exister. La reproduction est donc la condition de l'existence de toute société. Lorsque la production prend la forme capitaliste, le procès de reproduction est aussi un procès de reproduction capitaliste.

Il faut distinguer la reproduction simple et la reproduction élargie.

Dans *la reproduction simple*, le capital n'augmente pas, la plus-value créée n'est pas employée par le capitaliste, pour l'accroissement du capital. Dans *la reproduction élargie*, une partie de la plus-value créée est ajoutée à l'ancien capital et transformée en capital. La reproduction élargie signifie donc *l'accumulation du capital*, c'est-à-dire son accroissement par la transformation de la plus-value en capital.

1. La reproduction simple

Déjà la reproduction simple met à jour, dans les rapports entre la bourgeoisie et le prolétariat, des traits que l'on ne peut apercevoir en examinant l'exploitation capitaliste dans les cadres d'un seul cycle de production.

L'ouvrier fait crédit au capitaliste

L'ouvrier touche son salaire non au moment où il vend au capitaliste sa force de travail, non à la conclusion du contrat de travail, mais lorsqu'il a accompli le travail, c'est-à-dire lorsque le capitaliste a utilisé sa force de travail. En d'autres termes, *l'ouvrier fait crédit au capitaliste*, puisqu'il produit une valeur supérieure à celle de sa force de travail avant que le capitaliste ait acquitté la valeur de cette force de travail. Sans doute, le capitaliste lui verse le salaire avant d'avoir écoulé les marchandises. C'est pourquoi se crée l'apparence que le capitaliste avance, sur son propre fonds, le salaire à l'ouvrier. Cependant, cette apparence s'évanouit dès que nous dépassons le cadre d'un seul cycle de production et que nous examinons les rapports entre la classe ouvrière et la classe des capitalistes dans le procès de reproduction.

Supposons que le salaire soit payé à la fin de chaque semaine. Lorsque, dans le courant de la deuxième semaine, le capitaliste vend la marchandise produite pendant la première semaine, il convertit en argent la valeur créée par l'ouvrier au cours de la première semaine et c'est avec cet argent qu'il lui paye son salaire à l'expiration de la deuxième semaine.

« Son travail [celui de l'ouvrier] du jour ou du semestre est payé par son travail de la veille ou du semestre précédent... La classe capitaliste remet continuellement à la classe ouvrière des lettres de change sur une partie du produit fourni par la seconde mais accaparé par la première. Mais l'ouvrier les rend tout aussi continuellement à la classe capitaliste et lui enlève ainsi la partie qui lui revient de son propre produit. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 12-13.)

Tout capital est de la plus-value accumulée

Admettons — dira l'économiste bourgeois — qu'à la fin de la seconde semaine, le capitaliste acquitte le salaire avec l'argent reçu de la vente de la marchandise produite pendant la semaine précédente. Mais il faut considérer qu'à la fin de la première semaine, le capitaliste n'a pas encore vendu sa marchandise et que, par conséquent, le

salaires versés à la fin de cette première semaine est une valeur avancée par le capitaliste à l'ouvrier. Cette objection habituellement émise par les économistes bourgeois tend à démontrer que ce n'est pas l'ouvrier qui fait crédit au capitaliste, en touchant son salaire après que le capitaliste a usé de sa force de travail, mais que le capitaliste fait crédit à l'ouvrier, en lui versant le salaire avant la vente de la marchandise. Les économistes bourgeois veulent ainsi prouver que les capitalistes ne payent pas le salaire avec une partie de la valeur créée par la classe ouvrière, ils s'attachent à démontrer indirectement que le capital (le salaire étant une partie du capital, le capital variable) est honnêtement gagné par les capitalistes.

Mais cette objection ne tient pas debout. Nous avons déjà vu au début du chapitre IV que la production capitaliste a pris naissance à la suite du pillage, de l'expropriation des petits producteurs immédiats (l'accumulation primitive). Par conséquent, déjà au point de vue historique, le capital c'est du travail d'autrui accumulé. Mais même en admettant un instant qu'un capitaliste ou même tous les capitalistes aient accumulé honnêtement, par leur labeur, leur capital initial, il n'en est pas moins vrai que, *même dans le procès de reproduction simple, tout capital devient de la plus-value accumulée.*

Prenons à titre l'exemple, un capital de 10.000 francs qui crée annuellement une plus-value de 2.000 francs entièrement consommée par le capitaliste. En cinq ans, ce dernier aura consommé la valeur de 10.000 francs, soit le montant de son capital. Sans doute, après cela, il reste au capitaliste le capital de 10.000 francs. Mais par sa valeur ce capital n'est déjà plus rien d'autre que de la plus-value accumulée. La situation ne change nullement du fait que le capitaliste estime avoir dépensé non la valeur du capital mais la plus-value.

« Si quelqu'un consomme tout ce qu'il possède à se charger de dettes dont le montant égale celui de ses propriétés, l'ensemble de ses propriétés ne représentera que l'ensemble de ses dettes. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 15.)

On voit donc que même en admettant que le capitaliste ait gagné son capital initial par son propre labeur, son capital se convertit tôt ou tard en travail d'autrui accumulé. Le salaire n'est que la forme monétaire de la valeur des moyens de subsistance de l'ouvrier, que les capitalistes versent à la classe ouvrière sur le produit créé par cette dernière.

La consommation individuelle des ouvriers est une consommation productive

La consommation individuelle de l'ouvrier, au point de vue d'un seul cycle de production, n'est que sa consommation individuelle. Mais au point de vue de la reproduction, elle est une consommation productive puisqu'elle produit la force de travail nécessaire à la reproduction du capital.

« Peu importe que l'ouvrier accomplisse sa consommation individuelle pour lui-même et non pour le capitaliste. C'est ainsi que la consommation des bêtes de somme n'en reste pas moins un facteur nécessaire du procès de production, bien que le bétail jouisse directement de ce qu'il mange. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 19.)

Mais, si, au point de vue de la reproduction du capital, la consommation individuelle de la classe ouvrière est une consommation productive, elle ne l'est que dans la mesure où cela est nécessaire au capital. Tout ce que la classe ouvrière consomme en plus de ce qu'il faut pour assurer la production capitaliste par la force de travail est déjà de la consommation non productive. C'est pourquoi le capital tend constamment à réduire la consommation de l'ouvrier au minimum indispensable à la reproduction capitaliste. L'ouvrier appartient au capital dans le procès de production, c'est-à-dire alors que le capitaliste use de la force de travail achetée. Maintenant, nous voyons que...

« ... au point de vue social la classe ouvrière est par conséquent, même en dehors du procès de travail immédiat, un simple appendice du capital, tout comme n'importe quel autre instrument de travail. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 21.)

La reproduction des rapports capitalistes

Le principal trait qui se manifeste dans le procès de reproduction, c'est la reproduction des rapports capitalistes. La marchandise produite par l'ouvrier appartient non à lui, mais au capitaliste. L'ouvrier fabrique son produit comme capital, comme une force qui s'oppose à lui et le domine. Le procès de reproduction terminé, le capitaliste retrouve son capital accru du montant de la plus-value, et l'ouvrier en sort avec son salaire. Après

avoir consommé les moyens de subsistance, l'ouvrier reste de nouveau sans moyens d'existence et se voit dans la nécessité de vendre sa force de travail. Il reproduit sa force de travail comme une marchandise.

« Par sa propre réalisation, le procès de production capitaliste reproduit donc la séparation entre la force de travail et les conditions de travail. Il reproduit et éternise ainsi les conditions d'exploitation de l'ouvrier. Il force constamment l'ouvrier à vendre sa force de travail pour vivre et met constamment le capitaliste à même d'acheter cette force pour s'enrichir. En réalité, l'ouvrier appartient au capital bien avant de se vendre au capitaliste. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 27.)

Le procès de la reproduction simple reproduit les rapports de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire ceux de l'esclavage salarié, la reproduction élargie reproduit les conditions d'existence de plus en plus pénibles de la classe ouvrière.

2. La reproduction élargie

La reproduction élargie est la répétition du procès de production dans une proportion grandissante grâce à la transformation de la plus-value en capital. Prenons un capital de 6.000 francs se composant de 3.000 francs de capital constant et de 3.000 francs de capital variable. Avec le taux de la plus-value ou le degré d'exploitation de 100 %, la masse de la plus-value sera de 3.000 francs. Si le capitaliste ajoute au capital 2.000 francs sur les 3.000 de plus-value, le rapport entre le capital constant et le capital variable restant sans changement, il obtiendra un nouveau capital de 8.000 francs dont 4.000 de capital constant et 4.000 de capital variable. Le taux de la plus-value étant de 100 %, la masse de cette dernière montera à 4.000 francs. Avec la conversion d'une partie de cette plus-value en capital, on obtiendra un capital plus grand que 8.000 fr., lequel donnera à son tour une plus grande plus-value, etc. Il se produit l'accumulation du capital. *Plus grande est l'accumulation du capital, plus il crée de plus-value; plus il se crée de plus-value, plus grande est l'accumulation du capital.*

Le rapport entre le capital constant et le capital variable déterminé par le niveau technique de la production porte le nom de *composition organique du capital*. Avec l'augmentation du nombre des machines employées et de la quantité des matières premières transformées par un ouvrier, le capitaliste dépense relativement plus pour le capital constant et relativement moins pour le capital variable. Il se produit un accroissement de la composition organique du capital.

L'accumulation et la composition organique du capital

Examinons d'abord l'accumulation, lorsque la composition organique du capital reste la même (l'exemple que nous venons de citer). Cette accumulation avait lieu surtout au début de la production capitaliste où les machines n'étaient guère employées (la période des manufactures). Dans ces conditions, tout élargissement de la production impliquait l'accroissement du capital variable dans la même proportion que celui du capital constant. Mais cela signifiait que la croissance de la demande de main-d'œuvre était en somme proportionnelle à la croissance du capital.

« Il peut arriver que les besoins de l'accumulation du capital soient supérieurs à l'accroissement du nombre d'ouvriers, qu'on demande plus d'ouvriers qu'il ne s'en présente et que les salaires montent. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 73.)

Mais ce relèvement des salaires ne peut être que temporaire. Les salaires une fois augmentés, la plus-value diminue, les autres conditions étant égales. Si la diminution de la plus-value atteint des proportions importantes, l'accumulation diminuera d'autant. Mais la diminution de cette dernière conduit à la diminution de la demande de main-d'œuvre et par conséquent à celle des salaires.

On voit donc que le mouvement des salaires est subordonné aux nécessités de l'accumulation du capital même lorsque celle-ci a lieu sans aucun changement de la composition organique du capital. Le développement du capitalisme est rattaché d'une façon indissoluble à la *croissance* de la composition organique du capital. Dans le régime de la concurrence, la victoire appartient au capitaliste qui vend la marchandise au prix le plus bas. Aussi, chaque capitaliste cherche-t-il à baisser ses prix de revient; il a recours à la baisse des salaires et à l'introduction de nouvelles machines qui augmentent la productivité du travail. Mais cela implique la croissance de la composition organique du capital, c'est-à-dire l'augmentation de la part du capital constant dans l'ensemble du capital ou une croissance plus rapide du capital constant par rapport au capital variable.

Reprenons notre précédent exemple et supposons qu'ajoutant à son capital 2.000 fr. de plus-value accumulée, le capitaliste investisse dans le capital constant et dans le capital variable non pas 4.000 fr. pour chacun, mais 4.500 dans le capital constant et 3.500 dans le capital variable. L'un et l'autre auront subi une augmentation, mais le capital constant se sera accru plus rapidement que le capital variable. En admettant que le taux de la plus-value reste le même, soit 100 %, la masse de la plus-value montera à 3.500.

Mais avec l'accroissement de la composition organique du capital, la productivité du travail grandit, ce qui fait naître la production de la plus-value relative et la croissance du taux de la plus-value. Ce dernier subissant un accroissement de 50 % et atteignant le chiffre de 150 %, le capital variable de 3.500 créera une plus-value de 5.250 francs.

Plus vite augmente la composition organique du capital, plus rapidement s'accroît la productivité du travail et en même temps le taux et la masse de la plus-value. Mais si la plus-value s'accroît rapidement, l'accumulation du capital devient plus rapide, cette accumulation n'étant rien d'autre que la transformation de la plus-value en capital.

La croissance de la composition organique du capital accélère l'accumulation. Mais la croissance de celle-ci implique l'extension de la production, l'agrandissement de l'entreprise. Or, dans une grande entreprise il existe plus de possibilités d'appliquer de nouvelles machines, c'est-à-dire d'augmenter la composition organique du capital.

Le rythme accéléré de l'accumulation dû à la croissance de la composition organique du capital devient à son tour la cause de la croissance accélérée de la composition organique du capital, ce qui accélère encore l'accumulation, etc.

La loi de l'appropriation capitaliste

Même dans la reproduction simple tout capital se transforme tôt ou tard en plus-value accumulée. Mais dans la reproduction élargie, le capital supplémentaire représente, dès le début, la plus-value transformée en capital. C'est justement avec cette plus-value que le capitaliste paye la force de travail supplémentaire nouvellement achetée qui crée encore davantage de plus-value. Le capitaliste utilise le travail non payé comme moyen pour soutirer de nouveau du travail non payé.

L'appropriation par le capitaliste du travail non payé, loin de contredire les lois de l'échange des marchandises, découle au contraire de ces lois. L'ouvrier touche la valeur de sa force de travail et la plus-value qu'il a créée est appropriée par le capitaliste en vertu des lois de l'échange des marchandises : celui qui avait acheté la force de travail, devient maître de la valeur d'usage de cette unique marchandise qui possède la vertu de produire une valeur supérieure à la sienne. Primitivement, l'échange des équivalents est fondé sur un mode de production dans lequel le produit du travail appartient à son producteur. Cette appropriation reposait sur le travail du producteur lui-même, alors que l'appropriation capitaliste ne repose pas sur le travail personnel du capitaliste, mais constitue l'appropriation du travail non payé d'un autre.

« A l'origine, le droit de propriété nous apparaissait comme fondé sur le travail personnel. Actuellement, la propriété nous apparaît chez le capitaliste comme le droit de s'approprier sans payement le travail d'autrui ou le produit de ce travail; chez l'ouvrier comme l'impossibilité de s'approprier son propre produit. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 36.)

En s'appropriant (en vertu des lois de la circulation des marchandises) le travail d'autrui, le capitaliste obtient la possibilité d'exploiter plus d'ouvriers. Plus l'ouvrier produit de plus-value, plus il augmente le capital, c'est-à-dire qu'il produit lui-même dans une proportion croissante la force qui l'asservit et le domine. *L'accumulation du capital c'est l'exploitation et l'asservissement accentués de la classe ouvrière.*

La concentration et la centralisation du capital

L'accumulation du capital signifie en même temps la concentration. En général...

« Tout capital est une concentration plus ou moins grande des moyens de production avec le commandement correspondant d'une armée plus ou moins grande d'ouvriers. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 89.)

L'accumulation du capital signifie la croissance de cette concentration des moyens de production sociaux entre les mains de capitalistes individuels et de la domination du capital sur le travail. En d'autres termes, la concentration aggrave la contradiction fondamentale du capitalisme entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

L'accumulation du capital et la concentration qui s'y rattache sont suivies du procès de la *centralisation du capital*. Si la concentration s'opère par l'adjonction à l'ancien capital d'un capital nouveau, par la transformation de la plus-value en capital, c'est-à-dire par l'accumulation, *la centralisation c'est le groupement des capitaux individuels déjà existants entre les mains d'un nombre de moins en moins grand de capitalistes*.

Cela provient du fait que les capitalistes les plus faibles succombent dans la concurrence et que leurs entreprises passent entre les mains de capitalistes plus forts. La victoire reste à ceux qui ont concentré le plus de moyens de production et qui commandent « une plus grande armée ouvrière ». Par conséquent, sous ce rapport, la concentration est la base de la centralisation.

La centralisation du capital se produit également par le groupement de plusieurs capitaux en un capital commun, d'un groupe de capitalistes en une société par actions. Les participants des sociétés par actions deviennent les co-propriétaires de l'entreprise (sur les sociétés par actions, voir chapitre X). Il se crée donc une grosse entreprise dont la composition organique du capital est plus élevée. Ici, l'accumulation et la concentration se font plus rapidement. Donc, *la centralisation du capital, sans être par elle-même de l'accumulation (puisqu'elle est le groupement de capitaux existants) favorise l'accumulation et la concentration, la recrudescence de l'exploitation*.

La diminution relative du capital variable

L'accumulation par la croissance de la composition organique du capital et la centralisation qui lui est consécutive ont pour effet la diminution relative du nombre des ouvriers occupés. Pour s'en bien rendre compte, reprenons les exemples précédents.

Le capital de 6.000 francs qui se compose de 3.000 francs de capital variable et de 3.000 francs de capital constant, a produit une plus-value de 3.000 francs dont 2.000 sont convertis en capital. Supposons que la composition organique de l'ancien capital (6.000 francs) ne change pas, mais que la composition organique du capital additionnel change, que celui-ci se compose non de mille francs de capital constant et de mille francs de capital variable, mais mettons de 1.250 francs de capital constant et de 750 francs de capital variable. Cela veut dire que le capital additionnel de 2.000 francs occupe maintenant moins d'ouvriers que si sa composition organique restait inchangée. Le capital variable a subi un *accroissement absolu* (de 8.000 à 3.750 francs) mais il a subi une *décroissance relative* puisqu'il forme dorénavant une part moins grande de l'ensemble du capital (qui comprend 53 % de capital constant et 47 % de capital variable).

Lorsque les vieux moyens de production seront usés et remplacés par d'autres, ce remplacement se fera de manière que la composition organique de l'ancien capital se trouvera relevée. Admettons qu'il se décompose désormais en 3.250 francs de capital constant et en 2.750 francs de capital variable. Cela prouve qu'il occupe maintenant un *nombre moindre d'ouvriers* qu'auparavant. Le capital tout entier se composera désormais de 4.500 francs (3.250 fr. + 1.250 fr.) de capital constant et de 3.500 francs (2.750 fr. + 750 fr.) de capital variable. Ici, le capital variable s'accroît dans une proportion encore moindre que dans le cas où s'opère le relèvement de la composition organique du capital additionnel seulement.

« En augmentant d'étendue, de concentration et d'efficacité technique les moyens de production sont de moins en moins des moyens d'occupation de l'ouvrier... D'une part, le capital additionnel formé dans le cours de l'accumulation attire donc, proportionnellement à sa grandeur, des ouvriers de moins en moins nombreux. D'autre part, le capital ancien, périodiquement reproduit dans une composition nouvelle, repousse de plus en plus les ouvriers qu'il occupait autrefois. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 92-93.)

En produisant dans une proportion grandissante le capital, la classe ouvrière reproduit dans une proportion plus grande non seulement les moyens de son asservissement et de son oppression, mais aussi les moyens qui rendent superflues des quantités de plus en plus considérables d'ouvriers. C'est là l'une des lois les plus importantes du développement du capitalisme, loi qui est non seulement la conséquence, mais aussi la condition de ce développement et qui exerce une influence énorme sur la situation de la classe ouvrière en régime capitaliste.

3. La surpopulation relative. La loi générale de l'accumulation capitaliste

La surpopulation relative

La production capitaliste se développe d'une façon inégale, c'est pourquoi la croissance de la composition organique du capital et la formation d'un excédent de population ouvrière qui lui est consécutive s'opère d'une manière inégale. Dans telles branches et entreprises, les ouvriers sont évincés de la production, dans telles autres, on en embauche. Mais dans toutes les branches de la production capitaliste, il se forme une surpopulation relative, un excédent d'ouvriers privés de tout moyen d'existence.

« L'accumulation capitaliste produit constamment et proportionnellement à son énergie et à son étendue, une population ouvrière additionnelle dépassant les besoins moyens de la mise en valeur du capital... Avec l'accumulation du capital produite par elle-même, la population ouvrière produit donc, dans des proportions sans cesse croissantes, les moyens de la surpopulation relative. C'est là une loi de population particulière au mode de production capitaliste. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 94-97.)

Telle est la loi de la production capitaliste. La surpopulation ne provient pas des lois naturelles, mais du mode capitaliste de production : l'excédent de la population n'existe que par rapport aux besoins du capital, mais nullement par rapport aux moyens de production qui, eux, seraient capables d'occuper cet « excédent » de population et de produire ses moyens de subsistance.

L'économiste bourgeois anglais Malthus (1766-1834) a formulé une théorie en vertu de laquelle la pauvreté, la misère et le chômage sont conditionnés par les lois immuables de la nature. L'humanité se multiplierait plus rapidement que n'augmentent les moyens d'existence. Aussi, une partie de l'humanité serait-elle vouée à la famine de toute éternité. Malthus conseillait à la classe ouvrière de limiter les naissances. Selon lui, la surpopulation est une loi naturelle et non la loi du mode capitaliste de production.

Il suffit de regarder de près la réalité capitaliste pour se convaincre que la « loi de Malthus » est une absurdité complète. Ainsi, pendant les crises, la surpopulation relative prend des proportions particulièrement considérables. *D'un côté, nous avons* des fabriques qui ne fonctionnent pas, c'est-à-dire *que nous avons* un excédent de moyens de production, les marchandises *produites* ne trouvant pas de débouchés se détériorent et sont *même* détruites par les capitalistes, et, d'un autre côté, nous avons *des* armées de sans-travail privés de moyens d'existence et ne trouvant pas à *appliquer* leur force de travail.

« Les masses ouvrières manquent, pour en avoir trop produit, de moyens d'existence. » (F. Engels : *M. E. Dühring*, t. III, p. 39.)

En régime capitaliste, les moyens de production ne sont pas simplement des moyens de production, mais du capital; les marchandises y sont produites d'une façon capitaliste, elles renferment une quantité déterminée de *plus-value*. Avant d'être consommées, ces marchandises doivent être converties en argent pour apporter aux capitalistes la plus-value qui y est renfermée. C'est à cette seule condition que les moyens de production peuvent fonctionner comme capital.

« Tel un spectre, entre eux [les moyens de production] et les travailleurs, se dresse la nécessité, pour les moyens de production et d'existence, de revêtir la qualité de « capital ». Elle seule empêche la conjonction des facteurs matériels et des facteurs personnels de la production; elle seule interdit aux moyens de production de fonctionner, aux travailleurs de travailler et de vivre. » (F. Engels : *M. E. Dühring*, t. III, p. 41.)

Donc la surpopulation relative existe parce qu'il existe le capitalisme. Avec l'abolition de ce dernier, la surpopulation relative est appelée à disparaître. La meilleure preuve en est l'exemple de l'U. R. S. S. où le chômage est liquidé définitivement.

Les formes de la surpopulation relative

Il existe trois formes de surpopulation relative.

La première forme c'est la surpopulation flottante. Elle comprend les ouvriers temporairement sans travail, évincés d'une entreprise *pu* d'une branche de travail et qui, après un certain laps de temps, reprennent le travail dans une autre entreprise ou branche de production. A mesure du développement du capitalisme, le nombre des

ouvriers absorbés dans l'industrie dépasse celui évincé de la production. Néanmoins, en dépit de l'accroissement général du nombre des ouvriers occupés, une masse d'ouvriers en excédent existe continuellement, même dans les périodes d'essor industriel, seulement sa composition change : tels ouvriers en sortent, tels autres y entrent. C'est pourquoi Marx appelle cette forme la surpopulation flottante. Les jeunes ouvriers sont rangés dans cette forme de surpopulation relative. Dans une grande production capitaliste mécanisée, il faut toujours un grand nombre de jeunes gens qui ne sont nécessaires ici que jusqu'à leur majorité. Une fois majeurs, ils sont mis hors de l'entreprise et restent sans travail en attendant de se placer ailleurs. La surpopulation flottante (le chômage au sens étroit du terme) s'aggrave surtout lors des crises. Mais elle existe toujours. Voici les données pour l'Allemagne concernant le pourcentage des sans-travail syndiqués (il faut considérer que les syndicats sont loin de grouper tous les ouvriers et que le chômage sévit le plus intensément parmi les ouvriers non-syndiqués) :

Années	% des chômeurs	Années	% des chômeurs
1904	2,0	1910	1,9
1905	1,6	1911	1,9
1906	1,1	1912	2,0
1907	1,4	1913	2,9
1908	2,9	1914	7,7
1909	2,8		

Telle était la situation dans tous les pays capitalistes. Mais ce n'est qu'après la guerre que le chômage prit des proportions particulièrement menaçantes en connexion avec la crise générale du capitalisme. Ainsi, en Allemagne, le pourcentage des chômeurs n'est jamais descendu depuis la guerre au-dessous de 6-7 % et a atteint, en 1932, 45 % sans compter les chômeurs partiels et les membres des familles de chômeurs. En Angleterre, avant la guerre, le nombre des chômeurs était de 1 à 2 % aux années d'essor industriel et de 6 à 9 % aux années de crise; depuis la guerre, il n'est jamais descendu au-dessous de 7 et a atteint, en 1933, le chiffre de 47 %. Aux Etats-Unis, avant la guerre, les chômeurs représentaient de 1 à 3 % aux années d'essor et de 8 à 9 % aux années de crise; après la guerre, aux années d'essor, le pourcentage était de 8 à 9 % et en 1932 atteignait le chiffre de 40 %.

En 1933, suivant les données de statistiques bourgeoises, le nombre des chômeurs dans le monde entier était de 30 millions. Mais si l'on tient compte de ce que les données officielles des statistiques bourgeoises diminuent le chiffre véritable des chômeurs et que dans beaucoup de pays il n'existe pas de statistiques de chômage, nous arrivons à la conclusion qu'en 1933 il y avait, dans tout le monde capitaliste, beaucoup plus de 30 millions de chômeurs.

Au cours des années 1933-34, dans une série de pays capitalistes s'est produit un certain accroissement de la production, mais cela n'a pas amené une diminution notable du chômage. Cet accroissement de la production est dû surtout à une augmentation de l'intensité du travail. Ainsi, par exemple, suivant les données statistiques officielles, la production industrielle aux Etats-Unis, en 1933, s'est accrue de 20 %, par rapport à la production de 1932, mais le pourcentage des ouvriers occupés, au cours de cette période, s'est accru seulement de 6,5 %.

Dans le dernier chapitre du présent ouvrage, nous reviendrons encore sur la question du caractère et de la portée du chômage d'après-guerre. Pour le moment, nous nous bornerons à noter que les dimensions formidables de ce chômage ne permettent pas de conclure qu'il n'est consécutif qu'aux crises. Tous les chiffres donnés plus haut attestent que *le chômage existe toujours dans les conditions du capitalisme, bien que ses proportions varient.*

La deuxième forme de la surpopulation relative, c'est la surpopulation latente. Les ouvriers salariés de l'agriculture font partie de ce groupe. A la différence de l'industrie, dans l'agriculture, l'accumulation du capital sur la base de la croissance de sa composition organique entraîne toujours une diminution absolue de capital variable et, partant, des ouvriers occupés. En outre, la campagne fournit sans cesse des masses considérables de paysans *ruinés*. Toute cette multitude d'ouvriers agricoles et de paysans ruinés est obligée de se contenter d'un salaire de famine et entre dans l'industrie dès que l'occasion se présente.

La troisième forme de la surpopulation relative c'est la surpopulation stagnante. Ce sont des ouvriers privés de travail et qui vivent tant bien que mal en travaillant irrégulièrement. A cette catégorie appartiennent entre autres les ouvriers travaillant à domicile pour les fabriques et les grands magasins.

« Elle fournit au capital un réservoir inépuisable de force de travail disponible... Elle est caractérisée par un maximum de temps de travail et un minimum de salaires. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 113.)

Cette forme de surpopulation relative comprend ce qu'on appelle le *lumpen-prolétariat*, le prolétariat en haillons, les vagabonds, criminels, prostituées, dévoyés, misérables, infirmes, victimes d'accidents de travail, malades, veuves d'ouvriers, orphelins, enfants de tous ces malheureux plongés dans une misère inextricable.

« Le paupérisme constitue l'hôtel des invalides de l'armée active des travailleurs et le poids mort de l'armée de réserve industrielles. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 114.)

La loi générale de l'accumulation capitaliste

Cette masse de prolétaires, quelle que soit la forme de cette surpopulation, flottante, latente, stagnante, constitue l'excédent de la population en régime capitaliste, la surpopulation relative. *Conséquence du mode capitaliste de production, la surpopulation relative devient à son tour la condition de l'existence et du développement du capitalisme.* Le développement de ce dernier se produit par l'extension inégale de la production. Un tel développement serait impossible, si l'extension de la production se heurtait chaque fois au manque de main-d'œuvre. En créant la surpopulation relative, le capitalisme crée par là même *une réserve* de main-d'œuvre perpétuellement en quête de travail. C'est pourquoi Marx appelle la surpopulation relative *l'armée industrielle de réserve*.

« L'excédent de la population, supplément nécessaire à l'excédent de la production, est l'attribut indispensable de l'économie capitaliste sans lequel elle ne pourrait ni exister ni se développer. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome II, p. 47, édition russe.)

Plus le capitalisme se développe et plus doit être grande l'armée de réserve.

« La grandeur relative de l'armée de réserve industrielle croît donc avec les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve est nombreuse par rapport à l'armée active des travailleurs, et plus est grande la surpopulation consolidée dont la misère est en raison inverse de son travail. Enfin, plus est grande la couche misérable de la classe ouvrière et l'armée de réserve industrielle, et plus est considérable le paupérisme officiel. *Telle est la loi absolue générale de l'accumulation capitaliste.* » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 115.)

4. L'appauvrissement de la classe ouvrière

La situation de la classe ouvrière en régime capitaliste est déterminée par l'essence même du régime. L'ouvrier n'est libre que formellement, ce n'est que formellement qu'il bénéficie de droits égaux à ceux du capitaliste. Pratiquement, cette « liberté » de l'ouvrier ne fait que masquer son esclavage. Le fait que l'ouvrier est dépourvu de moyens de production le transforme en un esclave salarié du capitaliste, propriétaire des moyens de production. En régime capitaliste, l'ouvrier n'a le droit de vivre que dans la mesure où il produit la plus-value pour le capitaliste, dans la mesure où il est un objet d'exploitation.

« Aussi, dès que l'idée vient au capital — nécessairement ou arbitrairement — de n'exister plus pour l'ouvrier, il [l'ouvrier] n'existe plus pour soi, il n'a aucun travail, par conséquent aucun salaire, et puisqu'il existe non *comme homme*, mais *comme ouvrier*, il peut se laisser enterrer, mourir de faim, etc. » (K. Marx : *Manuscrits économiques et philosophiques*, 1844, p. 97, édition allemande.)

Puisque, en régime capitaliste, la classe ouvrière est privée de conditions humaines d'existence, elle vit dans la *misère*.

« La misère — dit Marx — découle de la nature même du travail moderne. » (K. Marx : *Manuscrits économiques et philosophiques*, 1844, p. 45, édition allemande.)

La société capitaliste est donc une société basée sur la misère. Plus le capitalisme se développe et plus grandit la misère de la classe ouvrière, plus forte est sa paupérisation.

« Le système du travail salarié est donc bien un système d'esclavage et, en vérité, un esclavage d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, quel que soit le salaire, bon ou mauvais, que reçoit l'ouvrier. » (K. Marx et F. Engels : *Critiques des programmes...*, p. 30.)

La misère de la classe ouvrière en régime capitaliste découle du fait qu'elle est privée de moyens de production. Cette situation du prolétariat conditionne la baisse de son niveau de vie. Au fur et à mesure du développement du capitalisme, l'ouvrier satisfait de moins en moins ses besoins.

La classe ouvrière ne peut mettre un terme à la paupérisation que par la voie révolutionnaire. C'est parce que Marx a déduit de l'analyse du régime capitaliste et de l'analyse de la situation de la classe ouvrière la nécessité de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, que la bourgeoisie et ses valets cherchent, par tous les moyens, à démentir la doctrine marxiste de la paupérisation des masses en régime capitaliste.

Critique de la théorie réformiste de l'accumulation capitaliste

Lorsque, au XIX^e siècle, s'accrut la lutte de classe, lorsque la doctrine de Marx commença à gagner la classe ouvrière et lorsque s'accrut la force d'organisation du prolétariat, la bourgeoisie fut contrainte de consentir quelques mesures d'assurance sociale, de protection du travail, etc. Ce faisant, la bourgeoisie cherchait à endiguer le mouvement révolutionnaire en jetant quelques aumônes à la classe ouvrière. Il surgit alors un grand nombre de savants bourgeois qui se sont attachés à démontrer de mille manières que l'on peut, par des réformes, améliorer la situation de la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste.

Le propagateur de cette influence bourgeoise dans la classe ouvrière fut le réformisme dont le fondateur théorique, Bernstein, prit, à la fin du siècle dernier, position contre la théorie marxiste de la paupérisation des masses. Bernstein affirmait que les différences de situation entre la bourgeoisie et le prolétariat diminuent, que la part de la classe ouvrière dans le total du revenu national grandit avec le développement du capitalisme. Donc, il ne faut pas de révolution; on peut, par des réformes graduelles, arriver à améliorer d'une façon radicale la situation de la classe ouvrière, en régime capitaliste.

Les théoriciens social-démocrates contemporains *nie*nt l'inévitabilité du chômage et de la misère en régime capitaliste. Ainsi, Braunthal, que nous avons déjà rencontré plus haut, écrit :

« En somme, parallèlement à la croissance de l'offre de main-d'œuvre, la demande grandit aussi en proportion. »

Mais dès l'instant que l'on peut abolir le chômage, la misère et la famine en régime capitaliste, à quoi bon le socialisme ? Il est totalement inutile.

Kautsky, qui avait pris position contre Bernstein (et qui d'ailleurs déclare *aujourd'hui* que cette position inconséquente contre Bernstein fut une erreur) affirmait que la situation de la classe ouvrière en régime capitaliste s'aggravait relativement, mais non absolument. Il se basait sur la croissance des salaires à la fin du XIX^e siècle. La part du salaire dans l'ensemble du revenu national tombe, soit, mais sa grandeur absolue monte; il augmente plus lentement que les revenus des capitalistes, oui, mais il augmente tout de même. La situation de la classe ouvrière s'améliore d'une façon absolue, mais le fossé entre le prolétariat et la bourgeoisie augmente. D'après Kautsky, la classe ouvrière s'appauvrit non d'une façon absolue mais d'une façon relative.

Par sa théorie de l'appauvrissement relatif, Kautsky, déjà avant la guerre, était, au fond, arrivé au même point de vue réformiste que Bernstein. Car si le capitalisme peut assurer l'amélioration absolue de la situation de la classe ouvrière, ce n'est donc plus le marxisme révolutionnaire, mais le réformisme qui a finalement raison. Certes les revenus des capitalistes s'accroissent plus vite que ceux des ouvriers, mais du moment que les revenus ouvriers croissent, la classe ouvrière doit-elle s'occuper des revenus capitalistes qui augmentent à un rythme plus accéléré ? Bien au contraire, l'accroissement des revenus capitalistes est la condition de la croissance des salaires. Il ne faut pas renverser le capitalisme, on peut arriver par des réformes à améliorer peu à peu la situation de la classe ouvrière dans le cadre du régime capitaliste. Telle est la conclusion qui découle en toute logique de la théorie de l'appauvrissement relatif. Cette théorie de Kautsky est en réalité la négation de l'appauvrissement en général. Et ce n'est pas par hasard qu'aujourd'hui Kautsky nie même l'appauvrissement relatif de la classe ouvrière. Dans ses derniers ouvrages, il affirme catégoriquement que le capitalisme est intéressé au relèvement du bien-être matériel et culturel de la classe ouvrière. Ce n'est pas par hasard que Kautsky est aujourd'hui un des défenseurs les plus farouches du capitalisme et un ennemi acharné de l'Union soviétique.

Cette théorie réformiste qui nie l'appauvrissement absolu de la classe ouvrière en régime capitaliste, a trouvé sa répercussion dans la théorie et dans la pratique de l'opportunisme. Ainsi, le camarade Boukharine croyait que, dans les pays impérialistes, la situation de la classe ouvrière s'améliorait, seulement aux dépens des colonies. D'après Boukharine, l'appauvrissement absolu se produit à l'échelle mondiale, mais dans les principaux pays capitalistes, le prolétariat ne s'appauvrit que d'une façon relative. On rencontre parfois l'opinion que, dans les pays capitalistes, l'appauvrissement absolu de la classe ouvrière n'a commencé que depuis la fin de la guerre, ou tout au moins depuis la période impérialiste, mais qu'avant la guerre ou avant la période de l'impérialisme, au XIX^e siècle, il n'y avait qu'un appauvrissement relatif.

Au fond, toutes ces conceptions constituent, sous une forme ou l'autre, une justification de la théorie de Kautsky de l'appauvrissement relatif. En raison de l'importance décisive de cette question pour déterminer les objectifs et les tâches de la lutte de classe du prolétariat, il nous faut l'étudier en détail.

Le niveau de vie de la classe ouvrière

Les adversaires de Marx réduisent le problème de la situation de la classe ouvrière en régime capitaliste à la question de son niveau de vie et ils mesurent le niveau de vie par le montant du salaire. Ils affirment qu'une amélioration radicale de la situation de la classe ouvrière est possible en régime capitaliste.

C'est là une conception foncièrement fautive, apologétique.

Premièrement, le niveau de vie de l'ouvrier, le degré de satisfaction de ses besoins, sont déterminés par la situation de la classe ouvrière et non le contraire. Que le niveau de vie du prolétariat soit plus élevé ou plus bas à tel ou tel moment, sa situation de classe n'en changera pas.

Deuxièmement, le montant du salaire est un des facteurs qui déterminent le niveau de la vie des ouvriers occupés. Or, lorsque nous parlons du niveau de vie de la classe ouvrière dans son ensemble, il faut voir aussi la situation de la masse des chômeurs. A mesure du développement du capitalisme, l'armée de réserve augmente. Une masse de plus en plus grande de travailleurs est privée de tout moyen de subsistance. La croissance de l'armée de réserve aggrave aussi la situation des ouvriers occupés, car plus les chômeurs sont nombreux et plus il est facile à la bourgeoisie d'abaisser les salaires et de prolonger la journée de travail.

Troisièmement, le niveau de vie des ouvriers occupés n'est pas déterminé seulement par le montant des salaires. Le salaire, c'est ce que l'ouvrier reçoit du capitaliste. Or, pour définir le niveau de vie de l'ouvrier, il importe aussi de savoir combien l'ouvrier *donne* au capitaliste, dans quelle proportion il dépense sa force de travail.

Pour juger du niveau de vie de la partie occupée de la classe ouvrière, il est nécessaire de tenir compte non seulement du montant des salaires, mais encore de la durée de la journée de travail, de l'intensité du travail, des maladies et de la mortalité, de la croissance des accidents de travail, des conditions du logement, etc. Réduire la question du niveau de vie de la classe ouvrière à celle du montant du salaire en faisant abstraction des autres facteurs — c'est enjoliver la situation de la classe ouvrière.

La baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail

Lors de la baisse des salaires réels, l'aggravation absolue de la situation de la classe ouvrière est évidente. Mais la baisse absolue du niveau de vie a lieu également lors de la croissance des salaires réels, quand cette croissance retarde sur celle de la dépense de la force de travail et celle des besoins qui s'y rattache, quand le salaire tombe au-dessous de la valeur de la force de travail.

Un des plus importants facteurs occasionnant la baisse des salaires au-dessous de la valeur de la force de travail, c'est la surpopulation relative.

Les prix de toutes les marchandises oscillent autour de leur valeur suivant le rapport de l'offre et de la demande (voir chapitre II), si bien qu'en somme le niveau moyen des prix coïncide avec la valeur. Mais pour la marchandise « force de travail » la présence d'une armée de réserve signifie qu'il existe toujours un excédent d'offre de main-d'œuvre sur la demande.

« La surpopulation relative sert donc de pivot à la loi de l'offre et de la demande du travail. Elle force cette loi à se mouvoir dans les limites qui conviennent absolument au désir d'exploitation et de domination qui anime le capital. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 107.)

C'est pourquoi le salaire tend constamment à tomber au-dessous de la valeur de la force de travail.

Le rapport entre le salaire et la valeur de la force de travail est aussi influencé par le procès même de la production. La prolongation du temps de travail au delà de certaines limites aboutit, comme nous l'avons déjà montré au chapitre précédent, à la baisse des salaires au-dessous de la valeur de la force de travail.

L'augmentation de l'intensité du travail est d'une grande importance. Se heurtant à l'impossibilité de prolonger la journée de travail, les capitalistes augmentent la quantité du travail soutiré à la classe ouvrière en accentuant l'intensité de ce travail. Ils y parviennent en introduisant le système du travail aux pièces, et en perfectionnant les machines.

« La machine devient, entre les mains du Capital, le moyen objectif et systématiquement employé d'extorquer plus de travail dans le même temps. Cela se fait de deux façons : en augmentant la vitesse des machines et en élargissant le champ de travail de chaque ouvrier chargé de surveiller un plus grand nombre de machines. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 67.)

Le développement de la technique est accompagné en régime capitaliste de la croissance de l'intensité du travail

Mais la prolongation de la journée de travail et en particulier la croissance de l'intensité signifient une dépense accrue de la force de travail; l'ouvrier dépensant dans une journée de travail plus que la force de travail journalière tout en recevant un salaire qui suffit à peine à restaurer la force de travail d'un seul jour, cela veut dire que ce salaire tombe au-dessous de la valeur de la force de travail. Ce qui a pour effet d'user l'organisme de l'ouvrier et d'avancer sa mort.

« La consommation de la force de travail par le capital est tellement rapide qu'un ouvrier d'âge moyen est plus ou moins usé... C'est précisément chez les ouvriers de la grande industrie que nous rencontrons le moins de longévité... Donc les générations ouvrières doivent se succéder rapidement. Cette loi ne s'applique pas aux autres classes de la population. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 111.)

La réduction de la durée moyenne de la vie des ouvriers, qui, d'après Marx, est une loi du capitalisme, prouve qu'à mesure du développement du capitalisme, la classe ouvrière ne récupère pas d'une façon systématique sa force de travail. Rappelons-nous les paroles ci-dessus citées de Lénine disant que la rétribution de la force de travail à sa valeur est seulement « l'idéal » du capitalisme, mais nullement sa réalité. Lénine dit, dans un autre passage :

« Les salaires ouvriers, même à la suite d'une grève des plus tenace et des mieux réussie pour les ouvriers, s'accroissent beaucoup plus lentement que les dépenses nécessaires à la reproduction de la force de travail. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XVI, p. 212, édition russe.)

Toute augmentation des salaires est le résultat de la lutte de la classe ouvrière.

« 99 fois sur 100, une lutte pour une augmentation des salaires ne fait que suivre des modifications antérieures, elle est le résultat nécessaire des fluctuations préalables dans la quantité de production, dans la force productive du travail, dans la valeur de la force de travail, dans la valeur de l'argent, dans l'étendue ou l'intensité du travail pressuré, dans les oscillations des prix du marché qui dépendent des oscillations de l'offre et de la demande et qui se produisent conformément aux diverses phases du cycle industriel; bref, ce sont autant de réactions des ouvriers contre les actions antérieures du capital. » (K. Marx : *Travail salarié...* p. 143-144.)

En d'autres termes, l'augmentation des salaires est toujours précédée d'un écart accentué entre le salaire et la valeur de la force de travail.

En régime capitaliste, toute augmentation des salaires n'est qu'une amélioration passagère de la situation de la classe ouvrière, car aussitôt après l'augmentation des salaires vient le relèvement de l'intensité du travail ou l'accroissement des prix des moyens de subsistance ou d'autres facteurs qui augmentent de nouveau l'écart entre le salaire et la valeur de la force de travail. Lorsque avec l'augmentation de l'intensité du travail (ce relèvement

est une loi du capitalisme) coïncide une augmentation des salaires, cette dernière n'est qu'une amélioration apparente de la situation des ouvriers. En réalité, elle *voile* la situation aggravée de la classe ouvrière et la baisse de son niveau de vie. De même que la forme du salaire dissimule l'esclavage salarié et crée une illusion de liberté et d'égalité, de même l'augmentation des salaires dissimule le plus souvent une aggravation de la situation de la classe ouvrière. Cette illusion est entretenue par l'aristocratie ouvrière dont la situation s'améliore réellement aux dépens de la masse des travailleurs.

Le mouvement du salaire

Nous avons étudié les conditions dans lesquelles a lieu l'augmentation des salaires et sa signification réelle. La tendance fondamentale du développement capitaliste c'est la baisse des salaires au-dessous de la valeur de la force de travail. Voyons maintenant le mouvement des salaires eux-mêmes : subissent-ils un relèvement ou une baisse avec le développement du capitalisme ?

Les données statistiques relatives au mouvement des salaires sont rares et celles qui existent reflètent inexactement le mouvement véritable des salaires. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, il n'y avait pas de statistique systématique des salaires; les données se rapportant au XIX^e siècle portent un caractère fragmentaire et fortuit. Depuis la fin du siècle passé, il existe une statistique plus ou moins régulière des salaires, mais c'est une statistique bourgeoise. La bourgeoisie a intérêt à embellir la situation de la classe ouvrière et pour cette raison, la statistique bourgeoise est faite de manière à présenter le niveau des salaires sous le jour le plus favorable.

Dans la plupart des pays capitalistes, les statistiques officielles enregistrent principalement le salaire des couches ouvrières les mieux rétribuées. Il en est de même de la statistique des syndicats qui, dans les pays capitalistes, groupent la minorité la mieux rémunérée de la classe ouvrière. Le mouvement des salaires des grandes couches ouvrières les moins bien payées reste en marge de la statistique.

Dans la plupart des cas, la statistique enregistre le salaire selon les tarifs. Or, le salaire réel est souvent au-dessous du taux officiel, surtout quand l'ouvrier fait la semaine incomplète ou quand il est pendant une partie de l'année totalement privé de travail. Comme la statistique montre seulement le salaire que l'ouvrier touche pendant qu'il travaille, sans faire entrer en ligne de compte le chômage, le tableau obtenu accuse un niveau des salaires plus élevé. Ainsi, en Angleterre, d'après les données officielles, le salaire moyen nominal s'est accru de 85 %, de 1900 à 1929. Ceci sans tenir compte du chômage. Mais, si l'on tient compte que pendant cette période, le chômage s'est accru de 2,5 à 10,6 %, on comprend que l'augmentation véritable des salaires *nominaux* est non de 85 %, mais de 69,6 %.

La statistique bourgeoise se spécialise surtout dans la falsification des données relatives aux salaires réels, c'est-à-dire aux salaires exprimés en moyens d'existence de la classe ouvrière. Cependant elle ne parvient pas à dissimuler la baisse des salaires. Ainsi on verra qu'en Angleterre, si l'on tient compte de la hausse des prix des objets de première nécessité, le salaire réel, pendant la période 1900-1929, loin d'augmenter, a baissé de 5,7 %.

Ces réserves concernant la statistique bourgeoise des salaires doivent être prises en considération lors de l'étude des données suivantes concernant les salaires.

Pour la deuxième moitié du XIX^e siècle, la statistique accuse un bilan d'augmentation des salaires.

En Allemagne, le salaire journalier nominal des mineurs de la Ruhr s'est accru de 72 % entre 1871 et 1900; le salaire horaire des maçons de la ville de Dresde, de 105 %; le salaire hebdomadaire des imprimeurs de Berlin est resté sans changement. Toutes ces données sans considérer le chômage. Pendant cette période, les prix des moyens d'existence ont évolué d'une façon inégale, le prix du blé a baissé, celui des pommes de terre est resté invariable, la viande a subi une hausse de 30 %, le loyer s'est accru rapidement. Si bien qu'il faut admettre que le salaire réel a beaucoup moins augmenté que le salaire nominal.

Mais, d'autre part, l'intensité du travail a subi un relèvement considérable. Ainsi, la production annuelle de fonte par ouvrier était, en 1812, de 100 tonnes; en 1901, de 254 tonnes, soit un accroissement de 154 %. Une partie de cet accroissement doit être attribuée à l'augmentation de la productivité, une partie à l'augmentation de l'intensité du travail. L'industrie textile accuse aussi une augmentation dans l'intensité du travail : en 1865, il y avait, dans l'industrie cotonnière, pour 1.000 fuseaux, 13 ouvriers; en 1895, 6,3 ouvriers. En 1870, un ouvrier desservait un métier à tisser, en 1901 déjà de 2 à 4 métiers.

L'augmentation des salaires qui a eu lieu, d'après les données officielles, dans le deuxième tiers du XIX^e siècle, a été achetée au prix de l'augmentation de l'intensité du travail. Si l'on considère que ces données sont exagérées et qu'elles n'englobent pas toute la classe ouvrière, il faut conclure que la situation de la classe ouvrière, loin de s'améliorer, a subi une aggravation absolue.

D'après les calculs de l'économiste bourgeois Sombart, en Angleterre, le salaire réel a augmenté de 32 % de 1870 à 1899 et d'après les données d'un autre économiste bourgeois, le professeur Bowley, ce salaire aurait subi une hausse de 66 %. Cette différence considérable montre la qualité de la statistique bourgeoise des salaires. Quelle a été la portée véritable de cette augmentation des salaires ? La croissance de l'intensité du travail le montre encore une fois. En Angleterre, en 1850, il y avait 7,5 ouvriers pour mille fuseaux, et, en 1885, 3 ouvriers seulement.

Engels, qui a vécu en Angleterre et qui a étudié de la façon la plus minutieuse la situation de la classe ouvrière anglaise, a écrit, en 1845, son livre *la Situation des classes laborieuses en Angleterre*, dans lequel il a brossé le tableau de la misère effroyable dans laquelle végétait la classe ouvrière anglaise. 40 années après, en 1885, dans la préface à une nouvelle édition du livre, Engels écrit que, au cours de ces quarante ans, il s'est produit une amélioration de la situation des couches supérieures seulement de la classe ouvrière, de l'aristocratie ouvrière.

« Mais en ce qui touche la grande masse des ouvriers, le niveau de leur misère et de leur insécurité d'existence reste aujourd'hui, pour eux, aussi bas si ce n'est plus bas que jamais. » (F. Engels : *la Situation des classes laborieuses en Angleterre*, tome I, p. 32. Edition Costes, Paris, 1933.)

Au XX^e siècle, le capitalisme étant entré dans son stade suprême, l'impérialisme, même les économistes et les statisticiens bourgeois constatent une baisse générale des salaires. Cette baisse est due d'une part à la hausse des prix des moyens de subsistance provoquée par les monopoles, et, de l'autre, à l'offensive organisée du patronat contre les salaires. Ainsi, en Allemagne, le salaire réel des mineurs de la Ruhr (le chômage n'entrant pas en ligne de compte) a baissé de 18,5 % de 1900 à 1912, ceci aux années du plus grand essor de l'industrie allemande. Pendant la période 1913-1922, le salaire réel des ouvriers qualifiés (le chômage entrant en ligne de compte) a baissé de 13 % et celui des ouvriers non qualifiés est monté de 1,5 %. En considérant que pendant cette période eut lieu la guerre mondiale, qui a provoqué une baisse énorme du niveau de vie de la classe ouvrière ainsi que la rationalisation avec son gaspillage de la force de travail et le chômage, on comprendra que le XX^e siècle marque une aggravation croissante de la situation de la classe ouvrière.

En Angleterre, le salaire réel a baissé de 5,7 % de 1900 à 1929. En France, de 17,8 % de 1911 à 1929. Aux Etats-Unis, entre 1914 et 1928, les salaires sont montés de 24 %. Mais pour savoir ce que vaut cette augmentation des salaires, il faut savoir qu'en 1928 le salaire moyen de l'ouvrier américain consistait en 56 % de ce qu'il fallait pour l'existence d'une famille ouvrière.

La baisse des salaires, la plus forte, sans précédent dans l'histoire du capitalisme a lieu depuis *la crise économique mondiale*. La baisse du niveau de vie de la classe ouvrière dans tous les pays capitalistes a pris des dimensions catastrophiques.

Le total des salaires payés en Allemagne était en 1929 de 45 milliards et en 1933 de 35 milliards de marks. Aux Etats-Unis, de 53 milliards de dollars en 1929 et en 1932 de 28 milliards seulement. Cette baisse énorme est observée dans tous les pays capitalistes.

Au cours des années 1933-34, en dépit de l'accroissement de la production par rapport à 1932, il ne s'est pas produit d'accroissement notable des salaires. Dans une série de pays, les salaires n'ont pas du tout augmenté au cours de ces derniers 2-3 ans. *D'autre part*, la situation de la classe ouvrière a extraordinairement empiré dans les pays à dictature fasciste, surtout en Allemagne, où le salaire horaire réel a diminué de 19 % par rapport à 1932. Le salaire moyen de la majorité des ouvriers allemands se rapproche du montant des secours que touchaient les chômeurs avant l'arrivée du fascisme au pouvoir.

Parallèlement à la baisse des salaires on constate une augmentation de l'intensité du travail. Le chômage englobe des dizaines de millions d'hommes. La misère, la famine, le froid, les maladies, la mortalité, les suicides, tel est le dernier mot du capitalisme, qui confirme avec éclat la loi générale de l'accumulation capitaliste.

La loi de la paupérisation absolue de la classe ouvrière en régime capitaliste

Le niveau de vie de la classe ouvrière est déterminé non seulement par le salaire et son rapport à la valeur de la force de travail, mais encore par l'ensemble de la situation de l'ouvrier dans le procès même de la production. La transformation de l'ouvrier en appendice de la machine, l'absence de tout attrait du travail qui tue les capacités intellectuelles de l'ouvrier, l'exploitation de la main-d'œuvre féminine et enfantine et la déchéance physique qui en résulte — tout cela aggrave la situation de la classe ouvrière. L'armée de réserve croissante rend précaire la situation des ouvriers occupés, crée l'incertitude du lendemain. Voilà pourquoi Marx dit que :

« A mesure que l'accumulation du capital s'opère, la situation de l'ouvrier, qu'il gagne peu ou beaucoup, ne peut donc qu'empirer... L'accumulation de la richesse à un pôle signifie donc l'accumulation, au pôle opposé, de misère, de souffrances, d'esclavage, d'ignorance, d'abrutissement et de dégradation morale chez la classe dont le produit constitue le capital. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 116-117.)

« L'ouvrier s'appauvrit d'une façon absolue, c'est-à-dire devient de plus en plus pauvre, vit de plus en plus mal, se nourrit de plus en plus maigrement, se prive de plus en plus et est obligé d'habiter des mansardes et des sous-sols. » (V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, tome XVI, p. 212. (Edit. russe.).)

L'appauvrissement absolu est la loi générale du capitalisme et non d'une de ses périodes seulement. Au XIX^e siècle comme au XX^e, l'appauvrissement de la classe ouvrière était non seulement relatif, mais absolu. Au XX^e siècle en général et depuis la guerre en particulier, il s'est considérablement accentué, pour atteindre des proportions incroyables pendant la dernière crise économique mondiale. Mais cela ne veut pas dire qu'au XIX^e siècle, il n'était que relatif. Parlant du dernier tiers du XIX^e siècle et du commencement du XX^e, Lénine l'appelle la période

« ... de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XVIII, p. 91. (Edit. russe.).)

Or, ce fut justement pendant le dernier tiers du XIX^e siècle que se produisit l'augmentation des salaires.

Il va de soi que l'appauvrissement de la classe ouvrière se produit d'une façon inégale, le développement du capitalisme étant lui aussi inégal. L'appauvrissement tantôt se ralentit, tantôt s'accroît. Une amélioration passagère dans la situation de la classe ouvrière ne modifie pas la direction générale du mouvement.

La lutte économique et la lutte politique

Mais dans ce cas, me dira-t-on, la lutte de la classe ouvrière pour des améliorations partielles de sa situation en régime capitaliste — lutte pour l'augmentation des salaires, pour la limitation de la journée de travail, pour la protection du travail, etc. — n'a pas de raison d'être. Mieux vaut renoncer à la lutte économique et s'engager dans la lutte directe pour le renversement du capitalisme.

« Est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à sa résistance contre les empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter quelque amélioration à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques auxquels on ne pourrait plus du tout venir en aide... Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. » (K. Marx : *Travail salarié...* p. 150-151.)

Sans une lutte de tous les jours contre toutes les mesures qui tendent à aggraver la situation de la classe ouvrière, celle-ci ne pourra pas mobiliser et organiser ses forces pour renverser le capitalisme. Mais la lutte économique *seule*, la renonciation à la lutte politique, *ne serait* d'aucune utilité à la classe ouvrière.

« Les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. » (K. Marx : *Travail salarié...* p. 150-151.)

Renoncer à la lutte politique conduit au renforcement du Capital et de l'oppression, le refus de mener la lutte politique équivalant au refus de renverser le capitalisme.

Lénine développa la doctrine de Marx de la concentration du capital et de l'appauvrissement de la classe ouvrière, et montra, en s'appuyant sur une abondante documentation de la période de l'impérialisme, la croissance de l'appauvrissement absolu de la classe ouvrière en régime capitaliste. Il mena une lutte implacable contre la limitation des tâches de la classe ouvrière à la seule lutte économique et contre le dédain et la sous-estimation de la lutte économique. Il a subordonné les rapports de la lutte économique et de la lutte politique aux tâches générales de la lutte du prolétariat pour le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire aux tâches stratégiques et tactiques essentielles de la révolution prolétarienne. L'appauvrissement absolu croissant de la classe ouvrière en régime capitaliste souligne la contradiction de plus en plus accentuée entre la production sociale et l'appropriation capitaliste, entre les forces productives sociales et les rapports de production capitalistes. L'appauvrissement de la classe ouvrière — de cette force productive fondamentale de la société — aggrave en même temps la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, fait comprendre aux masses les plus nombreuses l'incompatibilité de la production sociale avec l'appropriation capitaliste.

« A mesure que diminue le nombre des grands capitalistes, qui accaparent et monopolisent tous les avantages de ce procès de transformation, on voit augmenter la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégénérescence, l'exploitation, mais également la révolte de la classe ouvrière qui grossit sans cesse et qui a été dressée, unie, organisée par le mécanisme même du procès de production capitaliste. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 273.)

« Ainsi le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la Bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. » (K. Marx et F. Engels : *le Manifeste du Parti communiste*, p. 24. Bureau d'Éditions, Paris, 1935.)

5. L'accumulation socialiste et le niveau de vie de la classe ouvrière en U.R.S.S.

La reproduction socialiste

La production socialiste étant l'opposé de la production capitaliste, il existe une différence fondamentale entre la *reproduction* socialiste, et la reproduction capitaliste. Cette dernière est la reproduction des rapports de production capitalistes : d'une part, la force de travail est reproduite comme marchandise et de l'autre, le capital est reproduit comme une force qui domine l'ouvrier. La reproduction capitaliste élargie ou l'accumulation du capital, c'est la domination croissante du capital sur le travail, c'est l'appauvrissement de la classe ouvrière et la ruine des petits producteurs. La reproduction socialiste a un tout autre caractère. Dans la société socialiste, les moyens de production ne dominent pas le producteur, mais, au contraire, lui sont subordonnés. La reproduction socialiste élargie — ou l'accumulation socialiste — c'est la domination croissante de la société sur les forces productives matérielles, la satisfaction croissante des besoins sociaux.

Dans la société sans classes, l'ensemble de l'économie est socialiste, les classes étant abolies ainsi que les causes qui les engendrent. Dans la société socialiste, la reproduction élargie se réduit au développement de l'économie socialiste unique.

Le procès de la reproduction élargie dans la période de transition au socialisme est plus compliqué. Il embrasse non seulement l'élargissement de la production dans le secteur socialiste déjà existant, mais encore la transformation socialiste des petites économies individuelles et l'évincement, puis la liquidation des éléments capitalistes. Tout ce procès est accompagné d'une lutte de classe acharnée entre le prolétariat qui construit le socialisme et les restes du capitalisme pour entraîner la petite économie paysanne dans la voie socialiste.

La suppression des classes parasites, la suppression de l'anarchie capitaliste et la croissance de l'économie planifiée, la croissance de la productivité du travail sur la base de l'émulation socialiste et du travail de choc, la collectivisation agricole, — tous ces avantages du régime économique soviétique font que, même en période de transition au socialisme, la production s'accroît bien plus rapidement que sous le capitalisme.

Le rythme de l'accumulation socialiste

La base de l'accumulation socialiste et en même temps de la reconstruction socialiste de l'ensemble de l'économie soviétique est l'industrialisation socialiste. L'étape décisive de l'industrialisation a été la réalisation du premier plan quinquennal et de sa tâche principale — la création d'une technique moderne.

Cette tâche a été accomplie en quatre ans. La question fondamentale au cours de la lutte pour l'accomplissement du premier plan quinquennal était celle des rythmes de l'industrialisation et de l'accumulation socialiste.

La situation intérieure et internationale imposait des rythmes rapides d'industrialisation. Le développement du socialisme en U.R.S.S. montre la supériorité du socialisme sur le capitalisme, révolutionne les travailleurs des pays impérialistes et coloniaux et crée un danger mortel pour l'impérialisme mondial. C'est pourquoi il est entièrement inévitable que les impérialistes fassent des tentatives d'attaquer le premier pays qui construit le socialisme. La politique des rythmes accélérés d'industrialisation avait pour but de créer une base technique pour la reconstruction socialiste de l'ensemble de l'économie, de renforcer la capacité de défense du pays.

Les rythmes rapides d'industrialisation dans la période du premier plan quinquennal étaient en outre imposés par la lutte de classe à l'intérieur du pays. Pour procéder à la reconstruction socialiste de la petite économie paysanne, pour liquider les éléments capitalistes et pour abolir le terrain même qui engendre le capitalisme, il fallait créer, dans le délai le plus rapide, une base technique puissante pour l'agriculture. On risquait, autrement, de fortifier la tendance capitaliste de l'économie paysanne.

« On ne saurait indéfiniment, interminablement, c'est-à-dire pendant une trop longue période, faire reposer le pouvoir soviétique et l'édification socialiste sur deux bases *différentes* : l'industrie socialiste la plus grande et la plus unifiée et la petite économie paysanne la plus éparpillée et la plus arriérée. » (J. Staline : *les Questions du léninisme*, t. II, p. 217-218.)

Les rythmes rapides d'industrialisation ont permis la victoire du premier plan quinquennal en quatre ans, victoire qui, d'une façon définitive, a résolu en faveur du socialisme la question : « *Qui vaincra ?* »

C'est donc à juste titre que Staline disait en 1930 :

« Ceux qui bavardent sur la nécessité de *ralentir* l'allure du développement de notre industrie sont les ennemis du socialisme, les agents de nos ennemis de classe. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 24.)

Grâce à la réalisation du premier plan quinquennal en quatre ans, une base technique nouvelle pour l'ensemble de l'économie nationale a été créée, la capacité de défense du pays renforcée. Actuellement, la plus grande partie de la production industrielle est fournie par les entreprises nouvelles, munies de la technique moderne. Mais pour l'assimilation de cette technique compliquée dans les grandes entreprises nouvelles, un certain laps de temps est nécessaire, et cela devait conduire à un certain ralentissement du rythme de l'accroissement de la production industrielle pendant les deux ou trois premières années *du second plan* quinquennal. La deuxième moitié *du second plan* est au contraire caractérisée par l'accélération de ces rythmes.

Si, pendant le premier plan quinquennal, l'accroissement annuel de la production industrielle a été en moyenne de 22 %, pendant le deuxième plan quinquennal il ne sera que d'environ 16 %.

Mais le mouvement Stakhanov, ce mouvement des grandes masses pour l'accroissement de la productivité du travail et le relèvement du niveau de vie des travailleurs, nous est un gage de ce que le second plan quinquennal sera réalisé lui aussi en quatre ans. Les rythmes d'accroissement de la production pendant le premier et le deuxième plan quinquennal dépassent considérablement ceux du capitalisme dans ses meilleures années d'avant-guerre et d'avant la crise générale, quand l'accroissement annuel de la production industrielle arrivait à un maximum de 6 à 8 %.

Pendant le premier plan quinquennal, il a été investi dans l'industrie 25 milliards de roubles, pendant le deuxième plan quinquennal on investira 69,5 milliards de roubles. Cette prodigieuse croissance de l'accumulation socialiste constitue la base de l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

Le niveau de vie du prolétariat soviétique

Tandis que l'accumulation du capital provoque l'appauvrissement de la classe ouvrière, l'accumulation socialiste permet d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

Nous avons déjà montré dans le chapitre IV que la situation de l'ouvrier en U.R.S.S. se distingue radicalement de sa situation dans l'usine capitaliste. Voici quelques autres données sur le niveau de vie de la classe ouvrière.

En régime capitaliste, la croissance de la composition organique du capital rend superflue une partie de plus en plus considérable de la classe ouvrière.

« Avec l'accumulation du capital produite par elle-même, la population ouvrière produit donc, dans des proportions sans cesse croissantes, les moyens de la surpopulation relative. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 96.)

En U.R.S.S. une telle situation est rendue impossible par le système même de l'économie. En appliquant la plus large mécanisation des procès de travail on remplace le travail humain par la machine, et on emploie la main-d'œuvre disponible pour développer d'autres branches d'industrie. Le chômage qui existait encore en 1928-29 avait pour source la différenciation de la paysannerie. Mais depuis la reconstruction socialiste du village, depuis la liquidation du koulak en tant que classe sur la base de la collectivisation intégrale, on a liquidé définitivement la source même du chômage. Le chômage a disparu en U.R.S.S. en 1930. C'est un des résultats principaux du premier plan quinquennal.

En régime capitaliste, l'armée de réserve est un instrument entre les mains de la bourgeoisie pour réduire les salaires. En U.R.S.S., les salaires ont suivi le mouvement ascensionnel même alors que le chômage n'était pas encore liquidé.

En régime capitaliste, le mouvement des salaires tend à leur baisse au-dessous de la valeur de la force de travail. En U.R.S.S., l'accumulation socialiste a pour effet la satisfaction grandissante des besoins qui s'accroissent à leur tour rapidement.

Le salaire moyen annuel des ouvriers et employés de la grande industrie s'est accru de 67 % pendant la période de 1928-32. La partie socialisée du salaire accuse une augmentation considérable. Ainsi, le fonds de l'assurance sociale a passé de 1.050 millions en 1928 à 4.120 millions en 1932. Le nombre des salariés ayant fait un séjour dans les maisons de repos et sanatoria a passé de 500.000 en 1928-29 à 2,3 millions en 1932. En 1928, il y avait dans les entreprises 1.580 infirmeries et en 1932, 5.674. Les dépenses pour la protection du travail ont passé de 67 millions de roubles en 1928 à 169,5 millions en 1932. Les dépenses pour la construction de logements, d'écoles, d'hôpitaux, crèches, établissements de bains, etc., ont passé de 3.371 millions de roubles en 1927-28 à 9.733 millions en 1932.

Enfin, croissance prodigieuse du niveau culturel des masses (le pourcentage d'illettrés est passé de 50 en 1926 à 10 en 1933) par suite de l'introduction de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, de l'accroissement du nombre des hautes écoles et de celui des élèves, de l'augmentation de l'enseignement dans les entreprises, du relèvement de la qualification des ouvriers, de la croissance de la couche des techniciens prolétariens, du tirage de 33 millions d'exemplaires de journaux, etc., etc. En 1932, jusqu'à 80 millions de personnes suivaient des cours de toute espèce. C'est une véritable révolution culturelle qui s'accomplit en U.R.S.S. Un des indices les plus éclatants de l'élévation rapide du niveau de vie des masses est la baisse de la mortalité. Par rapport à 1913, la mortalité est tombée en 1931 de 31,5 %. Cette baisse est encore plus accentuée dans les principaux centres prolétariens : à Moscou, 48,8 %; à Ivanovo, 41,8 %; à Iaroslav, 52,8 %.

Le niveau de vie de la classe ouvrière et des masses laborieuses doit s'élever encore plus dans la deuxième période quinquennale. Les salaires réels de 1927 seront le double de ceux de 1932, ainsi que les dépenses pour les assurances sociales, l'instruction, la protection de la santé et les services culturels et sociaux. Le nombre des travailleurs bénéficiant de l'alimentation publique augmentera de 2 fois et demie. Les constructions de logements se chiffreront par 12,5 milliards de roubles, soit le triple par rapport au premier plan. Le total des dépenses allouées à toute sorte de constructions sociales et culturelles se traduira par 80 milliards de roubles, soit le triple des dépenses correspondantes du premier plan.

En régime capitaliste,

« L'accumulation de la richesse à un pôle signifie donc l'accumulation, au pôle opposé, de misère, de souffrances, d'esclavage, d'ignorance, d'abrutissement et de dégradation morale. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 116-117.)

En U.R.S.S., la richesse créée par la classe ouvrière et les kolkhoziens appartient à la collectivité et non aux capitalistes. C'est pourquoi l'accumulation socialiste crée une base pour l'élévation du bien-être, et pour un puissant essor du niveau matériel et culturel et des facultés créatrices des masses.

Chapitre VII : LES FORMES DU CAPITAL ET DE LA PLUS-VALUE

1. Les formes du capital

Dans les chapitres précédents, nous avons étudié le principal rapport de production capitaliste, le rapport entre la bourgeoisie et le prolétariat. En expliquant la théorie marxiste de la plus-value, nous avons considéré le capital industriel comme représentant de tout le capital, faisant abstraction du capital non investi dans la production. Cette méthode est juste : quelle que soit la forme que revêt le capital social (industriel, commercial, bancaire) la base économique du capitalisme consiste dans la *production* de la plus-value. Quels que soient les groupes dont se compose la bourgeoisie, la base de son existence c'est l'exploitation du travail salarié.

Mais ce fait ne permet pas de conclure que nous devons nous désintéresser des rapports au sein de la classe exploiteuse. Le prolétariat ne peut triompher de la bourgeoisie qu'à la condition de tirer parti adroitement :

«... des moindres « *dissentiments* » entre les ennemis, des moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou les diverses sortes de bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. XXV, p. 255. (E. S. I.))

Or, pour utiliser les contradictions intérieures de la bourgeoisie, il faut connaître leur nature et leurs causes. Pourquoi la bourgeoisie en général se divise-t-elle en différents groupes ?

Le capitalisme est un mode de production où les forces productives ne se développent pas en vue de la satisfaction des besoins de la société, mais en vue de l'accumulation du travail non payé.

«En tant que représentant conscient de ce mouvement [du capital], le possesseur de l'argent devient capitaliste. Sa personne, ou plutôt sa poche, est le point de départ et le point terminus de l'argent. Le contenu objectif de la circulation en question — la mise en valeur de la valeur — est son but subjectif; et ce n'est qu'autant que toutes ses opérations ont pour motif déterminant unique l'acquisition sans cesse croissante de la richesse abstraite, qu'il fonctionne comme capitaliste ou comme capital personnifié, doué de volonté et de conscience. » (K. Marx : *le Capital*, t. I, p. 170-171.)

Nous devons chercher les causes de la division de la bourgeoisie en groupes particuliers dans les conditions mêmes du mouvement du capital.

Le mouvement du capital

Le mouvement du capital commence par l'achat de moyens de production et de la force de travail par le capitaliste. Supposons qu'il ait acheté pour 4.000 francs de moyens de production et pour 1.000 francs de force de travail. La somme de 5.000 francs qu'il met en circulation est une valeur déterminée qui tend dès le début à devenir une valeur plus grande. C'est le capital sous forme argent ou le capital argent.

Au commencement de son mouvement, le capital existe sous la forme de capital-argent.

Lorsque le capitaliste a acheté des moyens de production et de la force de travail, son capital n'affecte plus la forme argent, mais une forme où la valeur est immédiatement accrue par la *production* de la plus-value. Cette forme est celle du *capital productif*.

La première phase du mouvement du capital, c'est la transformation du capital argent en capital productif.

En désignant par A le capital sous la forme argent et par M les marchandises achetées par le capitaliste et se composant de T ou force de travail et MP ou moyens de production, nous pourrions exprimer la première phase du mouvement du capital par la formule

$$A \text{ — } M \text{ [T + MP]}$$

Cette phase se déroule dans la sphère de la circulation, sur le marché.

Après cette phase, le procès de circulation s'interrompt et fait place au procès de production qui tend à accroître la valeur. Admettons que la plus-value créée soit de 1.000 fr. A la fin du procès de production, il y aura une masse de marchandises d'une valeur de 6.000 francs. Le capital n'existe déjà plus sous la forme de moyens de production et de force de travail, mais sous celle d'autres marchandises comprenant en plus de la valeur initiale du capital la plus-value. C'est le capital sous la forme marchandise ou *capital-marchandise*.

La seconde phase du mouvement du capital ou la seconde métamorphose subie par le capital au cours de son mouvement est donc la transformation du capital productif en capital marchandise. Cette phase se déroule non au cours de la circulation, mais pendant la production. En désignant par P le capital productif qui fonctionne dans le procès de production, par M' le capital marchandise et par des points de suspension (...) l'interruption du procès de circulation, nous pourrions représenter la deuxième phase du mouvement du capital par la formule que voici :

$$M [T + MP] \dots P \dots M'$$

De la sorte, le capitaliste a accru la valeur mise en circulation. Il possède la valeur initiale (5.000 francs) et la plus-value (1.000 francs). Mais il ne peut s'en contenter, son capital et la valeur non payée qu'il s'est appropriée existant sous une forme naturelle qui ne lui permet pas de les utiliser. Si ce capitaliste produit, mettons du fil, à la fin du procès de production son capital et la plus-value existent sous forme de fil. Le capitaliste ne peut pas employer ce dernier comme moyen d'existence ni pour la production d'autre fil. Il doit transformer la marchandise en argent et réaliser ainsi la valeur du capital et la plus-value. Le mouvement du capital ne se termine pas à la transformation du capital productif en capital-marchandise. Il faut encore une troisième phase au mouvement du capital, *la transformation du capital marchandise en capital argent*. Cette troisième phase comme la première se déroule dans la circulation. Elle peut être représentée par la formule suivante : $M' \text{ — } A'$.

Le mouvement circulatoire et la reproduction du capital

Le mouvement du capital dans ses trois phases est donc représenté par cette formule :

$$A \text{ — } M [T + MP] \dots P \dots M' \text{ — } A'$$

Que le capitaliste consomme toute sa plus-value (reproduction simple) ou qu'il la transforme partiellement ou totalement en capital (reproduction élargie, accumulation), à la fin de son mouvement le capital affecte la forme qu'il avait au début, à savoir celle du capital argent. Ce mouvement du capital est un mouvement circulatoire où le capital revient constamment à sa forme initiale.

Le mouvement circulatoire du capital comporte donc deux phases de circulation et une phase de production. L'accroissement de la valeur du capital a lieu dans la phase de production. Mais ni au cours de la première phase de la circulation (transformation du capital argent en capital productif) ni pendant sa deuxième phase (ou la troisième phase du mouvement circulatoire : transformation du capital marchandise en capital argent), la valeur ne subit aucun accroissement. Cependant, ces deux phases qui se déroulent dans le domaine de la circulation constituent la condition nécessaire du mouvement du capital.

Sans la circulation du capital, le renouvellement continu du procès de production de la plus-value est impossible, ainsi que la reproduction capitaliste. La reproduction capitaliste implique le procès de production et de circulation. Elle constitue l'unité du procès de circulation et de production du capital.

La séparation des phases du mouvement du capital détermine la division des fonctions à l'intérieur de la bourgeoisie

Au cours de la reproduction, le procès de circulation se sépare du procès de production.

Le capital-marchandise d'une valeur de 6.000 francs doit être transformé en argent; sinon le renouvellement de la production sera impossible. Or, pour vendre les marchandises produites, il faut un certain laps de temps, et si notre capitaliste n'arrive pas à écouler immédiatement sa marchandise, il devra suspendre la production. Mais s'il se trouve un autre capitaliste qui lui achète la marchandise dès qu'elle est finie, le capitaliste-industriel pourra aussitôt reprendre la production.

Dans la majorité des cas, les industriels vendent leurs marchandises non au consommateur, mais au commerçant qui porte la marchandise au consommateur. En vendant toute sa marchandise au commerçant, le capitaliste-industriel peut continuer la production sans interruption.

Le commerçant existait bien avant le développement du mode de production capitaliste; il achetait les marchandises des petits producteurs. Mais depuis que domine le mode de production capitaliste, le commerçant joue un rôle auxiliaire à l'égard du capital industriel. Sa fonction consiste à transformer le capital-marchandise en capital-argent.

Ayant vendu sa marchandise au commerçant, l'industriel a transformé son capital-marchandise en capital-argent. Mais cette transformation n'est pas définitive. Elle ne le sera entièrement que lorsque la marchandise aura été vendue au consommateur. Dans le procès de circulation, le commerçant continue la fonction qui incombait à l'industriel.

En effet, sans le capital commercial, l'industriel ne pourrait continuer sa production d'une façon ininterrompue que dans le cas où il serait en possession d'un capital-argent supplémentaire de 5.000 francs. Son capital serait alors de 10.000 francs, dont une partie se trouverait continuellement sous la forme de capital productif, et l'autre partie sous celle de capital-marchandise (comme il est plus facile d'acheter que de vendre la marchandise, nous pouvons admettre que le laps de temps nécessaire pour la transformation du capital-argent en capital productif est extrêmement limité). Le commerçant dispense l'industriel de la nécessité d'avoir un capital supplémentaire *propre*. Le capital-marchandise continue son mouvement sous la forme de capital commercial, c'est-à-dire sous celle d'un capital séparé du capital industriel et appartenant à un autre capitaliste. Cependant, au point de vue social, il existe quand même un capital de 10.000 francs, dont 5.000 entre les mains de l'industriel, sous la forme de capital productif, et 5.000 entre les mains du commerçant sous la forme de capital-marchandise qui n'a pas encore été définitivement transformé en argent. Cette séparation ne change rien au fait que du point de vue social le mouvement du capital commercial est une partie du mouvement circulatoire du capital industriel.

La constitution du capital commercial en un capital indépendant est d'une importance essentielle pour l'ensemble de la production capitaliste. Les commerçants concentrent entre leurs mains les marchandises de plusieurs industriels et accélèrent la circulation des marchandises en diminuant ainsi les dimensions du capital supplémentaire nécessaire aux industriels. Entre le capital commercial et le capital industriel s'établit spontanément une division des fonctions dans le mouvement du capital.

Le capital commercial est intimement lié au mouvement du capital industriel, mais en même temps il existe et circule comme un capital indépendant d'un groupe particulier de capitalistes.

La forme marchandise que traverse le capital dans son mouvement est la base pour la formation d'un groupe particulier de capitalistes-commerçants et la forme argent du capital est la base pour la formation d'un groupe particulier de capitalistes bancaires. (Le rapport du capital bancaire et du capital industriel et commercial se trouve exposé plus loin dans le paragraphe sur l'intérêt.)

Ainsi, les stades particuliers que parcourt le capital dans son mouvement, ses formes argent, productif et marchandise créent des formes différentes de capital séparées l'une de l'autre et des groupes de capitalistes qui leur correspondent : capital industriel et capitalistes industriels, capital commercial et capitalistes commerçants, capital bancaire et capitalistes banquiers.

La fonction des capitalistes industriels consiste à soutirer directement du travail supplémentaire à la classe ouvrière, à produire de la plus-value. Celle des capitalistes commerçants est de transformer le capital-marchandise en capital-argent. Les banquiers concentrent le capital-argent et répartissent les capitaux temporairement disponibles.

Le mouvement du capital dans le procès de reproduction est un mouvement unique, mais en raison de la séparation des diverses formes du capital, ce mouvement unique passe par des formes autonomes l'une à l'égard de l'autre. Il existe donc la possibilité de rompre l'unité du mouvement. Dans la production capitaliste, basée sur la propriété privée des moyens sociaux de production, règne en général l'anarchie de la production. *La séparation des formes du mouvement du capital aggrave cette anarchie de la production et engendre la possibilité de crises.* (Dans le chapitre des crises, nous parlerons d'une façon détaillée du rôle que joue la séparation des formes du capital dans la naissance des crises.)

Les formes de la plus-value et leur importance

Par suite de la séparation des formes différentes du capital, les rapports de classe affectent des formes de plus en plus compliquées. Chaque groupe de la bourgeoisie reçoit sa part de la plus-value suivant ses fonctions dans le mouvement du capital. Les contradictions au sein de la bourgeoisie sont celles engendrées par la répartition de la plus-value. En principe, elles diffèrent essentiellement de la contradiction fondamentale de classe de la société capitaliste entre le prolétariat et la bourgeoisie dans son ensemble.

Le capital commercial et le capital bancaire étant opposés au capital industriel comme capitaux particuliers et autonomes des marchands et des banquiers, qui n'ont aucun rapport immédiat avec la production, on a l'impression que leur revenu n'est nullement lié à l'exploitation de la classe ouvrière, que les revenus des différents groupes de capitalistes ont des sources particulières et indépendantes l'une de l'autre.

A côté du commerçant et du banquier, l'industriel se trouve aussi en face du propriétaire foncier. Ce dernier, comme nous le verrons plus loin, occupe dans la société capitaliste une situation particulière par rapport à tous les groupes de capitalistes. S'opposant aux capitalistes en tant que propriétaires de la terre, il touche sa part dans la masse totale de la plus-value.

La différenciation du capital social en capitaux indépendants et opposés l'un à l'autre : industriel, commercial et bancaire et l'existence de la propriété foncière conduisent à la répartition de la plus-value sous différentes formes : profit (industriel et commercial), intérêt et rente foncière.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, que l'exploitation capitaliste est voilée par la forme du capital et du salaire. *Le fait que la plus-value se présente sous des formes particulières, extérieurement indépendantes l'une de l'autre, dissimule l'essence de l'exploitation capitaliste.* Ces formes créent l'apparence que les revenus des divers groupes capitalistes découlent de sources différentes indépendantes; la source commune et véritable de ces revenus — la plus-value — l'exploitation de la classe ouvrière —, devient invisible, ainsi que le fait que, par rapport au prolétariat, toute la bourgeoisie est une classe unique d'exploiteurs.

Le fait que Marx considère la plus-value indépendamment des formes particulières qu'elle revêt, et les rapports entre la bourgeoisie et le prolétariat indépendamment de la division de la bourgeoisie en groupements distincts a, dans la doctrine marxiste, la plus grande importance. Cette méthode permet de mettre à jour les vrais rapports de classe dissimulés derrière toutes les formes de la plus-value, à savoir l'exploitation de la classe ouvrière. Dans le présent chapitre, nous allons montrer comment, sur la base de la division du capital social en plusieurs parties, la plus-value affecte des formes particulières : profit du capital industriel, profit du capital commercial, intérêt et rente foncière.

Nous commencerons par la transformation de la plus-value en profit du capital industriel puisque le

« ... capitaliste qui produit de la plus-value, c'est-à-dire qui extorque directement aux ouvriers du travail non payé qu'il réalise en marchandises, est bien le premier à s'approprier cette plus-value. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 8.)

Déjà, entre les mains des capitalistes industriels, la plus-value prend une forme spéciale qui dissimule son véritable contenu.

2. La transformation de la plus-value en profit Le profit et le taux de profit

Le prix de revient

La plus-value est une partie de la valeur de la marchandise et non l'excédent du prix de la marchandise sur la valeur. Mais le capitaliste se représente la chose tout autrement. Lors de la vente de la marchandise, il transforme en argent ou réalise toute la valeur de celle-ci. Cette valeur se compose de celle des moyens de production, de celle de la force de travail et de la plus-value. De ces trois parties, le capitaliste n'a payé que les deux premières, qui forment pour lui les frais de production de la marchandise ou son prix de revient; quant à la plus-value, elle ne lui coûte rien. La plus-value est l'excédent de la valeur de la marchandise sur le prix de revient de cette dernière. Mais on a l'impression que seul le prix de revient est la valeur réelle de la marchandise et que la plus-value n'est qu'un excédent ajouté à cette valeur.

« L'excédent de valeur réalisé dans la vente de la marchandise, la plus-value, le capitaliste le considère donc comme l'excédent du prix de vente sur la valeur, et non pas comme l'excédent de la valeur sur le prix de revient. En sorte que la plus-value contenue dans la marchandise ne se réalise point par la vente, mais découle de cette vente même. » (K. Marx : *le Capital*, t. IX, pp. 69-70.)

Autrement dit, il semble que la plus-value n'ait rien de commun avec le travail de l'ouvrier.

Le prix de revient dissimule le fait que le travail de l'ouvrier est la seule source de plus-value. Le prix de revient se décompose en capital constant et variable, mais le capitaliste ne fait pas cette distinction; il ne voit dans le prix de revient que des dépenses pour le capital fixe et circulant. Or, dans la rubrique générale du capital circulant, la dépense pour la force de travail et celle pour les matières premières (partie du capital constant) ne se distinguent en rien l'une de l'autre. *Par conséquent, dans le prix de revient le rôle particulier du capital variable en tant que source unique de plus-value devient invisible.* Outre cela, la dépense pour le capital variable s'effectue comme une dépense pour le salaire. Et la force du salaire crée l'apparence qu'on ne paie pas la force de travail, mais le travail, l'apparence du paiement de *tout* le travail de l'ouvrier. C'est pourquoi le fait est dissimulé que la plus-value est créée par *le travail non payé*.

Le profit, forme modifiée de la plus-value

Il ressort de cela que la plus-value semble engendrée par *l'ensemble* du capital, par le capital en *général*.

« En cette qualité de rejeton du capital total avancé, la plus-value prend la forme du profit. » (K. Marx : *le Capital*, t. IX, p. 67.)

Le caractère modifié de cette forme consiste précisément en ce qu'elle voile *l'essence même* de la plus-value.

« Le profit, tel que nous le trouvons ici, est donc identique à la plus-value; mais il figure sous une forme particulière qui découle cependant nécessairement du mode de production capitaliste... Et parce que le prix de la force de travail apparaît d'un côté [du côté ouvrier] sous la forme modifiée du salaire, la plus-value doit revêtir d'un autre côté [du côté capitaliste] la forme modifiée du profit. » (K. Marx : *le Capital*, t. IX, p. 67.)

Le taux du profit

Le capitaliste mesure le degré de rentabilité de son capital non par le rapport de la plus-value au capital variable, c'est-à-dire non par le taux de la plus-value qui exprime le degré d'exploitation, mais par le rapport de la plus-value à *l'ensemble* du capital. *Le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital porte le nom de taux du profit.*

Il est évident que *le taux du profit est moindre que le taux de la plus-value*, le premier étant le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital et le second exprimant celui de la plus-value à une *partie* seulement de ce capital. Ainsi pour un capital de 10.000 francs qui se compose de 8.000 francs de capital constant et de 2.000 francs de capital variable et qui aurait produit 2.000 francs de plus-value, le taux de la plus-value (ou le degré d'exploitation) sera de 100 % et le taux du profit 20 % seulement.

Mais le taux du profit *dépend* de celui de la plus-value, la masse elle-même de la plus-value dépendant du degré d'exploitation. Si, dans notre exemple, le degré d'exploitation était non de 100 % mais de 150 %, le capital variable de 2.000 francs produirait une plus-value de 3.000 francs. Le taux du profit serait alors de 30 % (rapport de la masse de la plus-value, 3.000 fr.; à l'ensemble du capital, 10.000 fr.). Par conséquent, *plus le taux de la plus-value est élevé, plus est élevé celui du profit et, inversement, plus le taux de la plus-value est bas, et plus sera bas le taux du profit.*

La plus-value étant produite par le capital variable seul et ce dernier n'étant qu'une partie du capital, le taux du profit dépend également de la part que le capital variable forme dans l'ensemble du capital, c'est-à-dire de la composition organique du capital.

Prenons deux capitaux de 10.000 fr. dont le taux de la plus-value est le même, mettons de 100 %, mais dont l'un se compose de 7.000 fr. de capital constant et de 3.000 fr. de capital variable et l'autre de 8.000 et de 2.000 respectivement; c'est-à-dire que la composition organique du deuxième capital est supérieure à celui du premier. La plus-value créée par le premier capital sera de 3.000 francs et celle produite par le deuxième de 2.000. Le taux du profit du premier capital sera de 30 % et celui du second de 20 %. Il sera plus bas pour le deuxième

capital justement parce que le capital variable en forme une partie plus petite que dans le premier. *Le taux du profit est d'autant plus élevé que la composition organique du capital est plus basse, et inversement il est d'autant plus bas que la composition organique du capital est plus élevée.*

.Différentes entreprises offrent une composition organique du capital différente. Dans les entreprises de la même branche de production, par exemple dans deux ou plusieurs entreprises du textile, la concurrence agit dans le sens de nivellement de la composition organique du capital. Dans des entreprises de branches différentes, la composition organique du capital est toujours inégale en raison de la différence de leur technique. Ainsi, dans une entreprise de textile, de métallurgie, etc., la composition organique du capital est inévitablement différente.

Du fait que dans diverses branches de production la composition organique du capital est différente, il découle qu'elles doivent présenter différents taux du profit. C'est-à-dire que des capitaux de même grandeur engagés dans des branches de production différentes doivent donner des profits inégaux. Cependant, tout le monde sait qu'en réalité, tous les capitalistes reçoivent un taux de profit moyen presque égal quelle que soit la branche dans laquelle ils aient engagé leurs capitaux et quelle que soit la composition organique de ceux-ci. Ne ressort-il pas de ceci que toute notre théorie selon laquelle dans des branches différentes doivent exister des taux de profit différents, est inexacte et qu'elle ne peut pas expliquer les phénomènes réels du capitalisme ? Il n'y a ici aucune contradiction entre la théorie et la réalité.

L'inégalité des taux du profit dans les différentes branches a pour effet que la concurrence agit dans le sens de l'égalisation des taux du profit et de la formation d'un taux moyen dans toutes les branches.

Examinons comment se produit ce nivellement du taux du profit.

3. La formation d'un taux moyen du profit et la transformation de la valeur des marchandises en prix de production

La production sociale se compose d'un grand nombre de branches différentes. Mais pour plus de simplicité, nous supposerons que toute la production est divisée en trois branches : I, II et III où la composition organique du capital est différente. Cela ne change rien, car le nivellement même du taux du profit entre les branches de la production ne dépend nullement du nombre de ces branches.

Supposons que dans la branche I le capital de 100 se compose de 60 pour le capital constant, et de 40 pour le capital variable. Dans la branche II, le capital 100 se compose de 70 pour le capital constant et de 30 pour le capital variable et dans la branche III le capital 100 se compose de 80 et de 20 pour le capital constant et le capital variable respectivement. En d'autres termes, le capital I présente une basse composition organique, le capital II une composition moyenne et le capital III une composition organique élevée. Dans les trois branches, le taux de la plus-value étant le même, 100 %, la masse de la plus-value sera de 40 dans la première branche, de 30 dans la seconde et de 20 dans la troisième et les taux du profit de 40 % pour la première, de 30 % pour la deuxième et de 20 % pour la troisième branche.

La concurrence des capitaux et le nivellement du taux du profit

Mais tout capitaliste cherche à obtenir pour son capital le taux le plus élevé. Il est évident que de nouveaux capitaux seront engagés dans les branches qui donnent le taux du profit le plus élevé; dans notre exemple, les capitaux afflueront surtout vers la branche I, ce qui amènera l'élargissement de la production et l'augmentation de l'offre des marchandises dans cette branche et ainsi aboutira à la baisse des prix au-dessous de leur valeur. Par conséquent, le profit et le taux du profit baisseront dans cette branche.

D'autre part, dans la branche III, où le taux du profit est le plus bas, il n'y aura pas d'afflux de nouveaux capitaux; bien au contraire, une partie des capitaux engagés dans cette branche aura tendance à s'échapper. Ici la situation sera l'inverse de ce qu'elle était dans la branche I, l'offre des marchandises sera en retard sur la demande, les prix monteront au-dessus de la valeur, le profit et avec lui le taux du profit s'élèveront.

La migration des capitaux d'une branche dans une autre continuera jusqu'au moment où dans toutes les branches s'établira un taux moyen du profit. Nous pouvons présenter ce procès dans le tableau suivant :

Branches	Capital constant	Capital variable	Plus-value	Taux du profit	Valeur de la marchandise	Prix de la marchandise	Taux moyen du profit	Ecart entre le prix et la valeur
I	60	40	40	40 %	140	130	30 %	- 10
II	70	30	30	30 %	130	130	30 %	0
III	80	20	20	20 %	120	130	30 %	+ 10
En tout :	210	90	90		390	390	30 %	

Les différents taux du profit dans les différentes branches de production se sont nivelés en une moyenne commune à toutes les branches parce que les prix, sous la pression de la concurrence, se sont écartés des valeurs : dans telle branche, ils sont montés au-dessus de la valeur et dans telle autre, ils sont tombés au-dessous. Mais, parallèlement à l'écart entre le prix et la valeur, il s'est produit un décalage entre le profit et la plus-value. Les capitalistes de la branche I ont reçu un profit de 30 tandis que chez eux il fut produit 40 de plus-value; en d'autres termes, ils ont touché moins de profit que la plus-value produite. Les capitalistes de la branche III ont reçu un profit de 30 alors qu'il fut produit chez eux 20 de plus-value : ils ont touché plus de profit que de plus-value produite. Enfin, dans la branche II, les prix ne se sont pas écartés de la valeur (puisque nous sommes ici en présence d'une composition organique moyenne du capital) et pour cette raison, le profit coïncide avec la plus-value.

Si, dans chaque branche, les marchandises se vendaient à leur valeur, le taux du profit dans les différentes branches serait inégal. Mais comme les capitalistes courent après le taux du profit le plus élevé, il se produit, sous l'action de la concurrence, un décalage entre le prix et la valeur, entre le profit et la plus-value et le taux moyen du profit s'établit spontanément. La concurrence aboutit donc à ce résultat que les marchandises sont vendues tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de la valeur, tantôt à leur valeur.

Dans les branches où le capital a une composition organique basse, les prix tombent au-dessous de la valeur et le profit est moins fort que la plus-value. Dans les branches où le capital a une composition organique moyenne, les prix coïncident avec la valeur, et le profit avec la plus-value. Dans les branches à composition organique élevée, les prix montent au-dessus de la valeur, et le profit au-dessus de la plus-value.

Le taux moyen du profit

Il se produit *une nouvelle répartition* de la plus-value entre les capitalistes des différentes branches. Chacun d'eux reçoit non la masse de plus-value qui a été produite chez lui, mais un profit correspondant au taux moyen, indépendamment de la composition organique de son capital. *Le taux moyen du profit est le taux social du profit. Il exprime le rapport de la masse de la plus-value produite dans la société (90) à l'ensemble de tout le capital (300).*

La formation du taux moyen du profit signifie que chaque capitaliste touche pour chaque centaine de francs de son capital autant que tout autre capitaliste. Comme il s'agit de la répartition de la plus-value produite par la classe ouvrière, c'est-à-dire du partage du travail non payé de celle-ci, matérialisé dans la marchandise, tous les capitalistes sont des associés égaux d'une entreprise commune destinée à soutirer du travail non payé à la classe ouvrière et chacun des coassociés de cette entreprise d'exploitation reçoit sa quote-part de butin suivant la grandeur de sa part dans le capital social.

Il va de soi que ce partage n'a pas lieu suivant un plan établi à l'avance. Le taux moyen du profit se forme spontanément, grâce à la concurrence. Mais l'effet de cette concurrence est tel que chaque capitaliste touche un profit égal pour chaque centaine de francs de son capital.

Le prix de production, forme modifiée de la valeur

En fixant le prix de ses marchandises, chaque capitaliste considère que ce prix doit restituer le prix de revient et lui donner un taux de profit égal à celui des autres capitalistes.

C'est pourquoi il fixe le prix de vente de ses marchandises en ajoutant le profit moyen au prix de revient. *Le prix formé par l'addition du profit moyen au prix de revient s'appelle prix de production.*

Le prix de revient et le profit moyen étant des quantités déterminées de la valeur, le prix de production présente une valeur d'une grandeur déterminée.

Lorsque le prix de production dans les branches où le capital a une haute composition organique est au-dessus de la valeur, cela ne veut pas dire que cet excédent des prix de production sur la valeur n'est pas une valeur, n'est pas créé par le travail de l'ouvrier. Cet excédent c'est la *plus-value* créée par les ouvriers des branches à basse composition organique, et réalisée non par les capitalistes exploitant ces ouvriers, mais par ceux des branches à composition organique élevée.

Que le prix de production soit une forme de la valeur, deux faits le confirment. *D'abord*, le total des prix de production de toutes les marchandises coïncide avec la somme des valeurs de toutes les marchandises. Dans notre exemple (voyez le tableau ci-dessus) la somme des valeurs de toutes les marchandises fait 390 et la somme des prix de production est de 390. De même, le total du profit de tous les capitalistes égale la somme de la plus-value produite par l'ensemble de la classe ouvrière. L'écart entre les prix des différentes marchandises et leur valeur ne change ni le total des valeurs ni celui des prix de production de toutes les marchandises. Pas plus que l'écart entre le profit et la plus-value ne change le total ni de l'un ni de l'autre. Il se produit seulement une *nouvelle répartition* de la masse totale de la plus-value entre les capitalistes. *En second lieu*, l'augmentation de la productivité du travail et, en conséquence, la baisse de la valeur des marchandises font baisser leur prix de production.

Cependant, par sa forme même, le prix de production dissimule la valeur. En effet, un des éléments du prix de production — le profit — représente la plus-value comme engendrée par l'ensemble du capital. Maintenant nous voyons que le profit ne se distingue pas seulement par sa forme de la plus-value, pour diverses marchandises il s'en distingue aussi quantitativement. C'est pourquoi se trouve voilé le fait que le prix de production formé par l'addition du profit moyen au prix de revient *représente une certaine quantité de travail matérialisé. Le prix de production est la forme modifiée de la valeur de la marchandise, qui dissimule son contenu réel.*

« La véritable différence de grandeur entre le profit et la plus-value et non pas seulement entre leurs taux, dans les sphères particulières de la production, cache maintenant de la façon la plus absolue la vraie nature et l'origine du profit, non seulement pour le capitaliste qui est intéressé à se laisser duper, mais aussi pour l'ouvrier. Du moment que les valeurs sont transformées en prix de production, on ne voit plus sur quoi se base la détermination de la valeur. » (K. Marx : *le Capital*, t. X, p. 48.)

La « contradiction » entre les livres I et III du « Capital »

Marx a exposé sa théorie de la valeur dans le livre I du *Capital* qui comprend également sa théorie de la plus-value. La théorie des prix de production qui n'est que le développement de celle de la valeur est exposée dans le livre III du *Capital*. Mais lorsque parut ce dernier livre, les économistes bourgeois trouvèrent unanimement une « contradiction » entre le premier et le troisième livres. Dans le premier, Marx affirme prétendument que les marchandises se vendent à leur valeur, et, dans le troisième, qu'elles sont vendues non à leur valeur, mais à leur prix de production. Marx aurait prétendument changé d'opinion en cette matière dans la période entre le travail sur le I^{er} et le travail sur le III^e livre ou bien sa théorie ne tient pas debout. Avec cette « contradiction », les économistes bourgeois se proposent de réfuter toute la doctrine économique de Marx et de « démontrer » son inconsistance.

Il faut noter qu'avant de faire paraître le premier livre du *Capital* (1867), Marx avait déjà achevé, dans l'essentiel, le livre III (Marx mourut en 1883 sans avoir eu le temps de préparer lui-même pour l'impression le troisième livre qui fut publié, en 1894, par les soins de F. Engels). Cela signifie que Marx n'avait pas modifié ses idées; lorsqu'il écrivit le livre I, sa théorie des prix de production était déjà achevée. En réalité, il n'existe chez Marx aucune contradiction entre la théorie de la valeur et celle des prix de production.

Dans la société capitaliste, les marchandises sont le produit du capital. Une partie de la valeur de la marchandise ne coûte rien au capitaliste. Il peut donc la vendre au-dessous de la valeur et en tirer quand même un profit. Or, la concurrence oblige tel capitaliste à vendre ses marchandises au-dessous de la valeur, et donne la possibilité à tel autre de les vendre au-dessus de la valeur. C'est pourquoi le prix de production des diverses marchandises ne coïncide pas avec leur valeur.

La formation des prix de production ne peut être exactement expliquée que par la théorie marxiste de la valeur. Si l'on nie que la valeur des marchandises est déterminée par le travail, il est impossible de comprendre comment se forme le taux moyen du profit et le prix de production.

Le profit moyen constitue la moyenne de la masse totale de la plus-value. Dans le procès de la répartition de toute la plus-value entre les différentes branches de production lors de la transformation de la plus-value sociale en profit moyen, s'opère en même temps la transformation de la masse sociale de la valeur en prix de production des différentes marchandises. L'écart entre les prix de production et les valeurs n'est donc pas une violation de la loi de la valeur. *Le prix de production c'est la forme sous laquelle se manifeste la loi de la valeur en régime de production marchande développée, c'est-à-dire en régime capitaliste.*

En repoussant l'explication de la valeur par le travail et des prix de production par la valeur, les économistes bourgeois renoncent pratiquement à toute explication des prix. Quant à celles qu'ils essaient de donner, en réalité elles n'expliquent rien.

Les économistes bourgeois « expliquent » d'ordinaire les prix par la loi de l'offre et de la demande. Mais les fluctuations de l'offre et de la demande peuvent faire comprendre tout au plus pourquoi aujourd'hui le prix d'une telle marchandise est plus ou moins élevé qu'hier sans pouvoir expliquer le prix de la marchandise quand l'offre et la demande se neutralisent. Ces fluctuations n'expliquent pas pourquoi une telle marchandise coûte plus cher qu'une autre.

Une autre explication bourgeoise du prix, c'est la théorie dite des frais de production, en vertu de laquelle le prix de la marchandise est d'autant plus élevé que les frais de sa production sont plus considérables. Mais cette « explication » constitue plutôt une tentative de se dérober à une véritable explication. En effet, les frais de production, d'une étoffe par exemple, c'est le prix du fil, de la machine à tisser, etc. Mais qu'est-ce qui détermine le prix du fil ? Il est évident que ce sont les frais de sa production, c'est-à-dire le prix du coton, de la machine à filer, etc. Et le prix du coton ? Il est déterminé par le prix des graines de coton, de la charrue, etc., c'est-à-dire que le prix est expliqué par le prix, mais cela veut dire justement qu'il n'est pas expliqué du tout. Qu'est-ce que le prix de la marchandise ? C'est son prix ! Tel est le sens de la réponse fournie par la théorie des frais de production.

L'économie politique bourgeoise n'est nullement en état de fournir une explication scientifique de la formation des prix. En raison de son caractère de classe et de sa tendance à nier et à dissimuler l'exploitation de la classe ouvrière, l'économie politique bourgeoise fait appel à toute espèce d'échappatoires, édifie des « théories » qui n'expliquent rien et les fait passer pour de la « science pure ».

« Parler après Marx d'une économie politique non marxiste, ne peut avoir pour but que de duper les petits bourgeois, fussent-ils des petits bourgeois « hautement cultivés ». » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XXVII, p. 333, édition russe.)

La transformation de la plus-value en profit et du taux de la plus-value en taux du profit offre une extrême importance pour le *développement* du capitalisme. En régime capitaliste, le développement des forces productives se déroule sous la force de l'accumulation du capital, ce qui est réalisé par l'exploitation grandissante de la classe ouvrière. La croissance de l'exploitation a pour expression celle du taux de la plus-value. Mais ce qui intéresse les capitalistes, ce n'est pas le taux de la plus-value, mais celui du profit : seul le taux du profit est l'indice de l'augmentation de la valeur de l'ensemble du capital. Chaque capitaliste pris isolément et toute la classe des capitalistes dans son ensemble tendent à obtenir un taux du profit le plus élevé possible.

Cependant, en réalité, il se produit non une croissance, mais une baisse du taux du profit.

4. La tendance à la baisse du taux du profit

Les causes de la baisse du taux du profit

L'accumulation du capital est étroitement liée à l'élévation de la composition organique du capital dans toutes les branches de la production. Or plus est élevée la composition organique du capital, plus est bas le taux du profit. Le taux moyen du profit étant le rapport de la masse totale de la plus-value à l'ensemble du capital social, le taux moyen du profit doit baisser à mesure de l'accumulation du capital et de l'élévation de sa composition organique.

Ainsi, aux Etats-Unis, le taux du profit dans l'industrie de transformation était de 24 % en 1889, de 19,9 % en 1904, de 18,7 % en 1909, et de 16,5 % en 1914.

En régime capitaliste, la baisse du taux moyen du profit est une loi. Mais cela n'implique nullement la baisse de la masse du profit. Si un capital social de 100 milliards de francs a doublé, mettons en 20 ans, et a donc atteint le chiffre de 200 milliards, si sa composition organique passe de 70 milliards pour le capital constant et 30 milliards pour le capital variable à 160 milliards pour le capital constant, et 40 milliards, pour le capital variable, le taux de la plus-value étant de 100 %, dans le premier cas, la masse du profit sera de 30 milliards et le taux du profit de 30 % et, dans le second cas, la masse du profit sera de 40 milliards et le taux du profit de 20 %. La masse du profit s'est accrue; mais son taux a subi une diminution.

L'élévation de la composition organique du capital entraîne la baisse du taux du profit, elle est liée à l'accumulation du capital et à la centralisation de celui-ci. Or l'accumulation du capital implique la croissance de la masse de la plus-value. C'est-à-dire que la baisse du taux du profit non seulement *peut* mais *doit* être suivie de la croissance de la plus-value soutirée à la classe ouvrière. La même cause — l'augmentation de la productivité du travail — engendre l'augmentation de la masse du profit et la baisse de son taux.

Les facteurs opposés

Tous les capitalistes ressentent la baisse du taux du profit, bien qu'ils ne se rendent pas compte de ses causes.

Ils cherchent à s'opposer à cette baisse par toute une série de mesures. La principale c'est une exploitation accentuée de la classe ouvrière. Ce renforcement de l'exploitation peut se réaliser par deux voies : prolongation de la journée de travail et augmentation de l'intensité et de la productivité du travail. Les capitalistes se heurtant de plus en plus à la résistance ouvrière et, en général, la prolongation de la journée de travail ayant des limites physiologiques, les capitalistes renforcent l'exploitation principalement au moyen de la production de la plus-value relative.

Or, la production de la plus-value relative est intimement liée à l'élévation de la composition organique du capital, et cette élévation implique une nouvelle baisse du taux du profit. Pour compenser cette baisse, il faut de nouveau accroître le degré d'exploitation et ainsi de suite. *La bourgeoisie oppose donc à la baisse du taux du profit des moyens qui, en fin de compte, ne font qu'accélérer la baisse du taux du profit et qui aggravent la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat.* .

Les capitalistes cherchent à s'opposer à la baisse du taux du profit non seulement en augmentant le degré d'exploitation, mais encore en réduisant les salaires au-dessous de la valeur de la force de travail, en rendant meilleur marché les moyens de production, en conquérant de nouveaux débouchés où ils puissent vendre leurs marchandises à des prix plus élevés et par bien d'autres méthodes. En raison de ces facteurs, le taux du profit diminue d'une façon discontinue : la baisse peut s'arrêter pendant un certain temps, il peut même se produire un relèvement. Le taux du profit a tendance à baisser, et, malgré les facteurs opposés à cette baisse, malgré l'inégalité de celle-ci, la loi générale de son mouvement, ce n'est pas la croissance, mais la baisse. C'est pourquoi Marx parle de la *loi de la baisse tendancielle du taux du profit*.

La baisse du taux du profit et les contradictions du capitalisme

La baisse du taux du profit exprime l'élévation de la composition organique du capital qui, à son tour, implique la croissance des forces productives de la société capitaliste. *La baisse du taux du profit exprime sous une forme capitaliste la croissance des forces productives de la société.*

Cette circonstance à elle seule dénote la nature profondément contradictoire de la production capitaliste. Le capitalisme développe les forces productives sociales pour en tirer le maximum de profit, mais la croissance des forces productives entraîne la baisse du taux du profit.

Le but du capital c'est l'accroissement maximum de la masse et du taux du profit. Le moyen propre à atteindre ce but c'est le développement des forces productives, la production de quantités aussi fortes que possible de marchandises. Plus se développent les forces productives et plus s'accroît la baisse du taux du profit. Pour endiguer cette baisse, les capitalistes développent encore plus les forces productives, ce qui a pour effet de faire baisser davantage le taux du profit. Ainsi pour arriver à son but, le capital est obligé de développer d'une façon

illimitée les forces productives, sans tenir compte des limites que l'appropriation capitaliste impose à la consommation. Or, en régime capitaliste, la capacité de consommation de la société est déterminée non par les besoins, mais par le pouvoir d'achat. L'appropriation capitaliste réduit la consommation des masses à un niveau extrêmement bas. Toutes les marchandises fabriquées ne peuvent pas être vendues ni la plus-value qu'elles renferment réalisée. Aussi la tendance au développement illimité des forces productives se heurte-t-elle aux limites dressées par le capital. Cette contradiction apparaît dans les crises périodiques de surproduction.

En développant les forces productives, le capitalisme fixe lui-même des limites à ce développement. En régime capitaliste, la limite de la production ce ne sont ni les forces productives, ni l'impossibilité technique de leur développement ultérieur, mais uniquement la forme capitaliste de production, c'est-à-dire le capital lui-même. Le but du capital — l'accroissement maximum du taux du profit — entre toujours en contradiction avec le moyen d'atteindre ce but, — le développement illimité des forces productives.

« La limite véritable de la production capitaliste c'est le capital lui-même, le fait que le capital, avec sa mise en valeur, apparaît comme le commencement et la fin, comme la cause et le but de la production... Si le mode de production capitaliste est donc un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il est en même temps la contradiction permanente entre cette mission historique et les conditions correspondantes de la production sociale. » (K. Marx : *le Capital*, t. X, pp. 187-188.)

Plus le capitalisme se développe et plus s'approfondit la contradiction entre le mode de production sociale et sa forme capitaliste, plus s'aggrave l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le choc devient inévitable, dans lequel les forces productives sociales s'affranchissent par la voie révolutionnaire de leur forme capitaliste.

La baisse du taux du profit aggrave les contradictions du capitalisme. Mais cela ne signifie pas que le capitalisme périra de lui-même, automatiquement, « s'évaporer » par suite de la baisse du taux de profit, comme l'affirme un économiste allemand, H. Grossman, qui se considère comme un « marxiste révolutionnaire ».

Grossman a écrit un gros livre destiné à « prouver » qu'il doit arriver un moment où le taux du profit baissera tellement qu'il ne restera rien aux capitalistes pour la consommation et que le capitalisme fera inévitablement naufrage. Et ces sottises, Grossman tente de les attribuer à Marx.

La théorie d'un krach automatique du capitalisme est une théorie entièrement social-démocrate, antimarxiste et antiléniniste, quelles que soient les phrases « révolutionnaires » dont elle se couvre. Cette théorie d'un krach automatique du capitalisme aboutit à créer la passivité dans la classe ouvrière à détourner celle-ci de l'action révolutionnaire, et, par cela même, à aider au renforcement du capitalisme.

Le capitalisme ne se laissera pas emporter par un krach, si fortes que soient ses contradictions. Au contraire, l'aggravation de la contradiction fondamentale du capitalisme renforce la lutte du prolétariat pour sa libération. Le capitalisme ne peut être renversé que par la révolution prolétarienne.

5. Le profit commercial

Passons maintenant à une autre question. Comment et sous quelle forme une partie de la plus-value, produite par la classe ouvrière et appropriée, en premier lieu, par le capital industriel, passe-t-elle au capital commercial ?

Nous savons déjà que le mouvement du capital commercial est celui du capital industriel dans la sphère de la circulation. La fonction des capitalistes commerçants consiste à transformer le capital-marchandise en capital-argent. S'il n'y avait pas de capital commercial, le capital industriel devrait posséder un capital supplémentaire pour pouvoir produire d'une façon ininterrompue. Au point de vue social, le capital commercial est donc un capital supplémentaire au capital industriel bien qu'il en soit séparé et qu'il lui soit même opposé sous la forme du capital d'un groupe particulier de capitalistes commerçants.

L'influence du capital supplémentaire sur le taux moyen du profit

Pour expliquer comment une partie de la plus-value se transforme en profit des capitalistes-commerçants, prenons l'exemple suivant.

Supposons qu'un industriel possède un capital de 400.000 francs, qui rapporte 80.000 francs ou 20 % de profit (d'après le taux moyen du profit), que la production de la marchandise dure 12 mois et que pour la transformation de la marchandise en argent, c'est-à-dire pour sa circulation, il faut également 12 mois. Supposons encore que l'industriel possède lui-même un capital supplémentaire. Le temps nécessaire à la circulation des marchandises étant égal à celui de sa production, le capital supplémentaire devra être de la même grandeur que celui engagé dans la production. Lorsque le second cycle de production sera terminé, les marchandises du premier cycle seront déjà vendues et le capitaliste pourra commencer le troisième cycle, etc.

Comment l'existence de capital supplémentaire influe-t-elle sur le taux du profit ? Le capital constamment engagé dans la production est de 400.000 francs qui rapportent annuellement 80.000 francs de profit; mais *tout* le capital n'est pas de 400, mais de 800.000 francs. C'est pourquoi le taux du profit n'est pas, en réalité, de 20, mais de 10 %, le taux du profit étant le rapport de la plus-value, à *l'ensemble* du capital. La situation est tout à fait semblable pour l'ensemble du capital social : il comporte un capital continuellement engagé dans la production et un capital qui est en circulation. *Par conséquent, l'existence d'un capital supplémentaire a pour effet que le taux moyen du profit est moindre que si la durée de la circulation était égale à zéro et si tout le capital était engagé dans la production.*

Le taux moyen ou social du profit est le rapport de la masse totale de plus-value à l'ensemble du capital social, industriel et commercial.

La formation du profit commercial

La séparation du capital supplémentaire social, nécessaire à la circulation, comme capital commercial, appartenant à un groupe spécial de capitalistes commerçants, a pour résultat que ce capital supplémentaire est plus petit que si chaque capitaliste industriel possédait le capital supplémentaire nécessaire à la circulation et avait sa propre entreprise commerciale. En concentrant entre ses mains les marchandises de plusieurs industriels, le commerçant les fait circuler plus vite. En achetant des marchandises chez un industriel et en les vendant, le commerçant peut acheter avec le même argent des marchandises chez un autre industriel. Avec son capital, il remplace ainsi plusieurs capitaux supplémentaires. La concentration du commerce entre les mains d'un groupe spécial de capitalistes diminue le capital supplémentaire nécessaire à la circulation. Supposons que, par suite de la séparation et de la concentration du capital supplémentaire de circulation entre les mains des commerçants, comme complément à tout le capital social industriel de 400.000 francs, soit nécessaire un capital supplémentaire non pas de 400.000 francs, mais seulement de 100.000 francs. Tout le capital social représentera alors une somme de 500.000 francs. Une partie de ce capital, 400.000 francs, est investie dans la production et appartient aux industriels et l'autre partie, 100.000 francs, continuellement en circulation, appartient aux commerçants. Le capital rapporte une plus-value de 80.000 francs par an. Le taux moyen du profit est donc de 16 % (le rapport de 80.000 francs de plus-value à *tout* le capital social de 500.000 francs). Les industriels vendent leur marchandise au prix de production, c'est-à-dire en ajoutant 16 % (64.000 fr.) au prix de revient de 400.000 francs et vendent leur marchandise aux commerçants 464.000 francs. Cette marchandise renferme donc encore pour 16.000 francs de plus-value (80.000 fr. — 64.000 fr.). En la vendant 480.000 francs, les commerçants réalisent cette plus-value et touchent ainsi 16 % du profit.

Le profit du capital commercial ou profit commercial est donc une partie de la plus-value. Cette répartition de la plus-value entre les industriels et les commerçants a lieu, bien entendu, non en vertu d'un « contrat collectif » entre eux, mais de la façon dont se produit, en général, la répartition de la plus-value entre les capitalistes, c'est-à-dire par la voie de la concurrence des capitaux.

Formant une partie de l'ensemble du capital social, participant à la concurrence des capitaux et au nivellement du taux du profit, le capital commercial réalise un taux du profit égal à celui du capital industriel.

Sous la forme du profit commercial, la plus-value est dissimulée plus encore que sous celle du profit industriel. Si le capital industriel passe, dans son mouvement, par la forme du capital-argent, du capital productif et du capital-marchandise, le capital commercial passe seulement par les formes du capital-argent et du capital-marchandise $A - M - A'$; son mouvement a pour formule : $A - M - A'$. Ici, tout lien avec la production semble complètement rompu. Le commerçant touche son profit, en majorant le prix de vente de la marchandise, ou vendant la marchandise plus cher qu'il ne l'a achetée et pour cette raison il semble que son profit soit créé par la circulation des marchandises. En réalité, le profit commercial c'est, convertie en argent, une partie de la plus-value renfermée dans la marchandise achetée par le commerçant et à lui cédée par le capitaliste industriel.

Mais dans le profit sur le capital de prêts, — dans l'intérêt, nous avons un degré encore plus élevé, le plus haut degré de la déformation des rapports de production capitalistes.

6. Le capital de prêts et l'intérêt

L'intérêt — partie de la plus-value

Le capital argent prêté pour un délai déterminé porte le nom de capital de prêt. Le revenu touché par le propriétaire de ce capital porte le nom *d'intérêt*. Le rapport de ce revenu au montant du capital prêté porte le nom de taux d'intérêt. Si, par exemple, le capital prêté de 1.000 fr. rapporte annuellement à son propriétaire un revenu de 100 fr., cette dernière somme s'appellera les intérêts; ils forment 10 % du montant du capital prêté, le taux d'intérêt est donc de 10 %.

L'industriel ou le commerçant, en empruntant de l'argent pour l'engager dans la production ou dans le commerce, paye l'intérêt sur son profit. Supposons que l'industriel ou le commerçant ait emprunté 100.000 francs. Avec un taux moyen de profit de 10 %, la masse de profit sera de 10.000 fr. Sur ce profit, le capitaliste qui a contracté l'emprunt paye l'intérêt au prêteur. Si le taux d'intérêt est de 5 %, les intérêts sur le capital de 100.000 francs s'élèveront à 5.000 francs payés sur les 10.000 francs de profit. Par conséquent, l'intérêt est une partie du profit, mais ce dernier étant une forme modifiée de la plus-value, l'intérêt est donc lui aussi une partie de la plus-value.

Le taux d'intérêt est moindre que le taux moyen du profit

L'intérêt étant une partie du profit, le taux d'intérêt ne peut pas être supérieur au taux moyen du profit; bien au contraire, il doit lui être inférieur. En empruntant de l'argent et en l'engageant dans la production, l'industriel convertit cet argent de capital inactif en capital actif, en une partie du capital productif. Cette partie du capital investie dans la production conjointement avec l'ensemble du capital productif, crée la plus-value. Elle donne un profit d'une grandeur déterminée selon la loi du taux moyen du profit. Mais comme une partie du capital entre les mains de l'industriel est pour lui un capital étranger, il donne une partie du profit produit par ce capital étranger au propriétaire de ce dernier, au capitaliste prêteur. Par conséquent, le taux d'intérêt doit être inférieur au taux moyen du profit. S'il lui était égal, l'industriel ou le commerçant n'auraient pas intérêt à contracter des emprunts.

Sans doute, il existe des cas où l'industriel consent à payer un taux d'intérêt égal au taux moyen du profit, par exemple s'il n'arrive pas, sans un capital étranger, à mettre en valeur son capital propre ou s'il est menacé de faillite. Le taux d'intérêt est généralement très élevé pendant les crises. Mais en règle générale il est inférieur au taux moyen du profit.

Pourquoi les capitalistes prêteurs se contentent-ils de revenus au-dessous du taux moyen du profit ? Ne pourraient-ils pas eux-mêmes engager leur capital dans la production ou dans le commerce et en tirer un revenu beaucoup plus élevé ?

L'intérêt et le profit bancaire

En fait, les capitalistes prêteurs, pour lesquels le prêt d'argent n'est pas une opération accidentelle mais une forme régulière et unique d'emploi de leur capital, prêtent non seulement leurs propres capitaux, mais aussi les capitaux étrangers et les dépôts concentrés chez eux. Ce sont les banquiers et leur revenu — le profit bancaire — est *égal* au taux moyen du profit et souvent même le dépasser

Voyons, maintenant, comment cela se produit. Les industriels gardent une partie de leur capital sous 1) la forme monétaire à titre de réserve pour le cas du renchérissement du prix des matières premières, etc. Le prix obtenu à chaque vente de marchandises renferme une indemnité pour l'usure du capital fixe (machines, édifices, etc.) mais ce dernier n'est remplacé qu'après son usure complète, après plusieurs années, (Par conséquent, il s'accumule peu à peu sous la forme monétaire une somme déterminée qui reste temporairement disponible; il en est de même pour la plus-value employée pour l'accumulation du capital (la reproduction élargie) et qui ne devient pas un capital nouveau après chaque vente. Il est d'autres conditions de la reproduction capitaliste qui conduisent à la formation d'un capital temporairement disponible. Ce capital argent temporairement disponible se crée également chez les commerçants.

D'autre part, les capitalistes ont souvent besoin de crédit pour élargir la production ou pour acheter des matières premières, etc. Tandis que tel capitaliste possède un capital argent temporairement disponible, tel autre cherche à contracter un emprunt ! Les banques concentrent ces capitaux temporairement disponibles et elles les prêtent. En outre, elles gardent les économies des petits déposants. Elles sont donc les intermédiaires entre l'offre et la demande de capitaux. Par conséquent, les banques prêtent non seulement leur propre capital, mais encore celui des autres qui leur est temporairement confié (dans la période de l'impérialisme, le rôle des banques change, bien qu'elles remplissent toujours cette fonction d'intermédiaires). (Voir à ce sujet le dernier chapitre.)

Pour les dépôts acceptés, les banques payent un intérêt moindre que l'intérêt perçu pour les prêts. Supposons qu'une banque possède 100 millions de francs de capital à elle et 300 millions de francs de dépôts. Supposons qu'elle paye aux déposants 3 % et touche sur les prêts 5%. En admettant que tout ce capital de 400 millions de francs fasse une rotation par an, nous aurons à la fin de l'année le résultat suivant : Le revenu de la banque — les intérêts sur prêts consentis, seront de 20 millions de francs (5 % sur 400 millions), les intérêts payés aux déposants de 9 millions (3 % sur 300 millions). Le profit de la banque sera de 11 millions de francs, soit 11 % pour le capital propre de la banque (100 millions).

Bien que le taux d'intérêt perçu sur les prêts soit inférieur au taux moyen du profit, le taux du profit de la banque sur son propre capital n'est pas inférieur au taux moyen. La banque reçoit ce profit sous forme d'intérêt sur prêts. L'intérêt est une partie de la plus-value, une partie du travail supplémentaire non payé de la classe ouvrière. Mais dans cette forme disparaît complètement toute trace de l'origine de la plus-value.

Dans son mouvement, le capital commercial affecte les formes de capital-argent et de capital-marchandise. Le capital de prêts circule constamment sous une seule forme, celle du capital-argent. La formule du mouvement du capital de prêts est : $A - A'$. La source des intérêts semble être ici l'argent comme tel.

« Produire la valeur, porter de l'intérêt devient une propriété de l'argent 'comme celle du poirier est de donner des poires... Dans la formule $A - A'$ nous avons la forme irrationnelle du capital, le degré suprême de la déformation et de la matérialisation des relations de production... Nous avons devant nous la propriété de l'argent ou de la marchandise d'accroître sa propre valeur sans égard à la reproduction, forme suprême de mystification du capital. » (K. Marx : *le Capital*, t. XI, p. 208.)

7. La rente foncière

Examinons enfin la dernière forme que revêt la plus-value, la rente. En régime capitaliste, la terre est propriété privée. Le propriétaire foncier, en la donnant au capitaliste pour utilisation temporaire, touche un loyer. La terre louée peut renfermer d'anciens investissements de capitaux tels que des dispositifs d'irrigation ou de drainage, peut porter des plantations artificielles, des édifices, etc. Le loyer perçu par le propriétaire foncier pour ce capital est l'intérêt de ce capital et non la rente. Par cette dernière, il faut entendre la partie du loyer perçue pour l'utilisation de la terre comme telle, de la terre comme condition de la production, condition donnée par la nature même et non créée par le travail humain. Lorsqu'on loue une terre qui n'a encore jamais été labourée et dans laquelle aucun capital n'a encore été investi, le propriétaire touchera aussi un loyer.

Pour comprendre d'où vient la rente foncière, qui la crée et comment elle parvient au propriétaire foncier, nous prendrons pour point de départ, dans tout ce qui va suivre, les deux conditions suivantes. En premier lieu, nous avons en vue l'agriculture capitaliste, c'est-à-dire une culture qui ne se fait que par l'exploitation du travail salarié. La rente perçue sur les terres paysannes ne peut être comprise que sur la base de la rente foncière capitaliste. En second lieu, nous supposons que le propriétaire foncier et le capitaliste sont deux personnes distinctes, que la production est organisée non par le propriétaire foncier, mais par le capitaliste qui a loué la terre. Dans le cas où le capitaliste est en même temps le propriétaire de la terre, c'est lui qui encaisse la rente foncière.

La première rente différentielle

Prenons trois terrains : I, II, III, de dimensions identiques de 1 hectare, mais de fertilité différente, si bien que, les dépenses et les procédés de culture étant les mêmes, chacun d'eux donne une récolte différente. Ainsi, les locataires de ces terrains y ayant investi la somme de 100 fr. chacun, le nombre d'ouvriers occupés dans chacun de ces terrains étant le même ainsi que le nombre des journées de travail faites et celui des heures par jour, le terrain I a donné 4 quintaux, le terrain II, 5 et le terrain III, 6 quintaux de blé.

Supposons que le taux moyen du profit soit de 20 %. Chacun des locataires de ces terrains ajoute à son prix de revient le profit moyen. Le prix de production de l'ensemble du blé de chaque terrain sera donc de 120 fr. (100 fr. de prix de revient et 20 fr. de profit moyen). Mais, dans ce cas, le prix de production d'un quintal de blé du terrain I sera de 30 fr. (120 : 4), du terrain II, 24 fr. (120 : 5) et du terrain III, 20 fr. (120 : 6).

Cependant, sur le marché, les prix du blé ne peuvent avoir des niveaux différents. Quel sera donc le niveau commun ? Si l'ensemble du blé produit (dans notre exemple, 15 quintaux), est nécessaire à la satisfaction de la demande de blé qui existe sur le marché, le taux s'établira au prix de vente du blé du plus mauvais terrain, soit 30 fr. le quintal.

Voici la raison de ce phénomène. Sur les meilleurs terrains, le travail est plus productif que sur les mauvais. Toutefois, ce n'est pas ce travail plus productif qui détermine la valeur et le prix de production des produits agricoles. Si, dans l'industrie, le travail est devenu plus productif dans une entreprise donnée d'une branche que dans toutes les autres entreprises de la même branche, la valeur individuelle des marchandises de cette entreprise sera plus basse que leur valeur sociale. Le capitaliste de cette entreprise vendra ses marchandises à un prix inférieur à leur valeur sociale, mais au-dessus de leur valeur individuelle et il obtiendra une plus-value supplémentaire ou surprofit. (Voir chapitre IV). Mais la concurrence qu'il fait aux autres (puisqu'il vend la marchandise à des prix plus bas que les autres capitalistes) poussera ces derniers à perfectionner la production et à baisser la valeur. Si bien que finalement il y aura une baisse de la valeur sociale de toutes les marchandises de la branche donnée et le surprofit disparaîtra. La situation est tout autre dans l'agriculture. Ici, les meilleurs terrains dans lesquels le travail est le plus productif sont en nombre limité. On ne peut pas les créer comme on peut créer une meilleure machine ou une meilleure fabrique. Justement, parce que les meilleurs terrains sont en nombre restreint et ne peuvent pas être créés [*On peut, certes, améliorer tout terrain, mais cela demande un capital supplémentaire. Or, nous considérons le cas où les investissements sont égaux pour tous les terrains.*], la valeur sociale du produit agricole est déterminée par la productivité du travail obtenue sur le terrain le moins bon, c'est-à-dire par le travail le moins productif. Par conséquent, le prix du produit agricole sur le marché sera déterminé non par le prix individuel de production du meilleur ou du moyen terrain, mais par le prix de production du terrain le moins bon. Le prix du quintal de blé sera donc établi à 30 francs.

Ainsi, le locataire du terrain I vend son blé 120 fr., celui du terrain II, 150 (30 multiplié par 5); celui du terrain III, 180 (6 multiplié par 30). Chacun d'eux a dépensé 100 fr., mais le second a tiré un profit de 30 fr. et le troisième de 60 fr. de plus que le premier.

Cet excédent reste-t-il chez les locataires des terrains ? Non, les meilleurs terrains sont les plus recherchés et pour cette raison leurs propriétaires se font payer un loyer plus élevé. Le capitaliste qui a loué la terre, reçoit seulement le profit moyen. Et l'excédent qu'il touche, il est obligé de le verser au propriétaire foncier sous forme de rente.

Pour plus de clarté, nous représenterons cet exemple sous la forme du tableau que voici :

Terrains	Capitaux engagés, en francs	Récolte en quintaux par hectare	Prix de production (20 % taux moyen du profit)	Prix individuel de production d'un quintal, en francs	Prix social de production d'un quintal	Prix social de production de toute la récolte	Rente
I	100	4	120	30	30	120	—
II	100	5	120	24	30	150	30
III	100	6	120	20	30	180	60

On voit donc que la rente n'est pas une somme déduite du profit moyen du locataire de la terre, mais l'excédent sur son profit moyen. Le fait que le locataire de la terre paie la rente ne porte pas atteinte à ses intérêts de capitaliste. Bien entendu, la rente n'est pas créée par la terre, mais par le travail des ouvriers salariés puisque le travail des ouvriers sur différents terrains a une productivité différente, et c'est pourquoi il donne aussi des quantités de plus-value différentes. La rente provenant de la différence entre le prix social de production des produits agricoles et leur prix de production individuel (et cette différence est conditionnée par les différences dans la productivité du travail) s'appelle la rente différentielle.

Ce n'est pas la terre, mais le travail qui crée la rente. La différence dans la fertilité du sol est la *condition* des différences dans la productivité du travail. C'est pourquoi il semble que la rente est créée par la terre et non par le travail. Etant au fond une forme de la plus-value, la rente se présente comme un produit de la terre, de même que le profit paraît engendré par l'ensemble du capital.

La deuxième rente différentielle

On obtient également la rente différentielle dans le cas d'investissements supplémentaires de capitaux dans la terre. Si, dans notre exemple, le locataire du terrain II engage dans sa terre, au lieu de 100, 200 fr., en introduisant de nouvelles machines, des procédés perfectionnés de labour, des engrais artificiels, etc., il obtiendra une plus forte récolte.

Supposons qu'avec l'investissement d'un capital supplémentaire de 100 fr., le terrain II donne 10 quintaux de blé. Quelle sera alors la rente de ce terrain ? Le capital total engagé dans ce terrain sera de 200 fr. Le taux moyen du profit étant de 20 %, le prix de production individuel de 10 quintaux sera de 240 fr. (200 fr. de frais de production et 40 fr. de profit moyen); leur prix social de production (qui comme avant est déterminé par le prix de production individuel d'un quintal sur le terrain le moins bon, c'est-à-dire 30 fr.) sera de 300 fr. De la sorte, la rente du terrain II montera à $300 \text{ fr.} - 240 \text{ fr.} = 60 \text{ fr.}$, alors qu'avant elle était de 30 fr. L'investissement supplémentaire du capital a donc donné une rente supplémentaire de 30 fr.

Dans le système de louage de la terre (affermage) le loyer est établi d'ordinaire par un bail pour plusieurs années à l'avance. Si pendant ce laps de temps le locataire (affermataire) fait des investissements supplémentaires de capitaux, la rente s'accroît et dépasse les proportions du loyer stipulé, cet excédent reste au locataire. Voilà pourquoi nous constatons le fait particulier que le propriétaire foncier préfère des délais d'affermage aussi courts que possible alors que le locataire réclame les termes les plus longs. Plus est court le délai d'un bail, moins le locataire est intéressé à effectuer des investissements supplémentaires de capital puisque le capital engagé dans la terre pendant le délai du bail reste au propriétaire foncier. La propriété privée de la terre entrave ainsi le développement des forces productives dans l'agriculture.

La rente obtenue à la suite des investissements supplémentaires de capital est aussi de la rente différentielle, elle est conditionnée par les différences dans la productivité du travail, elle s'appelle *la deuxième rente différentielle* à l'opposé de la première rente différentielle, qui est le résultat des différences dans la productivité du travail des terrains de qualité inférieure.

La rente différentielle du terrain le moins bon

Dans l'exemple ci-dessus, le terrain le plus mauvais ne produit point de rente. Mais le propriétaire du plus mauvais terrain n'affermé pas sa terre gratuitement. D'où vient donc cette rente, le terrain le plus mauvais ne donnant pas de profit supplémentaire pouvant se convertir en rente ?

Dans certains cas, le plus mauvais terrain peut donner de la rente différentielle.

Si, dans notre exemple, l'investissement supplémentaire d'un capital de 100 fr. sur le terrain II donne un produit supplémentaire non de 5 quintaux, mais de 3 seulement, le prix social de production du blé produit s'établira au prix individuel de production d'un quintal de blé produit par cet investissement supplémentaire de capital. Car désormais, le travail appliqué par ce capital sera le moins productif. Ce capital supplémentaire remplit en quelque sorte le rôle du terrain le plus mauvais, moins bon encore que le terrain I.

Le prix individuel de production de ces 3 quintaux sera de 120 fr. (100 fr. de frais de production et 20 fr. de profit moyen) et le quintal coûtera 40 fr. Cette somme constitue dorénavant le prix social de production d'un quintal. La récolte du terrain I sera vendue 160 fr. (40 fr. X 4). Le prix de production individuel est de 120 fr. La rente du plus mauvais terrain sera donc de 40 fr. Il va de soi que la rente du premier investissement de capital dans le terrain II et la rente du terrain III montera.

Les plus mauvais terrains ne donnent pas toujours de rente différentielle. Ils ne la donnent que dans le cas où la dépense supplémentaire de capital sur le meilleur terrain produit une récolte supplémentaire moindre que celle du plus mauvais terrain. Or, même ces derniers terrains doivent *toujours* donner de la rente.

Si les plus mauvais terrains ne donnent pas toujours de la rente différentielle, ils donnent toujours de la *rente absolue*. Cette dernière est perçue également sur les meilleurs terrains, mais tandis que ces terrains donnent toujours de la rente différentielle et de la rente absolue, les plus mauvais donnent toujours de la rente absolue et dans certaines conditions seulement (que nous venons d'exposer) de la rente différentielle.

La rente absolue

La rente absolue est aussi une forme de la plus-value, mais elle se forme autrement que la rente différentielle. La rente absolue, aussi bien que la rente différentielle, ne peut être une somme déduite du profit moyen. Autrement, les capitalistes n'engageraient pas leurs capitaux dans l'agriculture. La rente différentielle est la différence entre le prix social de production du produit agricole et son prix de production individuel.

Par conséquent, la rente absolue ne peut être qu'une somme supplémentaire au-dessus du prix social de production. Comment cette majoration est-elle possible ? Quelle en est la source ?

L'agriculture en général, et la culture du sol en particulier, est une branche de production où la composition organique du capital est inférieure à la composition moyenne du capital social. En régime capitaliste, le développement de l'agriculture est en retard, par rapport à l'industrie. Ce retard est dû à la propriété privée de la terre. (Nous l'avons déjà vu par l'exemple de la deuxième rente différentielle. Dans le chapitre suivant, nous analyserons les autres conditions créées par la propriété privée de la terre et qui entravent le développement des forces productives dans l'agriculture.) Mais lorsque dans une branche de production la composition organique du capital est au-dessous de la composition moyenne du capital social, le prix de production (le prix social de production) y est inférieur à la valeur : la plus-value créée dans cette branche n'est pas réalisée entièrement par les capitalistes de cette branche, une partie de cette plus-value passe aux capitalistes des autres branches ayant une composition organique du capital plus haute; dans les branches de la production où la composition organique du capital est basse, la plus-value est au-dessus du profit moyen.

Puisque, dans l'agriculture, la composition organique du capital est inférieure à la composition moyenne du capital social, une partie de la plus-value devrait affluer dans d'autres branches. *Mais la propriété privée de la terre empêche l'excédent de plus-value sur le profit moyen d'être réparti entre les capitalistes des autres branches.* Les capitalistes ne peuvent pas organiser la production sur une terre sans avoir payé aux propriétaires fonciers un tribut pour l'utilisation de cette terre. Ce tribut — la rente absolue — ils le prélèvent sur la plus-value qui forme l'excédent sur le profit. *Par conséquent, la plus-value créée dans l'agriculture ne participe pas à la formation du taux moyen du profit.* Nous étudierons sur l'exemple suivant comment se forme la rente absolue. Tout le capital industriel, de 400 millions de francs, se compose de 300 millions de capital constant et de 100 millions de capital variable. Le taux de la plus-value étant de 100 %, l'ensemble de celle-ci sera de 100 millions de francs et le taux moyen du profit de 25 % (100 : 400). Supposons que le capital agricole de 100 millions de francs se divise en capital constant et en capital variable de 50 millions chacun (composition organique plus basse que dans l'industrie), le taux de la plus-value étant de même de 100 %, la masse de cette dernière, créée par les ouvriers agricoles, sera de 50 millions.

Sans la propriété monopoliste de la terre, et, par conséquent, sans la nécessité de payer la rente absolue au propriétaire foncier, la situation se présenterait comme suit : tout le capital social s'élèverait à 500 millions de francs, l'ensemble de la plus-value serait de 150 millions de francs et le taux moyen du profit de 30 % (150 : 500). Mais la propriété privée de la terre empêche la plus-value créée dans l'agriculture de participer à la formation du taux moyen du profit. Ce taux se forme dans l'industrie et fait 25 %. Les capitalistes en investissant dans l'agriculture leur capital de 100 millions de francs obtiennent 25 millions de francs de profit (d'après le taux moyen du profit). Sur 50 millions de plus-value créée dans l'agriculture, ils versent au propriétaire foncier à titre de rente absolue 25 millions. Les produits agricoles seront donc vendus 150 millions de francs et la rente absolue sera acquittée sur la plus-value contenue dans ce produit.

En l'absence de la propriété privée de la terre, le taux moyen du profit serait, comme nous l'avons vu, de 30 et non de 25 %. Les produits agricoles seraient vendus non 150 millions (125 millions comme prix de production et 25 millions de rente absolue), mais 130 millions. *Cela signifie, en premier lieu, que l'existence de la propriété privée du sol fait baisser le taux moyen du profit et entrave l'accumulation du capital et le développement de la production capitaliste en général. Cela signifie, en second lieu, que l'existence de la propriété privée du sol élève le prix des produits agricoles, matières premières pour l'industrie et moyens de subsistance de la classe ouvrière, ainsi que la valeur de la force de travail.*

Nous voyons ainsi que le facteur qui crée la rente absolue, c'est le monopole de la propriété privée de la terre. Cela ne signifie pas certainement que la possession même de la terre crée la plus-value qui est appropriée par le propriétaire foncier sous la forme de la rente absolue. Cette partie de la plus-value, qui se transforme en rente absolue, est créée par le travail non payé des ouvriers agricoles. Mais la propriété privée de la terre, comme nous venons de le voir, ne laisse pas cette plus-value se transformer en profit moyen et elle le transforme en rente absolue, appropriée par le propriétaire foncier. C'est précisément dans ce sens que Marx dit que le monopole de la propriété privée de la terre crée la rente absolue. La bonne composition organique du capital dans l'agriculture crée seulement l'excédent de la valeur au-dessus du prix de production, comme cela a lieu dans toutes les branches qui ont une basse composition organique du capital. Mais elle n'est pas la cause de la formation de la rente absolue. La cause, — c'est la propriété foncière privée.

L'existence de la propriété privée de la terre et de la rente foncière, surtout la rente absolue, permet de comprendre certaines particularités importantes du développement du capitalisme dans l'agriculture par comparaison avec son développement dans l'industrie. Mais avant de passer à l'analyse de cette question, faisons le bilan de tout ce que nous avons appris sur les formes de la plus-value.

Toutes ces formes modifiées de la plus-value présentent les revenus des différents groupes d'exploiteurs non comme partie de toute la masse du travail supplémentaire non payé de la classe ouvrière, matérialisé dans les marchandises, non comme la part des différents groupes de la bourgeoisie dans l'exploitation de la classe ouvrière, mais, au contraire, comme des revenus dérivés de sources autonomes et n'ayant aucun rapport avec le travail de la classe ouvrière. Il semble que le travail des ouvriers crée seulement le salaire, que le profit des industriels provient des moyens de production, que le profit des commerçants est né pendant la circulation, que l'intérêt est né de l'argent en tant que tel, que la rente est née de la terre. En réalité, le travail de l'ouvrier crée non seulement la valeur des salaires, mais encore la plus-value, source unique de revenus pour tous les groupes de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers. En réalité, toutes ces espèces de revenus sont des formes de la *plus-value*. Ainsi, les formes particulières de la plus-value dissimulent, voilent la contradiction de classe fondamentale de la société capitaliste, — la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, et elles présentent les rapports à l'intérieur de la bourgeoisie non comme des rapports de répartition de la plus-value, mais comme des rapports indépendants, n'ayant rien de commun avec l'exploitation de la classe ouvrière.

Chapitre VIII : LE DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE DE L'AGRICULTURE

1. La propriété privée du sol comme facteur freinant le développement de l'agriculture sous le capitalisme

D'une part, le capitalisme développe les forces productives de la société et de l'autre, il freine leur développement. Nous avons déjà vu cela en étudiant la loi de la baisse du taux moyen du profit et nous le montrerons, d'une façon encore plus détaillée, dans les chapitres suivants. Mais c'est surtout en agriculture que le régime capitaliste freine le développement des forces productives. Le retard de l'agriculture sur l'industrie, l'opposition grandissante entre la ville et la campagne sont tout à fait inévitables en régime capitaliste. La raison essentielle en est la propriété privée du sol.

La propriété privée du sol empêche le locataire capitaliste d'engager plus de capital dans l'agriculture. Elle engendre la rente absolue, en empêchant la plus-value créée dans l'agriculture de participer à la formation du taux moyen du profit. Elle réduit donc le taux moyen du profit, ralentit l'accumulation du capital, fait monter les prix des matières premières agricoles, nécessaires à l'industrie et des moyens d'existence de la classe ouvrière.

Le prix de la terre

La propriété privée du sol détache d'une application productive des capitaux énormes lors de l'achat de terrains. La terre, comme telle, n'a pas de valeur, n'étant pas le produit du travail. Cependant, dans la société capitaliste, elle est une marchandise, elle s'achète et elle se vend. Ne possédant pas de valeur, la terre a pourtant un prix; tel terrain se vend et s'achète à tel ou tel prix. Or, le prix de toutes les marchandises est déterminé par la valeur. Par quoi est déterminé le prix de la terre, qui n'a point de valeur ?

Si un terrain donné rapporte annuellement 100 fr. de rente, le propriétaire de ce terrain, en le vendant, devra toucher une somme d'argent qui, placée dans une banque, donnera annuellement un revenu de 100 fr. Si la banque paye un taux d'intérêt de 5 %, le propriétaire du terrain vendra ce dernier pour 2.000 fr., car 2.000 fr. avec un intérêt de 5 % rapportent 100 fr. par an. Le prix de la terre, dans le cas donné, est 2.000 fr. *Le prix de la terre c'est la rente capitalisée, c'est-à-dire la rente convertie en intérêt, en revenu d'un capital de prêt d'une grandeur déterminée.* Lors de la vente du terrain, le propriétaire cède à l'acheteur le droit à la rente. Il touche pour cela un tribut qui lui permet de recevoir à l'avenir un revenu sous la forme d'intérêt.

Lorsque le capitaliste achète le terrain, la somme d'argent qu'il a payée n'est pas une application productive du capital. Il pourrait organiser la production sur un terrain loué aussi bien que sur un terrain acheté. S'il n'avait pas dépensé un capital-argent pour l'achat du terrain, il aurait pu acheter plus de moyens de production et de force de travail, améliorer les procédés de culture, etc.

« C'est pourquoi la dépense de capital argent pour l'achat de la terre n'est pas un placement de capital agricole. Elle est en contradiction avec le mode capitaliste de production. » (K. Marx : le Capital, t. XIV, p. 100-101.)

Avec le développement du capitalisme, le prix de la terre ne tombe pas, mais augmente. Cet accroissement du prix de la terre est provoqué par deux causes. La première, c'est la croissance de la rente. La rente augmente parce que, avec le développement du capitalisme, la demande de terre grandit et qu'il se produit de nouveaux investissements de capitaux dans l'agriculture. Mais l'accroissement de la rente signifie l'augmentation du prix de la terre. Si dans l'exemple cité la rente est non de 100, mais de 200 fr., il faudra un capital de 4.000 fr. pour obtenir un revenu annuel de 200 fr. au taux de 5 %.

La deuxième cause de l'accroissement du prix de la terre c'est la baisse du taux d'intérêt. Ce dernier est au-dessous du taux moyen du profit. C'est pourquoi, avec la baisse du taux moyen du profit, diminue aussi le taux d'intérêt. La rente étant de 100 fr. et le taux d'intérêt de 5 %, le prix de la terre sera de 2.000 fr. Avec une rente de 100 fr. et un taux d'intérêt de 4 %, le prix de la terre sera de 2.500 fr. Pour une rente de 200 fr. et un taux d'intérêt de 4 %, le prix de la terre devra atteindre 5.000 fr. La croissance de la rente et la baisse simultanée du taux d'intérêt accélèrent l'augmentation des prix de la terre.

La propriété privée du sol détourne donc de plus en plus de capitaux de leur application productive. Plus le capitalisme se développe, plus la propriété privée du sol devient un obstacle au développement des forces productives de l'agriculture.

La séparation de la production agricole d'avec la propriété foncière

L'existence et le développement du capitalisme (et même un développement beaucoup plus rapide) sont possibles sans la propriété privée du sol. *Cela est prouvé par le fait même qu'avec le développement du capitalisme, la production agricole se sépare de plus en plus de la propriété privée du sol.* Cette séparation se manifeste sous deux formes : la croissance de la location de la terre et celle de la dette hypothécaire à long terme.

Dans l'affermage, le capitaliste conduit son exploitation sur une terre qui ne lui appartient pas. La production agricole sur des terres affermées s'accroît dans tous les pays. Ainsi, en Grande-Bretagne — pays où le développement de l'agriculture capitaliste est le plus ancien — 15,3 % seulement de l'ensemble de la superficie agricole étaient cultivés en 1887 par les propriétaires fonciers eux-mêmes, 84,7 % l'étaient par les affermateurs. En 1912, 89,1 % de la superficie étaient cultivés par des affermateurs. Aux Etats-Unis, pays où le capitalisme est relativement jeune — la terre affermée formait en 1880, 25,6 % de l'ensemble de la surface cultivée et en 1925 déjà 47,4 %. Cette croissance de l'affermage n'est rien d'autre que la séparation grandissante de la production agricole d'avec la propriété foncière, et signifie que le capitalisme peut de plus en plus se passer de la propriété privée du sol.

La deuxième forme de la séparation de la terre comme moyen de production d'avec la propriété foncière est la croissance des dettes hypothécaires. En achetant de la terre, l'acheteur reçoit d'habitude de la banque un prêt à long terme sous l'hypothèque de la terre achetée. Le nouveau propriétaire touche la rente sur laquelle il verse à la banque l'intérêt pour l'argent emprunté. Si bien que dans le cas de l'hypothèque, l'intérêt payé à la banque n'est rien d'autre que la rente. La terre est hypothéquée non seulement lors de l'achat, mais en général chaque fois que le propriétaire foncier a besoin d'argent. Cette opération est fort avantageuse aux banques agricoles ou de crédit hypothécaire non seulement parce qu'elles touchent la rente sous forme d'intérêt, mais aussi parce qu'en cas d'insolvabilité du débiteur, la terre devient la propriété de la banque. Et comme d'autre part le prix de la terre monte, la revente de ces terrains apporte à ces banques des profits importants.

Les terres hypothéquées restent formellement la propriété de leur propriétaire officiel, mais pratiquement elles appartiennent à la banque. Car la propriété de la terre c'est le droit à la rente. Or, la terre étant hypothéquée, le propriétaire est obligé de verser la rente à la banque sous forme d'intérêt.

*« Le mode capitaliste de production a surtout eu le résultat... d'établir une distinction très nette entre la terre, condition de travail et la propriété foncière ou le propriétaire foncier pour lequel la terre ne représentait en somme qu'une contribution déterminée que son monopole lui permettait de réclamer du capitalisme industriel. — l'affermataire. » (K. Marx : *le Capital*, t. XIII, p. 9-10.)*

Le capitalisme et la nationalisation du sol

Les propriétaires fonciers (il s'agit ici des gros propriétaires fonciers) sont des exploiters. Mais parmi les exploiters ils forment un groupe à part, opposé à la bourgeoisie. La propriété foncière n'est pas la condition nécessaire de l'existence du capitalisme. La classe des propriétaires fonciers est un reste de la féodalité au sein du capitalisme.

*« Dans le mode capitaliste de production, le capitaliste est l'agent non seulement nécessaire mais absolu de la production. Le propriétaire foncier y est complètement inutile. Tout ce qu'il faut c'est que la terre ne soit pas la propriété commune, qu'elle s'oppose à l'ouvrier comme quelque chose qui ne lui appartient pas. Il en est ainsi quand elle est la propriété publique et que l'Etat touche lui-même la rente foncière. Le propriétaire foncier, agent tellement essentiel de la production dans l'antiquité et le moyen âge, est superflu dans la production industrielle. » (K. Marx : *Histoire des doctrines économiques*, tome III, p. 250.)*

Avec le passage de la terre entre les mains de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire lors de la nationalisation bourgeoise du sol, on pourrait abolir la rente absolue qui est le résultat du monopole de la propriété privée du sol. La rente différentielle subsisterait dans ce cas, car elle est le résultat non de la propriété foncière privée, mais d'un autre genre de monopole, à savoir le monopole de l'économie capitaliste sur la terre, monopole qui découle de l'étendue limitée de la terre et de ses meilleurs lots. Si l'on pouvait produire de la terre, le profit supplémentaire dans l'agriculture aurait le même caractère inconstant que dans l'industrie et ne se transformerait pas en rente différentielle. L'étendue limitée de la terre aboutit au fait que, parmi les capitalistes qui investissent leurs capitaux dans l'agriculture, les uns sont dans des conditions plus avantageuses que les autres. Ce monopole de l'économie capitaliste sur la terre, qui engendre la rente différentielle, de même que la rente différentielle elle-

même, ne peuvent pas être supprimés par le passage de la terre dans les mains de l'Etat bourgeois. Avec la nationalisation bourgeoise de la terre, la rente différentielle subsisterait, mais ce serait l'Etat qui l'encaisserait. Bien que la nationalisation du sol par l'Etat bourgeois aurait pour effet d'accélérer le développement du capitalisme, la bourgeoisie ne peut pas la réaliser pratiquement pour deux raisons.

D'abord, l'abolition de la propriété privée du sol en régime capitaliste serait un coup porté à la propriété privée en général.

« S'attaquer à une forme quelconque de propriété, ce serait les menacer toutes. » (K. Marx : *Histoire des doctrines économiques*, tome III, p. 250)

« Le coup porté à la propriété foncière faciliterait des coups ultérieurs inévitables à la propriété en général. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome VII, p. 223.)

En second lieu, à mesure du développement du capitalisme, le bourgeois lui-même est du reste devenu propriétaire foncier.

D'une part, la bourgeoisie achète de plus en plus de terre, et, d'autre part, la terre qui n'appartient pas à la bourgeoisie, de plus en plus hypothéquée, devient pratiquement la propriété des banques capitalistes.

Au fur et à mesure de l'aggravation des contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat qui lutte pour l'abolition de la propriété privée en général, les intérêts de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers se rapprochent et s'interpénètrent de plus en plus. La bourgeoisie maintient la propriété privée du sol qui entrave le développement du capitalisme. Ce dernier devient un facteur qui freine la croissance des forces productives de la société.

Dans de pareilles conditions, la propriété privée du sol ne peut être supprimée que par la révolution : dans certains pays, par la révolution bourgeoise démocratique se transformant en révolution socialiste, dans d'autres, dans les pays capitalistes plus avancés, par la révolution prolétarienne. *La nationalisation de la terre par l'Etat prolétarien ouvre la voie non au développement libre du capitalisme, mais, au contraire, est le commencement de la liquidation du capitalisme et représente une des bases les plus importantes de la construction du socialisme et du développement rapide des forces productives sociales.*

En U. R. S. S., la nationalisation du sol a aboli d'un coup la propriété privée du sol et la rente foncière. C'est là l'une des raisons les plus importantes du développement rapide de l'agriculture, l'une des plus importantes conditions de la rapide croissance des formes socialistes de l'agriculture.

2. La grande et la petite production dans l'agriculture

Les lois fondamentales du développement du capitalisme agissent dans l'agriculture comme dans l'industrie : la production y est de plus en plus concentrée, la petite production est évincée par la grande, les petits producteurs individuels sont de plus en plus ruinés.

Lorsque, à la fin du siècle passé, le réformisme a procédé à la révision de la théorie marxiste de la concentration du capital, il invoquait principalement le maintien de la petite agriculture paysanne. Il affirmait que les conditions naturelles de l'agriculture limitent le développement de la grande production, que la grande production agricole n'offre pas d'avantages sur la petite et que cette dernière, loin de dépérir, évince la grande production. Le point de vue sur la question du sort de la petite production dans l'agriculture est devenu le point de vue officiel de la II^e Internationale.

La question de savoir si les lois du développement du capitalisme dans l'industrie s'appliquent à l'agriculture est d'une portée énorme pour définir les tâches de la lutte de classe du prolétariat. Si, dans l'agriculture, les petits producteurs ne sont pas ruinés ni prolétarisés, si en régime capitaliste les paysans ne sont pas exploités, alors le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie ne peut pas compter sur l'appui de la paysannerie. Alors l'hégémonie sur la petite bourgeoisie sera toujours exercée par la bourgeoisie et le prolétariat devra renoncer à son rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie. Les menchéviks et les trotskistes faisaient et font de telles conclusions.

Si la nature elle-même empêche le développement de la grande production dans l'agriculture et favorise la croissance et le raffermissement de la petite production, le socialisme, c'est-à-dire la grande production socialisée, est impossible dans l'agriculture. Mais alors le socialisme devient impossible en général puisqu'il implique la socialisation de *l'ensemble* de l'économie.

C'est pourquoi la lutte contre le révisionnisme dans la question agraire a une importance de principe. Dans cette lutte, les bolcheviks, Lénine en tête, ont suivi seuls la ligne du marxisme. Lénine a mené une lutte implacable, non seulement contre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires russes, mais aussi contre le révisionnisme dans toute la II^e Internationale d'avant-guerre.

Marx a élaboré la théorie de la rente foncière, mais il n'a pas eu le temps d'élaborer en détail la question des particularités du développement du capitalisme dans l'agriculture. Dans sa préface au livre III du *Capital*, Engels indique que Marx a commencé l'étude des rapports agraires de la Russie, afin d'approfondir ultérieurement sa théorie de la rente foncière. Dans l'élaboration de la théorie de la rente et aussi de la question du développement du capitalisme dans l'agriculture,

« la Russie devait jouer le rôle que l'Angleterre jouait au premier livre dans le salariat industriel. » (K. Marx : *le Capital*, t. IX, p. 20.)

Marx mourut sans avoir eu le temps d'accomplir cette tâche. Cette tâche fut remplie par Lénine, qui, dans une série d'ouvrages (*le Développement du capitalisme en Russie*, *le Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907*, *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture*, et bien d'autres), a développé la théorie marxiste de la rente, et sur cette base, a élaboré la théorie de la question agraire et, en particulier, la question de la grande et de la petite production dans l'agriculture.

L'évincement de la petite production par la grande

Lénine a montré que dans tous les pays le machinisme se développe. Non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture, la machine remplace de plus en plus le travail à la main et ruine les petits producteurs. Dans la petite production, le machinisme ne peut être appliqué que dans des proportions tout à fait restreintes. Par suite des dimensions réduites de la petite production, la machine ne peut pas y être entièrement utilisée, et c'est pourquoi le machinisme coûte beaucoup moins cher dans la grande production que dans la petite. Les machines compliquées ne peuvent pas du tout être appliquées dans la petite production. *Dans la petite production, le travail est beaucoup moins productif que dans la grande*, les produits de la grande production peuvent être vendus beaucoup moins cher, dans l'agriculture non plus, *la petite production ne peut pas soutenir la concurrence de la grande*.

En outre, la grande entreprise capitaliste dans l'agriculture offre sur la petite exploitation paysanne des avantages énormes quant à *l'écoulement des produits*. Le grand entrepreneur est plus étroitement lié au marché dont il connaît les conditions, il peut attendre avant de vendre sa production, alors que le petit paysan est obligé de vendre sa production la plupart du temps aussitôt après la moisson. Le crédit qui joue un grand rôle dans l'agriculture, en raison du caractère saisonnier de la production, est offert au gros entrepreneur à des conditions beaucoup plus avantageuses qu'au petit paysan. Toutes ces conditions aboutissent à l'évincement de la petite production agricole.

Les social-démocrates invoquent les données de la statistique officielle pour prouver qu'il n'existe pas de concentration dans l'agriculture. Ainsi, la statistique d'Etat allemande montre que le nombre de propriétaires possédant une superficie de 0,05 à 2 hectares est passé de 2.577.000 en 1907 à 3.027.000 en 1925 et que leur superficie globale est passée de 1.506.000 hectares à 1.588.000 hectares. Le nombre des exploitations avec une superficie de 20 à 100 hectares a diminué pendant ledit laps de temps de 229.000 à 200.000 et leur superficie totale a baissé de 8.091.000 à 6.769.000 hectares. Avec les économistes bourgeois, les social-démocrates concluent que la grande production est évincée par la petite.

Lénine a démontré, par une abondante documentation, que, surtout en Russie et aux Etats-Unis, *la grandeur de la surface emblavée ne saurait servir d'indice sur l'importance véritable de l'exploitation*. Deux exploitations peuvent avoir les mêmes surfaces, mais se distinguer radicalement par les proportions des capitaux investis. Il peut arriver même que l'exploitation à la plus grande superficie soit plus petite par les capitaux investis et par la rentabilité.

Le procès d'intensification de la culture se produit lors de la réduction de l'étendue moyenne de terre cultivée. La croissance du nombre des ouvriers salariés aux Etats-Unis, — c'est le principal symptôme du capitalisme dans l'agriculture, — dépasse la croissance de la population rurale et de toute la population. Lénine cite des données selon lesquelles, de 1900 à 1910, aux Etats-Unis, le nombre des ouvriers salariés dans l'économie rurale a augmenté de 27 %, tandis que le nombre des fermiers augmentait de 5 %. Le fait que le nombre des propriétaires parmi les fermiers soit tombé de 74 %, en 1880, à 63 %, en 1910, qu'il y ait eu, en même temps, croissance du nombre des affermateurs, que, pendant 10 ans, la population rurale se soit réduite de 59,5 à 53,7 %, que le nombre des chevaux dans les petites exploitations ait diminué, — tout cela témoigne de l'évincement et de la ruine des petites exploitations, de l'exacerbation et de la recrudescence inévitable des contradictions de classe.

« La tendance essentielle du capitalisme consiste dans l'évincement de la petite production par la grande, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Mais on ne peut entendre cet évincement *seulement* dans le sens de l'expropriation immédiate. La ruine, qui peut se prolonger pendant des années et des dizaines d'années, l'aggravation des conditions pour les exploitations des petits cultivateurs, c'est aussi un évincement. Cette aggravation se manifeste par le travail excessif ou la sous-alimentation du petit cultivateur, par l'augmentation de ses dettes, par une qualité inférieure de fourrage et, en général, par un plus mauvais entretien du bétail, par l'aggravation des conditions de culture des terres, de leur labour, de leur fumure, etc., et par la stagnation de la technique, etc. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XVII, p. 619, édition russe.)

La statistique bourgeoise représente l'exploitation de 0,05 hectare, c'est-à-dire d'un *vingtième* d'hectare comme une exploitation indépendante qui, de plus, évincerait la grande exploitation capitaliste de 100 hectares et plus. Et les social-démocrates s'accrochent à cette statistique *bourgeoise* et construisent la théorie de l'impossibilité de la victoire de la grande exploitation agricole sur la petite.

Les données les plus récentes pour un certain nombre de pays comme l'Allemagne, les Etats-Unis, le Danemark, etc., confirment l'analyse de Lénine en montrant combien est avancé ce procès de l'évincement de la petite production. Les dettes des paysans sont actuellement si grandes qu'elles forment 50 % et plus de la valeur de leurs biens; ainsi la terre n'est propriété de la paysannerie que de nom.

Dans l'agriculture se produit le même procès de concentration capitaliste que dans l'industrie. Sans doute, en régime capitaliste, la croissance de la grande production dans l'agriculture suit un rythme beaucoup plus lent que dans l'industrie. Mais cela provient non de conditions naturelles, mais seulement des conditions sociales, à savoir de l'existence de la propriété privée du sol qui entrave le développement du capitalisme, mais que celui-ci ne peut pas abolir par crainte de porter ainsi un coup à la propriété privée en général.

L'exemple des sovkhoz et des kolkhoz en U.R.S.S. montre mieux que tout que ce n'est pas la nature qui limite la grande production dans l'agriculture. La suppression de la propriété privée du sol et l'expropriation des capitalistes ont permis à l'Etat prolétarien de créer d'énormes entreprises agricoles comme il ne peut y en avoir en régime capitaliste. L'exemple de l'U.R.S.S. réfute définitivement la légende de l'impossibilité ou du désavantage de la grande production dans l'agriculture.

« Nous disposons maintenant d'un argument nouveau contre les économistes bourgeois qui proclament la stabilité de la petite économie paysanne dans sa lutte contre la grande production. » (J. Staline : « La transformation socialiste du village soviétique... » *Correspondance internationale*, 1930, p. 15.)

Le capitalisme en général, tout en développant les forces productives, entrave en même temps leur développement. Aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, la petite production est sans cesse évincée par la grande production capitaliste. Dans l'agriculture, ce procès se différencie par certaines particularités qui consistent dans le fait que *l'évincement de la petite production n'implique pas nécessairement la ruine immédiate du paysan et sa transformation en ouvrier salarié.* Dans l'agriculture, il existe une série de conditions dont la plus importante est la propriété privée du sol et qui permettent au grand capital d'exploiter le petit producteur beaucoup plus intensément qu'il n'exploite le petit producteur dans l'industrie (l'artisan).

3. L'exploitation des paysans en régime capitaliste

La prétendue « stabilité » ou la « vitalité » de la petite production paysanne invoquée par les économistes bourgeois et les théoriciens social-démocrates pour « réfuter » Marx, découle du fait que la petite culture présente des avantages sur la grande grâce aux privations indicibles endurées par le petit cultivateur qui s'accroche à son économie « indépendante ».

Les formes de l'exploitation des paysans

Le capitaliste-affermataire n'engagerait pas son capital dans l'agriculture, si le taux du profit était inférieur à la moyenne. Par contre, pour le petit paysan, le but de la production c'est simplement de maintenir son existence. Aussi persiste-t-il dans son exploitation tant que son travail lui donne la moindre possibilité de subsister.

Le petit paysan est placé dans des conditions beaucoup plus défavorables que le gros affermataire. Le capitaliste peut louer une terre sans égard à son lieu de séjour, il peut même habiter la ville et investir son capital dans l'agriculture. C'est pourquoi il est libre de choisir la terre à louer.

Par contre, le petit cultivateur est attaché à son domicile, la culture est pour lui étroitement liée à son économie domestique. Il est donc obligé de prendre de la terre à ferme tout près de son domicile. Le grand propriétaire foncier en profite et fait payer au petit fermier un loyer à l'hectare plus élevé qu'au gros fermier, de même que le prix de la terre achetée par le petit cultivateur est supérieur à celui payé par le gros capitaliste. C'est pourquoi le grand propriétaire foncier préfère donner sa terre à ferme ou la vendre par petits que par grands lots. C'est donc la propriété privée du sol (et nullement les conditions naturelles) qui entrave la croissance de la grande production dans l'agriculture. Le petit cultivateur qui emprunte de l'argent à la banque pour acquérir de la terre ou en général pour entretenir son exploitation doit payer un taux d'intérêt élevé et s'endetter pour toute sa vie. Aussi, la vente de ses produits laisse-t-elle au petit paysan à peine de quoi vivre.

Dans les pays où prédomine la petite culture, les prix du blé sont inférieurs à ceux des pays de grande agriculture capitaliste. Cela n'est pas dû au rendement supérieur du travail paysan, qui est, au contraire, moins productif que celui de l'ouvrier salarié dans les entreprises agricoles capitalistes, mais au fait que

« ... le paysan donne gratuitement à la société (c'est-à-dire à la classe des capitalistes) une partie du produit supplémentaire. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XVIII, p. 24, édition russe.)

Ce bas prix est le résultat de la pauvreté des producteurs, mais nullement de la productivité de leur travail.

Le faible rendement du travail du petit cultivateur, la rente, les impôts, etc., tout cela l'oblige à fournir bien plus de travail pour maintenir tant bien que mal son existence. Le bas niveau de sa vie est donc en liaison avec le travail excessif qu'il doit fournir.

« L'existence de la petite paysannerie dans toute société capitaliste s'explique non par la supériorité technique de la petite propriété agricole, mais par le fait que les petits paysans abaissent leurs besoins au-dessous du niveau des besoins des ouvriers salariés et s'éreintent nu travail infiniment plus que ces derniers. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome III, p. 5, édition russe.)

Voilà ce qu'est la fameuse « supériorité » de la petite exploitation paysanne sur la grande exploitation capitaliste.

Le petit cultivateur n'est nullement, en réalité, un propriétaire indépendant. Son indépendance n'est qu'apparente. Il est exploité par le grand propriétaire foncier, le gros paysan, l'usurier, le marchand, par l'Etat des bourgeois et des propriétaires fonciers. Mais le petit cultivateur s'accroche désespérément à son indépendance illusoire.

« En effet, qu'est-ce qui attachait, attache et attachera encore le petit paysan d'Europe occidentale à sa petite économie marchande ? Avant tout et surtout le fait qu'il a son propre lopin de terre, l'existence de la propriété privée du sol. Des années durant, le petit paysan amasse de l'argent pour acheter un lopin de terre et quand il l'a acheté, il ne veut évidemment pas s'en séparer, il préfère souffrir toutes les privations, tomber dans un état misérable voisin de la barbarie, plutôt que de lâcher son morceau de terre, qui est la base de son économie individuelle. » (J. Staline : « La transformation socialiste du village soviétique... » *Correspondance internationale*, 1930, p. 15.)

La prolétarianisation de la paysannerie

Le petit artisan, exploité par le capital, est réduit, lui aussi, à une vie de privations et de travail excessif, mais il n'est pas lié par la propriété foncière que le paysan acquiert avec tant de peine. Le petit cultivateur qui possède déjà un lopin de terre rêve de devenir un paysan aisé.

Mais il n'y a qu'une minorité insignifiante dans la paysannerie qui puisse éviter la ruine.

« Or, avant la ruine, il a défendu désespérément son indépendance économique... Résultat fatal : il se dégage une minorité de paysans riches, aisés... et la majorité tombe dans une misère de plus en plus grande qui détruit par une famine chronique et un travail excessif les forces de l'homme, amoindrit la qualité de la terre et du bétail. Résultat inévitable : création d'une minorité d'exploitations *capitalistes* basées sur le travail salarié et nécessité croissante, pour la majorité, de chercher « un gagne-pain auxiliaire », c'est-à-dire de se transformer en ouvriers salariés industriels et agricoles. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome IV, p. 278.)

Le petit cultivateur est de plus en plus obligé de recourir à la vente de sa force de travail. *Il devient semi-prolétaire*. Son exploitation devient pour lui de plus en plus une source auxiliaire d'existence. Ainsi, en Allemagne, sur les 3.027.000 petits paysans qui possèdent une superficie de 0,05 à 2 hectares et qui, d'après les théoriciens social-démocrates, évincent la grande production, plus de la moitié, à savoir 53,9 %, travaillent en qualité d'ouvriers salariés dans l'industrie ou dans l'agriculture.

Le petit paysan qui se ruine ne rompt pas complètement avec son exploitation, non seulement pour les raisons indiquées ci-dessus, mais aussi parce que, bien souvent, cela lui est impossible, surtout pendant les crises, où il ne peut pas trouver du travail comme ouvrier salarié. Le chômage ayant pris des proportions sans précédent, le paysan ruiné ne sait pas où aller et il est obligé de mener une existence misérable sur son lopin de terre, bien que la statistique bourgeoise le classe parmi les cultivateurs « indépendants ». L'exode rural, le dépeuplement de la campagne est un phénomène qui a commencé bien avant la guerre. Ce fait avait créé pour les grandes exploitations la menace de manque de main-d'œuvre à bon marché. Pour enrayer l'exode rural, on *attachait* les paysans à la terre en leur accordant des possibilités de se créer des « exploitations indépendantes ».

« Lorsque la petite production est évincée à un rythme trop accéléré, *les gros cultivateurs cherchent à la consolider ou à la régénérer* en lui vendant de la terre ou en lui en donnant à ferme. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome II, p. 453, édition russe.)

On crée aussi un type d'ouvrier agricole salarié possédant un lot :

« L'attribution de la terre aux ouvriers agricoles a lieu bien souvent dans l'intérêt des cultivateurs eux-mêmes et voilà pourquoi le type de l'ouvrier agricole possédant un lot de terre est propre à tous les pays capitalistes. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome III, p. 129.)

Ainsi, en régime capitaliste, la croissance de la grande production agricole détermine jusqu'à un certain point la conservation et même la croissance du nombre des petites exploitations. Mais il est tout à fait clair que ces petites exploitations n'évincent pas les grandes entreprises capitalistes dont elles sont un appendice nécessaire. En réalité, ces exploitations « indépendantes » constituent, avec les petits producteurs *évincés*, une source permanente de main-d'œuvre pour les grandes exploitations capitalistes. De la sorte, l'évincement de la petite production se fait de manière à conserver en apparence l'existence de la petite production « indépendante ».

L'importance de la théorie léniniste de la question agraire

Lénine a montré que là où la « science » bourgeoise et réformiste voit la prospérité et le bien-être des petits producteurs « indépendants », règne en réalité une incroyable exploitation, la ruine, la misère et la barbarie. Après avoir mis à jour les contradictions qui existent entre la grande masse des petits paysans et la bourgeoisie, Lénine a démontré la possibilité et la nécessité pour ces masses de se séparer de la bourgeoisie et de se placer sous la direction du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie. Lénine a découvert dans les paysans qui se ruinent une réserve pour la révolution prolétarienne, réserve qui a une importance décisive pour la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie.

La théorie marxiste-léniniste enseigne au prolétariat non seulement comment gagner les couches paysannes semi-prolétariennes en vue de renverser la dictature de la bourgeoisie, mais encore comment gagner à l'édification socialiste les masses de la paysannerie pauvre et moyenne. Ayant affranchi ces couches paysannes de l'exploitation des propriétaires fonciers et des capitalistes, la dictature prolétarienne leur ouvre la voie du socialisme, élève leur bien-être, liquide leur retard séculaire et leur barbarie et anéantit ainsi l'antagonisme créé par le capitalisme entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne. Les progrès de la reconstruction socialiste de l'agriculture confirment la justesse de la théorie et de la politique léninistes dans la question agraire. Cette théorie et cette politique ont été brillamment développées et continuées par le camarade Staline, sous la direction duquel fut résolue la tâche la plus difficile de la révolution prolétarienne, la reconstruction socialiste de l'agriculture.

En U.R.S.S., sur la base de la collectivisation de l'agriculture, les koulaks ont été liquidés en tant que classe, la majorité des paysans moyens et presque tous les paysans pauvres sont entrés dans les exploitations collectives. Déjà, au cours du premier plan quinquennal, a été supprimé le paupérisme à la campagne. Avec le premier plan quinquennal, l'U.R.S.S. est devenue le pays de la plus grande agriculture du monde. L'agriculture en U.R.S.S. est basée sur une technique avancée, l'emploi des tracteurs et des machines compliquées se développe à une allure rapide. Pendant le premier plan quinquennal, le nombre des tracteurs a passé de 26.700 en 1928 à 148.500 en 1932, c'est-à-dire a augmenté de cinq fois et demi, et leur puissance a passé de 278.000 CV à 2.225.000 CV, c'est-à-dire a augmenté de huit fois. En quatre ans, la surface emblavée s'est accrue de 21 millions d'hectares. La récolte a considérablement augmenté. Le mot d'ordre lancé par le camarade Staline : « rendre tous les kolkhoz bolcheviks et tous les kolkhoziens aisés », a remué les grandes masses des kolkhoziens. La productivité du travail dans les kolkhoz s'est considérablement accrue ainsi que les revenus des kolkhoz et des kolkhoziens. Les statuts kolkhoziens de Staline, qui sont la source du nouvel essor de la production et un puissant moyen de renforcement économique des kolkhoz, jettent de solides bases pour une vie culturelle et aisée de toute la masse des kolkhoziens.

Si, vers la fin de la première période quinquennale, le chiffre des économies collectivisées s'est élevé à 61,5 %, au cours de la seconde période quinquennale la collectivisation sera entièrement terminée. La production de l'agriculture, pendant la seconde période quinquennale, va doubler. Le nombre de stations de machines et de tracteurs montera de 2.446 en 1932 à 6.000 en 1937. La puissance globale des tracteurs grandira de 2.225.000 C.V. en 1932 à 8.200.000 C.V. en 1937. Le nombre des machines agricoles augmentera beaucoup. La reconstruction technique de l'agriculture sera achevée.

La révolution culturelle qui se déroule à la campagne est inséparable de la réorganisation socialiste de l'agriculture. La liquidation de l'analphabétisme, la formation de millions d'organiseurs de la production socialiste, le développement des connaissances techniques, l'affranchissement de la femme, l'augmentation du réseau des institutions culturelles, le développement de la conscience socialiste des kolkhoziens, tout cela accompagne le développement du socialisme à la campagne. La seconde période quinquennale crée les prémices pour la solution d'une tâche importante de la révolution communiste, de la suppression de la contradiction entre la ville et la campagne.

« Pendant la seconde période quinquennale, l'U.R.S.S. fait un pas en avant en vue de faire disparaître l'antagonisme séculaire de la société humaine : l'antagonisme entre la ville et la campagne, et crée toutes les prémices nécessaires pour supprimer cet antagonisme. Par sa forme sociale, l'agriculture ne se distingue plus de l'industrie; le travail agricole devient une des variétés du travail industriel; les moyens de communication entre la ville et la campagne s'accroissent rapidement; on voit se rapprocher sensiblement les rythmes d'accroissement de la production, de l'industrie et de l'agriculture; on voit se rapprocher les niveaux de bien-être matériel et culturel des travailleurs de la ville et de la campagne. » (*En avant pour le deuxième plan quinquennal !* p. 28. Bureau d'Éditions, 1934.)

Dans le monde capitaliste, le tableau est tout opposé. Durant les dernières années, les surfaces ensemencées ont été réduites en moyenne de 8 à 10 %. Aux Etats-Unis, la valeur de la production agricole est passée de 11 milliards de dollars en 1929 à 5 milliards en 1932, soit une diminution de plus de 50 %. La valeur de la production des céréales a baissé de plus de 68 % et celle du coton de 70 %. Alors qu'en U.R.S.S. la production des machines agricoles croît à une allure prodigieuse, aux Etats-Unis, elle a subi une baisse de 90 % par rapport à 1929, en Allemagne de 43 % et en Pologne elle a presque complètement cessé.

« La crise agraire s'est renforcée au cours de cette période embrassant toutes les branches agricoles, y compris l'élevage, et poussant l'agriculture à la dégradation, jusqu'à substituer le travail manuel à la machine, le cheval au tracteur, jusqu'à réduire brusquement, et parfois renoncer complètement à l'application des engrais chimiques. » (J. Staline : *Deux Mondes. Bilan capitaliste, bilan socialiste*, p. 5. Bureau d'éditions, 1934.)

La crise a ruiné des millions de paysans. Ainsi, le revenu annuel du fermier moyen aux Etats-Unis est tombé de 847 dollars en 1929 à 187 en 1932. L'endettement des paysans ne cesse de croître; on assiste à la vente aux enchères des exploitations paysannes. Aux Etats-Unis, il a été vendu en 1929 45.000 exploitations paysannes et en 1932 150.000, en Allemagne 10.000 en 1928 et 18.000 en 1931 (seulement d'après les données officielles). Pendant que des millions de chômeurs et de paysans meurent de faim, les capitalistes détruisent, pour relever les prix, des quantités formidables de blé, de coton, etc. La victoire du socialisme en U.R.S.S., la croissance de l'agriculture socialiste et de l'aisance des paysans kolkhoziens révolutionnent les masses paysannes et renforcent l'essor révolutionnaire dans le monde entier.

Chapitre IX : LA REPRODUCTION ET LA CIRCULATION DU CAPITAL SOCIAL DANS SON ENSEMBLE

La contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat est l'expression de la contradiction fondamentale du capitalisme, c'est-à-dire la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste. En étudiant le procès de la production de la plus-value, l'accumulation du capital et la paupérisation de la classe ouvrière, et enfin la répartition de la plus-value, nous avons, en fait, étudié cette contradiction fondamentale du capitalisme en tant qu'elle s'exprime dans l'antagonisme entre la Bourgeoisie et le prolétariat. Mais la contradiction fondamentale du capitalisme, comme dit Engels, s'exprime sous deux formes. En premier lieu

« ... la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste sous forme d'un antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie. » (F. Engels : *M. E. Dühring bouleverse la science (Anti-Dühring)* t. III, p. 31. (Costes, 1933..))

En second lieu

« ... la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se reproduit sous la forme d'antagonisme entre l'organisation de la production à l'intérieur de chaque fabrique et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société. » (*Ibid.*, p. 35.)

Pour étudier l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat, l'exploitation capitaliste et son développement, nous avons dû laisser quelque temps de côté la question de savoir dans quelles conditions le capitaliste peut trouver un écoulement à ses marchandises, trouver sur le marché de nouveaux moyens de production pour renouveler la production de la plus-value. Maintenant nous devons nous occuper de cette question. On ne peut pas comprendre la contradiction fondamentale du capitalisme si l'on se borne à étudier une seule forme de son expression. Bien plus, cette première forme — l'antagonisme de classe — ne peut pas être entièrement comprise sans la compréhension de la seconde forme d'expression de la contradiction fondamentale du capitalisme — sans la compréhension de l'opposition entre l'organisation de la production dans chaque entreprise particulière et l'anarchie de la production dans toute la société.

En régime capitaliste, toute la production *sociale* est dispersée dans des entreprises capitalistes *individuelles*. Chacune de ces entreprises est une entreprise *indépendante*, qui est la propriété privée d'un capitaliste particulier, mais, en même temps, la reproduction dans chaque entreprise particulière dépend de la reproduction des autres entreprises, dépend de la reproduction dans *toute la société*. Ainsi la reproduction dans une entreprise textile dépend de la production par beaucoup d'autres capitalistes de diverses machines textiles, de coton, de matières auxiliaires, de combustible, d'objets de consommation pour les ouvriers, etc., etc. Le mouvement de chaque capital individuel est lié aux mouvements d'un grand nombre d'autres capitaux individuels qui, par leur ensemble, forment le capital social. Et comme le capital social est composé d'un grand nombre de capitaux individuels, le mouvement du capital social, sa reproduction, a un caractère profondément contradictoire. La question de savoir comment se réalise ce procès contradictoire de la reproduction du capital *sociale*, composée de la reproduction des capitaux individuels indépendants, est une des questions les plus difficiles, et, en même temps, les plus importantes de l'économie politique. La solution de ce problème est donnée par Marx dans sa théorie de la reproduction et de la circulation du capital social dans son ensemble. Pour mieux comprendre la théorie marxiste de la reproduction et son importance, il est nécessaire de prendre d'abord sommairement connaissance de la théorie d'Adam Smith sur cette question. Les conceptions erronées de Smith, acceptées par toute l'économie politique bourgeoise ultérieure, l'ont empêché de comprendre le mécanisme même le plus élémentaire du procès social de la reproduction. Avant d'exposer sa théorie de la reproduction, Marx fait une critique détaillée de Smith. De même, Lénine a souligné plusieurs fois que

« ... en exposant la théorie de la réalisation, il est nécessaire de s'arrêter surtout sur Adam Smith. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 406. (Edit. russe..))

A la lumière de la critique de la théorie de Smith apparaissent, d'une façon particulièrement nette, l'essence de la théorie marxiste de la reproduction et toute son importance.

1. Critique de la théorie de Smith

La décomposition de la valeur en revenus

Adam Smith est un des fondateurs de la théorie de la valeur créée par le travail (voir plus haut, chapitre II, paragraphe 6). Smith considérait que la valeur des marchandises est créée par le travail. Mais il affirmait que la grandeur de la valeur de la marchandise est déterminée seulement par la quantité de travail que l'ouvrier ajoute à l'objet de travail, à la matière première. En déterminant la valeur de la marchandise, fabriquée avec cette matière première, Smith ne tenait pas du tout compte de la valeur de la matière première et, en général des moyens de production. Si, par exemple, pour produire 10 quintaux de seigle, un ouvrier agricole a mis 6 heures de travail et si on a dépensé des moyens de production qui renferment 4 heures de travail (semences, usure de la charrue, entretien des bêtes de trait, etc.), alors, selon Smith, la valeur de ces 10 quintaux de seigle renfermera, non 10 heures de travail, mais seulement (6) Si nous supposons qu'une heure de travail socialement nécessaire s'exprime par 5 francs, la valeur de 10 quintaux de seigle, selon Smith, sera, non 50 francs, mais seulement 30, c'est-à-dire qu'elle sera égale seulement à la valeur nouvellement créée. La valeur des moyens de production dépensés, selon Smith, n'entre pas dans la valeur du seigle.

Une partie de la valeur créée par l'ouvrier (disons 15 fr.) sert à l'entretien de l'ouvrier — il la reçoit sous forme de salaire. Une autre partie (aussi 15 francs) constitue le revenu du capitaliste et la rente foncière — la plus-value. (*Smith n'avait pas encore une compréhension claire de la plus-value indépendamment de ses formes particulières. Il parlait du profit et de la rente foncière qui sont créés par l'ouvrier en plus de la valeur du salaire. Mais, en réalité, la somme du profit et de la rente foncière représente la plus-value.*) Le salaire, qui forme le revenu de l'ouvrier, sert à sa consommation personnelle; le profit, qui forme le revenu du capitaliste, sert à la consommation personnelle de celui-ci, et la rente foncière constitue le revenu du propriétaire foncier. De là, Smith tirait la conclusion que toute la valeur de la marchandise se décompose seulement en revenus consommés par les différentes classes.

Certes, Smith ne pouvait pas ne pas voir que la somme d'argent retirée de la vente de la marchandise, c'est-à-dire le prix (dans notre exemple 50 francs), renferme non seulement la partie égale au salaire et non seulement le profit et la rente, mais aussi une partie qui indemnise le capitaliste de la valeur des moyens de production dépensés (20 fr.). Mais, dit Smith, si le prix du seigle, outre le salaire, le profit et la rente, renferme encore le prix de la charrue, la charrue est bien, elle aussi, créée par le travail. Comme le travail crée seul la valeur qui se décompose en salaire, en profit et en rente, c'est que la valeur de la charrue et aussi la valeur des moyens de production dépensés pour la fabrication de la charrue se réduisent finalement au salaire et à la plus-value, c'est-à-dire aux revenus. Cela se rapporte à tous les moyens de production employés dans la société. C'est pourquoi, dit Smith, la valeur de tout le produit social se décompose seulement en salaire, en profit et en rente. Ainsi, suivant la théorie de Smith, la valeur du capital constant [*Smith l'appelle capital fixe.*] dépensé disparaît dans la valeur du produit social. Par cela même, Smith a perdu complètement la possibilité de poser d'une façon juste la question de la reproduction du capital social.

En effet, la partie du produit annuel qui correspond en valeur à la grandeur du salaire est consommée par les ouvriers. L'autre partie, égale en valeur au profit, est consommée par les capitalistes, et la troisième est consommée par les propriétaires fonciers. Toute la valeur du produit annuel se décompose en revenus des différentes classes. C'est pourquoi tout le produit social annuel doit être composé de marchandises telles qu'elles puissent être consommées comme revenu, c'est-à-dire des objets de consommation. Smith commence son célèbre ouvrage *la Richesse des nations* par cette affirmation :

« Le travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie. »

Mais si tout le produit social consiste seulement en *objets de consommation personnelle*, on se demande alors d'où les capitalistes peuvent tirer les *moyens de production* pour renouveler la production au moins dans la même mesure, c'est-à-dire au moins pour la reproduction simple ? Ils ne peuvent les tirer de nulle part. Ainsi, si l'on suit le point de vue de Smith sur la composition de la valeur du produit, on ne peut pas expliquer alors comment se réalise la reproduction.

La racine de l'erreur de Smith

Smith ne pouvait se rendre compte du procès compliqué de la reproduction du capital social parce que son point de départ était erroné. Il considérait que la valeur déjà marchandise est créée par le travail. Cela est tout à fait exact. Mais cela est loin d'être suffisant pour la compréhension du procès de la production et de la reproduction capitalistes. La question de savoir quel est le travail qui crée la valeur, la question du caractère double du travail est une question décisive.

En effet, examinons de plus près *comment* Smith pose la question de la valeur du travail. Il considère que la valeur du travail est déterminée par la quantité de travail que l'ouvrier joint à la matière brute. Il est tout à fait clair que, dès le commencement même, dans cette définition, Smith confond deux choses : la valeur de la marchandise et la valeur nouvellement créée. Dans la valeur de la marchandise (dans notre exemple, 50 francs) entre non seulement la valeur nouvellement créée par l'ouvrier et jointe à la matière brute (30 francs), mais aussi la valeur des moyens de production dépensés (20 francs). C'est pourquoi la valeur de la marchandise est plus grande que la valeur nouvellement créée. Cette dernière, en effet, se décompose seulement en capital variable et en plus-value. Mais il ne s'ensuit pas que toute la valeur de la marchandise se décompose seulement en capital variable et en plus-value, — elle contient aussi là valeur du capital constant.

Mais pourquoi Smith ne voit-il pas cette partie de la valeur de la marchandise — la valeur des moyens de production dépensés ? Parce qu'il ne peut comprendre *comment* la valeur des moyens de production dépensés reparaît dans le produit achevé, parce qu'il ne voit pas de *différence entre la création de la valeur et le transfert de la valeur*.

La valeur des moyens de production dépensés pour la fabrication de la marchandise ne disparaît pas — elle est transférée dans le produit achevé. Mais elle n'est pas transférée par le travail même qui crée la nouvelle valeur, non par le travail humain abstrait, mais par le travail concret. Cela découle du caractère double du travail qui crée la marchandise (voir chapitre IV, paragraphe 3).

Smith ne voit pas ce caractère double du travail et c'est pourquoi il ne voit pas aussi le caractère double, contradictoire de la marchandise elle-même qui est en même temps et une valeur et une valeur d'usage. Il laisse tout à fait de côté la valeur d'usage de la marchandise et ne voit pas que l'ouvrier, en créant par son travail concret la valeur d'usage de la marchandise, transfère par cela même dans la marchandise la valeur des moyens de production dépensés. Smith ne comprend pas que pour faire entrer la valeur des moyens de production dans la valeur du produit achevé, il n'est pas du tout nécessaire de la créer nouvellement.

La racine de l'erreur de Smith consiste, par conséquent, dans le fait qu'il ne comprend pas le caractère double, contradictoire du travail, représenté dans la marchandise, et en même temps le caractère contradictoire de la marchandise elle-même. Seul Marx, qui a dévoilé le caractère double du travail, a pu dévoiler l'erreur de Smith et expliquer le procès de la reproduction capitaliste.

Examinons comment Marx, sur la base de sa théorie de la valeur et de la plus-value, analyse le procès de la reproduction du capital social.

2. Les conditions de la reproduction du capital social dans son ensemble

Position de la question

De l'analyse des conceptions de Smith, il ressort déjà que la question de la reproduction du capital aussi bien individuel que social est étroitement liée avec la question de la composition de tout le produit social dans son ensemble. Pour éclaircir ce lien, donnons l'exemple suivant.

Supposons que devant nous soit un fabricant de n'importe quel *objet de consommation*, par exemple de vêtements. Il a produit une certaine quantité de vêtements, qui atteint la valeur de 100.000 francs et il a vendu ces vêtements à leur valeur. Supposons que cette valeur contienne : 1. la valeur du capital constant dépensé pour la production des vêtements (60.000 francs); 2. la valeur de la force de travail dépensée (20.000 francs) et 3. la plus-value (20.000 francs).

Pour recommencer la production (nous avons en ce moment en vue seulement la reproduction simple), le capitaliste, sur les 100.000 francs reçus doit en employer 60.000 pour l'achat de nouveaux moyens de production à la place de ceux déjà utilisés. Par conséquent, il doit trouver sur le marché non des moyens de production en général, mais des moyens de production tout à fait *déterminés* — machines à coudre, tissu, fil, etc. — dans une quantité tout à fait déterminée et d'une valeur déterminée, à savoir 60.000 francs. Et il trouvera ces moyens de production sur le marché seulement à la condition qu'ils aient été produits auparavant dans les entreprises d'autres capitalistes, c'est-à-dire seulement à la condition que les moyens de production nécessaires à notre capitaliste existent *dans la composition de tout le produit social*. Pour la reproduction des vêtements, il est nécessaire que, dans les autres entreprises, on produise de nouvelles machines et les autres moyens de production

nécessaires à la fabrication des vêtements, tandis que dans la fabrique de vêtements sont consommés et usés les machines à coudre, les tissus, etc.

Une autre partie de l'argent, retiré de la vente de la marchandise, la partie qui correspond à la valeur de la force de travail dépensée, à savoir 20.000 francs, le capitaliste la dépense comme capital variable en achetant de la force de travail. La question de savoir s'il trouvera sur le marché cette force de travail ne présente pas de difficulté. Nous avons déjà montré plus haut (chapitres IV et VI) comment le capitalisme se crée un marché permanent de force de travail inutilisée. Il en est tout autrement pour les moyens d'existence des ouvriers. Pour que les ouvriers puissent travailler et produire de la plus-value, ils doivent reproduire leur force de travail. Ils doivent trouver sur le marché les objets de consommation nécessaires. Cela signifie que, pour la reproduction des vêtements, il est nécessaire que dans *la composition du produit social* se trouvent des objets de consommation personnelle déterminés, d'une valeur déterminée.

Enfin, le capitaliste dépense la plus-value pour lui personnellement. Dans la composition du produit social il doit par conséquent y avoir encore les moyens d'existence nécessaires et des objets de luxe pour la somme de 20.000 francs qui sert à la consommation des capitalistes. Prenons maintenant un autre exemple — un fabricant d'un *moyen de production* quelconque, par exemple, de tours. Supposons que son produit annuel ait aussi une valeur de 100.000 francs qui se décompose en 60.000 francs pour la valeur du capital constant dépensé, 20.000 francs pour la valeur du capital variable dépensé et 20.000 francs pour la plus-value. Bien que dans la valeur de ce produit soient renfermées et la valeur du capital variable et la plus-value (40.000 francs) ce même produit par sa forme naturelle ne peut être consommé comme revenu ni par les ouvriers, ni par le capitaliste. Ce produit — les, tours — peut être consommé seulement dans la production, seulement comme *capital*, à savoir comme capital constant, par d'autres capitalistes. Il sera vendu seulement dans le cas où selon sa valeur et selon sa valeur d'usage, il correspondra au capital constant dépensé par d'autres capitalistes et qu'ils doivent remplacer par un nouveau...

Si cette condition n'existe pas, le fabricant de tours ne pourra vendre sa marchandise, acheter les moyens de production et la force de travail qui lui sont nécessaires et renouveler la production. Autrement dit, la reproduction chez le fabricant de tours dépend de la reproduction dans une série d'autres entreprises.

Des deux exemples cités, on peut tirer les conclusions suivantes :

En premier lieu, pour que la reproduction soit possible dans une entreprise, la reproduction dans une série d'entreprises est nécessaire. *La reproduction du capital individuel, qui forme une partie de la reproduction du capital social est en même temps conditionnée par lui.*

En second lieu, pour la reproduction, il ne suffit pas que la valeur de tout le produit social se décompose en valeur des moyens de production (capital constant) dépensés, en salaires (capital variable) et en plus-value. Il est nécessaire encore que dans la composition de tout le produit social existe, d'une part, des marchandises telles que, par leur valeur d'usage, par *leur forme naturelle*, elles puissent remplacer le capital constant dépensé dans les différentes entreprises (moyens de production) et, d'autre part, des produits tels qu'ils puissent entrer dans la consommation personnelle des ouvriers et des capitalistes (objets de consommation). Autrement dit : *Pour la reproduction, il est nécessaire que tout le produit de la société ait une composition déterminée aussi bien par sa valeur que par sa forme naturelle.*

Les deux sections de la production sociale

La question de la composition de la valeur du produit social ne présente aucune difficulté. Nous savons déjà que sa valeur consiste en capital constant, en capital variable et en plus-value. En ce qui concerne la composition du produit social en valeur d'usage ou suivant ses parties composantes matérielles, pour analyser cette question, il n'est pas nécessaire d'étudier toutes les différentes sortes de marchandises qui entrent dans la composition du produit social et toutes les branches de la production. De ce qui a été exposé précédemment, il ressort que, pour la reproduction, il est nécessaire que dans la composition du produit social il y ait *des moyens de production et des objets de consommation*. C'est pourquoi il est tout à fait suffisant que toutes les branches de la production soient groupées en deux grandes sections : 1. les branches qui produisent les moyens de production, et 2. les branches qui produisent les moyens de subsistance. Quelque différentes que soient les marchandises de tout le produit social, elles peuvent, de la même façon, être divisées en deux groupes : 1. les produits de la première section de la production sociale qui sont consommés par toutes les branches de la production comme capital constant : machines, matières premières, matériaux auxiliaires, combustible, etc.; 2. les produits de la seconde

section de la production sociale qui sont consommés comme revenu par les ouvriers et les capitalistes — les objets de première nécessité et les objets de luxe. Marx a décomposé tout le produit social selon sa forme naturelle par cette division de la production sociale en deux grandes sections. La composition de tout le produit social en valeur et en forme naturelle est présentée démonstrativement et *illustrée* par Marx de la façon suivante.

Supposons que tout le produit annuel de la société ait une valeur de 9.000 (milliers ou millions de francs — cela est égal) et consiste en moyens de production (le produit de *la section I* de la production sociale) d'une valeur de 6.000 et en objets de consommation (le produit de *la section II*) d'une valeur de 3.000. Supposons ensuite que le produit de la section I ait la composition suivante en valeur : 4.000 de capital constant dépensé pour sa production + 1.000 de capital variable dépensé + 1.000 de plus-value.

Désignons le capital constant par la lettre C, le capital variable par la lettre V et la plus-value par la lettre M. (Ces initiales, employées par Marx, représentent les premières lettres des noms allemands des capitaux constants et variables, et de la plus-value.)

Alors *la composition de la valeur du produit de la section I (qui consiste en moyens de production) peut être représentée de la façon suivante :*

$$4.000 C + 1.000 V + 1.000 M = 6.000.$$

Prenons maintenant le produit de la section II. Supposons que sa valeur consiste en 2.000 pour la valeur du capital constant + 500 pour la valeur du capital variable + 500 pour la plus-value.

La composition de la valeur du produit de la section II (qui consiste en objets de consommation) sera, par conséquent, représentée ainsi :

$$2.000 C + 500 V + 500 M = 3.000.$$

En réunissant ces deux séries, nous obtenons le schéma suivant :

Section I : 4.000 C + 1.000 V + 1.000 M = 6.000

Section II : 2.000 C + 500 V + 500 M = 3.000

Produit total : 6.000 C + 1.500 V + 1.500 M = 9.000

Dans ce schéma est montré le lien réciproque des parties composantes de la valeur du produit social (C + V + M) et de ses parties composantes matérielles (les deux sections). Dans cette division du produit social en parties composantes de la valeur et de la valeur d'usage dans leurs liens réciproques, Marx a exprimé le caractère double de l'ensemble du travail social dans la société capitaliste, comme travail créant en même temps des valeurs et des valeurs d'usage, créant une nouvelle valeur et transférant au produit social la valeur des moyens de production dépensés dans toute la société. Marx a pu dévoiler cette composition compliquée du produit social parce qu'il voyait le caractère contradictoire de la marchandise elle-même et du travail qui crée la marchandise, — ce que n'avait pas vu Smith, qui, par suite de cela, n'avait pas pu comprendre la reproduction du capital social. Après avoir éclairci cette composition double du produit du capital social, nous pouvons passer à l'étude de la façon dont se produit la reproduction du capital social.

Nous savons déjà que pour la reproduction il est nécessaire, en premier lieu, de remplacer les moyens de production dépensés par de nouveaux, et, en second lieu, de reconstituer la force de travail dépensée.

Les capitalistes, qui ont besoin de nouveaux moyens de production, les achètent chez d'autres capitalistes. Par exemple, le fabricant de tissus ne produit pas lui-même les métiers, il les achète chez le fabricant de métiers. Ce dernier, en vendant les métiers au fabricant de tissus, *réalise* leur valeur, la transforme en argent. La valeur d'usage des métiers sera réalisée par le fabriquant de tissus, qui emploiera les métiers achetés à la fabrication des tissus. D'autre part, la réalisation de la valeur des métiers, leur vente, est nécessaire pour que le fabricant puisse acheter de nouveaux moyens de production et de la force de travail pour la fabrication de nouveaux métiers. Il en est de même pour tous les autres moyens de production qui entrent dans la composition du produit social. De là, nous pouvons conclure que, pour la reproduction, est nécessaire la réalisation du produit de la section I de la production sociale (moyens de production).

Prenons maintenant la partie du produit social qui consiste en objets de consommation (section II). En vendant les objets de consommation aux ouvriers et aux capitalistes, les fabricants de ces objets de consommation réalisent leur valeur. La valeur d'usage d'une partie de ces produits est réalisée par les ouvriers qui les consomment et reconstituent ainsi leur force de travail ; la valeur d'usage de l'autre partie est réalisée par les capitalistes qui dépensent leur plus-value pour acheter des objets de consommation. S'ils ne vendent pas leurs marchandises, s'ils ne réalisent pas leur valeur, les capitalistes, qui produisent les objets de consommation ne pourront pas fabriquer de nouveaux objets de consommation. Mais cela signifie que, pour toute la reproduction sociale, est nécessaire la réalisation non seulement des moyens de production, mais aussi des objets de consommation, qui entrent dans la composition du produit social.

Ainsi, le procès de la reproduction du capital social comprend la réalisation des parties composantes du produit social. La réalisation de leur valeur se produit au moyen de la *circulation* (achat et vente), et la réalisation de leur valeur d'usage se produit lorsqu'elles entrent dans la *production* ou dans la *consommation*. La théorie de la reproduction doit montrer comment se produit cette réalisation. C'est pourquoi la théorie de Marx de la reproduction et de la circulation du capital social s'appelle aussi *la théorie de la réalisation*.

La réalisation dans la reproduction simple

Examinons comment se produit la réalisation des parties composantes du produit social en valeur et en valeur d'usage dans la reproduction simple. Revenons à notre schéma de la composition matérielle et en valeur du produit social :

$$\mathbf{I : 4.000 C + 1.000 V + 1.000 M = 6.000}$$

$$\mathbf{II : 2.000 C + 500 V + 500 M = 3.000}$$

$$\mathbf{Produit total : 6.000 C + 1.500 V + 1.500 M = 9.000}$$

Avant tout, il saute aux yeux que le dernier chiffre de la première ligne (6.000) est égal à la somme des premiers chiffres des deux lignes (4.000 C + 2.000 C). Autrement dit : *tout le produit de la section I est égal, en valeur, à la somme du capital constant dépensé dans les sections I et II, c'est-à-dire à la grandeur du capital constant dépensé pour la production de tout le produit social*. Cela est compréhensible : car le produit de la section I consiste seulement en moyens de production qui, par leur forme naturelle, ne peuvent fonctionner que comme capital constant, et toutes les branches de la production sociale, représentées par les deux sections, ne peuvent remplacer les éléments de leur capital constant qu'avec des produits de la section I.

De ce schéma, il ressort encore que *tout le produit de la section II est en valeur (3000) égal à la somme du capital variable et à la plus-value des deux sections (1.000 V I + 500 V II + 1000 M I + 500 M II) ou la somme du capital social variable et à la masse sociale de la plus-value (1.500 V + 1.500 M)*. La raison en est tout à fait claire : tout le produit de la section II consiste par sa forme matérielle seulement en objets de consommation des ouvriers et des capitalistes. Les ouvriers et les capitalistes des deux sections ne peuvent réaliser leur salaire et leur plus-value qu'avec les produits de la section II. Pour la reproduction du capital social dans son ensemble, il est nécessaire que le produit de la section I consiste non en moyens de production en général, mais en moyens de production *déterminés* : en moyens de production tels qu'ils puissent être employés dans la section I pour la production de nouveaux moyens de production et dans la section II pour la production de nouveaux objets de consommation. Aux capitalistes de la section I, pour renouveler le procès de la production, il faut des moyens de production de la valeur de 4.000 à la place de ceux qui sont usés. Pour certains capitalistes de cette section, le produit peut leur servir de moyen de production, par exemple le charbon dans une mine de houille est un produit, mais là même, il peut aussi servir de combustible aux machines à vapeur employées dans la mine. Les capitalistes de la section I achètent l'un chez l'autre la majorité des moyens de production nécessaires à la fabrication de nouveaux moyens de production. Le producteur de houille achète chez le fabricant de machines les machines nécessaires à la mine; le propriétaire d'une usine métallurgique achète chez le constructeur de machines l'outillage nécessaire pour le haut fourneau; le constructeur de machines achète chez le métallurgiste la fonte et l'acier, chez le producteur de la houille, le charbon, etc. Ainsi, par la voie d'une série de circulations, d'achats et de ventes entre les capitalistes de la section I, *une partie du produit de la section I, qui consiste en moyens de production pour la fabrication des moyens de production et égale en valeur au capital constant de cette section (4.000 C) est réalisée dans les limites de la section I* et indemnise en nature le capital constant employé et usé dans cette section.

Passons maintenant à la section II. Tout le produit de cette section consiste en objets de consommation personnelle. Les ouvriers de cette section avec le salaire reçu des capitalistes sous forme d'argent (500) achètent chez eux les moyens d'existence nécessaires pour la même somme. Ainsi, par la voie d'une série de circulations entre les ouvriers et les capitalistes de la section II est réalisée la partie du produit de la section II qui, en valeur, est égale à la valeur du capital variable (500 V) dépensé dans cette section. En résultat de cette réalisation, les capitalistes de la section II voient leur capital variable leur revenir sous forme d'argent et ils peuvent de nouveau acheter de la force de travail, et les ouvriers de cette section reconstituent leur force de travail et peuvent de nouveau la vendre. Ensuite les capitalistes de la section II achètent l'un chez l'autre les moyens d'existence nécessaires et des objets de luxe pour une valeur globale de 500. Par la voie de ces circulations entre les capitalistes de la section II est réalisée la partie du produit de cette section, dont la valeur est égale à la masse globale de la plus-value de cette section (500 M). Ainsi, *dans les limites de la section II est réalisée la partie du produit (objets de consommation), qui, en valeur, est égale au capital variable et à la plus-value de cette section (500 V + 500 M).*

Pour plus de clarté, encadrons les parties du produit qui sont réalisées à l'intérieur de chaque section. Notre schéma prendra alors l'aspect suivant :

$$\text{Section I : } \boxed{4.000 \text{ C}} + 1.000 \text{ V} + 1.000 \text{ M} = 6.000$$

$$\text{Section II : } 2.000 \text{ C} + \boxed{500 \text{ V} + 500 \text{ M}} = 3.000$$

Dans la section I, la partie du produit, d'une valeur de 2.000, qui contient la valeur reproduite du capital variable (1.000 V) dépensé dans cette section et la plus-value (1.000 M), est restée non réalisée. Cette partie du produit consiste en moyens de production, et c'est pourquoi elle ne peut pas servir à la consommation personnelle ni des ouvriers, ni des capitalistes de la section I, car, par sa forme naturelle, elle ne peut pas, en général, servir à la consommation personnelle. D'autre part, cette partie du produit de la section I ne peut pas être employée dans les limites de cette section, également en qualité de capital constant, car celui-ci est déjà indemnisé ici au moyen de la réalisation de la première partie du produit (4.000) et dans la reproduction simple, à la section I, il faut seulement pour 4.000 de moyens de production. Par conséquent, cette partie du produit de la section I non encore réalisée ne peut l'être que dans les limites de la section II. C'est pourquoi elle doit consister *en moyens de production servant à la production d'objets de consommation.*

Dans la section II, la partie du produit d'une valeur de 2.000 qui représente la valeur du capital constant (2.000 C) dépensé dans cette section, est restée non réalisée. Elle consiste en objets de consommation et c'est pourquoi elle ne peut servir à remplacer les éléments matériels du capital constant de cette section car, par sa forme matérielle, elle ne peut pas, en général, servir de moyens de production. D'autre part, cette partie du produit de la section II ne peut servir à la consommation personnelle des ouvriers et des capitalistes de cette section, car ces derniers ont déjà réalisé leur salaire et leur plus-value dans une autre partie du produit de leur section (500 V + 500 M). Par conséquent, cette partie du produit de la section II non réalisée (2.000) ne peut être réalisée que dans les limites de la section I. Il est évident que *des parties déterminées du produit social ne peuvent être réalisées que par la voie d'échanges entre les deux sections de la production sociale.*

La réalisation de ces différentes parties du produit social peut s'effectuer de la façon suivante. Les capitalistes de la section II achètent chez les **capitalistes de, la section I** des moyens de production pour 2.000. Sur l'argent reçu, les capitalistes de la section II dépensent 1.000 de plus-value pour l'achat d'objets de consommation chez les capitalistes de la section II. Et ils payent les autres 1.000 à leurs ouvriers sous forme de salaire. Les ouvriers de la section I achètent chez les capitalistes de la section II des objets de consommation pour 1.000. Ainsi se sont **trouvés réalisés** dans la section I 1.000 V et 1.000 M **et dans la section II** 2.000 C. Tout ce procès de la réalisation du produit social dans son ensemble peut être schématiquement figuré de la façon suivante (les encadrements simples signifient que la réalisation des parties du produit social enfermées dans ceux-ci se produit dans les limites de la section donnée, et les encadrements réunis par un trait signifient que la réalisation se produit dans la circulation entre les sections) :

$$\text{Section I : } \boxed{4.000 \text{ C}} + \boxed{1.000 \text{ V} + 1.000 \text{ M}} = 6.000$$

$$\text{Section II : } \boxed{2.000 \text{ C}} + \boxed{500 \text{ V} + 500 \text{ M}} = 3.000$$

Ainsi, avec la composition en valeur et en valeur d'usage de tout le produit social que nous avons supposé, est possible la pleine réalisation de toutes les parties du produit social sans excédent. Par son schéma de la réalisation dans la reproduction simple, Marx a illustré la façon dont est indemnisé par le produit annuel de la société le capital constant dépensé et la façon dont la consommation des ouvriers et des capitalistes est liée avec cela. Il a dévoilé et clairement montré les lignes fondamentales et les plus simples suivant lesquelles se produit le mouvement du capital social dans son ensemble et dans ses parties composantes. Par cela même, il a résolu la question la plus difficile, celle de savoir comment le mouvement des parties composantes en valeur du produit social est lié avec le mouvement de ses parties composantes en valeur d'usage.

Toutes ces conditions compliquées de la réalisation dans la reproduction simple, et, par conséquent, les conditions de la reproduction simple elle-même, que nous venons d'analyser, peuvent être réduites à une condition fondamentale très simple, à savoir : *pour que puisse avoir lieu la reproduction simple, il est nécessaire que toute la somme du capital variable et de la plus-value de la section I (I V + I M) soit égale au capital constant de la section II (II C)*. Cela découle de l'exemple donné par nous, dans lequel I V (1.000) + I M (1.000) = II C (2.000). Sous cette condition, toutes les parties du produit social peuvent être réalisées, l'indemnisation du capital constant se produit dans toutes les entreprises individuelles, la force de travail dépensé se reconstitue et la production peut se renouveler dans les mêmes dimensions qu'auparavant, c'est-à-dire que la reproduction simple est possible.

En appliquant la même méthode que dans l'analyse de la reproduction simple, Marx a dévoilé aussi les conditions dans lesquelles est possible la reproduction élargie.

La réalisation dans la reproduction élargie

Dans la reproduction élargie les capitalistes consomment comme revenu non toute leur plus-value, mais seulement une partie de celle-ci; l'autre partie est jointe au capital, s'accumule. Il s'ensuit que dans la reproduction élargie la partie du produit de la section I qui représente la plus-value (1.000 M) ne peut être entièrement échangée contre les objets de consommation. Une certaine partie est jointe au capital constant de la section I sous forme de moyens de production supplémentaires et est réalisée ainsi dans les limites de cette section. Par conséquent, ce ne sera pas toute la somme I V + I M, mais seulement une partie de celle-ci, qui passera dans l'échange de la section I avec la section II. Cela est possible seulement dans le cas où le capital constant de la section II est moindre que la somme du capital variable et de la plus-value de la section I. *Pour la reproduction élargie, il est par conséquent nécessaire que la somme du capital variable et de la plus-value de la section I (I V + I M) soit plus grande que le capital constant de la section II (II C)*.

Cette condition de la reproduction élargie sera réalisée si l'ensemble du produit social a, par exemple, la composition suivante en valeur et en valeur d'usage :

$$\mathbf{I : 4.000 C + 1.000 V + 1.000 M = 6.000}$$

$$\mathbf{II : 1.500 C + 750 V + 750 M = 3.000}$$

Comme dans la section II le capital constant (1.500) est moindre que la somme du capital variable et de la plus-value de la section I, les capitalistes de la section II ne feront pas une demande pour toute cette somme et les capitalistes de la section I convertiront une partie de leur plus-value en capital.

Supposons que les capitalistes de la section I accumulent la moitié de leur plus-value, c'est-à-dire 500. Si la composition organique du capital reste chez eux inchangée, ils doivent ajouter au capital constant 400 et au capital variable 100. Par conséquent, sur tout le produit de la section I (6.000 de moyens de production) 4.400 sont consommés dans les limites de cette même section. Les autres 1.600 de moyens de production (qui d'après leur valeur se composent de 1.100 de capital variable et 500 de plus-value) doivent être échangés contre des produits de la section II, car dans leur forme naturelle (moyens de production) ils ne peuvent servir à la consommation personnelle ni des ouvriers, ni des capitalistes de la section I.

En analysant la composition du produit *annuel*, nous étudions par cela même le cycle annuel de la production. Le produit annuel est le produit de la production annuelle. Sa composition en valeur est le résultat du transfert de la valeur des moyens de production dépensés et de la création d'une nouvelle valeur. Dans le produit de la section I cela est exprimé par la formule suivante : 4.000 C + 1.000 V + 1.000 M. Cette formule montre la composition en valeur du produit, *tel qu'il est sorti du procès de production de la première année*. Pour que la reproduction soit

élargie au cours de la seconde année, est nécessaire déjà une autre répartition des parties composantes de la valeur du produit : pour indemniser le capital constant usé il doit être consacré 4.000 sur la composition de la valeur du produit, pour élargir le capital constant, 400, pour acheter de la force de travail, 1.100, et pour la consommation des capitalistes, 500. Ainsi la composition en valeur du produit tel qu'il doit *entrer dans la production et dans la consommation de l'année suivante* sera : $4.400 C + 1.100 V + 500 M$.

Les capitalistes de la section I doivent vendre aux capitalistes de la section II des moyens de production pour 1.600. Mais pour que les capitalistes de la section II puissent employer chez eux des moyens de production pour 1.600 à la place des moyens de production dépensés par eux l'année précédente (1.500), ils doivent augmenter leur capital constant de 100. Ils ne peuvent prendre ces 100 que sur leur plus-value. Si la composition organique du capital reste inchangée, les capitalistes de la section II, en ajoutant à leur capital constant 100, doivent ajouter au capital variable 50. Leur capital variable s'élèvera au commencement de la seconde année à 800. Sur leur plus-value de 750, ils accumulent ainsi 150 (ils ajoutent 100 au capital constant et 50 au capital variable). Pour la reproduction élargie dans la section II, la valeur du produit de cette section sera, par conséquent, répartie au moment de la seconde année de la façon suivante : $1.600 C + 800 V + 600 M$.

Nous avons vu plus haut que la composition de tout le produit social était, à la fin de la première année :

Section I : $4.000 C + 1.000 V + 1.000 M = 6.000$

Section II : $1.500 C + 750 V + 750 M = 3.000$

Maintenant nous voyons que pour commencer la reproduction élargie dans les deux sections, tout le produit social doit avoir au commencement de la seconde année la composition suivante :

Section I : $4.400 C + 1.100 V + 500 M = 6.000$

Section II : $1.600 C + 800 V + 600 M = 3.000$

La réalisation du produit s'effectuera de la façon suivante. Les capitalistes de la section I achètent l'un à l'autre pour 4.400 de moyens de production et réalisent ainsi une partie du produit de cette section. Les ouvriers de la section II achètent aux capitalistes de cette section pour 800 de moyens d'existence et les capitalistes achètent l'un à l'autre pour 600 de moyens d'existence. Quant à l'échange de 1.600 de moyens de production (1.100 de capital variable, 500 pour la consommation des capitalistes de la section I) contre 1.600 de moyens de consommation (1.600 de capital constant de la section II), il a lieu *entre* les sections I et II. Le nouveau cycle de la production commencera, par conséquent, dans les deux sections sur la base d'un capital plus grand que dans le premier cycle. Dans ce premier cycle tout le capital de la section I était de 5.000 (= $4.000 C + 1.000 V$), maintenant il s'élève à 5.500 (= $4.400 C + 1.100 V$). Le capital de la section II était au commencement du premier cycle 2.250 (= $1.500 C + 750 V$) et au commencement du second cycle il est égal à 2.400 (= $1.600 C + 800 V$). Et tout le capital social, qui dans le premier cycle était de 7.250, est maintenant de 7.900.

Si le taux de la plus-value reste sans changement, *le produit de la seconde année* aura la composition suivante :

Section I : $4.400 C + 1.100 V + 500 M = 6.000$

Section II : $1.600 C + 800 V + 800 M = 3.200$

Sur la base de cette composition du produit après sa réalisation commence le troisième cycle de la production, etc.

La théorie de la reproduction est le développement de la théorie de la valeur

Les schémas marxistes de la réalisation du produit social, de la reproduction et de la circulation du capital social illustrent par quelle voie, dans la reproduction simple et élargie, sont indemnisés les éléments du capital, illustrent la façon dont la consommation des ouvriers et des capitalistes est liée avec cela et la façon dont le mouvement des parties composantes en valeur du produit social est lié au mouvement de ses parties composantes en valeur d'usage. Le mouvement du capital social dans son ensemble, composé d'un grand nombre de mouvements qui s'enchevêtrent de capitaux individuels, est un procès très compliqué et très confus. Marx caractérise de la façon suivante la complexité de ce procès :

« Tant que l'on ne considère que le fonds de la production annuelle totale, il est facile de comprendre le procès annuel de la reproduction. Mais tous les éléments de la production annuelle doivent passer par le marché, et c'est là que la difficulté commence. Les mouvements des capitaux individuels et des revenus personnels se croisent, s'emmêlent, se perdent dans un universel changement de place, dans la circulation de la richesse sociale, laquelle trouble la vue et pose les problèmes les plus difficiles à qui l'étudie. » (Marx : *le Capital*, t. IV, p. 40. Costes, Paris.)

Les économistes bourgeois ne sont pas à même de comprendre ce procès. Même les meilleurs d'entre eux, comme Smith et Ricardo, qui reconnaissaient que la valeur des marchandises est créée par le travail, n'ont pu comprendre. Ils ne l'ont pas pu parce qu'ils n'ont pas compris que ce travail à un caractère double particulier, caractéristique pour le mode de production capitaliste; ils n'ont pas vu les contradictions de ce dernier. Et c'est précisément pour cela que leur vue se trouble.

Marx, sur la base de l'analyse des contradictions de la production capitaliste, a dévoilé la composition double du produit social en valeur et en forme naturelle et a montré comment s'effectue la réalisation du produit et la reproduction du capital.

Par sa doctrine du caractère double du travail qui produit les marchandises, doctrine du caractère spécifiquement historique de ce travail, Marx a donné la clé qui permet de comprendre cet « universel changement de place » que représente la circulation de la richesse sociale en régime capitaliste, il a apporté la plus grande clarté dans les phénomènes les plus obscurs et les plus confus du capitalisme, il a résolu les questions les plus difficiles, qui semblaient être insolubles. Cela signifie que *la théorie marxiste de la reproduction et de la circulation du capital social est une application directe de sa doctrine du caractère double du travail, le développement ultérieur de sa théorie de la valeur et de la plus-value.*

Et, précisément, cette circonstance jette une éclatante lumière encore sur un côté de la théorie marxiste de la reproduction, et dévoile le sens profond de cette théorie qui a une importance de premier ordre pour la compréhension des *contradictions* du capitalisme.

Les apologistes du capitalisme affirment que la marche ininterrompue de la reproduction sociale, aussi bien simple qu'élargie, est possible en régime capitaliste. Certains de ces apologistes, comme l'économiste bourgeois Tougan-Baranovski et le social-démocrate Otto Bauer, affirment que Marx dans ses schémas a prétendument *prouvé* l'existence d'une parfaite harmonie entre toutes les parties de la production sociale en régime capitaliste, l'existence d'un certain équilibre. Toutes ces affirmations ne sont rien autre qu'une tentative de déformation consciente et grossière de la théorie de Marx, afin d'embellir et de dissimuler sous ce pavillon les profondes contradictions qui dévorent le capitalisme et de le présenter comme une économie sociale organisée, comme un « capitalisme organisé ».

Nous avons déjà montré dans le chapitre II que la loi de la valeur n'est pas la loi de l'équilibre de la production des marchandises, que la valeur est l'expression des contradictions du mode capitaliste de production. C'est pourquoi la théorie de la reproduction de Marx, qui est le développement ultérieur de sa théorie de la valeur, non seulement ne prouve pas une harmonie quelconque de la reproduction capitaliste, mais, au contraire, dévoile le caractère profondément contradictoire de la reproduction et du mouvement du capital social dans son ensemble.

Par ses schémas Marx *illustre* seulement les conditions sous lesquelles *sont possibles* la réalisation du produit social et la reproduction (aussi bien simple qu'élargie) en régime capitaliste. Mais il ne *prouve* pas du tout que cette *possibilité* se transforme toujours en *réalité*. Du fait que, sous certaines conditions, la reproduction du capital social est possible, il ne s'ensuit nullement que ces conditions existent toujours dans la réalité.

Les conditions d'une reproduction ininterrompue sont : 1° une composition déterminée de la valeur et de la valeur d'usage du produit social; et 2° la réalisation aussi bien de la valeur que de la valeur d'usage de toutes les parties composantes du produit social. Mais même dans le cas où existe la composition du produit social nécessaire pour la reproduction, cela n'assure pas encore sa pleine réalisation. Nous avons vu que cette réalisation s'effectue par la voie d'une série de procès compliqués de circulation entre les capitalistes et les ouvriers des deux sections. Toute la circulation du produit social se compose d'un grand nombre d'actes d'achat et de vente,

« ... s'opérant indépendamment l'un de l'autre, mais s'entremêlant sans cesse. La complication même du procès rend possible une marche anormale. » (Marx : *le Capital*, t. VIII, pp. 159-160. Costes. Paris, 1926.)

Mais ce n'est pas encore tout. Du fait que pour la reproduction une composition déterminée du produit social est nécessaire, il ne s'ensuit pas encore que cette composition existe toujours en réalité. L'anarchie de la production, caractéristique pour le capitalisme, aboutit plutôt au fait que le produit social *n'a pas* la composition nécessaire pour la marche régulière de la reproduction. Pour qu'une telle composition existât en réalité, une organisation planée de la production dans toute la société serait nécessaire et cela contredit l'essence même du capitalisme, qui consiste dans la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste. Cette contradiction fondamentale du capitalisme rend impossible la marche régulière et ininterrompue de la reproduction capitaliste et conditionne son caractère contradictoire.

Le développement donné par Lénine à la théorie marxiste de la reproduction

La question de la reproduction capitaliste et de ses contradictions est une des questions centrales de l'économie politique. Comme cela a déjà été montré dans le chapitre VI, la reproduction capitaliste aggrave les contradictions du capitalisme et prépare les conditions de sa ruine et les prémices de l'ordre socialiste. La question des contradictions de la reproduction capitaliste a ainsi une énorme importance pour la lutte révolutionnaire du prolétariat contre le capitalisme. Le contenu révolutionnaire de la théorie marxiste de la reproduction a été pleinement dévoilé et développé par Lénine déjà à la fin du siècle passé, alors qu'en Russie le mouvement ouvrier révolutionnaire indépendant était seulement encore en train de se former.

Dans les rangs des intellectuels bourgeois étaient apparus des « savants » (Tougan-Baranovski, Strouvé, Boulgakov) qu'on appelait les « marxistes légaux » ; ils affirmaient que des schémas marxistes de la reproduction il découlait prétendument que le capitalisme est le seul régime progressif, privé de contradictions, appelé à développer sans limites les forces productives de la société. Ils tentaient de subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie et de lui ôter son indépendance. A leur remorque se traînaient les menchéviks.

D'un autre côté, les narodniks, ces « socialistes » petits-bourgeois voyaient les contradictions du capitalisme, mais ne comprenaient pas leur caractère. Ils affirmaient que des contradictions du capitalisme découle l'impossibilité de son développement, que, par comparaison avec la petite production marchande, le capitalisme est un pas en arrière; que le véritable socialisme consiste dans la conservation de la petite production marchande. Ces idéologues de la petite bourgeoisie considéraient la classe ouvrière seulement comme une force auxiliaire pour le mouvement paysan. Lénine intervint contre toutes ces tentatives de détourner la classe ouvrière de la voie révolutionnaire indépendante. Une des armes principales et les plus fortes que Lénine ait dirigées contre les ennemis déclarés et secrets du prolétariat, fut la théorie marxiste de la reproduction capitaliste. A côté de cela, Lénine n'a pas seulement dévoilé tout le contenu révolutionnaire de la théorie de Marx, mais il l'a aussi développée, l'enrichissant d'un nouveau contenu.

Lénine a élaboré en détail et a concrétisé la question des *voies de développement du capitalisme*, la question de savoir sous quelle forme s'effectue le développement de la contradiction fondamentale du capitalisme. Sur cette base, il a découvert les voies du développement du capitalisme en Russie et, contrairement aux narodniks, il a montré qu'en Russie se produit un développement rapide du capitalisme, que dans la marche de ce développement croît et s'organise une classe ouvrière révolutionnaire — la force révolutionnaire dirigeante dans la lutte contre l'autocratie et les restes de la féodalité. Lénine a montré que la future révolution en Russie doit en finir avec le tsarisme pour passer immédiatement à l'étape suivante, — au renversement du capitalisme, à la révolution prolétarienne, qui est le commencement de la révolution prolétarienne mondiale. Cette question des contradictions de la reproduction capitaliste et du développement de la théorie marxiste de la reproduction par Lénine, nous l'examinerons en liaison avec la lutte que Lénine a menée contre les socialistes petits-bourgeois et les apologistes bourgeois.

3. Les contradictions de la reproduction

La question de la possibilité de l'accumulation et du marché intérieur

L'économiste suisse Sismondi est la souche du socialisme petit-bourgeois et les narodniks ont entièrement adopté sa théorie. Sismondi affirmait que, en résultat du fait qu'en régime capitaliste la production dépasse la consommation par suite du bas niveau de la consommation des ouvriers, il doit y avoir une surproduction constante et toujours croissante, qui ne peut trouver d'écoulement. Le capitalisme ruine les petits producteurs et; par cela même, rétrécit son propre marché d'écoulement. C'est pourquoi l'accumulation n'est possible que s'il existe un marché extérieur et comme sur l'arène mondiale apparaissent de nouveaux pays capitalistes, il devient

de plus en plus difficile à chaque pays de trouver un marché extérieur. Les narodniks russes ont adopté cette théorie de Sismondi et ils affirmaient qu'en Russie, pays entré tardivement sur le marché mondial, le développement du capitalisme était impossible.

Analysons tout d'abord la question de la ruine des petits producteurs. Est-il juste qu'elle réduise le marché pour le capitalisme ? Le petit paysan, qui ne porte au marché qu'une partie de son produit et consomme le reste lui-même, qui produit lui-même la plus grande partie des objets consommés par lui (le pain, la toile, etc.), contribue moins à l'élargissement du marché capitaliste que le petit paysan ruiné. Ce dernier est obligé de vendre presque toute sa récolte pour payer ses dettes et les impôts, et ensuite acheter le pain sur le marché. Il est obligé de vendre sa force de travail — de travailler comme journalier ou de partir à la ville pour les travaux saisonniers. Il s'occupe beaucoup moins de la production domestique et *achète* les objets de consommation.

La ruine du petit producteur élargit ainsi le marché des objets de consommation.

D'autre part, une faible partie des petits producteurs se transforme en entrepreneurs capitalistes, qui font une plus grande demande de moyens de production. Il en résulte que le marché d'écoulement des moyens de production s'élargit. L'élargissement du marché capitaliste par la voie de la ruine des petits producteurs s'effectue aux dépens de l'aggravation de la situation de la masse écrasante des petits producteurs. Mais en régime capitaliste il ne peut pas en être autrement. Lorsque les socialistes petits-bourgeois du fait de la ruine des petits producteurs, tirent la conclusion d'une réduction du marché pour le capitalisme et prêchent le retour de la grande production capitaliste à la petite production, ils montrent leur incompréhension de l'essence même du capitalisme et leur incompréhension du fait que le capitalisme lui-même est engendré par la petite production.

« Le développement du capitalisme va de pair avec le développement de l'économie marchande, et au fur et à mesure que la production domestique cède la place à la production pour la vente et que l'artisan cède la place à la fabrique, un marché se forme pour *le capital*. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 14, édition russe.)

Étudions maintenant le second, le principal argument de Sismondi, à savoir que le marché pour le capital se rétrécit par suite du fait que la production dépasse la consommation. À côté de cela, Sismondi part de la théorie de Smith, analysée par nous ci-dessus, que la valeur du produit social se décompose seulement en capital variable et en plus-value et que tout le produit social doit être consommé comme revenu. Il tire de là la conclusion que la production doit correspondre à la consommation. Et comme la consommation en réalité reste en arrière de la production, alors, selon Sismondi, il doit y avoir une surproduction constante, qui ne peut pas être écoulée par les capitalistes. C'est pourquoi, selon Sismondi, l'accumulation est impossible.

Du schéma de la reproduction élargie (voir plus haut), il ressort que la fabrication des, moyens de production croît plus rapidement que la fabrication des objets de consommation. Et nous avons supposé que la composition organique du capital restait inchangée. Mais, en réalité, dans la marche du développement du capitalisme, le capital constant croît plus rapidement que le capital variable, car la croissance de la composition organique du capital est la loi du développement du capitalisme. La composition organique du capital croît dans toutes les branches de la production sociale. Mais comme les éléments matériels du capital constant, — les moyens de production — ne sont produits que par la section I, cette dernière doit produire des moyens de production dans une proportion toujours grandissante non seulement pour elle-même, mais aussi pour la section II. La section I de la production sociale croît plus rapidement que la section II.

La croissance du capital constant, son accumulation, signifie que la consommation des moyens de production, — des produits de la section I, croît. Et la croissance de la consommation des moyens de production, la croissance de la demande de ceux-ci signifie que le marché pour le capitalisme croît. L'élargissement même de la production, l'accumulation du capital, crée un marché pour l'écoulement des moyens de production. Mais l'élargissement de la production conduit aussi à une certaine croissance de la consommation des ouvriers. Pour agrandir la production des moyens de production, il est nécessaire d'attirer des ouvriers dans la section I. Et ces ouvriers supplémentaires font une demande supplémentaire en objets de consommation. Dans notre schéma de la reproduction élargie, la consommation des ouvriers de la section I a augmenté de 100. Cela provoque une croissance de la production des objets de consommation dans la section II et une demande supplémentaire des ouvriers de cette section de 50. Ainsi la consommation se développe immédiatement après la production. *Le développement du capitalisme s'effectue surtout par la voie de la croissance de la fabrication des moyens de production.*

La production et la consommation en régime capitaliste

Bien qu'un certain élargissement de la consommation soit le résultat de l'élargissement de la production, la consommation des masses ne correspond cependant pas à la croissance de la production et reste en arrière de celle-ci, car la paupérisation absolue et relative de la classe ouvrière est une loi du capitalisme.

Dans tout le produit du capital social, la part des objets de consommation tombe. Sismondi et ses disciples tirent de là la conclusion que le capitalisme ne peut pas se développer. Ils ne voient pas que le développement du capitalisme ne peut se produire que par cette voie.

« Le développement de la production (et par conséquent aussi du marché intérieur) de préférence au compte des moyens de production semble paradoxal et présente, sans doute, une contradiction. C'est une véritable « production pour la production », — un élargissement de la production sans élargissement correspondant de la consommation. Mais ce n'est pas une contradiction de la doctrine, mais de la vie réelle ; c'est précisément une *contradiction qui correspond à la nature même du capitalisme* et aux autres contradictions de ce système d'économie sociale. C'est précisément cet *élargissement de la production sans élargissement correspondant de la consommation qui correspond à la mission historique du capitalisme et à sa structure sociale : la première consiste dans le développement des forces productives de la société ; la seconde exclut l'utilisation de ces conquêtes techniques par la masse de la population.* » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. III, p. 31. (Édit. russe.))

Les socialistes petits-bourgeois voient les contradictions entre la production et la consommation en régime capitaliste. Mais, de là, ils tirent la conclusion que dans les cadres de la société capitaliste il doit exister une surproduction *constante* de marchandises qui ne trouvent pas d'écoulement [*Certes, une telle surproduction doit de temps à autre se produire inévitablement (les crises). Nous en parlerons plus bas.*], que l'accumulation capitaliste est impossible sans marché extérieur. Mais en réalité, cela signifie l'impossibilité du capitalisme même, car sur le marché extérieur se produit aussi la ruine des petits producteurs, la paupérisation des masses de la classe ouvrière et là-bas la production doit aussi dépasser la consommation. Comme le capitalisme est tout de même un fait réel qu'on ne peut pas nier, les socialistes petits-bourgeois le déclarent un phénomène monstrueux, une déviation de la marche « normale » du développement de la société humaine, ils se plaignent au sujet des malheurs que le capitalisme apporte aux masses et dessinent des tableaux enchanteurs du régime prospère et florissant de la petite production marchande, en comparaison duquel le capitalisme est un pas en arrière dans le développement de la société humaine. Les socialistes petits-bourgeois sont pour la conservation de la petite production, ils sont les idéologues des petits producteurs et c'est pourquoi ils ne peuvent pas comprendre que le capitalisme est une étape *nécessaire* de l'histoire de l'humanité, qu'il développe les forces productives de la société et que, jusqu'à un certain degré de son développement, jusqu'à sa transformation en impérialisme, il est un mode de production progressif, car il développe les forces productives et crée une classe ouvrière révolutionnaire, qui est appelée à en finir avec toute exploitation et avec la misère des masses.

Les socialistes petits-bourgeois se détournent de la réalité et bercent les masses avec leurs contes sur un régime idéal de petite production qui est, en fait, un régime rétrograde et barbare. Ils ne voient pas que le capitalisme se développe sur la base de cette même petite production et que pour en finir réellement avec le capitalisme, il faut aller non en arrière, mais avant. C'est pourquoi, Marx disait que les socialistes petits-bourgeois sont en réalité réactionnaires, et Lénine leur a donné le nom mérité de rêveurs « romantiques », de gens qui se détournent de la réalité et rêvent d'un retour au passé qu'ils idéalisent.

« La différence entre les juges romantiques du capitalisme et les autres [*Lénine a, ici, en vue les marxistes révolutionnaires.*] consiste, en général, « seulement » dans leur « point de vue », « seulement » dans le fait que les uns jugent d'en arrière et les autres, d'en avant, les uns, du point de vue du régime qui est démolé par le capitalisme, les autres du point de vue de celui que le capitalisme crée. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 34, édition russe.)

L'issue à la servitude capitaliste ne consiste pas à « arrêter » le développement du capitalisme et à revenir à la petite production comme l'exigent les « socialistes » petits-bourgeois. **L'issue consiste** dans le développement des contradictions du capitalisme, car...

« ... plus se développe cette contradiction [entre le caractère social de la production et le caractère individuel de l'appropriation] plus il est aisé d'en sortir. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 40, édition russe.)

Plus aisé parce que le développement de cette contradiction signifie, d'une part, la croissance de la grande production sociale, qui devient de moins en moins compatible avec l'appropriation capitaliste, et, d'autre part, la

croissance de la classe ouvrière, de sa conscience, de son organisation et de sa révolte contre le joug du capital, la croissance de la force révolutionnaire qui est appelée à renverser le capitalisme.

Critique de la théorie de Rosa Luxembour

Aux positions théoriques de Sismondi aboutit aussi, en fait, Rosa Luxembour, bien qu'elle n'ait nullement été partisan du socialisme petit-bourgeois et que, au contraire, elle ait critiqué aussi bien Sismondi que les narodniks.

Rosa Luxembour est intervenue contre la théorie marxiste de la reproduction en affirmant que dans une société qui ne consiste que dans les seuls capitalistes et prolétaires, l'accumulation du capital est en général impossible. Rosa Luxembour affirmait que le schéma marxiste de la reproduction élargie (voir plus haut) ne montre pas la possibilité de l'accumulation, car la partie du produit social qui représente la plus-value transformée en capital (500 de la plus-value de la section I et 150 de la plus-value de la section II) ne peut être achetée ni par les capitalistes les uns aux autres, ni par les ouvriers aux capitalistes. La vente par les capitalistes les uns aux autres d'une partie du produit supplémentaire, selon l'opinion de Rosa Luxembour, ne signifie pas une augmentation de leur capital, et la vente par eux d'une partie du produit supplémentaire aux ouvriers signifie en réalité que les capitalistes font cadeau aux ouvriers de la plus-value. La partie accumulée du produit supplémentaire peut prétendument être achetée seulement par les petits producteurs capitalistes, désignés par le terme de « tierces personnes ».

Dans sa critique de la théorie marxiste de l'accumulation du capital (qu'elle n'a en réalité pas comprise), Rosa Luxembour a commis une série de graves erreurs.

En premier lieu, elle n'a pas du tout compris le rôle de la consommation productive, — de la consommation par les capitalistes des moyens de production sous forme de capital constant. En ajoutant la partie du produit supplémentaire qui existe sous forme de moyens de production, au capital constant (dans le schéma, 400 dans la section I et 100 dans la section II), les capitalistes ne suppriment pas cette partie de la plus-value et n'en font cadeau à personne, mais ils la transforment en capital, en moyen de soutenir aux ouvriers du travail supplémentaire. Par conséquent, il est avantageux pour les capitalistes d'acheter les uns aux autres ces moyens de production supplémentaires. En ajoutant ensuite la partie du produit supplémentaire, qui existe sous forme de moyens de consommation, à leur capital variable (dans le schéma, 100 dans la section I et 50 dans la section II), les capitalistes n'en font tout de même pas cadeau aux ouvriers, mais ils achètent la source même de la plus-value — la force de travail. Ainsi les capitalistes ont une possibilité d'accumulation même dans l'absence de « tierces personnes ».

En second lieu, qu'est-ce que représentent ces « tierces personnes » ? Ces petits producteurs de marchandises, non-capitalistes, représentent le « marché extérieur » selon Sismondi et les narodniks. C'est à ces simples petits producteurs que les capitalistes doivent vendre la partie du produit qui renferme en lui-même la plus-value, laquelle est destinée à l'accumulation et existe sous la forme naturelle de moyens de production. De quels moyens de production s'agit-il donc ? Des grandes machines, de différentes sortes de matières premières et de matériaux auxiliaires, qui peuvent être appliqués seulement dans la fabrique capitaliste !

Mais supposons l'impossible : que les petits producteurs aient acheté cette partie des produits du capital social et que les capitalistes aient ainsi heureusement transformé en argent la plus-value qui s'accumule. Mais où pourront-ils alors acheter les moyens de production nécessaires pour l'accumulation, c'est-à-dire pour l'élargissement de la production ? Ils les ont vendus à des « tierces personnes ». Cela signifie qu'ils doivent les racheter aux mêmes « tierces personnes ». Mais avec le même succès ils peuvent, sans vendre à des « tierces personnes » ces moyens de production, les acheter les uns aux autres. Les « tierces personnes » n'ont absolument rien à faire ici.

A cette théorie erronée de l'accumulation de Rosa Luxembour est étroitement liée sa très grave erreur dans la question des forces motrices de la révolution.

La question des rapports du prolétariat avec la paysannerie est une des questions fondamentales de la révolution. En opposition avec la ligne bolchevik-léniniste de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution bourgeoise-démocratique et de la transformation de celle-ci en révolution prolétarienne, Rosa Luxembour, avec le menchévik Parvus, forgea, en 1905, la théorie de la « révolution permanente », à laquelle se rallie Trotski. Ce dernier, en même temps que Parvus, lança cette théorie au cours de sa lutte contre le bolchévisme. L'essence de

cette théorie consiste en ce que, entre le prolétariat et la paysannerie, il existe prétendument des contradictions insurmontables, que la paysannerie, dans sa masse, est contre-révolutionnaire et interviendra toujours aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat, que le prolétariat est incapable de jouer un rôle dirigeant à l'égard de la paysannerie.

Il est tout à fait clair que cette ligne politique de Rosa Luxembourg est étroitement liée à sa théorie de l'accumulation du capital. Comme l'accumulation du capital, selon Rosa Luxembourg, est possible seulement grâce à l'existence de « tierces personnes » (de la paysannerie), la paysannerie, arrête, repousse le krach du capitalisme, elle est une force hostile au prolétariat. C'est pourquoi le prolétariat doit vouloir la prolétarianisation la plus rapide de la paysannerie. Il ne doit nullement tendre à une alliance avec les masses fondamentales de la paysannerie et à son hégémonie dans cette alliance. Mais le renoncement à l'hégémonie du prolétariat sur la paysannerie, c'est en fait le renoncement à la révolution, c'est en fait la négation de la dictature du prolétariat.

Le fait que dans une des questions décisives, une des questions les plus importantes de la théorie du capitalisme, Rosa Luxembourg se tenait sur la même position que l'opportunisme dans la II^e Internationale d'avant-guerre, est une des causes de ce que la lutte qu'elle menait contre l'opportunisme ne pouvait manquer d'être incomplète et non décisive. Rosa Luxembourg hésitait entre le menchévisme et le bolchévisme et intervint dans une série de questions contre les bolcheviks.

Critique des théories apologétiques bourgeoises

La lutte de Lénine contre toutes les théories de l'impossibilité de l'accumulation capitaliste ne signifie pas que le marxisme-léninisme admette la possibilité d'une marche régulière et ininterrompue, de la reproduction élargie en régime capitaliste. La lutte de Lénine contre les théories petites-bourgeoises du caractère non progressif du capitalisme par comparaison avec la petite production, ne signifie certes pas que le marxisme-léninisme considère le régime capitaliste comme absolument progressif et ne voit pas son caractère historiquement temporaire. Ce sont précisément Marx et Lénine qui ont dévoilé les racines mêmes des profondes contradictions du capitalisme et montré son caractère temporaire. C'est précisément Lénine qui a montré que dans son stade impérialiste de développement, lorsque les prémices du socialisme ont pleinement mûri, le capitalisme cesse d'être un mode de production progressif et se transforme en capitalisme dépérissant et pourrissant. Les apologistes bourgeois prêchent la théorie d'un développement perpétuel et sans crises du capitalisme. Ainsi Tougan-Baranovski affirmait que le capitalisme peut se développer à l'infini et sans crises, même si sur tout le globe terrestre il ne reste qu'un seul ouvrier, — une certaine proportionnalité entre les branches de la production est seule nécessaire.

« Cet unique ouvrier, dit Tougan-Baranovski, mettra en mouvement toute la colossale masse des machines et à l'aide de celles-ci produira de nouvelles machines et les objets de consommation de la classe capitaliste. La classe ouvrière disparaîtra, mais cela ne gênera en rien la réalisation des produits de l'industrie capitaliste. »
(Tougan-Baranovski : *les Crises industrielles périodiques*, p. 212, édition russe.)

La production des objets de consommation sera considérablement réduite, mais la consommation des moyens de production grandira et le marché capitaliste s'élargira à l'infini. On produira de la houille et du fer pour... produire encore plus de houille et de fer. Voilà à quelles sottises aboutissent les apologistes bourgeois dans leur désir de nier les contradictions du capitalisme.

Sur les traces de Tougan-Baranovski a marché un des chefs social-démocrates — Hilferding. Celui-ci écrivait encore avant la guerre que, quelque Basse que soit la consommation des masses, la production peut croître à l'infini et sans crise, si seulement est conservée une proportion déterminée entre les deux sections de la production sociale. Otto Bauer affirmait la même chose. C'est là un des principes de la théorie apologétique social-démocrate du « capitalisme organisé ». Les théories des opportunistes de droite de l'équilibre et du « capitalisme organisé » sont un écho de toutes ces théories apologétiques bourgeoises.

La théorie marxiste-léniniste de la reproduction montre qu'il ne peut être question d'aucun équilibre dans la reproduction capitaliste. Les conditions d'une marche normale de la reproduction, aussi bien simple qu'élargie, caractéristiques pour le capitalisme, sont des conditions telles qu'elles « deviennent autant de conditions de la marche anormale et des possibilités de crise, *cet équilibre étant purement fortuit dans le système naturel de cette production* ». (Marx : *le Capital*, t. VIII, p. 158. Edit. Costes.)

Nous avons vu que l'accumulation du capital et l'élargissement du marché pour le capital s'effectuent surtout aux dépens de la croissance de la fabrication des moyens de production et non, des objets de consommation. Mais cela ne signifie pas que la production ne dépende pas du tout de la consommation. Pourtant chaque moyen de production, soit directement, soit seulement en fin de compte, doit servir à la production des objets de consommation. Par conséquent, parlant de la proportionnalité entre les sections de la production sociale, nos théoriciens de malheur, qui veulent « se détourner » de la consommation, touchent en réalité la question de la consommation. Car il s'agit de la proportionnalité entre la section qui produit les moyens de production et la section qui produit *les objets de consommation*. Comment, dans de telles conditions, la proportionnalité entre les branches de la production, indépendamment de la consommation, est-elle possible ? Elle est impossible. La production capitaliste n'a pas pour but la satisfaction des besoins de la société. Elle est la production de la plus-value dans le but d'augmenter la valeur du capital, dans le but de produire une masse encore plus grande de plus-value. Et dans ce sens la production capitaliste est une production pour la production.

« La production du capitaliste normal est *de la production pour la production*. » (Marx : *Histoire des doctrines économiques*, t. II, p. 154. Edit. Costes.)

C'est précisément en cela que s'exprime la tendance du capital à l'accumulation illimitée. Mais du fait qu'est caractéristique pour le capitalisme la tendance à une production illimitée pour la production, il ne s'ensuit nullement que cette tendance puisse se réaliser à l'infini et sans obstacles. C'est seulement dans les fantaisies des apologistes bourgeois du genre de Tougan-Baranovski, qui nient les contradictions du capitalisme, que la production capitaliste peut croître à l'infini et indépendamment de l'état de la consommation des masses. En réalité la croissance de la production doit se heurter aux étroites limites de la consommation des masses. Cela découle de la contradiction fondamentale du capitalisme entre le caractère social de la production et l'appropriation capitaliste — contradiction qui rend impossible une proportionnalité constante entre les branches de la production et qui conditionne le retard de la consommation sur la production.

« En fin de compte, la consommation productive (consommation des moyens de production) est toujours liée avec la consommation personnelle, dépend toujours de celle-ci. Cependant, pour le capitalisme, est caractéristique, d'une part, la tendance à un élargissement illimité de l'accumulation et de la production, et, d'autre part, la prolétarianisation des masses populaires qui mettent des limites assez étroites à l'élargissement de la consommation personnelle. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 400, édition russe.)

C'est pourquoi une accumulation ininterrompue et croissante à l'infini est impossible en régime capitaliste. Mais, cela ne signifie pas qu'en régime capitaliste il existe une surproduction systématique, constante, — cette dernière a lieu seulement périodiquement sous la forme de crises industrielles. Nous étudierons dans le chapitre suivant pourquoi et comment cela se produit. Ainsi la théorie marxiste-léniniste de la surproduction est la suite directe et le développement de la doctrine des contradictions du capitalisme qui découlent toutes de la contradiction fondamentale entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

La valeur scientifique de la théorie de Marx consiste dans le fait qu'elle a éclairci le procès de la reproduction et de la circulation de tout le capital social. Ensuite, la théorie de Marx a montré comment se réalise la contradiction caractéristique du capitalisme, à savoir que l'énorme croissance de la production n'est nullement accompagnée par une croissance correspondante de la consommation populaire. C'est pourquoi la théorie de Marx non seulement ne restaure pas la théorie apologétique bourgeoise... mais, au contraire, *fournit une arme extrêmement forte contre cette apologétique...*

« La théorie de la réalisation de Marx fournit une arme extrêmement forte non seulement contre l'apologétique, mais aussi contre la critique petite-bourgeoise-réactionnaire du capitalisme... Quant à la compréhension marxiste de la réalisation, elle conduit inévitablement à la reconnaissance de la progressivité historique du capitalisme (le développement des moyens de production et, par conséquent, des forces productives de la société). Par ce fait, non seulement elle ne dissimule pas, mais, au contraire, elle éclaircit le caractère historiquement temporaire du capitalisme. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, pp. 415-416, édition russe.)

La théorie marxiste de la reproduction, développée par Lénine, a ainsi un caractère profondément révolutionnaire. Elle montre que la croissance de la production capitaliste, qui se heurte aux étroites limites de la consommation des masses exploitées par le capitalisme, conduit à la création des prémices aussi bien objectives que subjectives de la révolution socialiste. Cette croissance crée les prémices matérielles techniques, nécessaires à la construction du socialisme et, en même temps, rend inévitable la révolte des masses innombrables contre le système capitaliste.

Chapitre X : LES CRISES

1. La contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste est la cause des crises

L'analyse du procès de la reproduction et de la circulation du capital social nous a conduit directement à la question des crises. Nous avons vu que le mouvement du capital social était plein de profondes contradictions, qui sont l'expression de la contradiction fondamentale du capitalisme. Ce mouvement s'effectue de façon irrégulière. Sa forme caractéristique se manifeste par des transitions rapides effectuées par bonds, allant de l'animation au déclin, à la crise, à la stagnation.

« La vie industrielle devient ainsi une succession de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. » (K. Marx : *le Capital*, t. III, p. 124.)

Ces cycles de production se répètent périodiquement. Leur moment décisif, c'est la crise. Juste au moment où la production capitaliste est en pleine marche, où l'on produit des masses toujours croissantes de marchandises, où les prix montent et qu'avec eux augmentent les profits des capitalistes, où le chômage se réduit et où le salaire s'élève, c'est précisément à ce moment que, brusquement, éclate la crise.

Voici comment Engels décrit les crises :

« Le commerce s'arrête; les marchés sont encombrés; les produits sont là à la fois en masse et en souffrance; l'argent comptant devient invisible; le crédit s'évanouit; les fabriques chôment; les masses ouvrières manquent, pour en avoir trop produit, de moyens d'existence; les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années entières; forces productives et produits sont en masse gaspillés et détruits jusqu'à ce que les stocks de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent graduellement leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot; le trot industriel devient galop et ce galop s'accélère de nouveau jusqu'au ventre-à-terre d'un *steeple-chase* général de l'industrie, du commerce, du crédit, de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. Et toujours la même répétition. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, t. III, p. 39.)

Tel est le tableau général des crises. En parlant des crises, nous avons en vue non pas de quelconques dérèglements particuliers de la production sociale, c'est-à-dire non des crises particulières qui peuvent atteindre accidentellement une branche ou une autre, mais les crises générales qui atteignent *toute* la production capitaliste, toutes ses branches les plus importantes. Nous n'avons pas ici en vue les dérèglements de la production sociale provoqués par des calamités naturelles comme, par exemple, une mauvaise récolte, un tremblement de terre, etc., ou par des calamités nullement accidentelles, des phénomènes sociaux comme la guerre, — nous avons en vue non la sous-production, mais *les crises de surproduction générale* qui se produisent régulièrement en régime capitaliste.

On dit d'habitude que les crises proviennent de l'anarchie de la production. C'est inexact. L'anarchie de la production a régné également dans l'économie marchande simple et pourtant des crises ne s'y produisaient pas.

L'anarchie de la production dans l'économie marchande simple et en régime capitaliste

Dans une société de petits producteurs de marchandises, la liaison entre les petits producteurs isolés n'est pas organisée, elle se réalise spontanément par l'échange. Mais, ici, la division du travail est encore très peu développée par comparaison avec la division du travail dans la société capitaliste. Les moyens de travail individuels sont mis en mouvement par chaque producteur de marchandises personnellement; la base de la production, c'est le travail à la main; chacun de ces producteurs travaille isolément; le travail est divisé entre les producteurs de marchandises indépendants, mais à l'intérieur des ateliers la division du travail n'existe pas. Comme la production, en général, n'était pas grande et que la division du travail était peu développée, le manque de liaison organisée entre les producteurs de marchandises ne pouvait avoir une grande importance, ne conduisait pas à des secousses dans *toute* la production sociale.

« Les petits producteurs éparpillés effectuaient chacun plusieurs opérations à la fois et pour cette raison étaient relativement indépendants des autres : l'artisan qui semait lui-même le lin, le filait et le tissait, ne dépendait presque pas des autres. Ce régime des petits producteurs éparpillés et ce régime seul justifiait le dicton : « Chacun pour soi et Dieu pour tous », c'est-à-dire l'anarchie des fluctuations du marché. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome I, p. 95, édition russe.)

La situation est tout autre en régime capitaliste. Ici, le travail est devenu social. Chaque ouvrier forme une partie de la collectivité des ouvriers de l'entreprise. Les moyens de travail sont tels qu'un seul ouvrier ne saurait les mettre en mouvement. La division du travail existe non seulement entre les entreprises, mais aussi au sein de chaque entreprise. La production se fait en grand. La division du travail est poussée à l'extrême. Il existe plusieurs branches de production qui dépendent l'une de l'autre.

Le travail est socialisé par le capitalisme, non seulement dans le sens qu'au sein de l'entreprise, sous le commandement du capital, travaillent beaucoup d'ouvriers, mais aussi dans le sens que, de plus en plus, se renforce *l'interdépendance des entreprises isolées*.

« La socialisation du travail par la production capitaliste ne consiste nullement dans le fait que des hommes travaillent dans une même entreprise (ce n'est là qu'une partie du processus) mais dans le fait que la concentration des capitaux est accompagnée de la spécialisation du travail social ; de la diminution du nombre des capitalistes dans chaque branche d'industrie donnée et de l'accroissement du nombre des branches particulières d'industrie. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. I, p. 95, édition russe.)

Plus le travail dans la société est spécialisé, plus chaque forme de travail dépend de toutes les autres, c'est-à-dire plus est développée la division du travail, et plus le travail est socialisé. Dans de telles conditions, *dans les conditions du capitalisme, l'anarchie de la production entre en opposition avec le caractère social de la production*.

Possibilité et nécessité des crises

Ainsi, l'anarchie de la production, dans la production marchande simple, a une incomparablement moindre importance que sous la domination du système capitaliste de production.

Dans le chapitre III, nous avons montré comment la possibilité des crises apparaît déjà avec le dédoublement de la marchandise en marchandise et en argent, comment les crises, sous une forme embryonnaire, sont renfermées dans la marchandise en général.

C'est pourquoi la possibilité des crises existe déjà dans la production marchande simple. Mais cela est encore une possibilité seulement abstraite, c'est-à-dire une possibilité telle que, dans les conditions de la production marchande simple, elle ne peut pas encore se transformer en réalité.

Dans la production marchande simple, la production a pour but la satisfaction des besoins des producteurs de marchandises et non le profit. Le marché est limité parce que la division du travail n'est pas encore complètement développée. Dans la plupart des cas, le marché est local et facile à observer.

En outre, les forces productives de la société sont encore très peu développées, — la production est encore une production individuelle à la main; elle n'est pas une production de masse, elle s'effectue dans des dimensions limitées et ne peut pas s'élargir rapidement. C'est pourquoi, en régime de production marchande simple, il n'y a pas de crises générales de surproduction.

L'apparition de la production capitaliste conduit à un plus grand renforcement de la possibilité des crises et crée les conditions dans lesquelles la possibilité des crises se transforme en leur nécessité, et dans lesquelles les crises deviennent inévitables. En régime capitaliste, la production marchande prend une extension générale. La force motrice de la production c'est le profit; chaque capitaliste cherche à élargir au maximum la production afin de tirer le maximum de profit. La production se fait en grand, avec l'emploi de machines. C'est pourquoi elle peut être rapidement élargie. Le crédit se développe, reliant en une seule chaîne tous les capitalistes. Avec le développement de la division du travail s'accroît l'anarchie de la production. En même temps, le capitalisme réduit le niveau de vie des masses; la classe ouvrière se paupérise. L'élargissement de la production provoqué par la tendance du capital à tenir une masse toujours plus grande de plus-value se heurte au pouvoir de consommation limité des masses. Toutes ces conditions rendent les crises inévitables.

L'économie marchande simple est caractérisée par la contradiction entre le travail social et le travail privé, sans qu'il y ait contradiction entre le mode de production et le mode d'appropriation (voir ch. IV). En régime capitaliste, la contradiction entre le travail social et le travail privé se transforme en contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

« L'appropriation par des particuliers du produit du travail social organisée par l'économie marchande, telle est l'essence du capitalisme. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. I, p. 127, édition russe.)

Comme la possibilité des crises, qui caractérisait déjà la production marchande simple, ne se transforme en leur nécessité que sur la base du capitalisme, il est évident que nous devons chercher la cause des crises, non directement dans l'anarchie de la production, mais plus profondément, — à savoir dans la contradiction fondamentale du capitalisme, qui le différencie de la production marchande simple. En quoi consiste l'essence même de la contradiction fondamentale du capitalisme ?

On ne doit pas se représenter cette contradiction dans la forme simplifiée : d'un côté, la production sociale, de l'autre le capitaliste; d'une part les produits sociaux, de l'autre le capitalisme qui se les approprie.

La contradiction fondamentale du capitalisme consiste en ce que la production sociale est subordonnée à la classe des capitalistes. L'appropriation capitaliste n'est pas seulement l'appropriation des produits du travail des ouvriers par les capitalistes. C'est parce que les capitalistes sont les propriétaires des moyens de production sociaux qu'ils s'approprient les produits du travail social. La contradiction fondamentale du capitalisme réside, par conséquent, dans la *domination* du capital sur le travail social.

Il découle de cela que la production sociale elle-même existe non pour la satisfaction des besoins de la société, mais pour la satisfaction des besoins du Capital.

« La limite véritable de la production capitaliste, c'est le capital lui-même, le fait que le capital, avec sa mise en valeur apparaît comme le commencement et la fin, comme la cause et le but de la production; que la production n'est que de la production pour le capital, tandis que les moyens de production sont de plus en plus des moyens de l'extension continuelle du procès vital de la société des producteurs. » (K. Marx : *le Capital*, t. X, p. 187.)

La tendance à l'élargissement illimité de la production

La production sociale n'est qu'un moyen pour accroître la valeur du capital. Le capital cherche à *élargir sans fin* la production en vue d'augmenter autant que possible la plus-value en même temps que la valeur du capital (l'accumulation).

De plus, chaque capitaliste est obligé, sous menace de ruine, d'élargir et de perfectionner la production. Pour soutenir la concurrence, c'est-à-dire non seulement pour augmenter son profit, mais simplement pour ne pas être évincé du marché, chaque capitaliste cherche à vendre le meilleur marché possible. Il doit tendre continuellement à battre ses concurrents de crainte d'être battu par eux.

Or, pour battre les autres capitalistes par de bas prix, il faut réduire les frais de production, produire à meilleur marché, ce qui peut être obtenu au moyen de l'augmentation de la productivité du travail, au moyen d'un renforcement de l'exploitation, au moyen d'un élargissement de la production.

« C'est la force impulsive exercée par l'anarchie de la production sociale qui transforme la perfectibilité indéfinie des machines de la grande industrie en une obligation imposant à chaque capitaliste industriel de perfectionner de plus en plus son machinisme sous peine de ruine... » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, t. III, p. 35.)

Ce qui pousse ensuite les capitalistes à élargir leur production et à élever la productivité du travail sur la base d'une élévation de la composition organique du capital, c'est la baisse du taux moyen du profit, qui est elle-même le résultat de la croissance de la composition organique du capital. Plus est bas le taux moyen du profit, plus il faut produire pour obtenir une plus grande masse de profit. Mais l'élévation de la composition organique du capital aboutit à une baisse ultérieure du taux moyen du profit, qui, à son tour, pousse à un élargissement ultérieur de la production, etc., etc.

De tout ce qui a été dit...

« ... il ressort que le mode de production capitaliste tend au développement absolu des forces productives, abstraction faite de la valeur et de la plus-value qu'elle renferme, abstraction faite également des conditions sociales où se fait la production capitaliste. » (K. Marx : *le Capital*, t. V, p. 186.)

Pour atteindre leur but, les capitalistes sont obligés d'élargir la production *d'une façon illimitée*, comme si les limites de cette extension étaient les forces productives elles-mêmes, sans tenir compte des possibilités d'écoulement.

« Les moyens de production qui existent comme capital doivent fonctionner, sinon ils cessent d'être du capital. Avec le développement de la production capitaliste, l'échelle de la production est de moins en moins déterminée par la demande immédiate de produits, et de plus en plus par l'importance du capital dont dispose le capitaliste. » (K. Marx : *le Capital*, t. V, p. 246.)

Ainsi, le capital doit élargir sans cesse la production sociale, qui lui est subordonnée et qui lui sert seulement de moyen pour s'accroître. Mais *peut-il* réellement élargir sans cesse la production sociale ?

Le capital est une limite à l'élargissement de la production capitaliste

La valeur et la plus-value ne sont pas produites indépendamment de la production des valeurs d'usage. Pour accroître la plus-value, il faut élargir la production. Mais la production de quoi ? Celle des valeurs d'usage (moyens de production et articles de consommation), qui doivent être consommées par quelqu'un. Mais les valeurs d'usage produites sont des marchandises — non pas de simples marchandises, mais des marchandises produites de façon capitaliste — qui renferment une masse déterminée de plus-value. Par conséquent, ces valeurs d'usage ne peuvent être consommées que lorsqu'elles sont vendues, lorsque s'est produit la conversion de la marchandise en argent et, partant, du capital-marchandise en capital-argent.

Une partie des valeurs d'usage (moyens de production et une partie des objets de consommation) est achetée par les capitalistes, l'autre partie doit être achetée par la classe ouvrière. Mais cette dernière peut-elle consommer sans fin en régime capitaliste ? Non, son pouvoir de consommation est déterminé non par ses besoins, mais par son pouvoir d'achat. Or, ce dernier est fatalement en retard sur la croissance de la production, la loi du capitalisme étant l'appauvrissement de la classe ouvrière. Par conséquent, si le capital doit développer indéfiniment la production, il doit aussi inévitablement réduire le pouvoir de consommation de la société. La tendance au développement illimité de la production sociale se heurte à la limite de la force de consommation de la société bourgeoise.

« Mais cette dernière [la force de consommation] n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la force de consommation absolue; elle l'est par la force de consommation basée sur une répartition antagoniste qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum réglé par des limites plus ou moins étroites. » (K. Marx : *le Capital*, t. V, p. 178.)

La réduction de la consommation de la grande masse de la société, c'est-à-dire du prolétariat, au minimum et encore à un minimum qui décroît avec la croissance de la production sociale, découle directement du but même du capital, de l'essence même de l'appropriation capitaliste. C'est pourquoi, lorsque nous disons que la tendance à l'extension illimitée de la production se heurte à la force de consommation de la société comme à sa limite, que la force de consommation des masses constitue le cadre de cette extension, cela signifie, en réalité, que le capital constitue lui-même la limite à l'extension de la production. Voilà pourquoi Marx dit que

« La limite véritable de la production capitaliste c'est le capital lui-même. » (K. Marx : *le Capital*, t. V, p. 187.)

La cause de la crise

Le but que s'assigne le capitalisme, l'augmentation de la valeur du capital, est trop limité par rapport aux moyens qu'il doit appliquer, trop étroit pour permettre l'élargissement illimité de la production sociale. En d'autres termes : les rapports de production capitalistes sont trop étroits pour la production sociale.

« Les limites dans lesquelles peuvent et doivent se mouvoir la conservation et la mise en valeur de la valeur-capital, qui reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs, se trouvent continuellement en conflit avec les méthodes de production que le capital doit employer pour atteindre son but et qui poursuivent l'accroissement illimité de la production, assignent comme but à la production la production elle-même et ont en vue le développement inconditionné de la productivité sociale du travail. *Ce dernier moyen se trouve en conflit permanent avec le but réduit, la mise en valeur du capital existant.* » (K. Marx : *le Capital*, t. V, p. 188.)

Ce conflit entre les forces productives sociales et le but limité du capital s'exprime dans les crises de surproduction. Il va de soi que ce n'est que la surproduction *relative*. Ce n'est pas un excédent par rapport à ce que la société *pourrait* consommer en général, mais par rapport à ce qu'elle *peut* consommer en *régime capitaliste*. La force de consommation de la classe ouvrière en régime capitaliste n'est pas déterminée par ses besoins, mais par son *pouvoir d'achat*.

L'anarchie de la production et l'appauvrissement de la classe ouvrière découlent de la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère capitaliste de l'appropriation. Les forces productives *sociales* développées par le capital débordent le cadre de l'appropriation *capitaliste* qui les domine et les contredit. La cause des crises réside ainsi *dans la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste*.

Puisque cette contradiction qui est la cause des crises existe et agit constamment, pourquoi donc les crises n'éclatent-elles que de temps à autre, pourquoi la production capitaliste ne se trouve-t-elle pas en état de crise permanente au lieu de passer par les phases d'essor, de crise, de stagnation, d'essor, et ainsi de suite ?

Pour répondre à cette question, il faut examiner *comment* s'effectue en général le développement de la production capitaliste.

Le rôle de la consommation productive

Nous avons vu dans le chapitre précédent que la croissance plus rapide de la production des moyens de production par rapport à la production des objets de consommation personnelle est une loi de la reproduction capitaliste élargie. Cela non seulement accentue la disproportion entre les deux sections de la production sociale et conduit aux crises, mais est en même temps la cause du fait que la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste ne provoque pas une surproduction constante, mais seulement une surproduction *périodique*.

La croissance de la composition organique du capital signifie qu'une partie de plus en plus considérable de la production sociale est consommée comme capital constant, c'est-à-dire entre dans la *consommation productive* (à la différence des objets de consommation qui ne servent qu'à la consommation personnelle). C'est pourquoi la production générale peut grandir jusqu'à une certaine limite sans tenir compte de la consommation des masses. Les moyens de production n'étant pas des objets de consommation personnelle du prolétariat, la consommation productive, celle des moyens de production, n'est pas limitée par le pouvoir d'achat des masses.

La croissance de la consommation des moyens de production, consécutive à l'élévation de la composition organique du capital crée de la part des capitalistes la demande d'une quantité de plus en plus grande de moyens de production qui trouvent ainsi un débouché dans la production elle-même.

D'autre part, en liaison avec cela, croît aussi la consommation de la classe ouvrière. Lorsque la production s'élargit, il faut plus d'ouvriers, le total des salaires s'accroît, ainsi que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière. La consommation de la classe ouvrière, comme nous le savons, est conditionnée par les besoins de l'accumulation du capital : lorsque, pour élargir la production, les capitalistes embauchent de nouveaux ouvriers et sont obligés, dans certaines conditions d'augmenter les salaires, ils élargissent, par cela même, le marché aussi pour des objets de consommation de masse.

Ainsi la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste peut se développer jusqu'à un certain point sans que le développement de la production sociale se heurte aux limites étroites que lui assigne l'appropriation capitaliste, c'est-à-dire sans crises.

L'accroissement de la consommation des moyens de production crée pendant un certain temps la possibilité d'élargir la production sans tenir compte du pouvoir d'achat des masses. Mais seulement pendant un certain temps, car la tendance à l'extension illimitée de la production doit, tôt ou tard, se heurter aux limites assignées par la force de consommation de la société.

La disproportion de la production et la contradiction entre la production et la consommation

Il faut songer qu'en fin de compte les moyens de production servent pour la production d'objets de consommation. Pour les capitalistes peu importe, en général, quelle valeur d'usage ils produisent. Pour eux, les

moyens de production sont un capital, c'est-à-dire un moyen de soutirer du travail non payé à la classe ouvrière. Mais pour produire de la plus-value, les capitalistes ne peuvent échapper à la nécessité de produire des valeurs d'usage tout à fait concrètes, et ils auront beau produire des moyens de production, chaque moyen de production devra, en fin de compte, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, servir à la production des objets de consommation.

La croissance plus rapide des moyens de production doit finalement amener une disproportion entre les sections I et II de la production sociale. Il est inévitable qu'on produise beaucoup trop de moyens de production par rapport à ce qu'il faut pour la section II. Dans la section I apparaît la surproduction. Mais cette surproduction éclate parce que la section II qui produit des objets de consommation ne peut pas élargir sa production assez vite pour pouvoir mettre en œuvre tous les moyens de production que lui offre la section I. Elle ne le peut pas pour cette raison qu'elle se heurte immédiatement au pouvoir d'achat limité des masses.

Cette disproportion de la production découle de la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste. La contradiction entre la tendance à une extension illimitée de la production et le pouvoir d'achat limité des masses en est aussi la conséquence directe. Ce ne sont que deux formes sous lesquelles se manifeste la contradiction fondamentale du capitalisme.

C'est pourquoi la disproportion entre les branches de la production et la contradiction entre la production et la consommation ne doivent pas être considérées comme les causes des crises. La cause des crises c'est la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

*« La cause profonde des crises économiques de surproduction réside dans le système capitaliste lui-même. »
(J. Staline : Deux Bilans, p. 7. Bureau d'Éditions, 1930.)*

2. La marche de la crise

La complexité des formes sous lesquelles se déroule la crise a pour effet que ses causes véritables sont complètement estompées. Voici quelques exemples.

La crise se manifeste tout d'abord non dans le domaine de la production, mais dans le domaine du crédit et du commerce. C'est pourquoi il se crée l'apparence que le trouble du crédit et du commerce est la cause de la crise.

La contradiction fondamentale du capitalisme aboutit au fait que la croissance des forces productives sociales se heurte à l'obstacle que lui oppose l'appropriation capitaliste sous la forme de la consommation limitée des masses. Ordinairement, la crise ne commence pas dans les branches qui produisent les objets de consommation, mais dans celles qui produisent les moyens de production. C'est pourquoi on a l'impression que la surproduction ne se trouve aucunement liée avec la situation des masses prolétariennes, c'est-à-dire avec les rapports de production capitalistes.

Tous ces phénomènes qui déforment les véritables liens des causes et des conséquences sont mis à profit par les « théoriciens » bourgeois et social-démocrates pour démontrer que l'abolition des crises est possible même en régime capitaliste. C'est pourquoi nous ne devons pas nous borner seulement à éclaircir les causes de la crise, — il est nécessaire aussi d'expliquer la marche de celle-ci.

Le développement de la crise

La crise éclate juste au moment où les affaires vont admirablement bien pour les capitalistes. La surproduction se révèle d'un coup et la crise éclate aussi subitement. Mais, en réalité, la surproduction existe à l'état latent bien avant la crise. Le crédit et le commerce contribuent à cet état de choses.

Les banques concentrent le capital-argent colossal qui est mis à la disposition des industriels sous forme de prêts. Le crédit permet aux capitalistes de produire bien que les marchandises produites auparavant ne soient pas encore vendues. En raison de la hausse des prix qui s'observe la veille de la crise, le crédit permet aux capitalistes de stocker en attendant une hausse ultérieure des prix. Tant que les affaires vont bien, tant que la demande de marchandises augmente, que les prix haussent, etc., les capitalistes peuvent vendre l'un 'à l'autre des marchandises à crédit. Le crédit permet ainsi à la production de dépasser le cadre du pouvoir d'achat réel.

« La banque et le crédit deviennent le moyen le plus puissant pour étendre la production capitaliste au delà de ses propres limites, et un des véhicules les plus actifs des crises et de la spéculation. » (K. Marx : *le Capital*, t. XII, p. 240.)

La demande de marchandises pendant l'essor qui précède la crise, ce n'est pas seulement celle qui émane des consommateurs immédiats, c'est encore la demande spéculatrice des capitalistes commerçants : dans l'espoir de profits plus considérables, les commerçants achètent aux industriels des quantités de marchandises supérieures à la demande des consommateurs immédiats. La séparation du capital-marchandise sous la forme de capital commercial indépendant (voir ch. VII, par. 1), conduit à la formation d'une demande commerciale indépendante. Ce qui a pour effet de pousser la production au delà des limites déterminées par le pouvoir d'achat véritable de la société.

Ainsi se crée une surproduction latente : la production continue à plein, les prix montent, bien que le marché soit déjà surchargé. Mais dès qu'il se produit, à un certain endroit, un arrêt dans la vente, la surproduction, qui était jusqu'ici à l'état latent, se manifeste aussitôt sous la forme d'une masse énorme de marchandises qui ne trouve pas d'acheteurs.

Bien que les racines de la crise résident dans la production elle-même, la crise éclate tout d'abord dans le domaine du crédit et du commerce.

Les capitalistes étant liés l'un à l'autre par un réseau ramifié de crédit, le *retard* dans l'écoulement d'une marchandise qui se trouve sur le marché en grande quantité provoque l'insolvabilité des capitalistes intéressés, qui se répercute du coup sur toute la chaîne du crédit : lorsque le capitaliste Dupont ne peut pas faire face à ses échéances envers le capitaliste Martin, celui-ci se trouve dans l'impossibilité de payer ses échéances à Dubois, etc. Le crédit étant concentré dans les banques, l'insolvabilité des débiteurs de la banque aboutit à l'insolvabilité des banques elles-mêmes. Les faillites se succèdent. Les déposants, pour mettre leurs dépôts en sûreté, s'empressent de les retirer de la banque. La demande s'accroît pour le capital de prêt tandis que son offre diminue, c'est pourquoi le taux d'intérêt augmente fortement.

Du domaine du crédit, la crise gagne rapidement le commerce. Les capitalistes (industriels et commerçants) ayant besoin de fonds, baissent les prix de leurs marchandises dans le but de se débarrasser d'elles, ce qui aggrave la concurrence et mène à une baisse plus accentuée des prix. Bien que la baisse des prix soit inégale dans les différentes branches, elle prend un caractère général et se produit d'une façon soudaine.

Enfin la crise éclate dans le domaine de la production. A la suite des faillites, de la baisse des prix, des stocks accumulés et de la diminution des commandes, la production commence à se rétrécir. Les usines ferment et celles qui continuent de travailler réduisent leur production. Les ouvriers sont licenciés en masse. Les capitalistes attaquent les salaires.

Le déroulement de la crise dans la production

La crise dans la production elle-même ne commence pas nécessairement dans les branches qui produisent des objets de consommation. Il n'est nullement nécessaire pour que commence la crise générale de surproduction que des excédents de marchandises invendues s'accumulent à la fois dans toutes les branches. Il suffit que la surproduction commence dans les branches de l'industrie qui ont une importance essentielle pour toute la production sociale.

« Pour qu'une crise et par suite la surproduction soit générale, il suffit qu'elle intéresse les articles principaux. » (K. Marx : *Histoire des doctrines économiques*, t. V, p. 70.)

Au commencement du XIX^e siècle, le textile était la branche d'industrie décisive, et c'est l'Angleterre qui occupait une situation décisive dans l'industrie textile mondiale. C'est pourquoi la surproduction dans le textile anglais se transformait en crise de surproduction générale non seulement en Angleterre, mais aussi dans les autres pays capitalistes. Mais depuis l'essor pris par les constructions mécaniques, par la métallurgie et l'industrie minière, c'est-à-dire par l'industrie lourde, depuis qu'elles sont devenues des industries décisives, les crises de surproduction générale commencent ordinairement par la surproduction dans ces branches. Ainsi, par exemple, la crise économique actuelle, qui date de l'automne 1929, a frappé avant tout la métallurgie et l'industrie houillère, et ce ne fut que plus tard qu'elle gagna l'industrie légère.

Dans les branches qui produisent des moyens de production, la crise agit avec beaucoup plus de force que dans celles qui produisent des objets de consommation. Ceci est surtout remarquable dans la crise économique mondiale actuelle qui a atteint tous les pays capitalistes. Ainsi, par exemple, en Allemagne, la production des moyens de production a subi en 1932 une diminution de 53,4 % par rapport à la production moyenne mensuelle de l'année 1928, alors que la production des objets de consommation n'a diminué que de 26,4 %. La production du textile allemand a subi en 1932 une compression de 16 % par rapport à 1929, celle de la chaussure de 24 %, l'industrie mécanique de 60 %, la production de l'acier de 60 %. Dans tous les pays capitalistes la production des moyens de production a diminué en 1932 de 50 % par rapport à 1928, les constructions navales de 90 %, le textile de 15 % seulement.

La surproduction dans une branche de production qui joue un rôle peu important ne peut pas se transformer en crise de surproduction générale. Ainsi, par exemple, l'industrie des cravates ou d'autres marchandises de mercerie, par sa production, par le nombre des ouvriers qu'elle occupe, par ses liens avec les autres branches, n'est pas une branche dont la surproduction puisse amener une surproduction dans toutes les autres branches.

La situation est tout autre dans les branches qui produisent des moyens de production, La métallurgie, les constructions mécaniques, l'industrie houillère fournissent en moyens de production toutes les branches de l'économie nationale, leur production représente la plus grande partie de toute la production sociale, elles occupent de grandes masses d'ouvriers. La production croissant beaucoup plus rapidement dans ces branches que dans la section II, qui produit des objets de consommation, la surproduction commencera même s'il n'existe pas une surproduction manifeste d'objets de consommation. Les objets de consommation produits peuvent encore être écoulés, mais du moment que la deuxième section ne peut plus *élargir* sa production, les moyens de production qui sont offerts en quantités grandissantes par la première section se trouvent « surproduits ».

Comme les branches qui produisent les moyens de production occupent un grand nombre d'ouvriers, la réduction du nombre de ces derniers et la baisse des salaires des ouvriers qui restent occupés réduisent immédiatement et considérablement la demande en objets de consommation, et des objets de consommation, qui auparavant n'étaient pas en excédent, se trouvent désormais « surproduits ». La surproduction gagne ainsi les branches qui produisent des objets de consommation. Dans ces branches, le nombre des ouvriers étant réduit et leur salaire diminué, la demande en objets de consommation diminue encore. Si avant la crise, la section II, *n'avait pas augmenté* ses commandes à la section I, maintenant elle les *comprime* et pour cette raison la surproduction dans la section I s'accroît davantage, etc.

Ainsi, nous voyons que, par ses formes extérieures, la crise se déroule dans le sens opposé à l'ordre réel des causes et des conséquences. Les faillites et les troubles du crédit, la baisse des prix et les stocks ont pour cause la surproduction, le fait que la production capitaliste est sortie des limites que lui avaient assignées les rapports de production capitalistes. Mais la crise éclate d'abord dans le domaine du crédit et du commerce et après seulement gagne la production. Cela provient du fait que le procès de reproduction capitaliste comprend la production et la circulation. La liaison de production entre les entreprises et la liaison entre la production et la consommation se réalisent dans la circulation. C'est pourquoi la crise se manifeste avant tout dans le domaine du crédit et du commerce. D'où l'illusion que la cause des crises de surproduction réside dans le défaut de crédit et dans la baisse des prix.

La dévaluation du capital et la destruction des forces productives

La baisse des prix des marchandises aboutit à la dévaluation du capital. Les marchandises constituent l'une des formes sous lesquelles existe le capital, à savoir la forme du capital-marchandise. C'est pourquoi la baisse des prix constitue la dévaluation du capital-marchandise. Mais la dévaluation frappe aussi le capital engagé dans la production. C'est que les moyens de production, — les machines et les matières premières, — représentent une masse considérable des marchandises surproduites. Lorsque le prix *de ces dernières* baisse sur le marché, les stocks *des matières premières* se trouvent aussi dévalués bien que les industriels les aient achetés auparavant à des prix plus élevés, non pour la spéculation, mais pour la production. Il en est de même pour l'outillage.

Lorsqu'un capitaliste fait faillite, son entreprise est vendue pour payer ses dettes à un prix inférieur au prix de revient. Si l'entreprise a coûté 1 million de francs et est vendue 800.000 francs, pour le nouveau propriétaire cela signifie la baisse des frais de production, bien qu'il n'y ait eu aucun changement dans la technique de cette entreprise. Le nouveau propriétaire pourra réaliser et tirer du profit en vendant les marchandises à des prix plus bas. Pendant les crises, les entreprises des capitalistes ayant fait faillite passent aux mains de capitalistes plus forts et plus solides. Le procès de la centralisation du capital s'accroît.

La dévaluation du capital n'est rien d'autre que la diminution de la valeur du capital dont les éléments matériels, machines, matières premières, etc., ne subissent pas de changement quant à leur grandeur. On assiste aussi à une destruction directe de marchandises et de moyens de production. L'inactivité des usines provoque l'usure improductive des machines, des édifices, etc. Mais les capitalistes ont recours aussi à la destruction consciente de valeurs d'usage. Tout le monde sait que dans certains pays, les locomotives sont chauffées au froment et au café, que du lait a été jeté à la mer, que des quantités formidables de coton ont été anéanties, etc. Des entreprises sont démolies, des mines inondées. Ainsi, en 1932, à Chemnitz, en Allemagne, a été complètement démolie une grande usine mécanique, construite d'après le dernier mot de la technique, et qui employait plus de 20.000 ouvriers. La nécessité de payer la rente au propriétaire du terrain avait rendu plus avantageuse la vente de l'usine à la ferraille. Et ce n'est pas là un fait unique.

Pendant la crise se produit une destruction massive de force de travail, cette force productive fondamentale de la société. Le chômage, la famine, le froid, les maladies, tout cela détruit de la force de travail. Mais les capitalistes y sont directement intéressés, la misère grandissante de la classe ouvrière facilitant la baisse des salaires.

Les crises sont la réunion et l'aplanissement violent des contradictions du capitalisme

Quelle est la portée de phénomènes tels que la baisse des prix, la dévaluation du capital, la baisse des salaires, la compression de la production, la destruction directe de valeurs d'usage, les faillites des capitalistes les plus faibles et la centralisation du capital entre les mains de capitalistes plus forts ? Tous ces procès aplanissent par la force la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste, qui a eu pour effet de pousser les forces productives de la société au delà des limites imposées par les rapports de production capitalistes et, par conséquent, de déclencher la crise. Par la dévaluation du capital, par la destruction de marchandises, la compression de la production, etc., la crise anéantit l'« excédent » des forces productives de la société; elle refoule les forces productives qui ont pris des proportions trop considérables dans les cadres des rapports de production capitalistes.

Etant elle-même la conséquence et l'expression la plus éclatante de la contradiction fondamentale du capitalisme, le choc de deux forces hostiles — de la production sociale et de l'appropriation capitaliste, — la crise aplanit momentanément cette contradiction.

« Il faut voir dans les crises la concentration réelle et la compensation violente de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise. » (K. Marx : *Histoire des doctrines économiques*, tome V, p. 57.)

Par suite de la destruction d'une partie des forces productives, de la baisse des salaires, de la dévaluation du capital et de sa centralisation, les frais de production diminuent, c'est-à-dire que se crée la possibilité de tirer du profit même en vendant les marchandises à de bas prix. Or le profit étant le seul motif de production pour les capitalistes, la baisse des frais de production donne une impulsion nouvelle à l'élargissement de la production.

Ainsi la crise résout momentanément les contradictions du capitalisme, en créant les conditions d'un mouvement ultérieur de la production capitaliste; par cela même la crise crée la possibilité d'un mouvement ultérieur de la contradiction fondamentale du capitalisme.

« Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes des contradictions existantes, des éruptions violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé. » (K. Marx : *le Capital*, t. X, p. 186.)

Après une forte chute des prix et la compression de la production, commence la dépression, au cours de laquelle les stocks de marchandises sont en partie détruits, en partie vendus, peu à peu « absorbés ». Après une dépression plus ou moins longue commence peu à peu un essor dont la base est le renouvellement du capital fixe de l'industrie. (La crise économique actuelle dans les pays capitalistes et la dépression actuelle présentent une série de particularités caractéristiques. Voir là-dessus le chapitre suivant.)

Les capitalistes sortis indemnes de la crise cherchent à réduire les frais de production en vue d'obtenir des profits élevés tout en vendant à de bas prix. Pour cela, outre la baisse des salaires, ils introduisent une série de perfectionnements, de nouvelles machines, adoptent de nouveaux procédés de travail, etc. Les vieilles machines moins perfectionnées sont remplacées par de nouvelles bien avant qu'elles soient usées (encore une fois, destruction de forces productives). Le capital fixe est remplacé.

« La concurrence, surtout quand il s'agit d'importants bouleversements décisifs, force les capitalistes à remplacer avant terme les vieux moyens de travail par de nouveaux. Ce sont principalement les catastrophes, les crises, etc., qui amènent dans le matériel d'exploitation un tel renouvellement prématuré sur une vaste échelle sociale. » (K. Marx : *le Capital*, t. VI, p. 36.)

Or le remplacement du capital fixe avant sa « mort naturelle » implique la nécessité d'investir un nouveau capital. Ce qui provoque une demande accrue de moyens de production et, partant, l'élargissement de la production dans les branches qui produisent les moyens de production, d'où la réintégration des ouvriers dans l'industrie et la croissance de la demande en objets de consommation, d'où l'élargissement de la production dans les branches qui produisent des objets de consommation, etc. Il s'ensuit une nouvelle reprise d'activité puis un nouvel essor. Le remplacement du capital fixe provoqué par la crise est donc la base d'un nouvel essor.

La périodicité des crises

« La crise constitue toujours le point de départ de grandes entreprises et, par suite, si nous considérons toute la société, plus ou moins une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotations. » (K. Marx : *le Capital*, t. VI, p. 62.)

Le nouvel essor qui suit la crise se déroule déjà sur la base d'un capital plus centralisé et à composition organique plus élevée qu'auparavant. Par conséquent, après la crise, les forces productives sont plus puissantes qu'avant. *La crise contribue ainsi à la croissance des forces productives sociales, mais au moyen de leur destruction.*

Le capital étant, après la crise, plus centralisé et offrant une composition organique plus élevée, il en ressort que la production sociale peut croître beaucoup plus rapidement qu'avant la crise. *Mais cela signifie que la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste devient, après chaque crise, plus aiguë qu'avant, que la tendance à l'extension illimitée de la production doit à nouveau se heurter, et cela avec plus de force encore, au pouvoir de consommation de la société limité par le capital.* Une crise plus forte et plus destructive doit s'ensuivre.

La reprise commence en liaison avec le renouvellement du capital fixe, c'est-à-dire par la section I de la production sociale (production des moyens de production), dans la section II l'essor suit celui de la section I. L'augmentation de la consommation de la classe ouvrière, en liaison avec la réintégration dans la production, n'est, encore une fois, pas le but, mais seulement la conséquence de l'élargissement de la production. Encore une fois, en raison de la contradiction fondamentale du capitalisme, elle sera en retard sur l'élargissement de la production.

Dès que commence l'essor, la demande de marchandises augmente, et les prix montent. Dans ce procès, la demande de marchandises s'accroît dans une mesure beaucoup plus considérable que les besoins mêmes de la production capitaliste; elle est artificiellement grossie par le commerce, le crédit et la spéculation. Ainsi, la contradiction n'est pas abolie par la crise, elle n'est que temporairement aplanie; la crise ne fait que « rétablir pour un moment l'équilibre troublé » pour le violer à nouveau tout de suite après.

« Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, par la destruction forcée d'une masse de forces productives; de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. » (K. Marx et F. Engels : *le Manifeste...*, p. 19.)

En effet, à partir de 1825, le monde capitaliste a traversé une série de crises qui se sont répétées en moyenne tous les dix ans et ensuite tous les six-sept ans. Les crises ont eu lieu en 1825, en 1836, en 1847, en 1857, en 1866 et en 1877. Dans les années 80 et au commencement des années 90, il y eut un marasme dans la production des principaux pays capitalistes, ensuite, commence un essor qui aboutit à la crise de 1900-1901. Puis, ce furent les crises de 1907, 1913, 1921 et 1929-35. Cette dernière est la plus formidable de toutes celles que le capitalisme ait jamais traversées (nous en parlerons spécialement dans le dernier chapitre).

Chaque nouvelle crise se produit sur la base d'un niveau plus élevé des forces productives que la précédente, aussi les crises ont-elles chaque fois un caractère plus profond.

Les crises de surproduction sont donc des crises *périodiques*, elles reviennent inévitablement à des intervalles déterminés. La même cause qui provoque en général la crise, est aussi la cause de la périodicité des crises. *La*

contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste, qui est la cause des crises, obtient une solution temporaire dans la crise, mais une solution telle qu'elle rend inévitable une nouvelle crise. Les crises découlent de la nature même du capitalisme, et c'est pourquoi elles ne peuvent disparaître qu'avec l'abolition de la domination du Capital sur les forces productives sociales, ou avec l'abolition du capitalisme.

3. La signification des crises

Les crises représentent la manifestation la plus éclatante des contradictions du capitalisme. Pendant la crise, la contradiction irréductible entre la production sociale et l'appropriation capitaliste devient tout à fait évidente. Le capitalisme transforme la production sociale destinée à satisfaire les besoins des producteurs, en une entrave à la satisfaction de ces besoins. La classe ouvrière vit dans la misère, non parce qu'elle ne produit pas assez d'objets de consommation, mais parce qu'elle en produit trop.

Si les ouvriers manquent de travail ce n'est pas parce que les moyens de production font défaut, mais parce qu'il y en a trop. Entre les ouvriers et les moyens de production se dresse le capital qui empêche leur conjonction. Juste au moment où le chômage, la misère et la famine arrivent à leur point culminant, les moyens de production et les objets de consommation qui pourraient être utilement employés pour combattre le chômage, la misère et la famine, sont détruits par les capitalistes.

Les crises expriment la collision des forces productives avec les rapports de production

Le caractère des crises, crises d'abondance, misère à force de richesse, montre tout à fait clairement que les rapports de production capitalistes sont incompatibles, inconciliables avec l'existence de la société. Les crises montrent tout à fait clairement que l'existence de la société réclame la suppression du capitalisme, l'affranchissement de la production sociale de la domination du Capital. Par rapport aux anciens modes de production, le capitalisme a été une forme sociale qui développa rapidement les forces productives sociales. *Les crises montrent que le capitalisme a développé les forces productives à tel point qu'il en entrave déjà le développement ultérieur, et s'il les développe, c'est, au prix de destructions formidables seulement de celles-ci.*

« Dans les crises, on voit la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste arriver à une explosion violente. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, tome III, p. 40.)

La production sociale déborde le cadre des rapports de production capitalistes et tout le mécanisme de la production capitaliste s'en trouve détraqué. La crise c'est le choc de deux forces hostiles au sens plein de ce mot. La production sociale, comme dit Engels, se révolte contre l'appropriation capitaliste. Cette révolte s'exprime dans le fait que tout le mécanisme de la production capitaliste craque sous le poids des forces productives créées par lui-même. Les forces productives de la société se heurtent à l'obstacle que présentent les rapports de production capitalistes, et, pendant la crise...

« ... Elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. » (K. Marx et F. Engels : *le Manifeste...*, p. 17.)

La crise et la révolution

Pendant la crise, les contradictions de classe s'aggravent à l'extrême. Toute crise comporte une menace de révolution.

« Un développement des forces productives qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire mettrait toute la nation à même d'opérer sa production totale en un temps moindre, amènerait une *révolution* parce qu'il vouerait la majorité de la population au chômage. *Ce conflit apparaît en partie dans les crises périodiques.* » (K. Marx : *le Capital*, t. X, p. 213-214.)

C'est pourquoi Marx, Engels et Lénine, avant l'approche de chaque crise, étudiaient soigneusement les perspectives de révolution. Une des principales causes de ce que jusqu'à présent la bourgeoisie a trouvé une issue aux crises et de ce que la possibilité de révolution créée par chaque crise ne s'est pas transformée en révolution réelle, réside dans le fait que le prolétariat ne devient pas immédiatement une classe consciente et organisée, capable de se libérer de la domination du Capital : c'est seulement la longue école de la lutte de classe qui lui donne cette conscience et cette organisation.

Si chaque crise périodique porte en elle une possibilité de révolution cela ne veut pas dire que la révolution ne puisse éclater que pendant une crise de surproduction. Le développement du capitalisme conduit à une aggravation des contradictions telles qu'elle rend la révolution possible et inévitable, indépendamment du fait qu'il y ait ou non une crise de surproduction.

4. Les théories bourgeoises et social-démocrates des crises

Les crises montrent, avec une force chaque fois plus grande, que le régime capitaliste ne répond plus à son rôle historique, que, de forme de développement des forces productives, il en est devenu une entrave.

Les crises, chaque fois avec plus de force, créent une menace pour l'existence du capitalisme. C'est précisément pour cela que l'économie politique bourgeoise essaie, de toutes ses forces, de prouver que les crises sont un phénomène fortuit, qu'elles ne découlent pas de la nature même du capitalisme, que le capitalisme peut abolir les crises.

La théorie, des, crises la plus répandue dans l'économie politique bourgeoise tend à établir que les crises découlent du manque capital de prêt. Si l'on parvenait à régler le crédit, on réussirait, paraît-il, à abolir pour toujours les crises. Nous avons vu plus haut que les crises *commencent* dans le domaine du crédit, bien que leurs racines remontent à la production. La crise du crédit n'est qu'un indice, un symptôme de la crise qui approche. Mais la « science » bourgeoise reste fidèle à sa nature et glisse sur la surface des choses.

« L'économie politique [bourgeoise] révèle son caractère superficiel par ce simple fait qu'elle considère comme cause déterminante du cycle industriel l'expansion et la contraction du crédit, c'est-à-dire le simple symptôme des périodes alternatives. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 99.)

La théorie qui considère les crises comme des phénomènes accidentels et qui peuvent être abolis a subi un échec tel que depuis quelques années l'économie politique bourgeoise a, en général, abandonné toute tentative d'expliquer les crises et se borne simplement à les décrire.

Les chefs et les théoriciens social-démocrates ne peuvent pas simplement répéter les affirmations des économistes bourgeois; ils les dissimulent sous une phraséologie marxiste.

Ces deux théories des crises les plus répandues parmi les social-démocrates sont : 1° la théorie de la disproportion, et 2° celle de la sous-consommation.

Nous avons déjà montré que la disproportion entre les branches de production et la consommation limitée des masses découlaient de la contradiction fondamentale entre la production sociale et l'appropriation capitaliste, et que ni la disproportion, ni la consommation limitée des masses ne peuvent être considérées comme les causes des crises : la cause des crises, c'est la contradiction fondamentale du capitalisme

Les théoriciens social-démocrates voient la cause des crises tantôt dans la disproportion, tantôt dans le bas niveau de la consommation. Les uns affirment que la cause des crises réside dans le développement disproportionné des branches de production et que les crises n'ont rien de commun avec la situation des masses prolétariennes, les autres affirment que la crise est engendrée par la sous-consommation des masses. Les représentants de ces deux conceptions sont en apparence fidèles à la doctrine marxiste : Marx a en effet parlé de la disproportion et de la sous-consommation. Mais en réalité ces deux théories sont tout à fait contraires au marxisme.

La théorie de la disproportion

Le représentant le plus en vue de la théorie de la disproportion est Hilferding qui a emprunté sa théorie à Tougan-Baranovski. Ce dernier affirme qu'en conservant la proportion entre les branches de la production est possible un développement sans crises du capitalisme, même dans le cas où la consommation personnelle serait réduite à zéro. C'est pourquoi la cause de la crise, c'est seulement la violation de la proportion, c'est-à-dire la disproportion.

Nous avons déjà constaté plus haut (chapitre X, paragraphe 3) toute la stupidité de cette phrase vide, à savoir qu'est possible la proportion entre la production des moyens de production et la production *des objets de*

consommation, indépendamment de l'état et des dimensions de cette même consommation ; c'est pourquoi nous n'analyserons plus la théorie de la disproportion. Rappelons seulement que la disproportion de la production est le résultat inévitable de la contradiction fondamentale du capitalisme.

« « L'anarchie de la production », « l'absence de plan dans la production », qu'est-ce que cela exprime donc ? Cela exprime la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère individuel de l'appropriation. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 39. (Edition russe.))

En niant l'importance du bas niveau de la consommation des masses, Hilferding nie par cela même la contradiction fondamentale du capitalisme, qui crée un obstacle au développement de la production sous la forme du pouvoir de consommation limité de la société. Mais cette négation de la contradiction fondamentale du capitalisme comme cause des crises inévitables, les social-démocrates en ont besoin pour démontrer que l'on peut éviter les crises en régime capitaliste si seulement on abolit la disproportion entre les branches de la production ; ils en ont besoin pour donner une base à la théorie du capitalisme organisé.

La théorie de la sous-consommation

Le représentant le plus en vue de la deuxième théorie social-démocrate, celle de la sous-consommation, est Tarnov, que nous avons déjà mentionné. Cette théorie non plus n'est pas neuve, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, elle remonte au commencement du XIX^e siècle, où elle fut lancée par l'économiste petit-bourgeois suisse, Sismondi. Celui-ci affirmait que comme les crises découlent de la sous-consommation des masses, comme ces dernières sont vouées en régime capitaliste à la sous-consommation, les crises sont donc impossibles à éliminer. Sismondi en conclût qu'il faut revenir en arrière, à la petite production.

La social-démocratie contemporaine, dans la personne de Tarnov et d'autres, s'est emparée de cette théorie et en a tiré une conclusion tout à fait opposée : comme la crise découle de la sous-consommation, comme les capitalistes souffrent des crises non moins que la classe ouvrière, les capitalistes sont directement intéressés à ce que les ouvriers consomment davantage. Il suffit donc que les capitalistes payent aux ouvriers de hauts salaires et les crises disparaîtront à jamais. Et Tarnov berce les ouvriers par des fables sur la possibilité d'une augmentation des salaires par les capitalistes eux-mêmes. Il ne faut pour cela qu'une seule chose, c'est que les ouvriers travaillent davantage.

Si Sismondi, en constatant la sous-consommation des masses, conclut que le capitalisme n'est pas progressif et préconise le retour à la petite production, Tarnov et d'autres font, au contraire, l'apologie du capitalisme en s'efforçant de prouver que les capitalistes sont intéressés à l'augmentation des salaires et que cette augmentation mettra fin aux crises en régime capitaliste.

Les recettes social-démocrates pour *surmonter* les crises en régime capitaliste sont aussi peu originales que leurs *explications* des crises. Le merveilleux moyen de surmonter les crises par l'augmentation des salaires a déjà été inventé à la fin du siècle dernier par l'économiste bourgeois allemand Sombart dans le but de duper les ouvriers.

Pour se rendre compte que l'augmentation des salaires ne peut empêcher la crise, il suffit de voir qu'à la veille de la crise, à savoir dans la période d'essor industriel, les salaires augmentent ordinairement. L'augmentation des salaires dans la période d'essor ne fait qu'annoncer la crise.

Mais, peut-on dire, quelle est donc la signification de la contradiction entre la production et la consommation en régime capitaliste, contradiction objectée par Lénine aux apologistes bourgeois qui nient le lien entre les crises et le bas niveau de la consommation des masses ?

La contradiction entre la production et la consommation en régime capitaliste, dévoilée par Marx et par Lénine, n'a rien de commun avec la théorie de la sous-consommation.

« La sous-consommation (qui expliquerait prétendument les crises) existait sous les régimes économiques les plus différents, mais les crises ne sont le signe distinctif que d'un seul régime, le régime capitaliste. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 36, édition russe.)

Il ne s'agit donc pas seulement de la sous-consommation, il ne s'agit pas simplement de la contradiction entre la production et la consommation, mais du caractère de cette contradiction comme la forme sous laquelle se

manifeste la contradiction fondamentale du capitalisme. C'est ce que ne pouvait voir l'idéologue de la petite-bourgeoise Sismondi, c'est ce que ne veulent pas voir les apologistes social-démocrates du capitalisme.

Il s'agit du fait que le capitalisme, pour ses besoins d'accumulation, tend à élargir sans fin la production sociale et en réduisant la consommation des masses, il dresse lui-même un obstacle à cette extension. Il s'agit donc de la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste. Comme la théorie de la disproportion, la théorie social-démocrate de la sous-consommation nie cette contradiction pour prouver que les crises peuvent être supprimées en régime capitaliste.

La théorie de Rosa Luxembour

La théorie des crises de Rosa Luxembour découle de sa théorie de l'accumulation. Nous avons montré plus haut que, tout aussi bien que Sismondi, elle considère comme impossible la réalisation du produit dans une société purement capitaliste. Par suite du bas niveau de la consommation des masses en régime capitaliste, il devrait y avoir une surproduction constante, une crise permanente. La réalisation du produit capitaliste n'est, paraît-il, possible, que sur le marché non-capitaliste, « extérieur », des « tierces personnes ». Comme les capitalistes trouvent un écoulement chez les petits producteurs, l'accumulation se produit sans obstacle, mais à peine la demande de ces « tierces personnes » diminue-elle que la crise devient inévitable. Lénine a montré que la théorie sismondiste de la sous-consommation explique les crises non par les contradictions intérieures de la production capitaliste, mais par des phénomènes extérieurs. La théorie de Sismondi explique les crises...

« ... Par la contradiction entre la production et la consommation de la classe ouvrière, la seconde [c'est-à-dire la théorie de Marx], par la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. La première, par conséquent, voit la racine du phénomène en *dehors* de la production..., la seconde, précisément dans les conditions de la production. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 36. (Edition russe.))

Ces paroles de Lénine s'appliquent pleinement et avec la même force aussi à Rosa Luxembour. En niant la possibilité de la vente de la partie accumulée du produit supplémentaire dans les limites du système capitaliste et en expliquant les crises par la diminution ou par l'absence de la demande de la part des « tierces personnes », Rosa Luxembour, par cela même, explique les crises non par les contradictions *intérieures* du capitalisme, mais par les rapports du capitalisme avec son milieu *extérieur*. Par conséquent, elle se détourne en fait de la contradiction fondamentale du capitalisme.

L'importance de la théorie marxiste-léniniste des crises

Nous voyons que toute tentative d'expliquer les crises autrement que par la contradiction fondamentale du capitalisme est en fait la négation de cette contradiction, et ainsi conduit directement ou indirectement au renoncement à la révolution prolétarienne. La grande signification révolutionnaire de la théorie marxiste-léniniste des crises consiste dans le fait qu'elle montre que les crises découlent de la nature même du capitalisme et, par conséquent, ne peuvent être supprimées qu'avec le capitalisme lui-même.

Dans les crises se révèlent, chaque fois plus fortement, toutes les contradictions du capitalisme ainsi que son incapacité de diriger la production sociale. Les crises posent chaque fois dans toute son ampleur la question de la nécessité de l'abolition du capitalisme, de la nécessité de la révolution prolétarienne.

« D'un côté, par conséquent, le mode capitaliste de production acquiert la conviction de sa propre incapacité à régir les forces productives. D'un autre côté, ces forces productives elles-mêmes poussent avec une force croissante à ce qu'il soit mis fin à cette contradiction, en les libérant de leur qualité de capital, à ce que soit effectivement reconnu leur caractère de forces productives sociales. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, t. III, p. 41.)

Cette portée révolutionnaire des crises a été particulièrement soulignée par Lénine.

« L'armée du prolétariat se raffermi dans tous les pays. Sa conscience, sa cohésion et sa résolution grandissent à vue d'œil. Et le capitalisme se charge avec succès de rendre plus fréquentes les crises dont se servira cette armée pour abolir le capitalisme. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XII, p. 93, édition russe.)

La position léniniste de la question de l'importance des crises est très étroitement liée à la lutte implacable que Lénine mena contre les critiques de la théorie marxiste de la reproduction et des crises, contre les tentatives d'interpréter la théorie marxiste uniquement comme une théorie de la disproportion ou une théorie de la sous-consommation. Dans cette lutte, Lénine, en dévoilant toute la profondeur de la théorie marxiste des crises, a continué la doctrine de Marx d'après laquelle la contradiction fondamentale du capitalisme est la cause des crises. Il a aussi brillamment élaboré les autres côtés de la théorie marxiste des crises. Lénine a montré que, pour Marx, la disproportion des branches de production et la contradiction entre la production et la consommation étaient deux aspects de la contradiction fondamentale du capitalisme entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

Dans la lutte avec tous les adversaires déclarés du marxisme, notamment avec ces « marxistes » qui, se cachant derrière une phraséologie marxiste, déformaient et falsifiaient en réalité le marxisme, en le châturant de son contenu révolutionnaire, Lénine a développé la doctrine de Marx de la contradiction fondamentale du capitalisme comme cause des crises. Et tandis que l'opportunisme s'efforçait de détourner la classe ouvrière de la voie de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme sur la voie de la lutte « purement économique », sur la voie du réformisme et de la conciliation avec la bourgeoisie, en inventant les « théories » de la possibilité de la suppression des crises en régime capitaliste, Lénine a posé devant le prolétariat la tâche de la lutte de classe révolutionnaire pour le renversement du capitalisme, qui mettra aussi fin aux crises.

« La crise prouve que les ouvriers ne peuvent pas se borner à la lutte pour obtenir des capitalistes telles ou telles concessions isolées... la faillite se produit et les capitalistes, non seulement reprennent toutes les concessions qu'ils avaient faites, mais profitent encore de l'impuissance des ouvriers pour diminuer encore les salaires. Et il en sera fatalement ainsi jusqu'au jour où les armées du prolétariat socialiste renverseront la domination du capital et de la propriété privée. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome IV, p. 186.)

5. L'impossibilité des crises en U.R.S.S.

La révolution prolétarienne abolit l'emprise du Capital sur les forces productives sociales, et, par cela même, liquide la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste et supprime la cause même des crises. Si le Capital tend à soutirer la plus grande quantité possible de plus-value et, par cela même, à l'extension illimitée de la production en vue de l'accumulation, si cette dernière conditionne le pouvoir d'achat limité de la société, qui fait obstacle à la croissance de la production, en U. R. S. S., au contraire, la croissance du pouvoir d'achat devance celle de la production.

Les forces productives servent à la satisfaction des besoins, mais les besoins des masses doivent s'accroître sans cesse. Ils croissent et doivent croître d'une façon continue parce qu'ils ne sont pas limités par le capital. Ainsi la croissance de la production ne se heurte pas au pouvoir d'achat limité des masses, bien au contraire, la consommation pousse la production en avant.

« Chez nous, en U.R.S.S., l'accroissement de la consommation (pouvoir d'achat) des masses, dépasse sans cesse l'accroissement de la production à laquelle il sert de stimulant... L'amélioration systématique de la situation des travailleurs et l'accroissement ininterrompu de leurs besoins (pouvoir d'achat) constituent un stimulant de plus en plus fort à l'élargissement de la production, préservent la classe ouvrière contre les crises de surproduction, l'extension du chômage, etc, etc. » (J. Staline : *Deux Bilans*, pp. 50-51.)

Bien que l'U.R.S.S. ne soit pas séparée du monde capitaliste par une muraille de Chine, bien qu'elle ait des relations commerciales avec les pays capitalistes entraînés dans la crise économique mondiale, cette dernière n'a pu gagner l'économie soviétique, car le système même de cette économie exclut la possibilité des crises. Les vagues de la crise économique mondiale qui ont submergé le monde capitaliste tout entier se brisent sur le système économique socialiste. Ce fait est si évident que tous les ennemis de l'U.R.S.S. sont obligés de le reconnaître.

Trotsky affirmait que l'économie soviétique se trouvait sous le contrôle de l'économie capitaliste mondiale et que les crises dans les pays capitalistes devaient gagner l'U.R.S.S. Cette affirmation est intimement liée à la théorie social-démocrate de Trotsky de l'impossibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. et que l'économie soviétique est un système de capitalisme d'Etat. Mais la crise grandissante dans les pays capitalistes ainsi que la croissance prodigieuse de la production socialiste en U.R.S.S. renversent toute la « théorie » de Trotsky et dévoilent son caractère contre-révolutionnaire.

Les opportunistes de droite sont aussi intervenus dans la question de la possibilité des crises en U.R.S.S. Partant de leur théorie de l'intégration du koulak dans le socialisme, niant la nécessité de la collectivisation et d'un rythme rapide d'industrialisation, les droitiers, en la personne de leur ancien chef et théoricien, le camarade Boukharine, ont lancé une théorie selon laquelle le rythme rapide de l'industrialisation crée une disproportion dans l'économie soviétique (à savoir entre l'industrie et l'agriculture), trouble « l'équilibre des secteurs » dans l'économie soviétique et que cela doit inévitablement aboutir à une crise. Boukharine, il est vrai, affirmait en même temps que c'était une crise particulière, non une crise de surproduction, mais une crise « à rebours ». Mais cela ne change en rien l'essence même de la théorie des droitiers qui aboutit à dire que le rythme rapide d'industrialisation provoque « la violation des proportions économiques fondamentales dans le pays ». (N. Boukharine : *Notes d'un économiste.*)

Cette conception découle de la « loi de la dépense du travail » des opportunistes de droite, loi que nous avons analysée plus haut, et de la théorie de « l'équilibre ».

Le camarade Boukharine considérait la théorie marxiste de la reproduction comme une théorie de l'équilibre et appliquait aussi cette théorie de l'équilibre à la question des rapports entre l'industrie et l'agriculture dans les conditions de la construction du socialisme. Pour la construction socialiste est, selon lui, nécessaire un équilibre entre le secteur agricole paysan et le secteur industriel socialiste.

Cette théorie de l'équilibre des opportunistes de droite a été complètement dévoilée par le camarade Staline qui, dans la lutte contre les droitiers, a développé la théorie marxiste-léniniste de la reproduction conformément aux tâches de la construction du socialisme. La reproduction socialiste élargie est irréalisable sans reproduction élargie dans l'agriculture. Mais la petite économie paysanne, dit le camarade Staline...

« ... Non seulement ne réalise pas, dans l'ensemble, une reproduction annuelle élargie, mais, au contraire, elle n'a pas toujours la possibilité de réaliser même la reproduction simple... Peut-on, pendant une période plus ou moins longue, fonder le pouvoir soviétique et l'édification socialiste sur deux bases *différentes* : sur la base de la grande industrie socialiste unifiée et sur la base de l'économie paysanne marchande extrêmement morcelée et retardataire ? Non, c'est impossible. Cela aboutirait, un beau jour, à l'effondrement complet de toute l'économie nationale. » (J. Staline : *la Collectivisation du village*, p. 29-30. Paris, Bureau d'éditions, 1930.)

La revendication des droitiers de la conservation de l'équilibre des secteurs, est, en réalité, la revendication de la conservation dans l'économie nationale des proportions qui se sont établies en régime capitaliste.

Mais comment construire le socialisme sans modifier ces « proportions » ? Ces proportions exprimant la basse consommation des masses, elles sont déterminées par les besoins du capital et non par ceux de la société. Peut-on construire le socialisme, sans procéder à l'industrialisation rapide, seul moyen de socialiser la petite économie paysanne ? Il est évident que non. C'est pourquoi la « théorie de l'équilibre » et la « loi de la dépense du travail » n'expriment rien d'autre que la capitulation devant les difficultés de la construction du socialisme, la renonciation à cette construction, la perpétuation de la petite production marchande et, partant, du capitalisme qu'elle engendre. Avec la conservation du fameux « équilibre » des secteurs, arriverait inévitablement une crise, la ruine complète de l'économie nationale. L'industrialisation rapide et la collectivisation de l'agriculture, réalisées par le Parti, qui étaient considérées par les droitiers comme une « violation de l'équilibre », non seulement n'ont pas provoqué de crise dans l'économie soviétique, mais, au contraire, ont été la base de la croissance rapide de la production et du bien-être des masses, tandis que dans le monde capitaliste avec son « équilibre » se déchaînait une crise d'une force inouïe.

« Il suffirait de tirer du trésor du marxisme la théorie de la reproduction et de l'opposer à la théorie de l'équilibre des secteurs pour qu'il ne restât pas trace de cette dernière. » (J. Staline : *la Collectivisation du village*, p. 29. Paris, Bureau d'éditions, 1930.)

Chapitre XI : L'IMPÉRIALISME

Dans les chapitres précédents, nous avons examiné comment se manifeste la contradiction fondamentale du capitalisme et comment elle va toujours en s'aggravant. Nous avons vu comment croît l'exploitation capitaliste et comment, dans le procès de l'accumulation du capital, s'aggrave la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat; comment, en résultat de la croissance de la composition organique du capital, baisse le taux moyen du profit et comment cette baisse force les capitalistes à développer encore plus les forces productives et à augmenter l'exploitation du prolétariat, c'est-à-dire à aggraver encore plus les contradictions entre la production sociale et l'appropriation capitaliste. Enfin, nous avons vu comment, dans les crises, la contradiction fondamentale du capitalisme s'exprime sous la forme du choc de deux forces hostiles.

Le capitalisme ne trouve pas et ne peut trouver d'issue à sa contradiction fondamentale et il se développe à l'intérieur de celle-ci. La contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste constitue la substance même du capitalisme. Rappelons-nous comment est apparu le capitalisme. Il a transformé la production individuelle en production sociale, mais il n'a pas aboli la forme privée de l'appropriation qui correspond à la production individuelle.

« Moyens de production et production sont devenus chose essentiellement sociale. Mais ils sont soumis à une forme d'appropriation qui présuppose la production privée de l'individu, chacun possédant son propre produit et l'apportant au marché : *Le mode de production est soumis à cette forme d'appropriation* quoiqu'il supprime ce qui en était la condition préalable. » (Fr. Engels : *M. E. Dühring bouleverse la science (Anti-Dühring)*, t. III, p. 29. Costes.)

Cette contradiction, c'est-à-dire la subordination de la production sociale à l'appropriation individuelle « confère au nouveau mode de production son caractère capitaliste ». (*Ibid.*)

« L'appropriation par des particuliers du produit du travail social, organisé par l'économie marchande, telle est l'essence du capitalisme. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. I, p. 128. Edit. russe.)

De tout cela il ressort que le *développement* même du capitalisme n'est rien d'autre que le développement de la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste. Cela signifie que la *production devient de plus en plus sociale et, partant, de plus en plus incompatible avec l'appropriation capitaliste*. Mais le capitalisme peut-il se développer à l'infini, c'est-à-dire, peut-il se mouvoir éternellement dans cette contradiction qui s'aggrave de plus en plus? Non, il ne le peut pas. Lorsque la contradiction fondamentale du capitalisme aboutit au choc de deux forces hostiles (la crise de surproduction), le capitalisme la surmonte chaque fois par des moyens tels qu'ils conduisent à une aggravation encore plus grande de cette contradiction. Par conséquent, il doit arriver un moment où les forces productives sociales commenceront à se détruire et à se décomposer sous la pression de l'appropriation capitaliste. La domination de cette dernière doit être abolie pour que les forces productives sociales puissent continuer à se développer.

Rappelons ce que dit Marx de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquelles elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. » (K. Marx et F. Engels : *Etudes philosophiques*, p. 83, E. S. I.)

Lorsque les rapports de production capitalistes ont développé les forces productives à tel point qu'ils en sont devenus des entraves, se produit la révolution sociale du prolétariat. Le prolétariat est une classe qui souffre plus que toute autre de l'existence du capitalisme, la classe qui personnifie la production sociale. En même temps que se développe l'accumulation du capital, sa concentration et sa centralisation,

« on voit augmenter la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégénérescence, l'exploitation, mais également la révolte de la classe ouvrière qui grossit sans cesse et qui a été dressée, unie, organisée, par le mécanisme même du procès de production capitaliste. Le monopole du capital devient l'entrave du mode de production qui s'est développé avec lui et par lui. *La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail arrivent à un point où elles ne s'accroissent plus de leur enveloppe capitaliste et la font éclater. La dernière heure de la propriété privée capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont expropriés à leur tour.* » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 273-274. Edit. Costes.)

Marx a prouvé scientifiquement la nécessité et l'inévitabilité de la révolution prolétarienne, l'inévitabilité historique de la victoire des forces productives sociales sur les rapports de production capitaliste et il a tracé les grandes lignes de la voie qui conduit le prolétariat à la victoire. Mais à l'époque de Marx, la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste n'avait pas encore atteint son plus haut degré de développement.

C'est seulement à la fin du XIX^e siècle et au commencement du XX^e que le capitalisme est entré dans le dernier stade de son développement. Les rapports de production capitaliste, de formes de développement des forces productives, se sont transformés en leur entrave et empêchent leur développement ultérieur. D'autre part, l'oppression du prolétariat a pris de telles dimensions et de telles formes que le renversement du capitalisme est devenu une tâche historique urgente.

Ce dernier stade du capitalisme, l'impérialisme, ne pouvait être étudié par Marx et Engels. L'analyse de l'essence de l'impérialisme comme un stade particulier, le dernier stade, le stade suprême du capitalisme, comme une prémisse de la révolution prolétarienne, appartient à Lénine qui, par sa théorie de l'impérialisme, a développé la doctrine de Marx et d'Engels et, sur cette base, a élaboré la théorie de la révolution prolétarienne.

Lénine a montré que l'impérialisme n'est pas un phénomène accidentel, que les lois fondamentales du développement du capitalisme conduisent inévitablement à la transformation du capitalisme en impérialisme :

« L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. » (Lénine : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, p. 97. E. S. I., 1935.)

La loi de la concentration a eu une importance décisive dans le procès de la transformation du capitalisme en impérialisme.

1. La concentration et le monopole

Le monopole naît de la concentration

Comme cela a déjà été montré dans les chapitres précédents, le développement du capitalisme se poursuit grâce à la rapide concentration de la production. Les données suivantes montrent le degré atteint par la concentration au début du XX^e siècle. En Allemagne, les entreprises comptant plus de 50 ouvriers formaient, en 1907, 0,9 % de l'ensemble des entreprises et occupaient 37 % de tous les ouvriers de l'industrie. En 1925, ces entreprises formaient 1,2 % du total des entreprises et occupaient 48 % de tous les ouvriers industriels. Aux Etats-Unis, le nombre des entreprises dont la production annuelle dépasse 1 million de dollars était, en 1909, 1,1 % de l'ensemble des entreprises industrielles et elles occupaient 30,5 % de tous les ouvriers, leur production était de 43,8 % de toute la production industrielle. En 1929, ces entreprises formaient 5,6 % de toutes les entreprises industrielles, elles occupaient 58 % de l'ensemble des ouvriers de l'industrie et leur production se montait à 69,3 % de toute la production industrielle.

Lorsqu'un petit nombre d'entreprises concentrent chez elles, comme, par exemple, aux Etats-Unis, plus de la moitié de tous les ouvriers et les deux tiers de toute la production, cela signifie que nous avons affaire à des entreprises gigantesques qui occupent une situation monopoliste et dominant sur le marché. Leurs concurrents, les petits capitalistes, se montrent tout à fait impuissants dans la lutte avec de telles entreprises.

C'est pourquoi

« ... la concentration, à un certain degré de son développement, conduit, pour ainsi dire d'elle-même, tout près du monopole. Car quelques dizaines d'entreprises géantes peuvent aisément s'entendre. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 25.)

Les propriétaires de ces grandes entreprises, non seulement peuvent, mais sont aussi parfois obligés de s'entendre entre eux dans le but de dominer sur le marché, car les grandes dimensions de leurs entreprises rendent la concurrence encore plus dangereuse.

« Les difficultés de la concurrence et la tendance au monopole naissent précisément de l'importance de ces entreprises. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 25.)

Ainsi la concurrence a abouti à la concentration, et la concentration à un certain degré de son développement conduit au monopole, mais cela signifie que *le développement de la concurrence aboutit, au contraire, de la concurrence au monopole.*

Le monopole naît de la concentration. Un certain, un haut degré de concentration représente la base du monopole. Mais il serait inexact de considérer le fait même de la concentration comme un monopole. Le monopole consiste dans le fait que, à un degré élevé de la concentration, il devient possible et nécessaire pour les grands capitalistes de s'entendre entre eux dans un but de domination monopoliste du marché; dans le but de partager les marchés d'écoulement, d'établir des prix uniques, etc.

De telles unions monopolistes existaient déjà avant l'impérialisme, mais elles étaient alors l'exception. C'est la libre concurrence qui dominait, et non le monopole. C'est seulement après la crise de 1900-1903 que les monopoles sont devenus :

« Une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 30.)

Les formes de monopole

Les formes des unions monopolistes sont extrêmement variées. Les plus importantes sont : 1. *Les cartels* : des entreprises s'entendent pour partager le marché entre elles, établir des prix généraux, fixer les dimensions de la production de chaque entreprise, mais les entreprises elles-mêmes restent indépendantes aussi bien du point de vue de la production que de celui du commerce. 2. *Les syndicats ou consortiums* sont un degré plus élevé d'union monopoliste, les membres du syndicat n'achètent pas la matière première et ne vendent pas leur production eux-mêmes, mais ils créent à cet effet un appareil commercial commun. 3. *Les trusts* sont le degré supérieur d'union monopoliste : les entreprises perdent leur indépendance, non seulement du point de vue du commerce, mais aussi du point de vue de la production. Toutes les entreprises fusionnent en une seule entreprise, dirigée par un seul centre. Les anciens propriétaires de ces entreprises deviennent *co-propriétaires* de cette grande entreprise unifiée. Le caractère individuel des entreprises s'efface.

Souvent ce sont non seulement des entreprises du même genre qui fusionnent, mais aussi des entreprises de différentes branches d'industrie. Il se crée de gigantesques *entreprises combinées*, qui se procurent elles-mêmes leurs matières premières, les transforment, utilisent les déchets de la production, etc. Tels sont, par exemple, les entreprises combinées de métallurgie, de houille, de produits chimiques, de construction mécanique. Cette sorte de trusts est plus stable que les trusts qui unifient seulement des entreprises du même genre, elle est moins influencée par les conditions variables du marché.

D'autre part, les trusts sont, sous la direction des grandes banques monopolistes, unifiés en *konzerns* qui englobent les entreprises les plus variées dans les différentes branches de l'industrie, du transport et du commerce.

Le monopole, né de la concentration, accélère encore plus cette dernière. Les monopoles font monter les prix sur le marché et s'assurent des profits fabuleux, ils monopolisent les découvertes et privent les autres capitalistes de la possibilité de réduire leurs frais de production.

« Le monopole ainsi créé assure des bénéfices énormes et conduit à la formation d'unités techniques de production d'une ampleur formidable. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 31.)

Dans le monopole, la socialisation de la production s'exprime déjà non seulement dans le fait que le travail est socialisé dans les limites d'une seule entreprise, que l'interdépendance des entreprises et des branches de production séparées augmente de plus en plus, mais aussi dans le fait que les capitalistes lient les grandes entreprises en un tout unique même au point de vue de l'organisation.

Les monopoles font l'inventaire de toute la production sociale, des sources de matières premières, de la main-d'œuvre, des débouchés, etc.

« La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense vers la socialisation de la production. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 33.)

Mais cette socialisation est une socialisation *capitaliste*, elle n'abolit pas l'appropriation capitaliste, et, par conséquent, la contradiction fondamentale du capitalisme. Lorsque les forces productives qui ont déjà besoin d'une socialisation véritable et complète, sont soumises à la socialisation capitaliste sous la forme des monopoles, elles se trouvent encore plus gênées dans leur développement.

Le monopole et la concurrence

Le monopole est le contraire de la concurrence, mais il ne l'abolit pas et coexiste avec elle. La concurrence prend alors de nouvelles formes et devient beaucoup plus aiguë.

D'ordinaire, le monopole dans une branche d'industrie quelconque n'embrasse pas *toute* cette branche. Le monopole à 100 % d'une production quelconque est une rare exception. La concurrence, la lutte, se produit en premier lieu entre les capitalistes qui n'entrent pas dans le monopole (les *outsiders*) et, en second lieu, entre ceux-ci et les monopoles. Dans cette lutte, les monopoles emploient tous les moyens possibles tels qu'une forte baisse temporaire des prix, dans le but de ruiner leurs concurrents, le boycottage dans le but de priver les *outsiders* de la matière première nécessaire; les monopoles ne s'arrêtent pas devant des procédés de lutte tels que d'incendier et de faire sauter les entreprises de leurs concurrents.

La concurrence se produit aussi à *l'intérieur* des monopoles eux-mêmes. Dans le cas où les entreprises qui entrent dans les unions monopolistes restent indépendantes au point de vue de la production (cartels, syndicats), il se produit entre elles une lutte pour la quote-part dans l'écoulement général de la production. Lors de l'organisation d'un cartel ou d'un syndicat, la quote-part de chaque entreprise dans l'écoulement général est fixée suivant sa capacité de production. Chaque capitaliste qui fait partie d'un cartel cherche à élargir son entreprise, à l'améliorer au point de vue technique, afin de réclamer ensuite pour lui une plus grande quote-part dans l'écoulement. Comme l'accord entre les capitalistes est conclu sur la base du rapport de leurs forces, avec la modification de ce rapport des forces s'aggrave la lutte pour la quote-part. Souvent le cartel se décompose et il s'en crée un nouveau.

Il se produit également *une lutte entre les monopoles de la même branche* au cas où, dans la branche donnée, il existe non une seule, mais plusieurs unions monopolistes. Il se produit également *une lutte entre les monopoles de branches différentes de production*, comme, par exemple, la concurrence entre le pétrole artificiel et le pétrole naturel, la soie artificielle et la soie naturelle, le caoutchouc, etc. La lutte se produit pour le remplacement de certaines marchandises par d'autres susceptibles de satisfaire le même besoin; ainsi, par exemple, la concurrence entre les transports par chemin de fer, automobiles et aériens, la concurrence entre la houille et le pétrole, etc.

Enfin, il y a *lutte entre les monopoles des différents pays*. A l'époque du capitalisme prémonopoliste, la concurrence internationale se déroulait entre une foule de capitalistes isolés. Lorsque s'établit la domination des monopoles, la concurrence sur le marché mondial se produit maintenant entre un petit nombre de monopoles gigantesques. C'est pourquoi la concurrence a un caractère beaucoup plus aigu.

« Les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrent ainsi des contradictions particulièrement aiguës et violentes, des frottements, des conflits. » (Lénine : L'Impérialisme..., p. 97-98.)

Le caractère transitoire du capitalisme monopoliste

Le monopole capitaliste ne peut supprimer la concurrence précisément parce que c'est un monopole *capitaliste*, c'est-à-dire un monopole basé sur la propriété privée des moyens de production sociaux. C'est pourquoi le monopole existe à côté de la concurrence. Par conséquent, d'une part, l'existence des monopoles témoigne du fait que les forces productives sont entrées dans la phase de leur développement où leur socialisation complète devient une nécessité immédiate.

« Le monopole est la transition du capitalisme à un ordre supérieur. » (Lénine : L'Impérialisme..., p. 98.)

Mais, d'autre part, comme les monopoles sont des monopoles *capitalistes*, comme ils ne suppriment pas la concurrence, mais existent à côté d'elle, comme ils renforcent la lutte entre les capitalistes, ils aggravent encore davantage la contradiction fondamentale du capitalisme, ils gênent encore plus le développement des forces productives sociales.

Le monopole est une transition à un ordre supérieur non pas parce que les organisations monopolistes elles-mêmes sont des éléments du socialisme. Les monopoles capitalistes ne sont pas et ne peuvent pas être de tels éléments, car ils appartiennent à des capitalistes et non aux producteurs directs. Les théoriciens social-démocrates s'efforçaient et s'efforcent de présenter les monopoles comme un commencement de production socialiste (la théorie du « capitalisme organisé » et de la « démocratie économique »), afin de tromper la classe ouvrière par des illusions sur une intégration paisible du capitalisme dans le socialisme.

Lénine a montré que le monopole est la transition à un ordre supérieur seulement dans un sens double. En premier lieu, le monopole

«... se rapproche étroitement de la socialisation intégrale de la production. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 33.)

Il témoigne de la possibilité pratique et de la nécessité urgente d'une socialisation pleine et entière de la production. L'existence des monopoles prouve que le socialisme frappe à la porte de la société. En second lieu, le monopole en tant que monopole capitaliste non seulement n'admet pas la socialisation intégrale de la production, mais renforce encore davantage la domination et l'oppression du capital, l'oppression et la domination d'une petite poignée de capitalistes monopolistes sur la société.

« La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un nombre restreint d'individus. Les cadres généraux de la libre concurrence formellement reconnue subsistent et le joug d'une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus sensible, plus intolérable. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 33.)

C'est pourquoi la transformation du capitalisme en capitalisme monopoliste montre non seulement la nécessité de la socialisation intégrale, mais aussi la nécessité urgente de réaliser cette socialisation, ce qui ne peut se faire que par la voie du renversement violent de la domination du capital, c'est-à-dire par la voie de la révolution prolétarienne.

« C'est justement cette connexion de deux principes contradictoires, la concurrence et le monopole, qui caractérise l'impérialisme; c'est précisément elle qui prépare sa faillite, c'est-à-dire la révolution socialiste. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. XX, p. 347. E. S. I, Paris, 1928.)

2. Le nouveau rôle des banques. Le capital financier

Les monopoles bancaires

Parallèlement à la concentration et à la centralisation du capital dans l'industrie, il se produit également une concentration et une centralisation des banques. D'une part, la concurrence existe aussi dans le domaine du crédit et elle conduit à la concentration, et d'autre part la croissance de la concentration industrielle amène la croissance de la concentration des banques, qui, comme nous l'avons vu (voir le chapitre VII), jouent un rôle d'intermédiaire dans la répartition des capitaux temporairement disponibles entre les capitalistes de l'industrie et du commerce.

Les données suivantes montrent le degré atteint par la concentration de banques vers le commencement du XX^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où le capitalisme s'est définitivement transformé en impérialisme. En Allemagne, il y avait, en 1912, 172 banques au capital dépassant un million de marks. Sur ce nombre, 9 grandes banques de Berlin, c'est-à-dire 5,2 % du nombre total des banques (sans compter les petites au capital inférieur à un million de marks) concentraient 49 % de tous les dépôts. En 1929, le nombre des grandes banques de Berlin était déjà seulement de 5, et elles concentraient 67,5 % de tous les dépôts. En Angleterre, le nombre des banques est tombé de 104 en 1890 à 43 en 1913 et le total des ressources dont elles disposaient est passé, dans ce même laps de temps, de 464 millions de livres sterling à 963 millions. Cinq des plus grandes banques de Londres (que l'on appelle *the big five*) concentraient en 1900 27 % de tous les dépôts de banque du pays, en 1913, 39,7 % et en 1924, déjà 72,4 %. Dans tous les autres pays impérialistes, nous observons une pareille centralisation des banques.

De même que dans l'industrie, la concentration, au plus haut degré de son développement, mène directement au monopole, de même, dans le domaine des banques, à un certain degré de son développement, la concentration engendre le monopole bancaire.

Lorsque les capitaux disponibles cessent de rester dispersés dans un grand nombre de petites banques et se concentrent dans quelques grandes banques, ces dernières obtiennent ainsi un pouvoir énorme sur l'ensemble de l'économie. La croissance quantitative des opérations et des capitaux des banques conduit inévitablement à un changement radical dans le rôle de ces banques.

En concentrant les comptes courants de tous les capitalistes, une petite poignée de grandes banques reçoit la possibilité de connaître l'état de leurs affaires, de les contrôler, et, enfin, en aggravant ou en améliorant les conditions du crédit, de diriger dans un sens correspondant l'activité de l'industrie. Mais cela signifie que...

« ... au fur et à mesure que se développent les opérations bancaires et qu'elles se concentrent dans un petit nombre d'établissements, les banques se transforment et, d'intermédiaires modestes, deviennent de tout-puissants monopoles disposant de presque tous les fonds de la totalité des capitalistes et des petits propriétaires, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné ou de plusieurs pays. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 39)

La transformation des banques, de simples intermédiaires en de tout-puissants monopoles accélère extrêmement à son tour le procès de concentration et de formation des monopoles dans l'industrie elle-même. En premier lieu, les banques monopolistes accordent des crédits à des conditions plus avantageuses aux grandes entreprises, organisées en unions monopolistes. En second lieu, les banques elles-mêmes de plus en plus placent directement dans l'industrie les capitaux dont elles disposent.

Cette liaison grandissante entre l'industrie et les banques et l'investissement direct par les banques de leurs capitaux dans l'industrie sont extrêmement facilités grâce au fait qu'à l'époque de la transformation du capitalisme en capitalisme monopoliste, les sociétés par actions ont pris une très grande extension.

Les sociétés par actions

Le capital d'une entreprise organisée sous forme de société par actions n'appartient pas à un capitaliste. Les fondateurs de la société par actions (parmi lesquels se trouvent aussi des banquiers) émettent un certain nombre d'actions. Si le capital de la société est d'un million de francs et si le prix de chaque action est de 100 francs, il sera émis 10.000 actions de 100 francs. Une partie de ces actions est achetée par les fondateurs de la société eux-mêmes et l'autre partie est vendue aux autres capitalistes. Chaque actionnaire devient copropriétaire de l'entreprise. Les affaires sont gérées par un conseil d'administration élu à l'assemblée générale des actionnaires dont chacun a autant de suffrages que d'actions. Chaque actionnaire a droit à une fraction déterminée du profit (dividende) suivant le nombre des actions qu'il possède.

Bien que *chaque* actionnaire ait le droit de vote à l'assemblée générale des actionnaires, en fait les affaires de la société se trouvent entre les mains des *gros* actionnaires qui possèdent de gros paquets d'actions. La pratique montre qu'il suffit d'avoir 40 % des actions pour jouer un rôle décisif aux élections du conseil d'administration et dans la solution de toutes les autres questions à l'assemblée générale des actionnaires. Ainsi, les gros actionnaires sont en fait les propriétaires de la société. Ils disposent non seulement de leur propre capital, investi dans l'entreprise, mais aussi du capital de tous les autres actionnaires. Les sociétés par actions sont, par conséquent, une forme de la centralisation du capital.

Comme chaque actionnaire peut à tout moment vendre ses actions, *cette forme d'entreprise (la société par actions) rend le capital extrêmement mobile et, en même temps, le dépersonnalise*. Les propriétaires d'actions n'ont aucun rapport avec la production. Dans une entreprise appartenant à une société par actions, la production est dirigée par des directeurs salariés et les actionnaires, y compris les fondateurs, sont seulement des propriétaires, recevant un revenu (les dividendes). Dans cette forme d'entreprise, *la propriété du capital se sépare de la gestion de la production*. L'existence et l'extension des sociétés par actions prouvent que la production sociale peut se passer des capitalistes.

La fusion du capital industriel et du capital bancaire. Le capital financier.

Comme les sociétés par actions ont pris une très grande extension, comme les monopoles capitalistes sont aussi organisés sous forme de sociétés par actions, le rôle des banques dans la formation des monopoles et dans la concentration du capital devient beaucoup plus considérable. Les grandes banques achètent des actions des entreprises industrielles. En outre, lors de la fondation d'une société par actions, ces dernières sont émises par une banque; celle-ci est donc un des fondateurs de la société.

Lorsque s'établit l'interdépendance des sociétés par actions, ce qu'on appelle le *système de participation* joue un rôle particulièrement considérable dans le renforcement des liaisons entre l'industrie et les banques. Supposons qu'une grande banque ait acheté pour 2 millions d'actions d'une société quelconque au capital de 5 millions de francs. Si cette société participe à son tour de la même façon à une autre société par actions au capital, mettons aussi de 5 millions de francs, il en ressort que la banque domine déjà non seulement la première société par actions, mais aussi la seconde et qu'elle dispose d'un capital de 10 millions de francs. Les grandes banques monopolistes se soumettent ainsi un grand nombre de sociétés par actions dans l'industrie et dans le transport, dans le commerce et même dans le domaine du crédit. Ainsi, par exemple, déjà avant la guerre, une des plus grandes banques d'Allemagne, la *Deutsche Bank*, participait d'une façon directe à 30 banques; sur ces dernières, 14 participaient encore à 48 banques, dont 6 participaient à leur tour à 9 autres. De cette façon, la *Deutsche Bank* dominait en fait 87 banques et, par l'intermédiaire de celles-ci, un nombre considérable d'entreprises industrielles.

Mais lorsqu'une banque devient actionnaire d'entreprises industrielles et par l'intermédiaire du « système de participation » se soumet un grand nombre d'entreprises industrielles, commerciales et bancaires, elle n'est déjà plus une banque au sens ancien de ce mot, elle joue déjà le rôle de capitaliste industriel. D'un autre côté, les grands monopoles industriels deviennent aussi les participants des banques au moyen de l'achat de leurs actions. Il se crée ce qu'on appelle l'« union personnelle » des banques et des monopoles dans l'industrie et le commerce. Non seulement les banques ont leurs représentants dans les conseils d'administration des sociétés industrielles, mais inversement, les grandes unions industrielles ont leurs représentants dans les conseils d'administration des banques. La ligne de démarcation entre le monopole industriel et le monopole bancaire s'efface. *Une petite poignée de grands monopoles domine également l'industrie, le commerce et le crédit.*

Lorsque, à un certain degré de son développement, la concentration de l'industrie et des banques engendre les monopoles, il se produit une fusion du grand capital industriel monopoliste avec le grand capital bancaire monopoliste, il se forme *le capital financier*.

« Concentration de la production, avec, comme conséquence, les monopoles qui en découlent, fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 55.)

En tant qu'établissements du capital financier, les banques concentrent tous les fils de la direction et de la gestion de l'ensemble de l'économie capitaliste. Elles transforment...

« ... des milliers et des milliers d'entreprises éparses en une unité économique capitaliste nationale, puis en une unité capitaliste internationale. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 42.)

Si les monopoles industriels, qui unissent les grandes entreprises dans toute une branche d'industrie et souvent dans plusieurs branches, constituent la transition de la libre concurrence à la socialisation complète, si les prémices y sont mûres, pour l'organisation socialiste de la production, les banques, qui concentrent entre leurs mains le contrôle de l'ensemble de l'économie du pays, donnent...

« ... la forme d'une comptabilité générale et de la répartition des moyens de production sur l'échelle sociale; mais elles ne donnent que cette forme. » (K. Marx : *le Capital*, t. XII, p. 239. (Costes).)

L'oligarchie financière

Les monopoles industriels, tout en élevant la socialisation du travail au plus haut degré possible en régime capitaliste, ne cessent pas d'être des monopoles capitalistes et c'est pourquoi ils n'abolissent pas l'anarchie, mais la renforcent et freinent encore davantage le développement des forces productives. De même, les grandes banques monopolistes, tout en concentrant le contrôle de l'économie de tout le pays, ne cessent d'être des institutions capitalistes et c'est pourquoi elles ne peuvent servir de moyen pour organiser la production sociale suivant un plan. Les banques monopolistes utilisent leur puissance pour piller les masses populaires au profit d'une petite poignée de magnats du capital financier.

« La « répartition générale des moyens de production », voilà ce qui *résulte*, au point de vue formel, du développement des banques modernes dont les plus importantes, au nombre de 3 à 6 en France, et de 6 à 8 en Allemagne, disposent de milliards et de milliards. Mais *quant au fond*, cette répartition des moyens de production n'a rien de *général*; elle est *privée*, c'est-à-dire conforme aux intérêts du grand capital et, au

premier chef, du capital monopoleur plus grand encore, qui opère dans les conditions où les masses de la population ont à peine de quoi se nourrir, où tout le développement de l'agriculture retarde démesurément sur celui de l'industrie, dont une partie, l'« industrie lourde », prélève un tribut sur toutes les autres. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 45.)

Le capital financier signifie ainsi la domination d'une petite poignée de capitalistes sur l'ensemble de la production sociale, *la domination de l'oligarchie financière*, qui emploie sa puissance pour renforcer l'exploitation de la classe ouvrière et de toutes les couches laborieuses de la population.

Le capital financier se subordonne en fait tout l'appareil de l'Etat bourgeois, quelle que soit la forme de cet Etat. La démocratie bourgeoise n'est qu'un paravent pour les manœuvres de l'oligarchie financière. En corrompant les députés et les grands fonctionnaires, en leur donnant des sinécures dans les banques et dans les autres organisations monopolistes, l'oligarchie financière s'empare entièrement de l'appareil d'Etat, qui est pour elle un moyen de domination non seulement politique, mais aussi économique.

« Le monopole, quand il s'est formé et qu'il brasse des milliards, pénètre inéluctablement et de façon absolue dans tous les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 66.)

Les exemples suivants montrent quelles dimensions a pris la puissance économique de l'oligarchie financière. En 1932, le magnat financier allemand Flick, à l'aide d'un système compliqué de participations, bien que possédant un capital de 20 millions de marks seulement, contrôlait 82 sociétés au capital de 1.706 millions de marks. Aux Etats-Unis, le Konzern de l'industrie électrique, dans lequel était investi moins d'un million de dollars, contrôlait un capital productif qui dépassait la somme de 370 millions de dollars. Un des moyens de renforcement de la puissance de l'oligarchie financière consiste aussi dans le fractionnement des actions, qui attire les petits actionnaires, lesquels ne jouent aucun rôle dans la direction de la société par actions.

Le capital financier qui mène le monopole capitaliste à son degré le plus élevé, à la domination sans contrôle d'une poignée de magnats financiers, aggrave encore davantage la contradiction fondamentale du capitalisme, et accentue le caractère transitoire du capitalisme monopoliste.

La domination des monopoles et du capital financier ne se limite pas aux pays dans lesquels la concentration de la production a atteint le plus haut degré de son développement : elle s'étend aussi à des pays plus arriérés.

L'impérialisme est un système de domination et d'oppression *mondiales*. Le capital financier soumet le monde entier et opprime les peuples des pays arriérés. L'un des moyens les plus importants de cette domination, c'est l'exportation du capital.

3. L'exportation du capital

L'exportation du capital d'un pays dans un autre se distingue de l'exportation des marchandises sur les points suivants. La marchandise exportée renferme déjà la plus-value produite dans le pays exportateur. Sur le marché extérieur, c'est-à-dire dans le pays importateur, la plus-value contenue dans la marchandise ne fait que se réaliser, se convertir en argent. La situation est tout autre lors de l'exportation du capital.

Le capital est exporté sous la forme de capital de prêt et sous celle de capital productif. L'exportation du capital de prêt se présente sous forme d'emprunt accordé par les capitalistes du pays exportateur au gouvernement ou aux capitalistes d'un autre pays. Pour cet emprunt, le pays débiteur paye des intérêts. Dans ce cas, la plus-value est créée non par les ouvriers du pays qui exporte le capital, mais par ceux du pays qui l'importe, et ce sont les capitalistes exportateurs du capital qui reçoivent cette plus-value. De même que, pour l'exportation du capital sous la forme de moyens de production, lorsque les capitalistes fondent des entreprises dans un autre pays, la plus-value est créée dans le pays qui importe le capital et est appropriée par les capitalistes du pays qui l'exporte.

L'exportation du capital sous ces deux formes avait lieu bien avant le capitalisme monopoliste, mais elle ne dominait pas dans les rapports entre pays, c'est l'exportation des marchandises qui dominait. *Ce n'est qu'à l'époque du capitalisme monopoliste que l'exportation du capital dépasse l'exportation des marchandises et que les rapports économiques entre pays sont déterminés en premier lieu par l'exportation du capital.* Cette prédominance de l'exportation du capital est conditionnée par la transformation du capitalisme en capitalisme monopoliste.

Les causes de l'exportation du capital

La domination des monopoles et du capital financier conduit au fait que dans les pays impérialistes, se forme un *excédent de capital*, qu'on exporte dans les pays arriérés. Ce capital en « excédent » se forme en résultat des conditions fondamentales suivantes, créées par la domination du capital financier.

1. Le bas niveau de vie des masses. La paupérisation de la classe ouvrière et des masses laborieuses est en général caractéristique pour le capitalisme, mais à l'époque du capital financier la paupérisation s'accroît à l'extrême et le pouvoir d'achat des masses diminue en raison du fait que les monopoles maintiennent les prix à un niveau élevé. A l'intérieur du pays les marchandises sont vendues à des prix plus élevés que sur le marché extérieur (*dumping*). A la suite du rétrécissement du marché intérieur, une partie des capitaux devient superflue.

2. L'inégalité de développement des différentes branches de production s'accroît, et, en particulier, s'accroît le retard du développement de l'agriculture. Si le capitalisme pouvait liquider le retard de l'agriculture sur l'industrie, une partie des capitaux en excédent cesserait d'être.

3. L'inégalité du développement des différents pays s'accroît. Dans les pays retardataires, la composition organique du capital est plus basse et c'est pourquoi le taux moyen du profit est plus élevé que dans les pays avancés. Dans les pays arriérés, la main-d'œuvre et les matières premières sont meilleur marché. Tout cela rend plus avantageux d'engager des capitaux dans un pays arriéré et crée un « excédent » de capital dans les pays du capital financier.

*« Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré non à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des bénéfices des capitalistes, mais à augmenter ces bénéfices par l'exportation du capital à l'étranger, dans les pays arriérés. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 71.)*

Les données suivantes montrent l'accroissement rapide de l'exportation du capital au commencement du XX^e siècle. En Angleterre, le total des capitaux exportés à l'étranger est passé de 1902 à 1914, de 62 milliards à 75-100 milliards de francs, en France de 27-37 à 60 milliards de francs, en Allemagne de 12,5 à 44 milliards de francs. Avant la guerre, les Etats-Unis étaient un pays où l'importation du capital dépassait l'exportation. C'est seulement depuis la guerre que le rôle des Etats-Unis dans l'exportation mondiale des capitaux a radicalement changé. En 1910, tous les capitaux exportés par la France, l'Angleterre et l'Allemagne se répartissaient comme suit : 32 % étaient placés en Europe, 36,5 % en Amérique (du Nord et du Sud), et 31,5 % en Asie, Afrique et Australie. En d'autres termes, plus des deux tiers du capital exporté de ces pays étaient investis dans des pays extra-européens.

*« Le capital financier étend, ainsi au sens littéral du mot, pourrait-on dire, ses rets sur tous les pays du monde. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 75.)*

Après la guerre mondiale de 1914-1918, des transformations considérables se sont produites dans l'exportation du capital, quant au rôle des différents pays impérialistes. Mais le total de cette exportation n'a pas diminué; elle a même au contraire augmenté. Ainsi la somme de l'exportation annuelle des capitaux dans quatre pays impérialistes (Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis) était en 1913 de 1,2 milliard de dollars, et en 1928, l'exportation du capital de trois pays seulement (Angleterre, France et Etats-Unis) atteignait 1.854 millions de dollars. Avec la crise économique actuelle, l'exportation du capital s'est fortement réduite, dès la première année de crise (1929), elle est tombée à 1.153 millions de dollars pour ces trois pays.

L'importance de l'exportation du capital

L'exportation du capital relie les différents pays beaucoup plus solidement que l'exportation des marchandises : elle crée une économie capitaliste mondiale unique. Elle contribue aussi à augmenter l'exportation des marchandises. D'habitude, le pays qui consent un emprunt à un autre pays, à un pays arriéré, met comme condition à cet emprunt, l'achat de ses marchandises.

Mais ce renforcement des liens économiques entre les différents pays ne conduit pas à une organisation planifiée de l'économie mondiale. En effet, le capital est exporté par les pays où domine le capital financier dans les pays arriérés. L'exportation du capital signifie la subordination des pays arriérés aux pays « avancés », aux pays du capital financier, elle signifie l'exploitation des premiers par les seconds. *L'exportation du capital crée un système de domination et d'oppression impérialiste mondiale.*

Le capital est exporté non par un seul pays, mais par plusieurs. C'est pourquoi l'exportation du capital signifie le partage du monde entre les pays du capital financier. Mais ce n'est pas un partage organisé et pacifique.

L'exportation du capital ne se fait pas de telle façon que chaque pays impérialiste exporte du capital dans *un seul* pays arriéré, où il est impossible aux autres pays d'exporter leur capital. Chaque pays impérialiste cherche à exporter et exporte du capital dans les pays où d'autres pays impérialistes exportent le leur, afin de ne pas leur laisser le monopole dans ces pays, afin de les empêcher de soumettre ces derniers.

Ainsi l'exportation du capital, en créant une économie capitaliste mondiale unique, accentue en même temps la lutte entre les pays impérialistes et aggrave les contradictions dans le monde entier.

4. La lutte pour le partage du monde entre les unions capitalistes

Les monopoles internationaux

Outre le partage du monde par la voie de l'exportation du capital par les grands monopoles, le partage du monde s'effectue aussi par la voie directe. Dans les branches d'industrie, où la concentration est parvenue à un niveau particulièrement élevé, les unions monopolistes dépassent les limites d'un pays, elles embrassent toute une série de pays. Les grands monopoles de plusieurs pays s'entendent entre eux et organisent des cartels internationaux.

Ainsi, avant la guerre, l'industrie électrique dans le monde entier était monopolisée surtout par l'Allemagne et les Etats-Unis. En Allemagne, il y avait la Compagnie générale d'électricité (A.E.G.), avec des entreprises et des succursales dans une série de pays d'Europe et d'Amérique. Aux Etats-Unis, l'industrie électrique était monopolisée par la *General Electric Company*, dont le réseau d'entreprises et de succursales s'étendait à toute l'Amérique et commençait aussi à pénétrer en Europe. En 1907, ces deux trusts mondiaux ont conclu un accord relatif au partage des sphères d'influence dans le monde entier, l'un d'eux recevait le marché européen et une partie du marché asiatique, l'autre, le marché américain. Pendant la durée de cet accord, la concurrence devait cesser entre les deux trusts.

Des accords internationaux analogues entre les plus grands trusts des différents pays impérialistes existaient avant la guerre aussi dans une série d'autres branches. En 1910, on comptait en tout environ 100 cartels internationaux. *Le monopole international est déjà un « supermonopole ».*

« Ce nouveau degré de concentration universelle du capital et de la production est incomparablement plus élevé que les précédents. » (Lénine : L'Impérialisme..., p. 76.)

L'existence de monopoles internationaux prouve que les forces productives sont mûres pour le socialisme, pour la socialisation complète et pour l'organisation planifiée non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle mondiale.

L'importance des monopoles internationaux

Si les unions monopolistes des capitalistes à l'intérieur des différents pays n'abolissent pas la concurrence, n'organisent pas l'économie à l'intérieur du pays, mais au contraire renforcent et aggravent la lutte, les monopoles internationaux peuvent d'autant moins organiser la production à l'échelle mondiale. Les monopoles internationaux sont encore moins stables que les monopoles à l'intérieur de chaque pays. Lorsque les grands capitalistes forment des cartels, ils se basent sur le rapport des forces entre eux : les capitalistes qui possèdent un plus grand capital reçoivent une plus grande quote-part dans l'écoulement. Mais par suite de l'inégalité du développement, le rapport des forces change constamment et, avec le temps, il se crée un rapport des forces auquel ne correspond plus l'accord primitif, conclu sur la base d'un rapport des forces qui n'existe déjà plus maintenant. La lutte s'engage entre les membres de l'union monopoliste pour la révision des conditions de l'accord, lutte qui se termine ou par la désagrégation du cartel et par la formation d'un nouveau, ou par la conclusion d'un nouvel accord sur la base du nouveau rapport des forces.

Dans les rapports internationaux, cette lutte a un caractère beaucoup plus aigu. L'inégalité du développement des différents pays, comme nous le montrerons plus bas (voir le paragraphe 9), s'accroît encore plus à l'époque de l'impérialisme, comparativement à l'époque du capitalisme prémonopoliste. C'est pourquoi le rapport des forces des membres des cartels internationaux change rapidement. Dans la majorité des cas les unions monopolistes

internationales ne peuvent pas prendre la forme de trusts, dans lesquels fusionnent entièrement les entreprises membres de l'union; elles existent surtout sous la forme de cartels, qui sont en général des organismes moins stables que les trusts. Enfin dans la lutte pour la fixation des conditions de l'accord, les membres du cartel international, c'est-à-dire les unions monopolistes des différents pays impérialistes, ont entre leurs mains un moyen de pression dont ne disposent pas les capitalistes du même pays lorsqu'ils forment une union monopoliste à l'intérieur du pays. Ce moyen, c'est la force armée de l'Etat. En cas de changements dans le rapport des forces, la lutte pour le partage des marchés se fait à l'aide de la guerre. Ainsi, lors de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, presque tous les cartels internationaux se sont disloqués et après la guerre il s'en est créé de nouveaux sur la base du nouveau rapport des forces issu de la guerre. Mais pendant les dix-sept années écoulées depuis la fin de la guerre, le rapport des forces a de nouveau changé et c'est pourquoi un nouveau partage du monde est à l'ordre du jour.

L'existence des cartels internationaux ne signifie pas la cessation de la lutte pour le partage du monde, ni une transition vers la collaboration pacifique des puissances impérialistes, mais seulement une forme de lutte déterminée.

La lutte demeure, son contenu ne change pas. C'est la lutte pour la plus grande part possible dans l'exploitation de la population de tout le globe terrestre par une petite poignée de magnats impérialistes « avancés ». Mais les formes de lutte se modifient.

La lutte se produit tantôt sous une forme « pacifique », sous la forme d'accords temporaires (formation de cartels), tantôt sous la forme d'une collision armée ouverte, sous la forme d'une guerre.

« Les formes mêmes de la lutte peuvent changer et changent constamment suivant des causes diverses, relativement temporaires et particulières, alors que l'essence de la lutte, son contenu de classe ne saurait vraiment varier tant qu'il y aura des classes. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 88.)

5. Le partage territorial du monde entre les Etats impérialistes et la lutte pour ce partage

Par l'exportation du capital et la création de cartels internationaux, les magnats du capital financier procèdent à un partage *économique* du monde entre eux. Mais ce partage économique conduit inévitablement à la lutte pour le partage territorial et politique entre les Etats impérialistes correspondants, l'Etat étant entre les mains de l'oligarchie financière non seulement une arme d'oppression à l'intérieur du pays, mais aussi une arme de lutte pour l'exploitation des masses laborieuses des autres pays. La lutte pour le partage économique du monde engendre la lutte pour son partage territorial, pour la subordination politique des pays arriérés aux Etats impérialistes.

L'achèvement du partage du monde

Ce qui caractérise l'impérialisme, ce n'est pas simplement la lutte pour le partage territorial du monde, mais le fait qu'au début du XX^e siècle, c'est-à-dire au *commencement de l'époque de l'impérialisme, tout le globe terrestre était déjà partagé entre les Etats impérialistes*. Les données suivantes le démontrent.

Tous les pays colonisateurs européens ainsi que les Etats-Unis d'Amérique possédaient en 1876 10,8 % de toute la superficie de l'Afrique et, en 1900, déjà 90,4 %; en Polynésie (îles du Pacifique), en 1876, 56,8 %, et en 1900, 98,9 %; en Asie, en 1876, 51,5, et, en 1900, 56,6 %. En Australie, 100 et 100 %; en Amérique, 27,5 % et 27,2 %. Si l'on prend en considération qu'une partie considérable de l'Asie (Chine, Perse, Turquie) ainsi que tous les Etats de l'Amérique du Sud étaient à demi-vassaux des grands pays capitalistes, ces chiffres attestent qu'au début du XX^e siècle, le monde entier était déjà partagé entre les pays impérialistes. En 1914, six « grandes puissances » (Angleterre, Russie, France, Allemagne, Etats-Unis et Japon) dont le territoire formait 12,3 % de la superficie du globe, possédaient des colonies qui formaient 48,5 % de la surface du globe. Il faut y ajouter 7,4 % de colonies appartenant à de petits Etats comme la Hollande, la Belgique, etc., et 10,8 % de semi-colonies. Soit en tout 66,7 %, c'est-à-dire que les deux tiers de notre planète étaient directement ou indirectement subordonnés aux Etats impérialistes. La population de ces pays vassaux formait 56,1 % de toute la population du globe.

« Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'étranglement financier de l'énorme majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ». » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 15.)

Les colonies avant et à l'époque de l'impérialisme

Les grands Etats capitalistes avaient des colonies bien avant l'époque de l'impérialisme. La conquête des colonies n'a pas commencé, mais s'est achevée à l'époque de l'impérialisme. Mais, à cette époque, l'importance des colonies et le contenu de la politique coloniale changent essentiellement. A l'époque de l'impérialisme, l'exportation des capitaux prédomine sur celle des marchandises. Lorsqu'on exporte dans un pays arriéré surtout des marchandises, le pays exportateur a intérêt à avoir dans ce pays un débouché constant. Mais lorsque l'exportation du capital joue le rôle principal, le pays exportateur cherche déjà à créer une garantie pour les capitaux exportés; or, la meilleure garantie pour cela c'est de se subordonner ce pays.

Ensuite, avec le développement du capitalisme, la lutte pour les matières premières devient de plus en plus aiguë (en partie parce que les réserves de matières premières sont en général limitées, en partie par suite du retard de l'agriculture). Dans la lutte entre les monopoles mondiaux, le groupe qui aura des sources de matières plus assurées sera plus stable. D'où la lutte pour les colonies en tant que sources de matières premières; cette lutte se produit non seulement pour les sources déjà existantes, mais aussi pour les sources possibles de matières premières.

Les unions monopolistes des différents pays, dans leur lutte l'une contre l'autre, emploient comme moyen l'élévation des droits de douane pour les marchandises importées. C'est pourquoi chaque pays impérialiste tend à élargir son territoire, pour un marché d'écoulement protégé contre l'invasion des marchandises des autres pays. Par conséquent, à l'époque de l'impérialisme, les colonies sont également nécessaires pour assurer l'écoulement des marchandises.

« Seule, la possession des colonies donne de complètes garanties de succès aux monopoles contre tous les hasards de la lutte avec leurs concurrents, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le développement du capitalisme est élevé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence est âpre, plus la chasse aux sources de matières premières dans l'univers est fiévreuse, plus la lutte pour la conquête des colonies est acharnée. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 91-92.)

La lutte de classe qui s'aggrave de plus en plus dans les pays impérialistes joue un rôle particulier dans la politique coloniale de l'impérialisme. Les colonies sont nécessaires aux pays impérialistes pour y transférer une partie de la main-d'œuvre en excédent et créer là-bas une couche privilégiée au-dessus du prolétariat indigène ainsi que pour corrompre, avec les surprofits coloniaux, la couche supérieure de la classe ouvrière de la métropole.

La lutte pour un nouveau partage du monde

Nous voyons ainsi que le caractère de la sujétion coloniale et de la politique coloniale change essentiellement à l'époque de l'impérialisme. Avant l'impérialisme, il y avait seulement conquête de pays arriérés non encore soumis, qui servaient principalement de marchés d'écoulement des marchandises. Comme, dès le commencement de l'époque de l'impérialisme, toute la terre était déjà partagée entre tous les impérialistes de proie, la lutte ne pouvait ensuite s'engager que pour un *nouveau partage* du monde, c'est-à-dire pour le passage des territoires...

« ... D'un « possesseur » à un autre et non de l'état d'abandon où ils étaient à un maître. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 86.)

Et cette lutte prend un caractère d'autant plus aigu que, comme nous venons de le voir, la possession de colonies est vraiment une question de vie ou de mort pour chaque pays impérialiste. Le partage territorial du monde a eu lieu sur la base du rapport des forces qui s'est formé entre les pays impérialistes vers la fin du XIX^e siècle. Les pays impérialistes les plus jeunes comme l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon se trouvèrent « lésés ». Cependant, *les divers pays capitalistes se développent de façon inégale. A l'époque de l'impérialisme cette inégalité s'accroît à l'extrême, avant tout à cause du fait que le monde entier est déjà partagé et que la lutte a pour objet un partage nouveau* : les jeunes pays impérialistes qui possèdent une puissante industrie monopolisée, qui exportent des capitaux et ont besoin de colonies doivent, sous peine de leur ruine, en tant que pays impérialistes, tendre toutes leurs forces pour dépasser les pays impérialistes plus anciens, qui ont réussi à s'emparer d'importants territoires. L'inégalité du développement s'accroît aussi grâce au développement colossal de la technique à l'époque de l'impérialisme.

Mais dans les conditions où le monde entier est déjà partagé, quand il ne reste déjà plus de terres inoccupées, l'accentuation de l'inégalité signifie l'inévitabilité des guerres impérialistes mondiales pour un nouveau partage des terres déjà partagées. De nouvelles colonies peuvent être acquises non par la voie de la *conquête* de pays arriérés non encore conquis (car il n'en existe déjà plus), mais seulement *en les arrachant* par la voie de la guerre à d'autres pays impérialistes.

L'époque de l'impérialisme est donc une époque de guerres impérialistes mondiales. Lorsque se produisait encore la conquête de pays arriérés et qu'il restait encore beaucoup de terres inoccupées, cette conquête pouvait s'effectuer sans que les États conquérants se heurtent les uns aux autres. Mais le partage du monde étant déjà achevé et la lutte se poursuivant pour son nouveau partage, cette lutte met en cause les intérêts immédiats de *tous* les États impérialistes, et la guerre pour le nouveau partage du monde devient une guerre mondiale.

En conséquence, le caractère du militarisme et des armements des États impérialistes change également. Lorsque les guerres se déroulaient entre les pays capitalistes avancés et les pays arriérés et faibles, il n'était pas besoin d'armements aussi puissants qu'à l'époque de l'impérialisme où la lutte a lieu entre les grandes puissances impérialistes. D'où la croissance sans précédent des armements et des armées, de l'industrie de guerre et des charges fiscales.

6. L'impérialisme est un stade particulier, le stade suprême du capitalisme

Nous avons examiné les cinq aspects essentiels de l'impérialisme. Nous avons vu qu'ils sont tous le résultat inévitable du développement du capitalisme.

« L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 97.)

La concentration de la production conduit inévitablement à la formation de monopoles. La concentration des banques liée à celle de la production conduit inévitablement aux monopoles dans le domaine du crédit et à la fusion du capital bancaire avec le capital industriel, à la formation du capital financier. De même, la domination du capital financier conduit nécessairement au fait que l'exportation du capital joue un rôle prédominant dans les rapports économiques internationaux.

La domination des monopoles et du capital financier ainsi que l'exportation du capital engendrent inévitablement une lutte pour un nouveau partage du monde entre les unions monopolistes et une lutte entre les États impérialistes pour un nouveau partage territorial. Ainsi, *l'impérialisme est un degré, un stade inévitable du développement du capitalisme.*

L'impérialisme, stade particulier du capitalisme

« *Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique, dans ce procès [dans le procès de la transformation du capitalisme en impérialisme] c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste.* » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 97.)

Si nous prenons chacun des aspects énumérés par nous, nous verrons qu'il représente une forme spéciale de monopole ou qu'il découle du monopole :

1. Le monopole est engendré par la concentration de la production ;
2. Le monopole est né de la concentration des banques, les monopoleurs du capital financier, l'oligarchie financière dominant ;
3. L'exportation du capital découle directement de la domination monopoliste du capital financier ;
4. Les cartels internationaux sont une forme de lutte entre les monopoles pour la domination monopoliste sur les marchés mondiaux ;
5. La lutte pour un nouveau partage territorial du monde est une lutte pour la possession monopoliste des colonies en tant que sources de matières premières, sphères d'investissement du capital et marchés d'écoulement pour les marchandises.

« S'il était nécessaire de définir aussi brièvement que possible l'impérialisme, il faudrait dire que l'impérialisme est le stade de monopole du capitalisme. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 98.)

Au point de vue économique, le monopole est l'essentiel dans l'impérialisme. C'est précisément le monopole qui fait de l'impérialisme *un stade particulier* du capitalisme qui le distingue profondément de son stade précédent.

La domination des monopoles, le fait que le monopole pénètre tous les côtés de la vie sociale, donne à l'impérialisme un caractère tout à fait autre par rapport au stade précédent du capitalisme. La signification historique du monopole consiste dans son caractère transitoire et il en est de même pour l'impérialisme, en tant que stade particulier du capitalisme. A l'époque de l'impérialisme...

« ... les éléments de l'époque de transition du capitalisme à une structure économique et sociale supérieure se sont pleinement affirmés et révélés. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 97.)

A l'époque de l'impérialisme, sont mûres toutes les prémices de l'organisation socialiste de la production. Par les cartels, les syndicats et les trusts, le capitalisme lui-même organise la production dans des branches entières; le système bancaire est concentré à tel point qu'il peut déjà être transformé en un appareil de contrôle et d'enregistrement et, partant, d'organisation de la production à l'échelle nationale; l'exportation du capital lie en un seul tout l'ensemble de l'économie mondiale et dans les cartels internationaux se manifeste la possibilité et la nécessité de l'organisation de la production à l'échelle mondiale.

Cependant, le capitalisme qui, au stade suprême, impérialiste, de son développement, a porté les forces productives au point où elles ont définitivement mûri pour leur complète socialisation, entrave et freine en même temps leur développement, empêche la socialisation véritable des forces productives de la société.

Les monopoles coexistent avec la concurrence. En organisant la production à une grande échelle dans des branches d'industrie entières et quelquefois aussi dans plusieurs branches, les grands monopoleurs utilisent cette organisation pour renforcer l'exploitation et pour lutter avec les autres monopoleurs pour une part plus grande de plus-value. Ils n'abolissent pas l'anarchie de la production, mais l'aggravent. De même que le capitalisme, en renforçant l'organisation sociale de la production dans chaque entreprise, renforce par cela même l'anarchie dans l'ensemble de la production sociale...

« ... le monopole créé dans *certaines* branches d'industrie augmente, aggrave le chaos inhérent à l'ensemble de la production capitaliste. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 36.)

Les banques, devenues des institutions capitalistes de caractère universel et tenant dans leurs mains l'ensemble de l'économie, ne sont pas utilisées pour organiser la production à l'échelle nationale, elles sont une arme entre les mains de quelques magnats du capital financier, entre les mains de l'oligarchie financière, pour spolier et piller toute la population. Les cartels internationaux, qui témoignent de la possibilité d'organiser la production à l'échelle mondiale, accentuent en réalité l'anarchie de la production et sont une forme de la lutte entre les monopoleurs pour le partage du monde, lutte qui aboutit inévitablement à des catastrophes mondiales, à des guerres impérialistes mondiales.

Le parasitisme et la décomposition du capitalisme

Comme, à son stade suprême de développement, le capitalisme rend les forces productives mûres pour une socialisation complète et empêche en même temps cette socialisation, la décomposition du capitalisme est inévitable.

« Les rapports de l'économie privée et de la propriété individuelle constituent un tégument qui ne correspond plus à ce qu'il recouvre, et destiné à pourrir infailliblement si l'on en diffère artificiellement l'élimination. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 139.)

La décomposition du capitalisme au stade suprême de son développement est conditionnée par la nature même de l'impérialisme, en tant que capitalisme de monopoles. Tout d'abord, le monopole lui-même, pour autant qu'il est le contraire de la concurrence, pour autant qu'il assure des profits élevés au moyen de la hausse des prix, diminue les mobiles du perfectionnement de la technique de la production, c'est-à-dire crée une tendance à la stagnation. Les cas deviennent de plus en plus fréquents où les inventions nouvelles sont achetées par les organisations monopolistes, non pour les appliquer, mais pour qu'elles ne puissent être mises en pratique.

Le monopole, qui est le contraire de la concurrence, ne l'abolit pas, il coexiste avec elle. C'est pourquoi le progrès technique ne s'arrête pas. Mais en même temps les monopolistes l'entravent consciemment. Depuis quelques années, les savants bourgeois et les grands capitalistes affirment de plus en plus que tout le malheur de l'humanité consiste dans le développement de la technique, qui est trop avancée. Ainsi, en 1931, au congrès des syndicats réformistes allemands, un des principaux rapporteurs, le professeur Lederer, s'est ouvertement déclaré convaincu de la nécessité d'entraver le progrès technique. Et l'organe dirigeant de l'industrie lourde allemande, *Die Deutsche Bergwerks Zeitung*, déclarait déjà en 1930, ouvertement et sans aucune explication, que le capitalisme a heureusement la chance d'être encore capable d'entraver le progrès technique.

Depuis la crise économique mondiale actuelle, dans tous les pays capitalistes, en particulier aux Etats-Unis, ont apparu toute une série de projets qui préconisent des mesures telles que l'interdiction des inventions, le retour au travail manuel, etc. La contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste est devenue, à l'époque de l'impérialisme, à tel point aiguë que le capitalisme s'est transformé en capitalisme pourrissant. Et malgré le fait qu'à l'époque de l'impérialisme les forces productives croissent tout de même en raison de l'aggravation de la lutte entre les capitalistes...

« ... la *tendance* à la stagnation et à la putréfaction propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre le dessus pour un certain temps. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 110.)

L'exportation du capital et la possession de colonies sont des facteurs qui accentuent la décomposition du capitalisme et transforment l'impérialisme en capitalisme parasitaire. Plus se développe l'exportation du capital et l'exploitation des colonies et plus se développe dans les Etats impérialistes la couche des capitalistes et de la petite bourgeoisie qui tire son revenu des emprunts étrangers, la couche des gens qui, tout à fait détachés de la production, vivent de la « tonte des coupons »...

« ... des gens dont l'oisiveté est la profession. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 110.)

Cette couche de *rentiers* s'est accrue encore avant la guerre à tel point que, par exemple, en Angleterre le revenu des rentiers dépassait de cinq fois celui du commerce extérieur (et il faut considérer que l'Angleterre était le pays dont le commerce était le plus développé).

Dans la période d'après-guerre se poursuit la croissance du parasitisme des pays capitalistes. La somme totale des dividendes et des intérêts payés aux Etats-Unis, malgré une baisse dans les années de la crise, a passé de 1,8 milliard de dollars en 1913 à 6,1 milliards de dollars en 1933. En Angleterre, les revenus des titres à intérêts sont passés de 95.684.000 livres sterling en 1913-14 à 343.743.000 livres sterling en 1931-32, ce qui fait 10 % du revenu national du pays. Mais les revenus de ceux qui touchent la rente sur les investissements à l'étranger croissent d'une façon encore plus intensive. Ainsi, aux Etats-Unis, le revenu national de 1932 est presque égal à celui de 1915, mais les revenus tirés des investissements à l'étranger, y compris le remboursement de dettes de guerre, ont augmenté de plus de trois fois.

« L'exportation du capital, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers envers la production, donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays, vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies transocéaniques. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 110.)

L'impérialisme c'est la domination du capital financier d'un petit groupe de pays sur le reste du monde, et c'est pourquoi, avec la croissance de la couche des rentiers, ces pays impérialistes deviennent des *Etats-rentiers* qui dominent et exploitent tous les autres pays. Les Etats impérialistes se transforment en Etats-rentiers parasites qui soutirent des surprofits fabuleux des colonies et des semi-colonies. A cette occasion, surviennent des changements considérables dans les métropoles elles-mêmes, changements qui témoignent du parasitisme et de la décomposition toujours croissante du capitalisme. A côté de la situation sans cesse aggravée des masses prolétariennes, on constate le développement de l'industrie de luxe, la croissance du nombre des domestiques, des personnes occupées à servir la bourgeoisie dans les restaurants, hôtels de luxe, villes d'eaux, théâtres, etc.; par contre, le nombre des ouvriers occupés dans les principales branches de l'industrie diminue. Ainsi, en Angleterre, le nombre des salariés occupés dans les branches qui produisent des objets de consommation pour la bourgeoisie s'est accru, de 1923 à 1930, de 28 %, tandis que le nombre des ouvriers des principales branches d'industrie a diminué de 30 %.

Le caractère parasitaire et la décomposition de l'impérialisme se manifestent avec le plus d'éclat dans la croissance du militarisme. En premier lieu, la croissance de l'industrie de guerre signifie que des forces productives énormes sont détournées de leur destination pour produire des moyens de destruction. A l'époque de l'impérialisme, aucune branche d'industrie ne peut rattraper l'industrie de guerre. Dans aucune branche d'industrie il ne se fait autant d'inventions et de perfectionnements que dans l'industrie de guerre. En second lieu, la guerre elle-même c'est la destruction directe des forces productives dans des proportions gigantesques, catastrophiques.

L'impérialisme, c'est le capitalisme dépérissant

Ainsi, à l'époque de l'impérialisme, la contradiction entre les forces productives sociales, déjà complètement mûres pour la socialisation, et les rapports de production capitalistes est parvenue à un tel degré d'acuité que, pour autant que le capitalisme continue d'exister et ne cède pas la place au socialisme, sa décomposition commence.

« De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition, ou, plus exactement, un capitalisme agonisant. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 138.)

Lorsque nous disons que l'impérialisme, c'est le capitalisme agonisant, cela ne signifie certainement pas que le capitalisme meure de lui-même. La décomposition du capitalisme signifie une aggravation extrême des contradictions de classe, en premier lieu de la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat. L'oppression du capital financier devient à tel point insupportable, la paupérisation du prolétariat grandit à tel point que la révolte de celui-ci contre le régime capitaliste devient tout à fait inévitable.

7. L'aggravation des contradictions de classe à l'époque de l'impérialisme

L'aggravation de la situation du prolétariat

L'accumulation du capital, sa concentration et sa centralisation s'accompagnent d'une aggravation absolue de la situation de la classe ouvrière. C'est la loi générale, absolue, du capitalisme. De cela seul il ressort déjà qu'à l'époque de l'impérialisme, quand la concentration atteint un si haut degré de développement qu'elle engendre le monopole, l'appauvrissement de la classe ouvrière doit s'accroître à l'extrême. Cela s'exprime tout d'abord par la croissance de l'armée de réserve. Les données sur le chômage (voir le chapitre VI, paragraphe 4) attestent avec suffisamment de clarté cette force croissante de l'armée industrielle de réserve dans la période de l'impérialisme.

Avec la croissance de la concentration et de la composition organique du capital, croissent également l'intensité du travail, l'emploi du travail des femmes et des enfants, etc. Si avant le commencement du XX^e siècle, c'est-à-dire avant l'époque de l'impérialisme, se produisait parfois une certaine hausse des salaires réels (ce qui ne signifiait pas, bien entendu, la cessation de l'appauvrissement absolu du prolétariat), avec la période de l'impérialisme commence une baisse générale des salaires réels (voir le chapitre VI, paragraphe 5).

A l'époque de l'impérialisme, à côté de la croissance de l'organisation de la classe ouvrière grandit l'organisation du capital. Les monopoles utilisent leur organisation avant tout contre la classe ouvrière. Les ouvriers sont en présence non plus de capitalistes isolés, mais d'organisations monopolistes de capitalistes qui créent des fonds spéciaux pour combattre les grèves, qui procèdent avec ensemble à la réduction des salaires, etc. Dans leur attaque contre le niveau de vie de la classe ouvrière, les unions monopolistes utilisent de plus en plus un moyen de lutte dont elles ne se servaient presque pas auparavant, à savoir les lock-outs, c'est-à-dire le licenciement simultané des ouvriers de toute une branche d'industrie. Ainsi, par exemple, en Allemagne, le rapport du nombre des lock-outs au nombre total des conflits entre le Travail et le Capital en 1900 était de 5,4 et en 1906 de 12,1 %. L'accentuation de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme apparaît avec un relief particulier dans le tableau suivant (Allemagne) :

Années	Total des ouvriers englobés par les grèves et les locks-outs	Dont grévistes	En %	Dont ouvriers lock-outés	En %
1899-1903	97.059	83.384	86,4	13.675	13,6
1904-1908	277.817	210.933	75,4	66.884	24,6
1909-1913	327.593	226.187	69	101.406	31

Nous constatons ici, en premier lieu, la croissance générale du nombre des ouvriers ayant participé à des conflits économiques avec la bourgeoisie et, en second lieu, la croissance du nombre des lock-outs en tant que moyen de lutte du capital monopoliste contre le prolétariat.

La croissance de la force et de la puissance du capital, la croissance de son organisation rendent insuffisants les anciens procédés de lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie : la classe ouvrière se trouve de plus en plus en face de la nécessité de renverser par la force la domination du Capital.

« L'impérialisme, c'est la toute-puissance des trusts et des consortiums monopolisateurs, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. *Dans la lutte contre cette toute-puissance, les méthodes habituelles de la classe ouvrière — syndicats et coopératives, partis parlementaires et lutte parlementaire — se sont révélées absolument insuffisantes.* Ou bien livre-toi à la merci du Capital, végète comme par le passé et descends toujours plus bas, ou bien prends une nouvelle arme; c'est ainsi que l'impérialisme pose la question devant les masses innombrables du prolétariat. *L'impérialisme amène la classe ouvrière à la révolution.* » (J. Staline : *Des principes du léninisme*, p. 8-9. Bureau d'éditions, 1936.)

A l'époque de l'impérialisme mûrissent non seulement les prémices économiques du socialisme, mais aussi la force révolutionnaire du prolétariat, qui est appelé à renverser la domination du Capital et, après avoir établi sa dictature, à construire la société communiste.

L'aristocratie ouvrière et l'opportunisme

Cependant, le capital financier trouve encore pour un certain temps des moyens de prolonger artificiellement l'existence du capitalisme pourrissant. Ces moyens, ce n'est pas seulement le renforcement de l'oppression sur la classe ouvrière, le renforcement de la répression (police, armée, etc.), mais aussi la corruption de la couche supérieure de la classe ouvrière, la création dans la classe ouvrière elle-même d'une couche destinée à scissionner de l'intérieur les forces de la classe ouvrière et à détourner les grandes masses ouvrières de l'action révolutionnaire.

Cette corruption s'effectue directement par la distribution de sinécures et de pots-de-vin aux chefs des syndicats, des partis politiques, aux rédacteurs de journaux, etc. Cette corruption s'opère aussi par l'augmentation des salaires de l'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire de la couche des ouvriers hautement qualifiés, aux dépens des surprofits coloniaux.

La couche supérieure de la classe ouvrière corrompue par la bourgeoisie s'efforce de maintenir dans la classe ouvrière les illusions sur la possibilité d'une amélioration de sa situation en régime capitaliste, les illusions sur les méthodes parlementaires et sur la possibilité d'un passage pacifique au socialisme, elle sème dans la classe ouvrière le nationalisme et le chauvinisme et le fait servir à l'accomplissement des desseins de la bourgeoisie impérialiste. En un mot, elle est le propagateur de l'opportunisme et de l'influence bourgeoise dans la classe ouvrière. Non seulement elle détourne par son idéologie la classe ouvrière de l'action révolutionnaire contre le capitalisme, mais, ayant entre ses mains l'appareil syndical, les caisses d'assurances, les coopératives ouvrières, etc., elle brise ainsi la lutte organisée de la classe ouvrière, les grèves, etc.

L'opportunisme scissionne le mouvement ouvrier et affaiblit la force de l'ennemi principal de la bourgeoisie, le prolétariat révolutionnaire. Bien qu'à l'époque de l'impérialisme aient mûri toutes les conditions de la révolution prolétarienne, la bourgeoisie impérialiste, grâce à la scission du mouvement ouvrier, réussit artificiellement à différer sa ruine pour un certain temps.

La bourgeoisie crée et entretient ses agents dans la classe ouvrière à l'aide d'une partie de ses surprofits coloniaux. Cela signifie que *la base économique de l'opportunisme, c'est le parasitisme et la décomposition du capitalisme.* Mais précisément il découle aussi de cela que l'influence de l'opportunisme dans la classe ouvrière ne peut être que temporaire, que c'est seulement un moyen artificiel de la bourgeoisie de retarder la fin inévitable du capitalisme déperissant. Et, en effet, chaque moyen de salut du capitalisme pourrissant ne peut être qu'un moyen artificiel.

L'enveloppe capitaliste a cessé de correspondre à son contenu et aux forces productives mûres pour le socialisme, et...

« ... sa putréfaction pourra durer assez longtemps (si, au pis aller, la guérison de l'abcès opportuniste traîne en longueur), mais elle sera néanmoins, fatalement, éliminée. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 139.)

L'aggravation sans précédent des contradictions de classe, amenée par l'impérialisme, conduit inévitablement au fait que s'accroît...

« ... l'incompatibilité de l'opportunisme avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 128.)

L'oppression de l'oligarchie financière s'accroît à tel point que le rôle de l'opportunisme, en tant qu'agent de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, devient de plus en plus clair aux grandes masses de la classe ouvrière.

D'autre part, le développement de l'impérialisme conduit inévitablement à l'épuisement des sources avec lesquelles la bourgeoisie entretient ses agents dans la classe ouvrière. En effet, avec le développement de l'impérialisme, s'aggravent non seulement les contradictions à l'intérieur des pays impérialistes, mais aussi les contradictions entre les métropoles et les colonies, ainsi qu'entre les pays impérialistes.

Le mouvement révolutionnaire dans les colonies

En exportant des capitaux dans les colonies et les pays vassaux, l'impérialisme y développe l'industrie; il s'y crée un prolétariat, qui se trouve sous une double oppression, sous l'oppression de « sa » bourgeoisie et sous l'oppression du capital financier des pays impérialistes. Cette double oppression pèse également sur les millions de paysans des colonies et des pays vassaux. A l'oppression économique vient aussi s'ajouter l'oppression coloniale. Tout cela renforce dans les colonies et les pays vassaux le mouvement révolutionnaire contre l'impérialisme. La bourgeoisie des pays coloniaux et celle des pays impérialistes se trouvent du point de vue de classe dans le même camp : l'une comme l'autre exploite le prolétariat et la paysannerie des colonies. Mais, entre elles, il existe aussi des contradictions : la bourgeoisie coloniale est privée de l'indépendance politique et nationale et elle vise à monopoliser l'exploitation de « son » pays. Dans les débuts de la lutte contre l'impérialisme, le prolétariat utilise ces contradictions pour renforcer la lutte pour la libération nationale.

La lutte de libération dans les colonies, l'aggravation croissante des contradictions entre la bourgeoisie impérialiste et la population exploitée des pays coloniaux et vassaux, qui forme la majorité écrasante de la population de tout le globe, rétrécit de plus en plus les sources de surprofit du capital financier et par cela même diminue les sources de corruption de la couche supérieure de la classe ouvrière.

La croissance du mouvement révolutionnaire dans les colonies a une énorme importance pour la révolution prolétarienne.

« Le renforcement du mouvement révolutionnaire dans toutes les colonies et dans tous les pays dépendants sans exception... importe au prolétariat en ce sens qu'il sape à la base les positions du capitalisme, en transformant les colonies et les pays dépendants, de réserves de l'impérialisme en réserves de la révolution prolétarienne. » (J. Staline : *Des principes du léninisme*, p. 9.)

L'aggravation des contradictions entre impérialistes

Enfin, un des facteurs les plus importants qui affaiblissent l'impérialisme, ce sont les contradictions entre les pays impérialistes, la lutte pour un nouveau partage du monde, qui conduit inéluctablement à des guerres mondiales. D'une part, la guerre signifie des calamités innombrables pour la classe ouvrière et pour tous les travailleurs, ce qui aggrave à l'extrême les contradictions de classe à l'intérieur des pays impérialistes. D'autre part, la lutte des impérialistes entre eux les affaiblit réciproquement et renforce par cela même les positions du prolétariat révolutionnaire.

Cette lutte entre les impérialistes...

« ... conduit à l'affaiblissement réciproque des impérialistes, à l'affaiblissement de la position du capitalisme en général, au rapprochement de l'heure de la révolution prolétarienne, à la nécessité pratique de cette révolution. » (J. Staline : *Des principes du léninisme*, p. 9.)

Ainsi l'affaiblissement réciproque des pays impérialistes facilite la formation...

« ... d'un front unique mondial de la révolution contre le front mondial de l'impérialisme. » (J. Staline : *Des principes du léninisme*, p. 30.)

L'impérialisme est la veille de la révolution prolétarienne

La combinaison de ces trois séries de contradictions :

1. les contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat ; 2. les contradictions entre les métropoles et les colonies, et 3. les contradictions entre les pays impérialistes, rend inévitable la victoire de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat sur l'opportunisme et conduit la classe ouvrière à la révolution prolétarienne.

« Cette intensification des contradictions est la force motrice la plus puissante de la période historique de transition ouverte par le triomphe définitif du capital financier mondial. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 135.)

L'impérialisme est un stade de transition, la dernière, la suprême étape du capitalisme.

« L'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat. » (Lénine : *L'Impérialisme...*, p. 20.)

Comme l'impérialisme porte les forces productives à leur complète maturité pour la socialisation, comme il est le capitalisme parasitaire, pourrissant, agonisant, il porte par cela même les contradictions de classe à leur plus haut degré d'acuité et prépare l'explosion révolutionnaire.

8. Les « théories » social-démocrates de l'impérialisme

Même les économistes bourgeois se rendent compte que l'impérialisme représente quelque chose de nouveau en comparaison de la période précédente du développement du capitalisme. Ces nouveaux phénomènes, — la formation de monopoles gigantesques, le changement radical dans le rôle des banques, etc. — sont si clairs et si évidents qu'il est tout à fait impossible de se borner à les nier. Les savants bourgeois consacrent d'énormes travaux « scientifiques » à la description des cartels, des banques, aux problèmes de l'exportation du capital, etc. Mais dans le meilleur des cas, ils ne donnent qu'une *description* extérieure de tous ces phénomènes de l'étape impérialiste du développement du capitalisme. Ils ne peuvent expliquer d'une façon réellement scientifique la portée de tous ces phénomènes, le rôle historique de l'impérialisme. En premier lieu, l'économie politique bourgeoise a déjà depuis longtemps cessé d'être une science, bien avant l'impérialisme, dès la première moitié du XIX^e siècle. En second lieu, toute tentative d'aborder d'une façon réellement scientifique l'étude de l'impérialisme doit inévitablement aboutir à la constatation du fait que l'impérialisme est la dernière étape du capitalisme, ce qui équivaut à un arrêt de mort prononcé contre le capitalisme. Les théoriciens social-démocrates ne peuvent ouvertement intervenir devant les masses ouvrières en tant que défenseurs de l'impérialisme, ils doivent se dissimuler derrière une phraséologie marxiste ou, en tout cas, faire semblant d'exprimer l'impérialisme sur la base de la doctrine marxiste du capitalisme, alors qu'en réalité » ils falsifient et déforment Marx.

La théorie de l'impérialisme de Kautsky

Arrêtons-nous d'abord sur la théorie de l'impérialisme formulée par Kautsky déjà à l'époque de la guerre mondiale. Kautsky affirmait que l'impérialisme est la politique préférée des pays industriels hautement développés en vue de la conquête des pays agraires.

Cette définition de Kautsky renferme deux points extrêmement importants qui visent à détourner l'attention et les forces du prolétariat de la lutte contre l'impérialisme.

En premier lieu, Kautsky considère l'impérialisme comme la politique du capital industriel. Par conséquent, il n'accorde aucune importance à ce qu'il y a de nouveau dans l'impérialisme, à la domination des *monopoles* et du *capital financier*. Par cela même, Kautsky nie la nécessité pour le prolétariat de se poser de nouvelles tâches dans la lutte contre l'impérialisme et d'appliquer de nouvelles méthodes de lutte.

En second lieu, pour Kautsky, l'impérialisme est *la politique*, et encore seulement la politique préférée du capital industriel. Par conséquent, Kautsky nie par cela même que l'impérialisme soit *un stade de développement* du capitalisme, il présente la chose comme si la bourgeoisie pouvait appliquer aussi une autre politique, non impérialiste ; il affirme même que cette politique de conquête est désavantageuse pour la bourgeoisie elle-même. Kautsky détache la politique de l'économie et appelle seulement à la lutte contre la politique impérialiste. Mais une lutte contre la politique de la bourgeoisie, qui n'attaque pas la base de cette politique, la base économique, n'est pas une véritable lutte.

C'est pourquoi la théorie de Kautsky est une théorie du renoncement à la lutte contre l'impérialisme; elle est un soutien pour l'impérialisme.

La théorie du « surimpérialisme »

La théorie du « surimpérialisme » de Kautsky est intimement liée à sa définition de l'impérialisme. Kautsky affirme que le développement économique conduit à un tel enchevêtrement des intérêts de la bourgeoisie des différents pays qu'il devient de plus en plus désavantageux pour la bourgeoisie d'user d'un moyen de lutte tel que la guerre. Le développement économique lui-même pousse prétendument la bourgeoisie à la solution pacifique des conflits et à des ententes, à la formation d'une économie capitaliste mondiale, unique et organisée. Le développement de l'impérialisme conduit au surimpérialisme.

Cette « théorie » prend pour point de départ l'hypothèse que le développement du capitalisme se poursuit d'une façon égale dans tous les pays et que, par conséquent, le rapport des forces entre la bourgeoisie des divers pays ne change pas. Mais, en réalité, comme nous l'avons déjà montré plus haut, non seulement le développement est inégal, mais cette inégalité s'accroît à l'époque de l'impérialisme. C'est pourquoi le rapport des forces entre les pays impérialistes change constamment et lorsque le monde entier est déjà partagé et la lutte engagée pour un nouveau partage, cela amène inévitablement des guerres. Car...

« ... y avait-il, *sur les bases du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, d'une part, et le partage des colonies et des « sphères d'influence » par le capital financier, de l'autre ? » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 108.)

La théorie du « surimpérialisme », élaborée par Kautsky au plus fort de la guerre impérialiste mondiale, avait pour but de semer dans la classe ouvrière l'illusion qu'après cette guerre devait venir une paix éternelle, que cette guerre était « la dernière ». Cette « théorie » devait, par conséquent, détourner l'attention de la classe ouvrière de la cause réelle des guerres impérialistes et de l'unique moyen d'en finir avec la guerre, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette « théorie » appelait le prolétariat à soutenir « sa » bourgeoisie dans cette guerre. La théorie du « surimpérialisme » n'est donc pas seulement fautive, elle est entièrement hostile aux intérêts de classe du prolétariat, elle sert...

« ... uniquement au plus réactionnaire des buts : à détourner l'attention de la profondeur des contradictions en présence. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 104.)

La théorie du « capitalisme organisé »

Après la guerre, surtout dans la période de la stabilisation partielle du capitalisme, la social-démocratie a lancé la théorie du *capitalisme organisé*, qui est la continuation directe de la théorie du *surimpérialisme*. D'après cette théorie, les monopoles suppriment totalement la concurrence qu'ils remplacent par l'organisation planifiée de toute l'économie, dans les limites de tout un pays et ensuite à l'échelle mondiale.

Hilferding, qui a développé cette « théorie », estime que le capitalisme organisé signifie en réalité la substitution au *principe* capitaliste de la libre concurrence du principe socialiste de la production planifiée. Et, à sa suite, toute la social-démocratie déclara que l'humanité était déjà entrée dans la phase socialiste; l'impérialisme serait non du capitalisme tardif, mais déjà du « socialisme précoce ».

La théorie du capitalisme organisé est aussi fautive que sa devancière, la théorie du surimpérialisme. L'inégalité, d'ailleurs toujours, croissante du développement existe non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays entre les différentes branches de la production, entre les diverses unions monopolistes à l'intérieur d'une même branche, etc.

Comme le monopole reste un monopole capitaliste, c'est-à-dire basé sur la propriété privée capitaliste, il ne peut abolir la concurrence, mais coexiste avec elle. Il en ressort tout à fait clairement l'absurdité des affirmations de la social-démocratie selon lesquelles le capitalisme peut se transformer en un capitalisme organisé et abolir les crises.

« Que les cartels évitent les crises, c'est là un conte fantaisiste des économistes bourgeois disposés à tout prix à rendre moins hideux le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans certaines branches d'industrie, augmente, aggrave le chaos inhérent à l'ensemble de la production capitaliste. » (Lénine : *l'Impérialisme...*, p. 36.)

La légende social-démocrate du « capitalisme organisé » n'a rien de commun avec la réalité. La meilleure preuve en est la crise économique actuelle qui a éclaté en 1929 et a porté un coup mortel à la théorie du « capitalisme organisé ».

Si la théorie du « surimpérialisme » avait été élaborée dans le but d'amener la classe ouvrière à soutenir la bourgeoisie dans sa guerre de pillage pour un nouveau partage du monde, avec la théorie du « capitalisme organisé » la social-démocratie se donnait pour tâche d'amener la classe ouvrière à soutenir la bourgeoisie dans sa tentative de trouver une issue à la profonde crise générale dans laquelle le capitalisme est tombé lors du déclenchement de la guerre mondiale et surtout avec le début de la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie a tenté de trouver cette issue par la voie de la rationalisation capitaliste, qui signifie une exploitation féroce, sans précédent, de la classe ouvrière.

La théorie de la « démocratie économique »

La social-démocratie, était le défenseur le plus acharné de la rationalisation capitaliste. Pour obliger les ouvriers à soutenir cette rationalisation, les théoriciens social-démocrates ont formulé la théorie du « capitalisme organisé », qui est, paraît-il, déjà du socialisme, et ils ont cherché à prouver aux ouvriers que ceux-ci faisaient des sacrifices, non au capitalisme, mais à eux-mêmes, que dans le capitalisme organisé domine la « démocratie économique », que la classe ouvrière participe déjà à la direction de l'économie, que les cartels et les trusts représentent des éléments du socialisme, que la toute-puissance du capital arrive à sa fin, etc.

Il est aisé de voir que toutes ces « théories » ont pour but de duper les masses. Il existe bien une organisation dans chaque usine capitaliste et néanmoins elle ne cesse pas d'être capitaliste. C'est pourquoi l'organisation capitaliste de la production, qui dépasse les limites d'une entreprise et embrasse (dans les limites d'un consortium ou d'un trust) un grand nombre d'entreprises, n'est pas non plus du socialisme. Voir du socialisme partout où il y a des éléments d'organisation, cela signifie supprimer tout à fait la différence entre le capitalisme et le socialisme.

Là où les moyens de production sociaux appartiennent aux capitalistes et non à la classe ouvrière, il n'y a pas de socialisme, quel que soit le nombre des éléments d'organisation.

Il n'y a rien de socialiste dans l'élargissement de l'organisation de la production au delà du cadre d'une seule entreprise. Les entreprises ne deviennent socialistes que lorsqu'elles sont expropriées et deviennent la propriété collective de la classe ouvrière dans la personne de son Etat.

Dans la période du capitalisme monopoliste, il ne se forme pas d'éléments de socialisme; nous observons seulement la complète maturité des *prémises* pour la transition au mode socialiste de production. En même temps, les contradictions de classes s'aggravent à l'extrême et une explosion révolutionnaire se prépare contre le capitalisme. La période de transition du *capitalisme au communisme* ne commence que du jour où la dictature du prolétariat est instaurée.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, dit Marx, se place la période de la transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. » (K. Marx et F. Engels : *Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 33. Bureau d'éditions, 1933.)

La social-démocratie présente le capitalisme monopoliste comme le véritable commencement du socialisme, afin de détourner la classe ouvrière du renversement révolutionnaire du capitalisme, afin de sauver le capital agonisant.

La théorie du « capitalisme d'Etat »

Après que, devant la crise actuelle, les théories du « capitalisme organisé » et de la « démocratie économique » eurent entièrement fait faillite, la social-démocratie tenta de les faire reparaître sous la forme de la théorie du « capitalisme d'Etat ». Lorsque, en 1931, commença la série des faillites des grandes banques, des trusts et des konzerns le capital monopoliste se mit à utiliser de façon intensive le trésor de l'Etat pour sauver les entreprises en faillite et pour prévenir de nouvelles banqueroutes. L'Etat accorde à ces entreprises d'énormes subventions sous la forme d'achat d'une partie de leurs actions, et il se procure les moyens de le faire par l'augmentation des impôts, par la réduction des secours aux chômeurs et aux invalides, par la compression des dépenses pour l'instruction publique, etc... Ce pillage des masses travailleuses au profit de l'oligarchie financière est présenté par les chefs social-démocrates comme une intervention de l'Etat (qui, selon la théorie social-démocrate, n'est pas un Etat de classe, mais un Etat « au-dessus des classes », l'Etat « de tout le peuple ») dans les affaires des capitalistes ; en achetant une partie des actions, l'Etat, paraît-il, devient un des associés des entreprises sauvées et obtient le contrôle de ces entreprises qui cessent d'être capitalistes et deviennent prétendument des organismes de capitalisme d'Etat ne se distinguant en rien des organismes socialistes.

Mais même si ces entreprises passaient entièrement entre les mains de l'Etat, même si elles devenaient vraiment des organismes de capitalisme d'Etat, elles ne seraient pas socialistes parce que, dans la société bourgeoise, l'Etat n'est que l'organe exécutif de la classe des capitalistes. En son temps, Engels a raillé impitoyablement les « socialistes » qui voyaient dans la construction des chemins de fer d'Etat le commencement du socialisme :

«Ce n'était pas le moins du monde des mesures socialistes, ni directes, ni indirectes, ni consciemment, ni inconsciemment. Sans cela, le commerce maritime royal, la manufacture royale de porcelaine, et jusqu'au tailleur de la compagnie dans l'armée, seraient des institutions socialistes.» (F. Engels : *M. E. Dühring...*, t. III, p. 42, note.)

Et la social-démocratie actuelle appelle non seulement capitalisme d'Etat, mais même socialisme le fait que l'Etat fait passer l'argent des poches des masses populaires exploitées dans les poches des capitalistes en faillite. Lorsqu'en 1931 fut publié le décret extraordinaire du gouvernement allemand sur les subventions aux banques, sur l'augmentation des impôts et sur la réduction des salaires et des dépenses sociales, un des chefs de la social-démocratie allemande, Hilferding, déclara tout net que ce décret était... un morceau de socialisme.

Les théories de Trotski et des opportunistes de droite sur l'impérialisme

Le trotskisme et l'opportunisme de droite ont, bien que sous des formes différentes, adopté dans son essence la théorie social-démocrate de l'impérialisme.

Déjà, au cours de la guerre de 1914-1918. Trotski lança le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe », entièrement basé sur la théorie kautskiste du surimpérialisme. Trotski affirmait que le développement du capitalisme conduit à une union des Etats capitalistes de l'Europe en un trust impérialiste unique et que cette union serait un pas en avant. Trotski ne lançait pas le mot d'ordre de la révolution prolétarienne et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, mais le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » dans le régime capitaliste.

Lénine dévoila immédiatement ce mot d'ordre et montra qu'il découle de la négation de l'inégalité grandissante du développement à l'époque de l'impérialisme et signifie la négation de la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays. Les « Etats-Unis » de l'Europe capitaliste, c'est-à-dire le surimpérialisme, sont impossibles en raison de l'accentuation de l'inégalité du développement. Mais en admettant même la possibilité d'une telle union de l'Europe capitaliste, elle amènerait, en réalité, un renforcement de l'impérialisme et de son oppression dans les métropoles et les colonies.

La théorie kautskiste du « surimpérialisme » adoptée par Trotski sous la forme du mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » constitue, comme nous le montrerons dans le paragraphe suivant, la base de sa théorie de l'impossibilité, de construire le socialisme en U.R.S.S. Ce n'est pas par hasard que le trotskisme s'est transformé en avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et ce n'est pas par hasard que Trotski, *conjointement avec Kautsky*, lutte contre l'U.R.S.S.

L'opportunisme de droite a également adopté, mais sous une autre forme, la théorie social-démocrate de l'impérialisme. Ainsi, le camarade Boukharine affirmait que dans le capitalisme contemporain l'anarchie, est de plus en plus évincée par l'organisation, que nous assistons à l'établissement du capitalisme d'Etat qui

« ... signifie l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays et une très forte aggravation de la concurrence entre les pays capitalistes. » (Pravda, 26 mai 1929.)

Mais la théorie de l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays n'est rien d'autre que la théorie du « capitalisme organisé ». Il est vrai que le camarade Boukharine estimait que la concurrence s'accroissait sur le marché mondial, mais cette affirmation contredit son autre affirmation concernant l'affaiblissement de la concurrence à l'intérieur de chaque pays. Car si le capitalisme organisé est possible dans les limites d'un seul pays, c'est-à-dire si le « capitalisme organisé » est possible en général, il doit l'être aussi à l'échelle mondiale.

Ce n'est pas par hasard que la déviation de droite a adopté la théorie social-démocrate du « capitalisme organisé ». Cette théorie a ses racines dans toute la conception théorique générale des droitiers (la compréhension de la valeur comme une « loi de l'équilibre » et par cela même la dissimulation des contradictions du capitalisme, la « loi de la dépense du travail », la réduction des rapports de production à la technique, etc.). Elle n'est qu'une partie composante de toute la plate-forme de la déviation de droite et on ne peut l'en séparer. C'est précisément de là que découle l'appréciation par les droitiers de la période de stabilisation partielle et précaire du capitalisme comme d'une stabilisation durable et solide, la capitulation de fait des droitiers devant l'idéologie et la politique de la social-démocratie au lieu d'une lutte implacable contre elle. Voilà pourquoi l'Internationale communiste menait et mène une lutte impitoyable contre les opportunistes de droite comme les agents de la social-démocratie dans les rangs des Partis communistes. Exclue de l'Internationale communiste, les renégats droitiers (Brandler, Lovestone, et autres), de même que les trotskistes, ont entièrement dévoilé leur nature contre-révolutionnaire en intervenant ouvertement, conjointement avec les chefs social-démocrates, contre le communisme.

La théorie de Rosa Luxemburg

En conclusion, arrêtons-nous encore sur la théorie semi-menchévik de l'impérialisme de Rosa Luxemburg. Nous avons déjà plus haut pris connaissance de la théorie de l'accumulation de Rosa Luxemburg. Cette dernière est la base de sa théorie de l'impérialisme selon laquelle l'impérialisme est conditionné par l'impossibilité de l'accumulation dans un régime capitaliste pur, c'est-à-dire dans une société capitaliste qui comprend seulement des ouvriers et des capitalistes. L'impérialisme, c'est, selon son opinion, la politique de la soumission des « tierces personnes », c'est-à-dire des pays agraires arriérés, aux pays industriels capitalistes, hautement développés, politique qui découle de l'impossibilité de l'accumulation.

Il n'est pas difficile de voir que Rosa Luxemburg, pareillement à Kautsky, nie l'impérialisme en tant *qu'étape particulière* dans le développement du capitalisme. Elle déduit l'impérialisme non pas du fait que le capitalisme a subi des modifications internes essentielles (domination des monopoles, capital financier), mais de l'existence d'une prétendue impossibilité de l'accumulation en régime capitaliste pur. Mais si l'impérialisme découle de l'impossibilité de l'accumulation, c'est que le capitalisme a toujours été impérialiste, car l'accumulation, selon Rosa Luxemburg, n'est jamais possible en régime capitaliste pur. Par conséquent, l'impérialisme existe depuis qu'existe le capitalisme, il n'est pas une étape de son développement.

Selon Rosa Luxemburg, les crises découlent non de la contradiction *intérieure* fondamentale du capitalisme, mais de la contradiction *extérieure* entre le capitalisme et les « tierces personnes » non capitalistes. De même, l'impérialisme n'est pas non plus le produit du développement des contradictions *intérieures* du capitalisme, mais l'expression de cette contradiction *extérieures*. Mais il s'ensuit que le capitalisme devra périr non du développement de ses contradictions intérieures, mais de la disparition des « tierces personnes » qui rendent possible l'accumulation du capital. Il est vrai que Rosa Luxemburg faisait cette réserve que la révolution prolétarienne aura lieu bien avant la disparition de ces « tierces personnes ». Mais cette réserve contredit sa théorie dont il découle que le capitalisme peut exister tant qu'existeront les « tierces personnes », les petits producteurs.

Il ressort de la théorie de l'impérialisme de Rosa Luxemburg que le capitalisme s'effondrera automatiquement et que cet effondrement doit avoir lieu quand disparaîtra la possibilité de l'accumulation. A l'opposé de l'aile opportuniste de la social-démocratie d'avant-guerre, Rosa Luxemburg se prononçait pour la nécessité de la révolution prolétarienne. Mais elle se représentait cette révolution uniquement comme un acte spontané. Ainsi, de même que l'aile opportuniste (y compris Trotski), elle niait la nécessité du Parti en tant qu'avant-garde

révolutionnaire, en tant que chef dirigeant et organisateur du prolétariat en vue de la révolution, et se mit du côté des mencheviks contre les bolcheviks dans la question des statuts du Parti.

De sa théorie de l'accumulation et de l'impérialisme, il découle que le capitalisme fera automatiquement naufrage, et cette dernière affirmation conduit Rosa Luxembourg à compter sur le mouvement spontané des masses. C'est précisément pour cela que Rosa Luxembourg considérait la grève générale, et non l'insurrection armée comme l'arme principale de la révolution.

Tout en menant à la tête de l'aile gauche de la social-démocratie allemande d'avant la guerre, la lutte contre l'opportunisme, Rosa Luxembourg dans les problèmes fondamentaux de la tactique de la révolution prolétarienne, hésitait toutefois entre le menchévisme et le bolchévisme et intervint souvent contre le bolchévisme. Les social-démocrates de gauche dans l'Allemagne d'avant-guerre...

« ... possèdent également un grand et sérieux bagage révolutionnaire... C'est justement pour cela que les bolcheviks les considéraient comme des social-démocrates de gauche, les soutenaient et les poussaient en avant. Mais cela ne supprime pas et ne peut pas supprimer le fait que les social-démocrates de gauche en Allemagne commirent en même temps toute une série d'erreurs politiques et théoriques des plus graves, qu'ils ne s'étaient pas encore libérés de leur bagage menchevik et, par conséquent, avaient besoin de la critique la plus sérieuse de la part des bolcheviks. » (J. Staline : « Sur quelques questions de l'histoire du bolchévisme », *Internationale communiste*, 15 nov.-1^{er} déc. 1931, p. 1612.)

C'est pourquoi toute tentative de présenter la question comme si les bolcheviks sous-estimaient les erreurs des « gauches » n'est rien d'autre qu'une tentative de faire disparaître la calomnie trotskiste suivant laquelle les bolcheviks ne sont devenus de véritables marxistes révolutionnaires que lorsqu'en 1917 ils se sont prétendument « réarmés » par l'étude de la théorie et de la tactique menchéviks de Trotski.

Ainsi nous voyons que la seule théorie juste et scientifique est la théorie léniniste de l'impérialisme qui continue et développe la doctrine de Marx de la ruine du capitalisme. Le grand mérite de Lénine consiste non seulement dans la découverte du fait que l'impérialisme est la veille de la révolution prolétarienne, mais aussi dans le fait que, sur la base de l'analyse des lois de l'impérialisme, il a développé la doctrine de Marx et d'Engels de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Le grand mérite de Lénine consiste également dans le fait que, après avoir découvert la loi du développement inégal des différents pays à l'époque de l'impérialisme, il a aussi découvert qu'il en découle la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays.

9. La loi du développement inégal et la révolution prolétarienne

Marx et Engels ont vécu et lutté dans la période du capitalisme prémonopoliste, lorsque l'inégalité du développement était incomparablement plus faible et avait un caractère tout autre qu'à l'époque de l'impérialisme. C'est pourquoi ils estimaient que la révolution prolétarienne ne peut vaincre que si elle se produit simultanément dans les pays capitalistes des plus développés. Pour le capitalisme prémonopoliste ce point de vue de Marx et d'Engels était tout à fait juste. Mais à l'époque de l'impérialisme, les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne ont radicalement changé : *la révolution prolétarienne peut commencer et le socialisme peut triompher d'abord dans un seul pays qui n'est pas obligatoirement le pays capitaliste le plus développé.*

La victoire du socialisme dans un seul pays

Cette possibilité découle de l'accentuation de l'inégalité du développement politique et économique des divers pays à l'époque de l'impérialisme. Cette inégalité accrue, du moment où le partage du monde est achevé et où il se produit une lutte pour un nouveau partage, devient une force décisive du développement et conduit inévitablement à des guerres impérialistes qui affaiblissent l'impérialisme. Les contradictions entre les Etats impérialistes s'aggravent à tel point que le prolétariat qui a établi sa dictature dans un seul pays, a la possibilité d'utiliser ces contradictions pour renforcer son Etat et, avec l'appui du prolétariat des autres pays dans lesquels le capitalisme n'est pas encore renversé, pour construire le socialisme.

En utilisant adroitement les contradictions entre les Etats impérialistes, le prolétariat victorieux dans un seul pays peut retarder l'attaque concertée de tous les Etats impérialistes contre le pays de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où le rapport des forces sera plus favorable à l'Etat socialiste.

La victoire du socialisme tout d'abord dans un seul pays aggrave les contradictions de classe à l'intérieur des pays impérialistes, elle montre aux grandes masses prolétariennes de ces pays la voie à suivre pour s'affranchir de l'insupportable esclavage capitaliste, elle accélère le déclin de l'influence de l'idéologie réformiste sur la classe ouvrière.

« L'inégalité de développement économique et politique est une loi inéluctable du capitalisme. De là, il sied de déduire qu'une victoire du socialisme est possible, pour commencer, dans quelques Etats capitalistes seulement, ou même *dans un seul*. Le prolétariat vainqueur dans ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé, chez lui, la production socialiste, se lèverait *contre* le reste du monde capitaliste, attirant à lui les masses opprimées des autres nations, fomentant chez elles des insurrections contre les capitalistes, employant, au besoin, la force armée contre les classes exploiteuses et leurs Etats. » (Lénine : « Sur le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », *Contre le courant*, t. I, p. 140. Bureau d'éditions, 1927.)

L'impérialisme relie étroitement tous les pays du monde en une économie mondiale unique, l'impérialisme est un système de domination et d'oppression *mondiale*; les contradictions créées par l'impérialisme sont des contradictions *mondiales*. Les contradictions intérieures de chaque pays sont donc une partie composante des contradictions mondiales de l'impérialisme et on ne peut les en séparer. C'est pourquoi...

« ... il faut maintenant considérer la révolution prolétarienne avant tout comme le résultat du développement des contradictions dans le système mondial de l'impérialisme, comme le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial dans tel ou tel pays. » (J. Staline : *Des principes du léninisme*, p. 31.)

Mais si la révolution prolétarienne est la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial, il n'est nullement obligatoire que cette chaîne soit rompue dans le pays capitaliste le plus avancé.

« Il peut se faire que le pays qui a commencé la révolution, le pays qui a rompu le front du Capital, soit moins développé sous le rapport capitaliste que les autres pays, plus avancés et restés, cependant, dans le cadre du capitalisme. » (J. Staline : *Des principes du léninisme*, p. 32.)

Cela ne signifie pas, bien entendu, qu'un tel pays puisse être le pays *le moins* développé au point de vue capitaliste.

Pour que la révolution triomphe dans un pays donné, il est nécessaire qu'il y existe un prolétariat capable de s'organiser pour la victoire sur la bourgeoisie et d'entraîner avec lui les autres masses exploitées, il est nécessaire que dans ce pays, le capitalisme ait déjà atteint un niveau moyen de développement.

Il en fut précisément ainsi en 1917, en Russie : elle était un pays arriéré par rapport à des pays comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, etc. Mais le capitalisme y avait atteint un niveau tel qu'elle avait déjà une grande industrie concentrée, des monopoles et un capital financier, ainsi qu'un prolétariat révolutionnaire ayant à sa tête le Parti bolchevik. Sans être le pays le moins développé, la Russie s'est toutefois trouvée en 1917 le chaînon le plus faible du front impérialiste, car toutes les contradictions fondamentales de l'impérialisme mondial s'y enchevêtraient comme dans un nœud et s'y concentraient à cette époque.

Ce que Lénine a apporté de nouveau dans le marxisme sur la question de la révolution prolétarienne, consiste, par conséquent, en ce que, à l'époque de l'impérialisme, la révolution prolétarienne peut commencer et le socialisme peut vaincre d'abord, dans un seul pays capitaliste, et ensuite se propager dans les autres pays. Cette théorie de Lénine de la victoire du socialisme dans un seul pays découle directement de sa théorie de l'impérialisme, qui est la continuation directe et le développement du marxisme. Elle a encore été développée par le camarade Staline dans la lutte contre le trotskisme et le bloc zinoviéviste-trotskyiste.

Celui qui nie l'accentuation de l'inégalité du développement à l'époque de l'impérialisme et la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, nie en fait la possibilité de la révolution prolétarienne. Si le prolétariat du pays qui s'est trouvé le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste et dans lequel le renversement de la bourgeoisie est déjà possible, doit ajourner la révolution jusqu'au moment où dans les autres pays se créera également une situation révolutionnaire, cela signifie que la révolution prolétarienne ne commencera jamais. Car l'inégalité du développement rend au plus haut point invraisemblable la création simultanée d'une situation révolutionnaire dans tous les pays capitalistes les plus importants. Les chefs social-démocrates trompent la classe ouvrière en disant qu'ils ne sont pas contre la révolution, mais qu'on ne peut pas la commencer parce que les ouvriers des autres pays ne la commencent pas. Une telle position de la question signifie un renoncement complet à la révolution.

Le trotskisme contre-révolutionnaire défend ce point de vue social-démocrate. Comme nous l'avons vu plus haut, Trotski se place en substance sur le terrain de la théorie du « surimpérialisme » de Kautsky, qui nie l'accentuation de l'inégalité du développement à l'époque de l'impérialisme. C'est pourquoi Trotski est intervenu et intervient contre la théorie léniniste de l'inégalité du développement à l'époque de l'impérialisme et de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Il affirme que l'inégalité de développement a toujours été propre au capitalisme et qu'à l'époque de l'impérialisme se produit non une accentuation, mais une atténuation de cette inégalité.

La loi du développement inégal à l'époque de l'impérialisme

En règle générale, le capitalisme ne peut se développer d'une façon uniforme, précisément parce qu'il est le capitalisme avec sa contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste et avec l'anarchie, les crises, etc., etc., qui découlent de cette contradiction fondamentale. Mais l'inégalité s'affaiblit-elle au fur et à mesure que se développe le capitalisme ? Non, elle ne le peut pas, car le développement du capitalisme, c'est le développement de sa contradiction fondamentale. L'atténuation de l'inégalité du développement signifierait l'affaiblissement de la contradiction fondamentale du capitalisme. De ce seul fait, il ressort déjà que l'impérialisme étant l'étape suprême du développement du capitalisme et la contradiction fondamentale du capitalisme atteignant à l'époque de l'impérialisme son plus haut degré d'acuité, l'inégalité de développement, non seulement ne s'atténue pas, mais, au contraire, s'accroît à l'extrême. Mais cela n'est pas tout. Comme l'impérialisme n'est pas simplement une aggravation de la contradiction fondamentale du capitalisme, mais une *étape particulière* du capitalisme, profondément distincte de son développement antérieur, il ne se produit pas simplement une accentuation de l'inégalité de développement, mais *un changement du caractère même de cette inégalité*.

Les facteurs qui déterminent ce caractère particulier de l'inégalité du développement dans la période de l'impérialisme, c'est, en premier lieu, l'achèvement du partage du monde et la lutte pour un nouveau partage, lutte qui pousse chaque pays impérialiste à accumuler des forces pour devancer ses rivaux; en second lieu, le niveau extrêmement élevé des forces productives permet à un pays de devancer *rapidement* les autres. Cette course acharnée de vitesse entre les pays capitalistes découle donc de la nature même de l'impérialisme comme étape particulière du capitalisme. Elle ne pouvait pas avoir lieu quand n'existait pas encore la domination des monopoles et du capital financier, quand le monde n'était pas encore définitivement partagé.

A l'époque de l'impérialisme, la différence dans le degré de développement des divers pays capitalistes est beaucoup moindre qu'auparavant, c'est-à-dire que le nivellement est plus grand qu'avant l'impérialisme. Mais ce qui en découle, ce n'est pas une atténuation de l'inégalité du développement des divers pays, mais, tout au contraire, une accentuation de cette inégalité.

« C'est parce que les pays arriérés accélèrent leur développement et se mettent au niveau des pays avancés, que la lutte s'accroît entre les pays pour prendre le devant, et *qu'apparaît la possibilité* pour certains pays de dépasser les autres et de les évincer des marchés, créant ainsi des conditions favorables aux conflits armés, à l'affaiblissement du front mondial du capitalisme, à la rupture de ce front par les prolétaires des différents pays capitalistes... Ainsi le nivellement est une des conditions du renforcement de l'inégalité du développement en période impérialiste. » (J. Staline : Discours de clôture à la VII^e session du Comité exécutif de l'Internationale communiste. *Correspondance internationale*, n° 20, 1927, p. 268.)

Avant l'époque de l'impérialisme, l'inégalité du développement s'exprimait dans le fait que certains pays capitalistes devançaient les autres par un développement lent et prolongé. Mais dans la période de l'impérialisme, les forces productives ont atteint un niveau extrêmement élevé, il s'est produit un nivellement des pays capitalistes avancés et la course de vitesse entre les différents pays en vue d'un nouveau partage du monde est la condition d'existence de chaque pays impérialiste. Dans ces conditions, le développement se produit *par bonds*, certains pays devançant rapidement certains autres, ce qui entraîne inévitablement des guerres impérialistes, l'affaiblissement réciproque des pays impérialistes. D'où la possibilité d'une rupture de la chaîne impérialiste à l'un de ses maillons, et de la victoire du socialisme dans un seul pays.

C'est en cela que consiste le caractère spécifique de la loi de l'inégalité du développement à l'époque de l'impérialisme, caractère profondément distinct de la loi du développement inégal du capitalisme en général. Dans la période de l'impérialisme,

« ... l'inégalité du développement capitaliste est devenue un facteur décisif de l'impérialisme. » (J. Staline : « Rapport à la XV^e conférence du P. C. de l'U.R.S.S. » *Correspondance internationale*, 1926, n° 123, p. 1432.)

Cette loi, découverte par Lénine et développée par Staline, du développement inégal dans la période de l'impérialisme, est décisive pour les destinées du capitalisme.

Les enseignements de Lénine sur l'impérialisme comme dernière étape du capitalisme, sur l'importance décisive de la loi du développement inégal, sur la rupture de la chaîne de l'impérialisme à son maillon le plus faible et sur la voie de la révolution prolétarienne mondiale, qui commence par la victoire du socialisme dans un seul pays, ont reçu de l'histoire une brillante confirmation; ils ont été justifiés par toute la marche de la crise générale du capitalisme, qui a commencé avec la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, qui s'est elle-même terminée par la rupture du front impérialiste mondial dans la Russie tsariste.

10. La crise générale du capitalisme

La crise générale du capitalisme, c'est la crise du système capitaliste lui-même au stade impérialiste, le stade suprême de son développement. La crise générale du capitalisme a commencé dans la période de la guerre impérialiste de 1914-1918.

« Cette guerre ébranla le système du capitalisme mondial et inaugura le début de la période de crise générale. » (*Programme de l'Internationale communiste*, p. 16. Bureau d'éditions, 1935.)

La guerre signifiait une destruction, sans précédent dans l'histoire du capitalisme, des forces productives, l'extermination de millions d'hommes, une paupérisation inouïe des masses et des profits fabuleux pour l'oligarchie financière. La guerre a apporté avec elle une aggravation extrême des antagonismes de classe (avant tout dans les pays belligérants de l'Europe), qui plaça pratiquement le prolétariat devant la tâche immédiate du renversement révolutionnaire du capitalisme. La guerre impérialiste de 1914-1918 a inauguré la crise générale du capitalisme, en premier lieu, par le fait qu'elle a engendré la grande Révolution d'Octobre, qui est le début et la base de la révolution prolétarienne mondiale.

La lutte des deux systèmes

L'apparition du pays de la dictature du prolétariat a produit une scission dans l'économie mondiale.

« Le capitalisme ne constitue déjà plus un système *unique englobant toute l'économie mondiale*. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 9. Bureau d'éditions, 1930.)

La révolution prolétarienne de 1917 a mis fin à la domination *mondiale* de l'impérialisme : un sixième du globe a échappé au système capitaliste.

L'existence de l'Union soviétique montre clairement aux masses exploitées du monde entier tous les avantages du système économique soviétique sur le système capitaliste. Non seulement aujourd'hui, quand une crise économique d'une acuité sans exemple sévit dans le monde capitaliste tout entier, mais encore avant la crise, les rythmes du développement de la production en U.R.S.S. ont laissé loin en arrière ceux des pays capitalistes les plus importants. Ainsi, pendant la période 1924-1928, l'accroissement annuel moyen de la production a été : aux Etats-Unis de 3 %, en Allemagne de 6,3 %, en France de 3,3 %, en Angleterre de 1 % et en U.R.S.S. de 27,3 %.

En U.R.S.S., le chômage est liquidé, dans les pays capitalistes, il s'est énormément accru. Tandis qu'en U.R.S.S. le niveau matériel et culturel des masses s'élève rapidement, dans les pays capitalistes la paupérisation du prolétariat et la ruine des masses travailleuses grandissent d'une façon inouïe. L'U.R.S.S. se développe avec la plus grande rapidité alors que les pays capitalistes sont en proie à une crise de surproduction. Tout cela est un facteur très important de révolutionnarisation du prolétariat et des masses exploitées des pays impérialistes et des colonies.

« Il y a à côté du système économique *capitaliste*, un système *socialiste qui grandit*, enregistre des succès, s'oppose au système capitaliste et, du seul fait de son existence, démontre la décomposition du capitalisme, dont il ébranle les bases. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 9. Bureau d'éditions, 1930.)

De quelle façon l'existence même de l'Union soviétique ébranle-t-elle les bases de l'impérialisme ?

Rappelons-nous les trois séries de contradictions de l'impérialisme que nous avons analysées plus haut : 1. Les contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat dans les pays impérialistes, 2. Les contradictions entre les pays impérialistes et les colonies et 3. Les contradictions entre les pays impérialistes sur le terrain de la lutte pour un nouveau partage du monde. L'existence de l'Union soviétique complique et approfondit ces contradictions de l'impérialisme.

L'expérience de la Révolution d'Octobre montre clairement au prolétariat du monde entier que la voie du bolchévisme est l'unique voie de libération du joug du Capital. L'Union soviétique a montré à la classe ouvrière mondiale non seulement que le socialisme est réalisable, mais aussi les voies et les moyens de sa réalisation. Les doutes et les hésitations à l'égard de la réalisation du socialisme par la voie de la dictature du prolétariat, doutes que la bourgeoisie et les chefs social-démocrates ont apportés dans les rangs de la classe ouvrière, disparaissent de plus en plus. La victoire du socialisme en U.R.S.S. et sa croissance gigantesque portent coup sur coup à l'influence social-démocrate sur les masses. La base de masse de la social-démocratie est ébranlée et les forces du communisme grandissent.

Une des questions les plus importantes de la révolution prolétarienne, c'est la question de l'attitude du prolétariat envers les masses laborieuses de la paysannerie. La reconstruction socialiste de la petite économie paysanne est une des tâches les plus difficiles de la révolution prolétarienne. En dépit de toutes les prophéties et de toutes les théories des ennemis du communisme, l'ordre kolkhozien a vaincu en U.R.S.S., définitivement et sans retour.

La victoire de l'U.R.S.S., qui a une importance historique mondiale, montre clairement aux ouvriers de tous les pays que la tâche de la socialisation de l'économie paysanne est une tâche tout à fait réalisable, que le socialisme peut vaincre dans toutes les branches de la production et que le chemin pour y parvenir passe à travers la révolution. L'expérience de la collectivisation en U.R.S.S. facilite au prolétariat des pays capitalistes la conquête de la paysannerie pauvre et de la paysannerie moyenne qui est en train de se ruiner, lui facilite par cela même la conquête du pouvoir.

Ainsi l'existence et les progrès de l'Union soviétique, base et rempart de la révolution prolétarienne mondiale, donnent plus d'assurance au mouvement révolutionnaire des masses dans les pays capitalistes, accélèrent le procès même de révolutionnarisation et aggravent les contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais tout cela signifie que le fait même de l'existence de l'U.R.S.S. ébranle les bases du capitalisme.

Passons maintenant aux contradictions entre les colonies et les pays impérialistes. L'U.R.S.S. a résolu la question nationale et a aboli toute oppression nationale sur son territoire, elle a affranchi les peuples coloniaux de l'ancien Empire russe et, par la voie de la construction socialiste, élève leur niveau matériel et culturel. Tout cela, en ébranlant les bases de l'impérialisme, renforce le mouvement révolutionnaire de libération dans les colonies et approfondit les contradictions entre les masses opprimées des colonies et leurs oppresseurs impérialistes.

Passons enfin à la troisième série des contradictions de l'impérialisme. Les contradictions entre les pays impérialistes sur la base de leur lutte pour un nouveau partage du monde, s'accroissent également par suite de l'existence de l'U.R.S.S. Comme l'impérialisme a vu sa domination lui échapper sur un sixième du globe, où les masses laborieuses étaient auparavant un objet d'exploitation non seulement pour « leur » bourgeoisie, pour la bourgeoisie russe, mais aussi pour le capital financier mondial, la lutte s'est accentuée pour un nouveau partage des pays restés au pouvoir de l'impérialisme.

Nous voyons que *l'existence de l'U.R.S.S. est un facteur d'aggravation de toutes les contradictions de l'impérialisme*. La contradiction entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme mondial

« ... n'est pas une contradiction au sein *du capitalisme*. C'est une contradiction entre le capitalisme dans son entier et le pays qui bâtit le socialisme. Cela n'empêche pas cette contradiction d'ébranler les assises mêmes du capitalisme. Mieux : elle met à nu toutes les contradictions profondes du capitalisme, elle les réunit en un faisceau et elle en fait une question de vie et de mort pour le régime capitaliste lui-même. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 14.)

C'est pourquoi sont tout à fait inévitables des tentatives de la part de l'impérialisme mondial d'étouffer par la force des armes, le premier pays de la dictature du prolétariat, des tentatives d'intervention contre l'U.R.S.S. dans le but de détruire le rempart de la révolution mondiale et de trouver une issue à la crise.

La guerre impérialiste a également aggravé les contradictions internes du système impérialiste à un degré tel que la bourgeoisie ne peut pas et ne pourra pas trouver une issue à ces contradictions. Examinons tout d'abord l'aggravation que la guerre a provoquée dans les contradictions au sein des pays impérialistes.

L'accentuation de la décomposition et l'aggravation des contradictions de classe

Après la guerre, la croissance de la production s'est considérablement ralentie dans les pays capitalistes et les procès de décomposition du capitalisme se sont accentués à l'extrême. La décomposition signifie non pas une stagnation absolue dans le développement des forces productives de la société, comme l'affirment les trotskistes (théorie de la « stagnation »), mais une tendance à la stagnation qui s'exprime par un ralentissement de la croissance des forces productives. Après la guerre eut lieu un développement extrêmement rapide de la technique, un développement tel que dans certains cas il confine à une révolution technique (dans le domaine de la chimie, de l'électro-technique, des communications aériennes, de la radio, etc.). Mais le capitalisme n'est pas à même d'utiliser pleinement ces découvertes et ces inventions. Surtout en liaison avec la crise économique mondiale actuelle les savants, les économistes et les politiciens bourgeois accordent une grande attention à la question de la lutte directe contre le progrès technique.

Après la guerre, l'appareil de production des pays capitalistes s'est accru. Ainsi, par exemple, la puissance des moteurs mécaniques de l'industrie s'est accrue vers 1925 par rapport à 1913 de 55 % aux Etats-Unis, de 68 % en Allemagne, de 50 % en Angleterre. Néanmoins, la croissance de la production a baissé par rapport à celle d'avant-guerre. Ainsi, dans les 16 années d'avant-guerre, 1897-1913, la production mondiale de la fonte a augmenté de 140 % et pendant la période de 16 ans entre 1913 et 1929, de 23,8 % seulement. La production de la houille a augmenté respectivement de 108 et de 7,2 %.

Cette forte baisse de la croissance de la production, tandis que l'appareil de la production s'est élargi, a pour conséquence *de restreindre d'une façon chronique le fonctionnement des entreprises* qui, même dans les années d'essor, faisaient, dans les principaux pays capitalistes, plus de la moitié de l'appareil de production (travail à une seule équipe). Cette restriction dans le fonctionnement de l'industrie s'est surtout fortement accentuée en liaison avec la crise économique actuelle. Cette utilisation incomplète chronique de l'appareil de production a pour cause fondamentale *la forte baisse du niveau de vie des masses et l'accentuation de la paupérisation de la classe ouvrière.*

Les dépenses pour la guerre formaient la moitié de toute la richesse nationale des belligérants. Il va de soi que la bourgeoisie fait payer par tous les moyens les frais de cette guerre par les masses laborieuses, en premier lieu par la classe ouvrière. Mais cela n'est pas tout. Après la guerre, les dépenses militaires du temps de « paix » ont fortement augmenté par rapport à celles d'avant-guerre : nous assistons à la préparation fébrile d'une nouvelle guerre (voir plus bas quelques données sur la croissance des armements et des dépenses militaires depuis la guerre). La bourgeoisie oblige les masses laborieuses à payer non seulement les frais de la guerre passée, mais encore les dépenses pour la préparation de la nouvelle.

Ainsi, après la guerre, les dépenses improductives se sont fortement accrues par comparaison avec la période d'avant-guerre. Pour les couvrir, la bourgeoisie a recours à la réduction du niveau de vie de la classe ouvrière non seulement au moyen de la réduction des salaires, de la prolongation de la journée de travail, etc., mais aussi au moyen des impôts, qui, depuis la guerre, ont considérablement augmenté.

Le pouvoir d'achat des masses paysannes a également fortement baissé en résultat de *la crise agraire d'après-guerre*, qui dure déjà depuis plus de quatorze ans. Pendant la guerre, la surface emblavée des pays européens a diminué tandis que celle des pays d'outre-Atlantique s'est élargie. Mais depuis la fin de la guerre une partie de la surface emblavée mondiale s'est trouvée superflue, surtout par suite de la diminution de la consommation des masses. Ainsi, par exemple, la consommation annuelle moyenne du froment et du seigle par tête d'habitant était en Angleterre de 164,4 kilos en 1909-1913, et de 153,3 kilos en 1924-25; en Allemagne, les chiffres respectifs sont 254,7 et 149 kilos; en France, 243,8 et 213,6 kilos; aux Etats-Unis, 178,6 et 152,5 kilos. La consommation du coton s'est fortement réduite, en partie par suite de la réduction du pouvoir d'achat des masses et en partie par suite de l'évincement des tissus de coton par la soie artificielle. La consommation des autres matières premières agricoles a également diminué. A côté de cela, dans l'agriculture d'après-guerre se sont produites d'importantes transformations techniques (emploi du tracteur et des machines combinées) qui ont frappé avant tout la petite et la moyenne paysannerie. La ruine de la paysannerie dans tous les pays et surtout dans les colonies et semi-colonies a pris des dimensions inouïes. D'où la baisse du pouvoir d'achat des grandes masses rurales.

Ainsi, la guerre a accentué la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste à tel point qu'il s'est créé un excédent continu, chronique, de capital inactif, sous la forme de moyens de production inutilisés. C'est l'une des particularités essentielles du capitalisme d'après-guerre à la différence de celui d'avant-guerre : avant la crise générale du capitalisme, il ne se formait un important excédent de capital inactif qu'au moment des crises de surproduction, maintenant l'utilisation incomplète des entreprises a pris des dimensions considérables et est devenue un phénomène constant. C'est là un nouveau phénomène de décomposition du capitalisme, caractéristique pour la crise générale du capitalisme.

A cette utilisation incomplète chronique des entreprises correspond un autre caractère du chômage dans le capitalisme d'après-guerre en comparaison avec celui d'avant-guerre. Nous avons déjà plus haut (voir chapitre VI, § 4) cité des données sur le chômage qui montrent qu'après la guerre le pourcentage des chômeurs n'est pas une seule fois descendu au-dessous du niveau auquel il se trouvait dans les années de crise d'avant la guerre. Mais il ne s'agit pas seulement de l'énorme croissance quantitative du chômage dans la période d'après-guerre du capitalisme. *Le caractère particulier du chômage d'après-guerre consiste dans le fait que les innombrables armées de chômeurs se sont transformées en armées permanentes de chômeurs.* Avant la guerre, le chômage était aussi permanent, mais sa durée pour chaque ouvrier était beaucoup moindre. La composition de l'armée des chômeurs changeait constamment (forme flottante de la surpopulation relative, voir chapitre VI, § 4). Aujourd'hui, il existe d'innombrables armées de chômeurs qui sont définitivement rejetés hors de la production et qui appartiennent à la forme stagnante de la surpopulation relative. *Dans le chômage d'après-guerre, la forme stagnante de la surpopulation relative joue un rôle prédominant.* Mais, en même temps, cela signifie qu'une partie considérable des chômeurs a cessé de remplir le rôle d'armée industrielle de réserve. Avec l'existence de l'utilisation incomplète à une grande échelle de l'appareil de production, même dans les années de reprise économique, le capital n'a pas du tout besoin d'une aussi énorme réserve de main-d'œuvre en cas d'élargissement de la production. Le capitalisme a rendu « superflus », a jeté par-dessus bord, a mis en marge de la vie une masse de plusieurs dizaines de millions d'ouvriers. Les ouvriers qui ne sont pas encore chômeurs sont contraints de travailler à de bas salaires, qui, par exemple en Allemagne, ne dépassent pas de beaucoup les misérables secours que touchent les chômeurs.

« Un développement des forces productives qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire mettrait toute la nation à même d'opérer sa production totale en un temps moindre; amènerait une révolution parce qu'il vouerait la majeure partie de la population au chômage. » (K. Marx : *le Capital*, t. x, p. 211-212. (Costes.).)

Ainsi, la crise générale du capitalisme a posé devant la classe ouvrière du monde entier la question de la révolution prolétarienne comme une question de vie ou de mort.

La crise générale et les colonies

Pendant la guerre, lorsque les colonies des Etats impérialistes d'Europe étaient presque coupées de leurs métropoles, l'industrie locale s'y est très rapidement développée, principalement l'industrie textile et extractive. La bourgeoisie indigène a rapidement grandi, ainsi que le prolétariat indigène. Sur la base de ce développement économique des colonies et sous l'influence de l'existence de l'U.R.S.S., le mouvement révolutionnaire de libération a pris après la guerre des dimensions et des formes qui n'existaient pas auparavant. Il n'y a presque pas une seule colonie au monde où il n'y ait pas eu après la guerre des insurrections ou des mouvements plus ou moins importants contre l'impérialisme.

« L'Orient... est définitivement venu au mouvement révolutionnaire justement en raison de cette première guerre impérialiste et il est définitivement entré dans le tourbillon général du mouvement révolutionnaire mondial. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. XXVII, p. 416, Edition russe.)

Le développement de l'industrie dans les colonies ne signifie pas que l'impérialisme s'oriente vers la transformation des colonies en pays développés et indépendants au point de vue industriel, ne signifie pas une « décolonisation ». La social-démocratie a formulé la théorie de la « décolonisation » dans le but de présenter la politique de la bourgeoisie impérialiste comme une politique progressive. En fait, la théorie de la « décolonisation » n'a rien de commun avec la réalité. Les métropoles tolèrent le développement dans les colonies de l'industrie légère et de l'industrie extractive et elles font tout leur possible pour entraver le développement de l'industrie mécanique, c'est-à-dire de la branche d'industrie dont le développement seul pourrait signifier une véritable industrialisation. En tolérant le développement de l'industrie dans les colonies, les impérialistes freinent en même temps ce développement. L'oppression de l'impérialisme s'en trouve non pas affaiblie, mais renforcée.

Ce renforcement de l'oppression impérialiste dans les colonies après la guerre est précisément une des causes de l'énorme envergure et de la profondeur qu'y a atteint le mouvement révolutionnaire de libération.

Le renforcement de l'oppression impérialiste dans les colonies est conditionné par le fait qu'après la guerre, comme nous le montrerons plus bas, l'inégalité du développement des pays impérialistes s'est accentuée et que la lutte entre eux pour un nouveau partage du monde s'est aggravée. Chaque pays impérialiste s'accroche convulsivement à ses colonies et dans les semi-colonies comme par exemple la Chine, qui ne sont pas la propriété monopoliste d'un pays impérialiste quelconque, il se déroule une lutte incessante entre les impérialistes de proie pour consolider et élargir leurs positions.

Les colonies sont des pays agraires. Les effets destructeurs de la crise agraire d'après-guerre se sont exprimés par la ruine et l'appauvrissement des innombrables masses paysannes des colonies. Cela ne fait qu'y renforcer le mouvement révolutionnaire.

Enfin, l'existence de l'Union soviétique avec sa politique nationale accélère le mouvement révolutionnaire des colonies et lui donne une force particulière. Après la Révolution d'Octobre, se sont ouvertes devant le mouvement révolutionnaire de libération dans les colonies, des perspectives qui n'existaient pas avant la guerre, à savoir l'union avec l'Etat prolétarien, l'incorporation dans le système des Etats socialistes et, sur cette base, une croissance rapide aussi bien au point de vue culturel qu'au point de vue matériel.

« Avec l'existence de centres de socialisme, sous la forme des Républiques soviétiques et de leur puissance économique grandissante, les colonies qui se sont séparées de l'impérialisme, se rapprochent économiquement et s'unissent peu à peu avec les foyers industriels du socialisme mondial, s'engagent dans la voie de l'édification socialiste, sautant la phase du développement ultérieur du capitalisme, comme système dominant, et obtiennent la possibilité d'un progrès économique et culturel rapide. » (*Programme de l'Internationale communiste*, p. 54.)

Le mouvement révolutionnaire des colonies s'est déjà élevé à un degré tel que sur une partie considérable du territoire de la Chine s'est constitué un pouvoir soviétique qui a brillamment résisté aux tentatives des impérialistes et de leurs agents chinois de l'étouffer par la force des armes. La Chine soviétique possède une Armée rouge régulière de 500.000 hommes.

La victoire de la révolution soviétique sur une partie considérable du territoire de la Chine a une énorme importance pour le développement ultérieur de la grande révolution chinoise et du mouvement révolutionnaire dans les colonies et constitue un danger mortel pour l'impérialisme japonais au cas où il attaquerait l'Union soviétique.

« La victoire de la révolution soviétique en Chine, la guerre des partisans en Mandchourie, la croissance des forces révolutionnaires au Japon, de mouvement de libération des peuples coloniaux, créent un nouveau front sur les derrières des impérialistes. La révolution soviétique en Chine est devenue un important facteur de la révolution mondiale. » (*Le Fascisme, le danger de guerre et les tâches des Partis communistes* (Thèses de la XIII^e assemblée plénière de l'Internationale communiste), p. 13. Bureau d'éditions, 1934.)

La lutte pour un nouveau partage du monde

Examinons maintenant les changements que la guerre et la période d'après-guerre ont apportés dans les rapports entre les pays impérialistes.

La guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 s'est terminée par la défaite des Etats de l'Europe centrale. Le nouveau partage du monde sur la base de cette issue de la guerre a été fixé par le traité de Versailles. L'Allemagne fut privée de ses colonies, on lui imposa le fardeau des réparations. Les colonies de l'Allemagne ont échu à la France, à l'Angleterre, à la Belgique et au Japon.

Mais en résultat de la guerre, les Etats-Unis, qui finançaient à cette époque la France et l'Angleterre, se sont extrêmement renforcés. La somme totale des dettes des adversaires de l'Allemagne et de l'Autriche, des « Alliés », envers les Etats-Unis se montait à 80 milliards de francs-or. Les réparations que l'Allemagne payait aux Alliés servaient presque entièrement au paiement des dettes envers les Etats-Unis. Et ceux-ci utilisent ces créances comme un moyen de pression économique et politique constante sur les Etats européens.

Depuis la guerre, les Etats-Unis ont obtenu la prépondérance dans toute l'économie capitaliste. Ils ont concentré la moitié de la production industrielle mondiale et près de la moitié des stocks d'or du monde.

La guerre a accentué l'inégalité du développement. Ainsi, en 1929, la production des principaux pays par rapport à celle d'avant-guerre était : aux Etats-Unis, 175,3 % ; en Angleterre, 98 % ; en Allemagne, 105,4 % ; en France, 139 %. La part de l'Angleterre dans la production mondiale de la fonte est tombée de 13,1 en 1913 à 8,6 % en 1927, et celle des Etats-Unis est passée de 39,8 à 42,8 %. La part de l'Angleterre dans la production mondiale de l'acier a baissé de 10,2 à 9,3 % et celle des Etats-Unis est passée de 41,6 à 44,7 %.

Le rôle des principaux pays impérialistes dans le commerce mondial a également changé. Pendant la période allant de 1913 à 1927, la part de l'Allemagne est descendue de 12,6 à 9,8 %, celle de la France de 9 à 6,6 %, celle de l'Angleterre de 16,1 à 14,1 % et celle des Etats-Unis s'est accrue de 10,1 à 14,2 %. Les Etats-Unis évincent l'Angleterre qui était avant la guerre le pays impérialiste le plus fort de ses positions économiques sur le marché mondial. C'est ce qui ressort du tableau suivant :

<i>Part de l'Angleterre et des Etats-Unis dans les importations (En %)</i>	<i>De l'Amérique du Sud</i>		<i>De la Chine</i>		<i>Du Japon</i>	
	1911-1913	1927	1913	1927	1913	1927
Angleterre	28,3	19,7	36,9	28	16,8	7,2
Etats-Unis	14,4	30,8	6	16,2	16,8	28,6

Dans le domaine de l'exportation des capitaux, les Etats-Unis ont également devancé l'Angleterre et la France qui occupaient, avant la guerre, la première place dans le monde. Ainsi l'exportation de capitaux d'Angleterre est tombée de 880 millions de dollars en 1913 à 740 en 1928, l'exportation de capitaux de France pour la même période a baissé de 225 millions de dollars à 180 millions, tandis que celle des Etats-Unis est passé de 50 millions à 934 millions de dollars. Depuis la guerre, les Etats-Unis ont commencé à exporter des capitaux en Europe, principalement en Allemagne. L'exportation de capitaux des Etats-Unis vers les colonies croit très rapidement : de 1913 à 1928, les capitaux américains investis dans les colonies se sont accrus de 194 %, les investissements de capitaux anglais de 18 % et les investissements français de 10 %. Les Etats-Unis évincent l'Angleterre de ses propres possessions; en 1913, les investissements de capitaux anglais au Canada s'élevaient à 1.860 millions de dollars, ceux des Etats-Unis à 417 millions. Après la guerre, le tableau a beaucoup changé : les capitaux anglais au Canada faisaient en 1931 2.500 millions et ceux des Etats-Unis 4.200 millions de dollars.

A ce rapide changement dans le rapport des forces entre ces deux pays impérialistes les plus importants, ne correspond nullement le partage territorial résultant de la guerre de 1914. A la suite de cette guerre, les possessions coloniales des Etats-Unis n'ont pas augmenté. Par leur territoire, les colonies des Etats-Unis ne forment que 1,9 % de l'ensemble des colonies, et celles de l'Angleterre 43,8 % ; par leur population, les colonies américaines forment 3,3 % de l'ensemble de la population coloniale et les colonies anglaises 65,5 %.

Depuis la guerre la contradiction entre l'Angleterre et les Etats-Unis est devenue une des principales contradictions entre les pays impérialistes.

Notons encore, parmi les principales contradictions entre les impérialistes, celles entre les Etats-Unis et le Japon, l'Angleterre et le Japon, la France et l'Angleterre, la France et l'Allemagne, l'Italie et la France, l'Italie et l'Allemagne, sans compter toute une série d'autres contradictions moins importantes. La guerre usurpatrice de l'impérialisme japonais en Chine et sa tendance à commettre de nouvelles usurpations sur les rives du Pacifique menacent les intérêts « vitaux » des autres pays impérialistes, surtout ceux des Etats-Unis et de l'Angleterre. Les contradictions entre ces trois impérialistes de proie ont atteint ici une acuité inouïe.

Depuis la première guerre mondiale, le rapport des forces entre l'Allemagne vaincue et ses vainqueurs a également changé. L'Allemagne a rapidement rétabli son industrie et, par sa technique et son importance industrielle, a pris la première place après les Etats-Unis. La tension des contradictions en Europe s'est surtout accentuée après l'arrivée au pouvoir des fascistes en Allemagne.

« Le fascisme allemand est le principal instigateur d'une nouvelle guerre impérialiste. Il est le détachement de choc de la contre-révolution mondiale. » (*Contre la guerre et le fascisme : l'Unité* (Résolutions du VII^e congrès de l'Internationale communiste), p. 9. Bureau d'éditions, 1935.)

La guerre de pillage de l'impérialisme japonais en Chine et la guerre du fascisme italien contre l'Abyssinie sont en fait le commencement d'un nouveau partage du monde. La préparation militaire et technique de la nouvelle guerre impérialiste mondiale se poursuit fébrilement. L'effectif des armées des cinq pays impérialistes principaux (France, Angleterre, Italie, Etats-Unis, Japon) est passé de 1.846.000 hommes en 1913-1914 à 2.532.000 en 1933. Et en y ajoutant l'effectif des armées de l'Allemagne, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et d'une série d'autres Etats plus petits, nous obtiendrons le chiffre de 4.060.000 hommes. Les dépenses militaires des cinq principaux Etats impérialistes sont passées de 1.182 millions de dollars en 1914 à 3.500 millions de dollars en 1931. En y ajoutant la somme consacrée par ces Etats au remboursement des dettes de guerre, nous obtiendrons l'énorme chiffre de 8.380 millions de dollars de dépenses de guerre en 1931. La technique militaire a fait de grands pas en avant. L'industrie de guerre est la seule branche qui ne connaisse pas de crise de surproduction, son « marché d'écoulement » s'élargit constamment.

« Le danger de l'explosion d'une nouvelle guerre impérialiste menace l'humanité de jour en jour. » (*Contre la guerre et le fascisme : l'Unité*, p. 26.)

L'unique pays qui mène une politique de paix conséquente est l'U.R.S.S., qui est devenue un facteur de premier plan de la politique mondiale. La victoire du socialisme en U.R.S.S., la croissance de sa puissance économique, politique et militaire, l'union des grandes masses laborieuses de tous les peuples de l'Union soviétique autour du Parti bolchevik dirigé par Staline, — tout cela a extrêmement augmenté l'importance internationale de l'Union soviétique. L'U.R.S.S. poursuit une politique internationale de collaboration avec tous les Etats qui, dans le moment donné, ont intérêt au maintien de la paix. Le pays de la dictature du prolétariat est l'unique rempart de la paix.

La préparation d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale est liée de la façon la plus étroite à la préparation d'une nouvelle intervention contre l'U.R.S.S. en vue de détruire la base de la révolution prolétarienne mondiale et de transformer l'immense territoire du pays des Soviets avec ses innombrables richesses naturelles et ses dizaines de millions d'habitants en objet de l'exploitation la plus effrénée de la part du capital financier international.

« Bien qu'à l'heure actuelle, l'aggravation des contradictions impérialistes rende plus difficile la formation d'un bloc antisoviétique, les gouvernements fascistes et les partis de guerre dans les pays capitalistes n'en cherchent pas moins à résoudre ces contradictions aux dépens de la patrie de tous les travailleurs, aux dépens de l'Union soviétique. » (*Contre la guerre et le fascisme : l'Unité*, p. 26.)

L'ensemble de toutes les contradictions fondamentales du monde actuel que nous avons examinées (la lutte de deux systèmes, la croissance de la décomposition du capitalisme et l'aggravation des contradictions de classe, le développement du mouvement révolutionnaire dans les colonies, l'aggravation des contradictions entre les impérialistes) signifie que le capitalisme subit une crise générale de son système à laquelle il n'est pas d'autre issue que la victoire de la dictature du prolétariat dans le monde entier.

11. Le fascisme

L'entrée du capitalisme dans sa dernière et suprême étape — dans l'étape de l'impérialisme — signifie, en général, un renforcement de la réaction politique.

« Le tournant de la démocratie à la réaction politique représente la superstructure politique de l'économie nouvelle, du capitalisme monopoliste (l'impérialisme, c'est le capitalisme des monopoles). A la libre concurrence correspond la démocratie. Au monopole correspond la réaction politique. » (Lénine : *Œuvres complètes*, t. XIX, édit. russe.)

La crise générale du capitalisme signifie un renforcement aigu de la réaction politique. Lorsque se produit la décomposition du capitalisme et que la classe ouvrière se libère de plus en plus des illusions démocratiques et parlementaires, il devient de moins en moins possible de retenir la classe ouvrière dans la soumission en la trompant par ces illusions. Les méthodes de répression contre la classe ouvrière directement et ouvertement renforcées, s'avancent au premier plan. Le capitalisme avait toujours appliqué ces méthodes, surtout après sa transformation en capitalisme impérialiste, mais ce ne sont pas elles qui prédominaient dans le système des moyens à l'aide desquels la bourgeoisie réalisait sa dictature. C'étaient les formes démocratiques-parlementaires de la dictature de la bourgeoisie qui prédominaient. Avec la venue de la crise générale du capitalisme, ce tournant de la démocratie à la réaction politique qui avait commencé déjà dans la période d'avant-guerre de l'impérialisme, s'achève et trouve son expression dans la *croissance du fascisme*.

Dans les conditions de la crise générale du capitalisme, à partir de la démocratie bourgeoise, qui représente la forme masquée de la dictature de la bourgeoisie, se développe le fascisme, qui est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier. Par la voie de l'établissement de la dictature fasciste, le capital financier tente de trouver une issue à la crise aux dépens de la classe ouvrière et des travailleurs. La bourgeoisie a besoin du fascisme pour préparer et pour mener la guerre impérialiste et l'intervention contre l'U.R.S.S. et pour écraser la révolution qui s'avance dans ses propres pays.

Le fascisme est un indice de la faiblesse de la bourgeoisie, un symptôme du fait que les bases mêmes du régime capitaliste sont ébranlées.

« Il faut regarder la victoire du fascisme en Allemagne, non seulement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et le résultat des trahisons perpétrées contre celle-ci par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer également comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que cette dernière n'est plus en état d'exercer son pouvoir au moyen des anciennes méthodes de parlementarisme et de démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes de domination par la terreur, comme un signe prouvant qu'elle n'a plus, la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à la politique de guerre. » (J. Staline : *Deux Mondes*, 2^e édit., pp. 12-13. Bureau d'Éditions, 1934.)

Du fait que le fascisme est le fruit de la crise générale du capitalisme et un symptôme de la faiblesse de la bourgeoisie, il ne s'ensuit pas du tout, certes, que la dictature fasciste soit une étape inévitable qui précède la révolution, que l'instauration de la dictature fasciste soit une prémisse de la révolution prolétarienne, que plus vite la dictature fasciste sera instaurée — plus vite le fascisme se démasquera devant les masses et plus il sera facile de faire la révolution. Ces théories de gauche représentent, en réalité, la passivité opportuniste devant l'offensive de la bourgeoisie, la capitulation social-démocrate, masquée par des phrases radicales.

L'histoire condamne le capitalisme à la ruine. L'impérialisme, c'est le capitalisme mourant, pourrissant. Mais la bourgeoisie, comme une bête blessée, rassemble toutes ses forces pour écraser son ennemi. Le fascisme est l'offensive déchaînée de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Le capitalisme ne meurt pas de lui-même. Cette « mort » arrive par la voie de son renversement révolutionnaire. Combien de temps ce processus durera-t-il, et combien de victimes coûtera-t-il à la classe ouvrière, — cette question n'est pas du tout indifférente, comme n'est pas indifférente non plus la question de la forme sous laquelle la bourgeoisie réalise sa dictature. — la forme de la démocratie bourgeoise qui donne à la classe ouvrière plus de possibilités pour organiser sa lutte contre le capitalisme, ou la forme de la dictature terroriste fasciste. Seule, la lutte révolutionnaire tranche la question de savoir si la bourgeoisie réussira ou non à établir sa dictature fasciste dans l'un ou l'autre pays. De même, seule la lutte révolutionnaire tranche la question de savoir si la bourgeoisie réussira ou non à prolonger sa domination, qui signifie actuellement les plus grandes souffrances pour la classe ouvrière. Le prolétariat pourra vaincre la bourgeoisie non dans l'attente opportuniste d'un krach « spontané », automatique, du capitalisme, mais seulement en ripostant à l'offensive fasciste de la bourgeoisie par une contre-offensive révolutionnaire décisive du front unique. Le VII^e congrès de l'Internationale communiste a montré la nécessité d'une lutte décisive aussi bien contre la sous-estimation du danger du fascisme, que contre la surestimation des forces du fascisme :

« En soulignant l'accroissement de la menace fasciste dans tous les pays capitalistes, le VII^e congrès de l'Internationale communiste met en garde contre toute sous-estimation du danger fasciste. Le congrès repousse également les conceptions fatalistes sur l'inéluctabilité de la victoire du fascisme; ces conceptions foncièrement erronées ne peuvent qu'engendrer la passivité et affaiblir la lutte de masse contre le fascisme. La classe ouvrière peut empêcher la victoire du fascisme si elle parvient à réaliser l'unité de sa lutte et si, développant à temps ses actions de combat, elle ne permet pas au fascisme de s'affermir, si elle sait, sous une direction révolutionnaire juste, grouper autour d'elle les grandes masses des travailleurs des villes et des campagnes. » (*Résolutions. Contre la guerre et le fascisme : l'Unité*, p. 9. Bureau d'éditions, 1935.)

Les trois périodes de la crise générale du capitalisme

Le renforcement de l'inégalité du développement dans la période de la crise générale du capitalisme donne un caractère inégal à la révolution prolétarienne mondiale. La chute du capitalisme n'est pas un processus continu de victoires du prolétariat et de défaites de la bourgeoisie. Dans les conditions de la croissance générale de la crise du capitalisme, il y a place non seulement pour des victoires, mais aussi pour des défaites partielles momentanées du prolétariat, qui, cependant, ne changent pas la direction générale du mouvement. Cela est confirmé par toute la marche du développement de la crise générale du capitalisme, dans laquelle il faut distinguer trois périodes.

La première période de la crise générale se caractérise par un accroissement rapide du processus de décomposition du capitalisme qui commença pendant la guerre, et par une croissance rapide sur cette base, de la crise révolutionnaire dans le monde entier sous l'influence de la révolution prolétarienne en Russie. Dans les années qui suivirent immédiatement la guerre, une vague de révolutions, d'insurrections et de batailles économiques et politiques de masse, déferla sur l'Europe. Une série d'insurrections et un puissant développement du mouvement révolutionnaire se produisirent dans les colonies.

Dans cette période de très grand essor révolutionnaire, la social-démocratie contre-révolutionnaire, qui s'est mise à la tête du mouvement, afin de le décapiter, a rendu à la bourgeoisie un service inestimable. Il n'existait pas encore dans les pays capitalistes de Partis communistes de masse et expérimentés. C'est la cause principale de la victoire momentanée de la bourgeoisie sur le mouvement révolutionnaire. Mais la bourgeoisie ne réussit pas à briser le premier pays de la dictature du prolétariat.

« Les premières tentatives de bouleversement révolutionnaire, qui avaient grandi sur la base d'une crise aiguë du capitalisme (1918-1921) se terminèrent par la victoire et le renforcement de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et par la défaite du prolétariat dans toute une série d'autres pays... Sur la base de ces défaites, qui créèrent la possibilité d'une exploitation renforcée des masses du prolétariat et des peuples coloniaux, sur la base d'une forte baisse de leur niveau de vie, la bourgeoisie arriva à une stabilisation partielle des rapports capitalistes. » (*Programme de l'I.C. suivi des statuts de l'I.C.*, p. 17-18. Bureau d'éditions, 1936.)

Vint la *seconde période* de la crise générale du capitalisme. Au cours de cette période se produit une stabilisation relative provisoire des rapports capitalistes aussi bien intérieurs qu'extérieurs. A l'intérieur des pays capitalistes cela s'exprime par le fait que l'économie ruinée pendant la guerre, se reconstitue aux dépens d'un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière (la « rationalisation »), par le fait que, par comparaison avec la période précédente, la domination politique de la bourgeoisie se fortifie dans une certaine mesure. Dans les relations entre les Etats impérialistes, la stabilisation partielle s'exprimait dans le fait que les liens économiques entre les pays capitalistes, rompus par la guerre, se rétablirent peu à peu et que les impérialistes réussirent à s'entendre au sujet du pillage en commun de l'Allemagne (plan Dawes) et des colonies.

Cependant, cette stabilisation ne signifiait pas un retour aux rapports d'avant-guerre, elle n'était pas et ne pouvait pas être solide et durable comme l'affirmaient la social-démocratie et les opportunistes de droite. C'était une stabilisation chancelante, pourrie, — elle se produisait dans les conditions et sur la base de la crise générale du système capitaliste. En même temps que la stabilisation partielle du capitalisme, se produisait la croissance rapide et le renforcement continu de l'U.R.S.S. — de la base de la révolution prolétarienne mondiale. Dans les pays capitalistes, la situation de la classe ouvrière empirait et les contradictions de classe s'aggravaient. Dans cette période se produit l'accumulation des forces et la consolidation intérieure des Partis communistes sous la direction de l'Internationale communiste. La lutte des classes ne s'apaisait pas, elle prenait la forme de mouvements puissants tels que la grève générale et la grève des mineurs en Angleterre en 1926, et que la lutte armée des ouvriers de Vienne en juillet 1927. En même temps, la révolution chinoise se développait, une insurrection populaire se produisait en Indonésie, un mouvement révolutionnaire grandissait aux Indes.

Les contradictions intérieures de la stabilisation conduisaient non à un affaiblissement, mais à un renforcement de la crise générale du capitalisme.

« La stabilisation partielle cause l'accroissement de la crise du capitalisme et la crise grandissante désagrège la stabilisation : telle est la dialectique du développement du capitalisme dans la phase historique actuelle. » (J. Staline : *Rapport au XV^e congrès du P. C. de l'U.R.S.S.*, p. 6. Bureau d'édition, 1928.)

La croissance des contradictions intérieures du capitalisme dans la période de la stabilisation conduit à la *troisième période*, qui commença en 1927-1928, quand la production capitaliste dépassa le niveau d'avant-guerre et que, en liaison avec cela, s'aggrava de façon aiguë la contradiction entre les possibilités accrues de la production et les étroites limites du marché. Le dépassement du niveau d'avant-guerre amena tout le monde capitaliste devant une crise économique profonde et aiguë. En même temps, l'U.R.S.S. passait à la reconstruction socialiste et au déploiement de l'offensive socialiste sur tous les fronts.

La troisième période est la période d'un nouvel essor révolutionnaire, la période de l'ébranlement de la stabilisation partielle, une période de forte aggravation de toutes les contradictions du capitalisme. Sous ce rapport, la crise économique mondiale contemporaine a une signification particulière.

La crise économique contemporaine

Le capitalisme d'après guerre a subi une crise de surproduction en 1920-21. Mais cette crise n'a pas atteint tous les pays. Au contraire, la crise contemporaine, qui commença en 1929 et se développa d'une façon irrégulière, a atteint tous les pays capitalistes et coloniaux et toutes les branches de la production (sauf l'industrie de guerre !).

« La crise actuelle est la première crise économique *mondiale* depuis la guerre. » (J. Staline : *Deux Bilans*, p. 4. Bureau d'éditions, 1930.)

La crise économique contemporaine par sa profondeur et par ses effets destructeurs dépasse de loin toutes les crises qui ont eu place dans l'histoire du capitalisme. Cela ressort du tableau suivant qui donne le pourcentage de la réduction de la production de la fonte dans les pays capitalistes et le pourcentage de la réduction du commerce mondial dans les crises précédentes et dans la crise contemporaine :

<i>POURCENTAGE DE LA RÉDUCTION</i>		
Années de crise	Production mondiale de la fonte	Commerce mondial
1873-1874	8	5
1883-1885	10	4
1890-1892	6,5	0,5
1900-1901	0,25	1
1907-1908	23	7
1920-1921	44	—
1929-1934	66	65

En même temps, la crise provoqua, comme on l'a déjà montré dans les chapitres précédents, une croissance du chômage et une baisse de salaire inouïes, dans l'histoire des crises antérieures. Selon les calculs des économistes bourgeois, les pertes générales, par suite de la crise, dépassent les pertes causées par la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918.

Ces dimensions et la profondeur de la crise dévoilent son caractère, en particulier comme *crise de surproduction, se développant sur la base de la crise générale du système capitaliste*. Il est aussi caractéristique que, à la différence des crises d'avant-guerre, la crise contemporaine ne fut pas précédée d'un essor quelque peu considérable. Ainsi, par exemple, en Allemagne la production industrielle, par rapport à 1928, était, en 1927, de 100 %; en 1928, de 100 % et en 1929, de 102 %. Aux Etats-Unis, la production de l'industrie automobile, de 1919 à 1923, a augmenté de 16,9 %, et de 1924 à 1929, seulement de 4,7 %. En Angleterre, il n'y avait pas, en général, d'essor de la production avant la crise.

Dans la période qui précéda la crise dans tous les pays, il existait déjà, comme nous le savons, un ralentissement dans les entreprises et un chômage constant de masse.

La crise contemporaine se distingue de, toutes les crises précédentes par sa *durée*. Auparavant, pendant le cours d'une ou deux années, la chute de la production et des prix atteignait ordinairement son point le plus bas, tandis que la crise contemporaine dure déjà depuis plus de cinq ans, et représente la plus longue de toutes les crises qu'ait connues l'histoire du capitalisme.

Les causes de cette gravité et de cette durée sans précédent de la crise économique contemporaine consistent, comme l'a montré le camarade Staline, dans ce qui suit.

En premier lieu, la crise industrielle contemporaine a atteint tous les pays capitalistes sans exception. Si certains pays dans lesquels il y a la crise avaient pu vendre une partie de leurs marchandises dans les premiers pays, ils auraient pu manœuvrer aux dépens de ces pays. Mais comme tous les pays capitalistes sont atteints par la crise économique contemporaine, les manœuvres des uns aux dépens des autres sont rendues difficiles.

En second lieu, l'enchevêtrement de la crise industrielle avec la crise agraire, qui a atteint tous les pays agraires et semi-agraires. En résultat de la crise industrielle, les demandes de l'industrie en matières premières agricoles ont diminué. Le chômage et la réduction du salaire chez les ouvriers industriels diminuent la demande en produits alimentaires agricoles. D'autre part, la crise dans l'économie rurale aboutit au fait que celle-ci présente moins de demandes en produits industriels, — en moyens de production et en objets de consommation industriels. Ainsi, l'enchevêtrement de la crise industrielle avec la crise agraire a donné à la crise économique contemporaine un caractère particulièrement grave et durable par comparaison avec les crises précédentes.

En troisième lieu, la crise agraire a atteint non seulement tous les pays, mais aussi toutes les branches de la production de l'économie rurale — non seulement l'agriculture, mais aussi l'élevage des bestiaux. Dans le monde capitaliste, l'économie rurale a subi une forte chute. L'emploi des machines et des engrais artificiels dans l'agriculture s'est fortement réduit. Comme la production des moyens de production pour l'économie rurale représente une partie considérable de la production industrielle, la dégradation de l'économie rurale a fait traîner encore plus en longueur la crise industrielle.

En quatrième lieu, la tendance des organisations monopolistes à maintenir les prix élevés sur les marchandises. D'ordinaire, la chute des prix, qui est l'expression de la crise, aide en même temps à la surmonter; en résultat de la chute des prix, les stocks de marchandises s'écoulent et la surproduction s'atténue. La crise traîne d'autant plus en longueur que les prix tombent moins vite. C'est cela qui se passe avec la crise contemporaine. Ainsi, par exemple, en Allemagne, pendant la crise, les prix des marchandises produites par les monopoles sont tombés seulement de 20 % et les prix des marchandises produites par les entreprises qui n'entrent pas dans les cartels monopolistes sont tombés de 50 %. Comme la masse écrasante des marchandises industrielles est produite par les monopoles, l'arrêt de la chute des prix de monopole fait traîner la crise en longueur d'une façon particulièrement forte.

En cinquième lieu, la crise économique contemporaine se produit dans les conditions de la crise générale du système capitaliste. Cela représente le facteur principal, qui donne à la crise économique une acuité et une force de destruction sans précédent dans les crises antérieures.

« La crise industrielle s'est déchaînée dans les conditions de la crise *générale* du capitalisme, au moment où celui-ci n'a déjà plus et ne peut plus avoir, ni dans les principaux pays, ni dans les colonies et pays vassaux, la force et la solidité qu'il avait avant la guerre et avant la Révolution d'Octobre; où l'industrie des pays capitalistes a reçu en héritage de la guerre impérialiste, un ralentissement chronique des entreprises et une armée de millions de chômeurs, dont elle n'est plus en mesure de s'affranchir. » (J. Staline : *Deux Mondes*, pp. 5-6.)

La crise économique mondiale contemporaine s'accompagne d'importants krachs de banques et du dérèglement de la circulation de l'argent dans une série de pays capitalistes. Les paiements des dettes de guerre sont, en fait, arrêtés, les déficits des budgets d'Etat grandissent et il se produit une chute des cours des devises de pays aussi puissants au point de vue financier que l'Angleterre et les Etats-Unis, qui sont entrés dans la voie de l'inflation. (Sur l'inflation, voir le chapitre III.) Au cours des crises antérieures, après une chute rapide des prix et une réduction de la production venait une dépression (voir le chapitre : les crises), suivie d'un essor, et la crise s'épuisait au bout d'une ou deux années. Dans la crise contemporaine, au contraire, le point le plus bas de la chute fut atteint seulement à la fin de la quatrième année de la crise, en 1932. Ainsi, aux Etats-Unis, la production industrielle par rapport à 1929 était de : en 1932, 53,8 %, et en 1933, 64,9 %; en Angleterre, 83,8 % et 86,1 %; en Allemagne, 59,8 % et 66,8 %; en France, 69,1 % et 77,4 %. Dans les pays capitalistes les plus importants, dans le courant de 1933, se produisit une augmentation de la production. La bourgeoisie réussit à atteindre ce résultat aux dépens de l'exploitation renforcée des ouvriers, aux dépens de la paysannerie de ses propres pays et des colonies. Mais cette croissance de la production ne signifie pas que la crise est terminée et que commence un essor. Il ne peut y avoir aucun essor véritable dans les pays capitalistes, pour la raison que cette crise économique se produit dans les conditions de la crise générale du capitalisme qui s'approfondit de plus en plus. D'ordinaire, l'essor vient après la crise par suite du renouvellement du capital fixe. Mais, à l'heure actuelle, dans les pays capitalistes, il y a dans les entreprises un ralentissement tellement colossal qu'on ne peut pas même parler d'un renouvellement tant soit peu sérieux du capital fixe.

« Il est évident que nous sommes en présence d'une transition allant du point le plus bas du déclin de l'industrie, du point de la crise industrielle la plus profonde, à la dépression, mais à une dépression sortant de l'ordinaire, peu habituelle, à une dépression d'un genre spécial, qui ne conduit pas à un essor nouveau et à l'épanouissement de l'industrie, mais ne la fait pas non plus rétrograder vers le point maximum de son déclin. » (J. Staline : *Deux Mondes*, p. 10.)

« Là-bas, dans les pays capitalistes, la crise économique continue à déferler. » (J. Staline : *Deux Mondes*, p. 4.)

Cette caractéristique du développement de la crise économique contemporaine, donnée par le camarade Staline dans son rapport au XVII^e congrès du Parti au début de 1934, a été aussi pleinement confirmée par la marche ultérieure de la crise. En 1934, la croissance de la production continua dans les pays capitalistes. Mais cette croissance est insignifiante : en 1933, la production industrielle mondiale des pays capitalistes faisait 71 % par rapport à 1929, et, en 1934, 76 %. Dans l'Union soviétique, au contraire, 202 % et 239 %. Le fait qu'en 1934, malgré la croissance de la production industrielle, le chômage n'ait pas diminué et que la somme totale des salaires payés n'ait pas augmenté par comparaison avec 1933, ce fait est extrêmement caractéristique. Tout cela signifie qu'en 1934 il ne s'est pas produit de changements essentiels dans le développement de la crise, que la dépression d'un genre particulier continue, sans créer de base pour un nouvel essor économique.

La crise économique contemporaine, se produisant dans les conditions de la crise générale du capitalisme, approfondit et aggrave cette dernière. Cette aggravation de la crise générale du capitalisme s'exprime dans le fait que, déjà en 1932, la fin est venue de la stabilisation relative du capitalisme, et que la crise générale du capitalisme est arrivée à une nouvelle étape de son développement, à un nouveau cycle de révolutions et de guerres.

Le second cycle de révolutions

La victoire du socialisme en U.R.S.S. a une signification décisive dans le développement de la révolution prolétarienne mondiale. Le premier Etat prolétarien dans le monde par le fait même de son existence a déjà, dès le moment de son apparition, ébranlé les bases du capitalisme. La construction du socialisme en U.R.S.S. a révolutionné la classe ouvrière, les masses laborieuses et les peuples opprimés du monde entier. Mais la victoire définitive et sans retour du socialisme en U.R.S.S. a créé une situation tout à fait nouvelle. Maintenant les masses de plus en plus considérables dans le monde entier voient déjà les résultats colossaux de cette lutte héroïque que la classe ouvrière, alliée à la masse fondamentale de la paysannerie, a menée sous la direction du Parti de Lénine et de Staline.

L'Union soviétique est maintenant un Etat socialiste puissant, qui croît de plus en plus et se renforce sous tous les rapports, le facteur le plus important de la politique mondiale. Les peuples opprimés et exploités du monde entier peuvent maintenant comparer les résultats des deux voies. D'un côté, la voie du bolchévisme, la voie de la révolution prolétarienne, qui a abouti à l'émancipation complète des travailleurs, à l'épanouissement de la véritable démocratie prolétarienne socialiste, à la suppression des classes et de l'exploitation, à la croissance rapide du niveau matériel et culturel de la vie des masses, au développement d'une vie heureuse et joyeuse, — au socialisme. Et, d'un autre côté, la voie de la social-démocratie, la voie du réformisme, sous l'influence duquel se trouvaient d'énormes masses de la classe ouvrière dans les pays capitalistes et qui a abouti à une paupérisation inouïe des masses, au déchaînement de terreur féroce de la dictature fasciste et à la liquidation des derniers restes de la démocratie bourgeoise dans certains pays et à la décroissance du danger fasciste dans les autres. La comparaison entre ces deux bilans historiques porte un coup très violent aux illusions réformistes et social-démocrates des masses, provoque un profond bouleversement dans leur conscience, redonne aux masses confiance en leurs forces pour la lutte contre le fascisme et le capitalisme. Dans le monde entier, des masses de plus en plus considérables se rassemblent autour de l'U.R.S.S. — de la puissante patrie socialiste de tous les travailleurs. La prévision géniale du camarade Staline s'est brillamment vérifiée. La victoire du socialisme dans l'Union soviétique, disait-il déjà en 1926...

« ... ne peut pas se limiter à notre pays, mais elle doit provoquer un puissant mouvement vers le socialisme dans tous les pays capitalistes, et si elle ne coïncide pas à temps avec la victoire de la révolution prolétarienne dans les autres pays, elle doit en tout cas déclencher un puissant mouvement des prolétaires des autres pays vers la victoire de la révolution mondiale. » (J. Staline : « Encore la déviation social-démocrate ». (En russe).)

Déjà maintenant, un puissant mouvement des masses ouvrières des pays capitalistes vers la victoire de la révolution mondiale se développe effectivement. Ce mouvement est provoqué par la victoire du socialisme en U.R.S.S., obtenue sous la direction du camarade Staline, qui, dans la lutte implacable contre tous les ennemis du communisme, a défendu et développé la doctrine léniniste sur la victoire du socialisme dans un seul pays et qui, sous le drapeau de cette doctrine, a mené la classe ouvrière à la victoire.

La victoire du socialisme en U.R.S.S. représente le plus grand triomphe de la théorie du marxisme-léniniste, développée par le camarade Staline, et a une importance historique mondiale. Elle ouvre non seulement une nouvelle période dans le développement du pays du socialisme, mais aussi une nouvelle étape dans le développement de la révolution prolétarienne mondiale, commencée par le prolétariat russe en octobre 1917 :

« Avec le triomphe du socialisme en U.R.S.S., la révolution prolétarienne mondiale a conquis des positions imprenables dans la lutte de plus en plus aiguë pour la solution du problème « qui l'emportera » sur l'arène internationale... La victoire du socialisme, transformant l'U.R.S.S. en une force qui met en mouvement les grandes masses de la population, les classes, les nations, les peuples et les Etats, *marque un nouveau et grand changement dans le rapport des forces de classe, à l'échelle mondiale, en faveur du socialisme, au détriment du capitalisme. Elle marque le début d'une nouvelle étape dans le développement de la révolution prolétarienne mondiale.* » (*Contre la guerre et le fascisme : l'Unité*, p. 38, 39, 40.)

L'influence révolutionnaire de la victoire du socialisme en U.R.S.S. est d'autant plus grande que, malgré toutes ses tentatives, la bourgeoisie n'a pas trouvé une issue à la crise économique mondiale et continue à chercher cette issue dans la voie du renforcement de l'exploitation, dans la voie du fascisme, d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale et d'une attaque contre l'U.R.S.S. Tout cela mène à un plus grand développement de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Au cours de ces dernières années, dans les pays capitalistes, a eu lieu une série de très grandes grèves de masse, que l'Europe capitaliste n'avait pas vues depuis la première vague des révolutions de 1918-1923. Des événements tels que la puissante grève générale politique contre le danger fasciste en France en février 1934, telle que l'héroïque lutte armée des ouvriers contre les fascistes en Autriche en février 1934 et en Espagne en octobre 1934, confirment brillamment les paroles du camarade Staline, que « l'idée de l'assaut mûrit dans la conscience des masses », et témoignent de la profondeur du processus de révolutionnarisation des masses qui se produit actuellement.

Ce processus trouve son expression dans la profonde crise subie par la II^e Internationale. La victoire du fascisme dans une série de pays s'est trouvée possible surtout grâce à la politique social-démocrate de scission dans la classe ouvrière et de collaboration avec la bourgeoisie, grâce au fait que la social-démocratie empêchait de toute façon la formation d'un front unique de la classe ouvrière contre le fascisme grandissant. Par toute sa politique, la social-démocratie a frayé la voie et facilité la victoire du fascisme dans ces pays. Ce fait pénètre dans la conscience des masses de plus en plus considérables. Les masses d'ouvriers social-démocrates ont de moins en moins d'illusions au sujet de la politique de la social-démocratie, de plus en plus elles sont attirées par le front unique et se tournent vers le communisme. D'un autre côté, le passage de la bourgeoisie au fascisme a privé la social-démocratie de son ancienne situation dans l'Etat bourgeois. Tout cela rend difficile, et dans une série de pays rend impossible, à la social-démocratie, de conserver son ancien rôle de soutien de la bourgeoisie. La social-démocratie se divise de plus en plus en deux camps : le camp des éléments réactionnaires qui s'efforcent de continuer l'ancienne politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie et le camp des éléments qui se révolutionnent. Toutes ces conditions et, en premier lieu, l'énorme influence révolutionnaire de la victoire du socialisme en U.R.S.S. créent des circonstances extrêmement favorables pour la formation du front unique de la classe ouvrière, pour la création, sous l'hégémonie du prolétariat, d'un front populaire de lutte contre le fascisme et la guerre, pour la préparation aux futures batailles pour la dictature du prolétariat, aux grandes batailles du second cycle de révolutions prolétariennes.

Le nouveau cycle de révolutions, par ses dimensions et sa profondeur, laissera loin derrière lui le premier cycle de révolutions. Les batailles révolutionnaires de 1918-1923 se produisirent alors qu'il n'y avait pas encore de Partis communistes de masse et expérimentés, alors que dans les masses l'influence de la social-démocratie était encore extrêmement forte, alors que le premier Etat prolétarien dans le monde n'était pas encore aussi fort qu'à présent, alors qu'on menait encore la lutte seulement pour décider la question « qui l'emportera » à l'intérieur du pays des Soviets.

Les batailles révolutionnaires décisives de l'avenir se produiront alors que la puissance économique, politique et militaire du pays du socialisme victorieux s'est fortement accrue, alors que l'influence sur les masses de la social-démocratie, qui a fait banqueroute, tombe rapidement, alors qu'à la tête des masses se trouvent des Partis communistes organisés et enrichis par l'expérience bolchevik, des Partis qui, dès à présent, sous la direction de l'Internationale communiste, dans la lutte quotidienne menée contre l'offensive du Capital, contre le fascisme, contre la guerre et l'intervention, préparent, organisent, rassemblent et entraînent les masses de la classe ouvrière aux batailles décisives pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat. Le prolétariat révolutionnaire du monde entier, sous la direction de l'Internationale communiste, avec, à sa tête le grand et génial chef de la révolution prolétarienne mondiale, le camarade Staline, se prépare à sortir vainqueur du nouveau cycle de révolutions et de guerres.